



PANTHÉON-ASSAS  
UNIVERSITÉ  
PARIS

**BANQUE DES MÉMOIRES**

**Master de Relations Internationales**  
**Dirigé par Jean-Vincent Holeindre**  
**2023**

***L'Ibéro-Amérique et la diplomatie  
linguistique de l'Espagne au XXI<sup>e</sup> siècle***

**Alexandre Masquelier**

**Sous la direction de Olivier Forcade et David Marcilhacy**

---

## *Remerciements :*

---

Ce mémoire fut l'objet d'un travail ardu mais passionnant. La recherche est un travail solitaire, mais il ne prend sa signification et sa richesse que par l'échange et le débat collectif. Un travail de recherche est toujours un résultat collectif, et c'est ce qui lui octroie toute sa valeur.

Je remercie tout d'abord mes directeurs de recherche, David Marcilhacy et Olivier Forcade. Sans eux, ce mémoire n'aurait pu voir le jour. Ce sont eux qui, par leurs conseils avisés, m'ont livré les clefs pour pouvoir entrer dans cette belle aventure intellectuelle qu'est la recherche. Camille Bayet mérite également toute ma gratitude, pour sa bienveillance et ses cours de méthodologie éclairants.

Ce mémoire ne serait pas ce qu'il est sans ma famille. Je souhaite la remercier pour son soutien constant dans ce chemin semé d'embûches. C'est aussi pour leur héritage que je dois les remercier. Je remercie ma mère pour m'avoir ouvert à la culture espagnole, si riche et fascinante et de m'avoir transmis son amour pour ce beau pays. Mon père m'a offert l'amour pour les langues et Tolkien. Cet héritage a donné forme à la direction et au cheminement de mon enquête.

Enfin, je pense aussi à mes amis, qui m'ont épaulé par leur présence, leur bonne humeur et leurs conseils. Avancer seul n'est jamais simple ; leur aide et leur bonne humeur ont allégé la charge de travail, parfois lourde à porter.

Je serais ingrat d'oublier Jazzy Bazz, pour l'inspiration que m'ont apporté ses beaux sons ; ils m'ont permis de combler mon besoin d'évasion, lorsque la lassitude rejoignait l'équation. Son art m'a illuminé dans les sentiers de solitude.

“For though cultural and other traditions may accompany a difference of language, they are chiefly maintained and preserved by language. Language is the prime differentiator of peoples—not of ‘races,’ whatever that much misused word may mean in the long-blended history of western Europe.”

J.R.R.Tolkien, *The Monsters and the Critics*

## Table des matières :

<b>Liste des acronymes :</b> .....	5
<b>Introduction :</b> .....	6
<b>Partie I : L’Ibéro-Amérique : un concept politique aux fondements culturels</b> .....	20
I) Brève comparaison entre la Francophonie, la Communauté des pays de langue portugaise et la communauté ibéro-américaine des nations .....	20
1) La Francophonie : une institution géopolitique de la langue.....	20
2) La communauté politique de langue portugaise : la langue comme tremplin politique.....	23
3) L’Ibéro-Amérique : une communauté aux fondements plus vastes que le lien linguistique .....	26
II) Généalogie de l’Ibéro-Amérique et de l’ibéro-américanisme .....	30
1) Genèse de l’ibéro-américanisme : panhispanisme, hispano-américanisme, Hispanité et ibéro-américanisme .....	30
2) Un outil de politique étrangère essentiel pour l’Espagne.....	35
3) L’Ibéro-Amérique : une signification complexe et à bords flous .....	38
III) L’Espagnol en Amérique latine : de vieux débats .....	40
1) Les indépendances et l’ambiguïté des nouvelles nations avec l’espagnol .....	41
2) Le rapport des Latino-américains à la <i>Real Academia Española</i> et aux incarnations de la pureté de l’espagnol.....	45
<b>Partie II. La politique linguistique de l’Espagne : les enjeux d’une perspective panhispanique et ses implications ibéro-américaines</b> .....	49
I) La langue espagnole : un objet de <i>Soft Power</i> pour Madrid .....	49
1) Le <i>Soft Power</i> et ses liens avec la langue .....	49
2) Les instances de promotion de la langue espagnole liées à l’Espagne .....	53
3) La diplomatie culturelle espagnole : un système complexe marqué par un prisme économique .....	57
III) L’espagnol dans « la guerre des langues » du XXI <sup>e</sup> siècle.....	60
1) Les effets linguistiques de la mondialisation .....	60
2) Etat des lieux de la langue espagnole dans le monde .....	62
3) L’espagnol, un atout dans la géopolitique des langues ? .....	66
IV) La politique linguistique panhispanique, ses enjeux et son organisation .....	69
1) Une politique qui émerge dans les années 1990 .....	69
2) 2004 : un tournant pour la <i>nouvelle politique linguistique panhispanique</i> .....	72
3) Les différentes phases de la politique panhispanique et ses difficultés .....	75
V) L’Ibéro-Amérique : un enjeu pour la politique linguistique panhispanique .....	78

1) L'importance des accords bilatéraux .....	78
2) L'Ibéro-Amérique : Une organisation lusophone et hispanophone .....	82
3) Le Brésil : un enjeu fondamental .....	84
V) Les discours sur la politique linguistique panhispanique .....	87
1) La défense de l'unité de l'espagnol .....	87
2) Les critiques linguistiques : des relents hégémoniques dans la politique linguistique panhispanique et ses discours sur l'unité de la langue espagnole ? .....	90
3) Les discours nationalistes et la réclamation d'une indépendance linguistique .....	91
<b>Partie III. Une perte d'influence mesurée mais continue en Ibéro-Amérique .....</b>	<b>94</b>
I) La question indigène et l'identité latino-américaine .....	94
1) Réveils amérindiens, mouvements sociaux et victoires politiques de communautés longtemps mises au ban .....	94
2) La pensée décoloniale : un courant de pensée fécond et influent en Amérique latine .....	97
3) L'influence politique de ces mouvements .....	100
II) L'Ibéro-Amérique, un espace politique en perte de vitesse .....	104
1) Une communauté essentiellement impulsée par l'Espagne .....	104
2) La division croissante en Amérique latine, fossoyeuse de cohésion régionale .....	107
3) Un syndrome du <i>cumbrismo</i> ? .....	110
III) Une perte d'influence de l'Espagne en Amérique latine ? .....	111
1) La crise économique de 2008 et ses conséquences .....	111
2) Une conception trop économique de la diplomatie ? .....	113
3) Et pourtant, le succès de la politique linguistique panhispanique .....	116
IV) La politique linguistique de l'Espagne et l'Ibéro-Amérique : miroir de l'Espagne en Amérique latine et dans le monde .....	118
1) <i>Héautonomie</i> de la politique linguistique espagnole : une approche clausewitzienne .....	118
2) Reflets des dynamiques internationales sur l'Ibéro-Amérique et la politique linguistique panhispanique .....	122
<b>Conclusion générale : .....</b>	<b>125</b>
<b>Bibliographie : .....</b>	<b>129</b>

## Liste des acronymes :

AC/E : Accion Cultural Española  
ACCT : Agence de Coopération Culturelle et Technique  
AECI : Agencia Española de Cooperación Internacional  
AECID : Agence espagnole pour la coopération internationale au développement  
ALBA : Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique  
AOD : Aide au Développement  
CELAC : Communauté d'Etats Latino-américains et caribéens  
CILE : Conférence Internationale de Langue Espagnole  
CILPE : Conférence Internationale de Langue Portugaise et Espagnole  
CIN : Communauté Ibéro-américaine des Nations  
COMJIB : Conférence des ministres de la justice des pays ibéro-américains  
CONAIE : Confédération Nationale des Indigènes d'Equateur  
CPLP : Communauté des pays de langue portugaise  
DELE : Diplôme d'espagnol langue étrangère  
EZLN : Armée Zapatiste de Libération Nationale  
IDE : Investissements directs à l'étranger  
IILP : Institut International de la Langue Portugaise  
MAEC : Ministerio de Asuntos Exteriores y Cooperación  
NPLP : Nouvelle politique linguistique panhispanique  
OEI : Organisation des États ibéro-américains pour l'éducation, la science et la culture  
OIF : Organisation Internationale de la Francophonie  
OIJ : Organisation internationale de la jeunesse ibéro-américaine  
OIT : Organisation Internationale du Travail  
PACE : Plan Nacional de Acción Cultural Exterior  
PALOP : Pays africains de langue officielle portugaise  
PROSUR : Forum pour le progrès en Amérique du Sud  
SEGIB : Secrétariat général ibéro-américain  
SICELE : Sistema Internacional de Certificación del Español como Lengua Extranjera  
SIELE : Servicio Internacional de Evaluación de la Lengua Española  
UBA : Université de Buenos Aires  
UNAM : Université Autonome du Mexique

## Introduction :

Pour le ministère des affaires étrangères, la promotion de notre langue, sa consolidation en tant que langue de prestige dans les relations internationales, dans la culture, dans les médias, dans les sciences, dans d'autres domaines où l'avenir de l'espagnol est également en jeu, comme la numérisation [...] est devenue l'un des axes de notre politique étrangère. Et nous devons penser que l'instrument central de notre politique étrangère est aussi cette langue, l'espagnol. Elle n'est pas qu'un axe de notre politique extérieure, mais aussi une force pour notre politique étrangère. Il n'est pas si courant d'avoir une langue mondiale et nous l'avons<sup>1,2</sup>.

L'espagnol est une langue clef dans les relations internationales pour le ministère espagnol des Affaires étrangères, européennes et coopération. Lors de son discours au IXe Congrès International de la Langue espagnole (CILE) - sommet triennal réunissant les académies hispanophones et intellectuels intéressés et voulant débattre sur la langue espagnole -, José Manuel Albares donne le ton et montre l'importance que son ministère accorde à la langue espagnole. Il énumère les atouts de cette langue qui en font une langue globale. Cette importance est largement permise par le nombre d'Etats qui ont l'espagnol pour langue officielle, notamment les dix-neuf Etats latino-américains hispanophones. Ceux-ci sont également membres de l'Ibéro-Amérique, une communauté de nations qui tient un sommet pour lequel il partira peu après en compagnie du roi d'Espagne Philippe VI<sup>3</sup>. Cette communauté, dont la proximité linguistique est l'un des fondements, fera l'objet de notre analyse. Car, si la langue espagnole est un « patrimoine commun » à l'Espagne et aux « frères latino-américains », il apparaît clairement au vu du discours du ministre qu'elle est un objet de la politique extérieure espagnole ; il voit donc un intérêt national dans la langue et la diplomatie linguistique. Quels rapports entretiennent les pays constitutifs de l'« Ibéro-Amérique » avec la politique linguistique de l'Espagne ?

---

<sup>1</sup> « para el ministerio de asuntos exteriores, la promoción de nuestro idioma, su consolidación como una lengua de prestigio en las relaciones internacionales, en la cultura en los medios de comunicación, en las ciencias, en otros ámbitos donde también se están jugando el futuro del español como es la digitalización(...)se ha convertido en uno de los ejes de nuestra política exterior y tenemos que pensar que el instrumento central de nuestra política exterior es también ese idioma el español. No solo es un eje de nuestra política exterior sino una fuerza para nuestra política exterior. No es tan frecuente tener un idioma global y nosotros lo tenemos. »

<sup>2</sup> *Presentación del IX Congreso Internacional de la Lengua Española. Cádiz 2023*, Cadix, 2023, [En ligne], <<https://www.youtube.com/watch?v=VDv1G4BrjdM>>.

<sup>3</sup> Les pays membres de la Conférence ibéro-américaine sont Andorre, l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, Cuba, la République Dominicaine, l'Équateur, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Pérou, le Paraguay, le Portugal, l'Espagne, l'Uruguay et le Venezuela.

## **Contexte et définitions :**

Cette question est cruciale aujourd'hui, comme le montrent les nombreuses allusions de José Manuel Albares aux bouleversements géopolitiques que la guerre en Ukraine a mis en lumière. Dans un contexte de tensions exacerbées avec la Russie et la Chine, les occidentaux tentent de garder de l'influence dans un « Sud Global » qui tend de plus en plus à s'émanciper des valeurs et des impératifs occidentaux en matière de relations internationales. La Chine tend à accroître sa présence en Amérique latine depuis le début des années 2000. Mais l'Union Européenne espère y garder une certaine influence, de par la plus grande accointance de ces Etats avec la culture occidentale et leur défense plus ferme de la démocratie. L'Espagne compte profiter de cette tendance pour mettre en jeu son influence et sa proximité avec l'Amérique latine. Celle-ci est incarnée par les nombreux sommets et réunions communes à l'Espagne et à un certain nombre d'Etats d'Amérique latine qui font partie de ce que l'Espagne nomme l'Ibéro-Amérique.

Depuis son entrée dans la Communauté Economique Européenne (CEE), l'Espagne fait la promotion du pont qu'elle représenterait entre l'Amérique Latine et l'Europe. Ce dernier est permis par les liens linguistiques partagés avec l'Amérique hispanophone. Les connexions que l'Espagne partage avec les pays qui furent colonies de l'Empire espagnol ne sont pas que linguistiques ; leur histoire partagée pendant plus de 300 ans permet de renforcer la proximité linguistique par des liens historiques, culturels et migratoires. Ces liens, promus et souvent exagérés, n'en représentent pas moins une réalité renforcée par la construction d'un narratif qui pousse l'Espagne à avoir une politique étrangère différenciée envers cette zone géographique qu'est l'Amérique latine. Suite à la Transition, modèle de sortie de dictature après la mort de Franco en 1975, l'Espagne a fait valoir le concept d'« Ibéro-Amérique ». Celui-ci montre bien à quel point l'Espagne se voit comme une charnière entre sa réalité européenne et ses liens avec l'Amérique hispanique. Ce concept, peu connu hors de l'environnement hispanique, désigne à la fois une identité marquée par une culture partagée entre les anciennes colonies américaines portugaises et espagnoles, qui par-delà les processus de dissolution de leurs empires américains qui eurent lieu au XIXe siècle, formeraient une communauté ; c'est ce que laisse entendre la Communauté Ibéro-américaine des Nations (CIN), dont les membres sont les Etats participant aux sommets de cette communauté. Par ailleurs, l'Ibéro-Amérique désigne plus prosaïquement la réalité géographique qui correspond aux États qui en font partie. L'identité de la CIN a fait l'objet d'une construction discursive et politique au long du XXe siècle. Ses débuts sont liés à une conception paternaliste de l'hispanité, conçu comme une communauté liant les anciennes colonies à leur mère patrie. Depuis la Transition, cette communauté s'est institutionnalisée sous des

auspices que l'Espagne s'est efforcée de faire paraître moins paternalistes. Depuis 1991, les sommets ibéro-américains des chefs d'Etat et de gouvernement donnent corps à l'Ibéro-Amérique, un concept qui demeure flou, se basant sur des sentiments et un discours qui met en valeur et rappelle de manière récurrente le « patrimoine culturel commun » (*acervo cultural común*).

On voit à quel point ce lien est culturel, et relève de l'affectif en mettant l'accent sur une communauté imaginée, mais qui par les discours et la croyance de son existence n'en est pas moins réelle. En effet, il n'est pas rare de voir des politiciens ou des citoyens espagnols critiquer la dénomination « Amérique latine », qui est souvent décriée comme imposée par la France, et dont l'usage s'est imposé mondialement car les latino-américains eux-mêmes l'ont librement adoptée ; ils y voient une tentative française et injustifiée de diminuer l'influence et la présence de l'Espagne en Amérique latine. Cependant, comme nous le verrons, le concept d'Ibéro-Amérique a une portée principalement culturelle, ce qui tend à rendre sa signification floue. Le fait que le terme renvoie à l'idée de communauté ne facilite pas les choses, tant ce terme est lui-même ambivalent. Il existe de nombreux débats concernant la définition de ce concept dans un contexte où la communauté devient un objet d'étude philosophique privilégié depuis que le communautarisme affirme que la communauté est essentielle dans la construction de l'identité<sup>4</sup>. La plupart d'entre eux se centrent sur un sentiment d'appartenance commun. Notre mémoire ne vise pas à analyser en profondeur les fondements et la construction de l'Ibéro-Amérique, nous ne nous attarderons par conséquent pas trop sur ces subtils débats. Nous prendrons l'idée de Sylvain Santi et Jean Derrive, selon qui « le concept de communauté correspond plutôt à un sentiment des individus concernés de former une espèce de « famille », au sens large »<sup>5</sup>. Il convient néanmoins de garder en tête que la communauté ne se base pas nécessairement que sur des liens ethniques ou biologiques qui donnent sens à cette « famille ». La pensée chrétienne a dû s'occuper de l'articulation entre les communautés politiques et la communauté chrétienne, plus vaste et à vocation universelle<sup>6</sup>. Malgré les différences culturelles ou politiques, la chrétienté s'en accommode pour former une communauté basée sur une identité plus transnationale, matérialisée par des liens spirituels et coutumiers propre au christianisme, qui font converger ces nations vers une communauté chrétienne. Cette communauté n'a pas besoin de s'organiser politiquement pour exister<sup>7</sup>.

---

<sup>4</sup> SAINT GERMAIN Charles-Eric de, *Cours particuliers de philosophie. volume I: culture et politique*, Paris, Ellipses, 2011. p. 86.

<sup>5</sup> SANTI Sylvain et DERIVE Jean, *La communauté: fondements psychologiques et idéologiques d'une représentation identitaire*, Grenoble, Publications de la MSH-Alpes, 2003, p. 10.

<sup>6</sup> ZWIERLEIN Cornel, *Politische Theorie und Herrschaft in der Frühen Neuzeit*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2020, (Einführungen in die Geschichtswissenschaft, Band 2) p. 71-73.

<sup>7</sup> SAINT GERMAIN Charles-Eric de, *Cours particuliers de philosophie. volume I, op. cit* p. 585-587.



Nous emploierons le terme Ibéro-Amérique pour désigner l'Amérique latine du point de vue espagnol. En effet, l'extension géographique relativement floue de ce concept que nous approfondirons plus tard permet de renvoyer à plusieurs aires. Nous emploierons également le terme Ibéro-Amérique pour nous référer à l'ensemble géographique et étatique comprenant la péninsule ibérique ainsi que les Etats hispano-américains et le Brésil. Pour désigner les pays américains de la CIN, nous préférons le terme Amérique latine, plus clair et consensuel.

La manifestation la plus évidente de cette proximité culturelle fondamentale pour l'Ibéro-Amérique est la langue. On remarque que les liens entre l'Ibéro-Amérique et la politique linguistique de l'Espagne sont concomitants. Ainsi, 1991 marque l'année du premier sommet ibéro-américain à Zacatecas, mais aussi la création de l'Institut Cervantès, chargé de promouvoir la langue espagnole et sa culture. Tout ceci correspond à la volonté de l'Espagne de prendre davantage de poids dans les relations internationales. La langue est un aspect essentiel de cette politique puisqu'elle est ce qui permet d'impulser la relation ibéro-américaine et de lui donner un socle manifeste. Pourtant, si le patrimoine culturel commun entre l'Espagne et les pays hispanophones de l'Amérique latine peut sembler évident, l'Ibéro-Amérique comprend aussi les pays lusophones que sont le Portugal et le Brésil. De ce point de vue, l'unité linguistique et culturelle voire l'identité de l'Ibéro-Amérique peuvent sembler problématiques, sans compter l'évidente diversité qu'impliquent les dimensions géographiques de cet ensemble politique et culturel. Par ailleurs, la politique linguistique étrangère est menée avant tout à un niveau global par les Instituts Cervantès, qui sont liés au ministère des Affaires étrangères espagnol. La politique linguistique qu'ils poursuivent considère donc avant tout les intérêts nationaux espagnols. Cela est d'autant plus prégnant qu'au début des années 2000 s'affirment des discours académiques et politiques selon lesquels l'espagnol aurait une valeur économique fondamentale. L'espagnol est alors un outil pour l'économie espagnole, ce qui peut mener à dévaloriser des particularités linguistiques qui tiennent à cœur aux pays latinoaméricains concernant une langue qui est également la leur et dont ils ne pensent pas que l'Espagne aurait le monopole.

Impulsée par la mondialisation et cette vision économique, s'est frayée au fil des années 1990 la volonté de mener une politique linguistique panhispanique, c'est-à-dire relative à l'ensemble de l'Espagne et de l'Amérique Hispanique. L'objectif principal est de garder l'unité linguistique, en menant une politique commune aux académies de langue hispaniques. On perçoit la volonté de garder des liens linguistiques solides, et de montrer l'espagnol comme étant la richesse de toute la communauté hispanique sinon ibéro-américaine. En effet, la mondialisation développe une conception économicisée des relations internationales, mais surtout elle joue le jeu de l'anglais qui se répand toujours plus. Les autres nations dont la langue peut prétendre à une posture internationale, comme la France ou l'Espagne, sont incommodées par cette hégémonie et veulent contenir les per-

cées de l'anglais. L'espagnol, deuxième langue internationale de l'époque en termes de locuteurs natifs derrière le mandarin avec ses 496 573 482 hispanophones natifs<sup>8</sup>, veut peser davantage dans le monde ; l'Espagne prône le développement d'une politique et d'un espagnol standardisé pour pouvoir davantage faire face aux défis de la mondialisation. La volonté panhispanique, de la politique linguistique de l'Espagne est réaffirmée en 2004 dans le programme *Nueva Política Lingüística Panhispanica* publié par l'Association des académies de langue espagnole (ASALE), menées par l'Académie Royale Espagnole (RAE). Malgré cette volonté de projeter une langue commune et unitaire, l'espagnol est une langue aux nombreuses variantes, qu'il est malaisé de défendre dans une politique commune, sans compter les nombreuses autres langues que ces nations abritent.

On considérera ici, dans la suite de Louis-Jean Calvet, que la politique linguistique est l'ensemble des choix conscients concernant les rapports entre langue et vie sociale<sup>9</sup>. Cela suppose qu'une autorité puisse faire ces choix, par exemple pour décider quelle est la forme adéquate d'écrire tel mot, en se basant sur son usage social ou son histoire. La politique linguistique ne concerne pas que sa langue nationale : l'encadrement de l'enseignement de la langue anglaise en France fait partie de ses politiques linguistiques. La manière dont ces politiques linguistiques sont appliquées prend la forme d'une planification linguistique. Les politiques linguistiques peuvent être décidées ou imaginées par plusieurs formes de communautés différentes, elles n'impliquent pas de posséder de pouvoir. Ainsi, le manifeste d'un parti régionaliste pour défendre sa langue locale est une politique linguistique. Mais pour les appliquer à grande échelle, il faut que ceux qui soient à l'origine de ces politiques possèdent les ressources suffisantes pour pouvoir les implémenter, ce qui implique souvent une structure étatique. Il peut donc exister des politiques linguistiques sans planification linguistique, bien qu'une planification linguistique sans politique définie au préalable ne soit pas envisageable.

La politique linguistique concerne essentiellement le pays dont les autorités sont issues, c'est une question intérieure. Cependant les politiques linguistiques ont aussi leur influence sur la scène internationale. En effet, la langue est le signe le plus évident de la différence culturelle entre les nations, elle est la porte d'entrée par excellence vers une autre culture. De ce fait, la langue est une des composantes principales de la diplomatie culturelle, qui intègre des dispositifs pour favoriser l'expansion de la langue nationale ; elle fait l'objet d'une diplomatie linguistique que nous analyserons. Les organismes tels que l'Alliance Française ou le British Council en sont un exemple. Dans ce cadre, les choix conscients concernant la langue nationale influencent la manière dont celle-ci est enseignée à l'étranger, par ailleurs il peut exister des directives concernant la manière dont est enseignée la langue à l'étranger. On considérera que la politique linguistique extérieure est l'ensemble

---

<sup>8</sup> *El español en el mundo: anuario del Instituto Cervantes 2022*, Madrid, Instituto Cervantes, 2022, p. 20-21.

<sup>9</sup> CALVET Louis-Jean, « Politique linguistique », dans *Langage et société*, vol. Hors série, n° HS1, 9 septembre 2021, p. 275-280.

des choix concernant l'enseignement et la promotion de la langue nationale à l'étranger. On remarque de suite une dichotomie en ce qui concerne l'espagnol, langue originaire d'Espagne mais qui appartient aujourd'hui à plus de vingt peuples différents.

En effet, la politique linguistique de l'Espagne a des répercussions hors de son propre territoire. La plus grande autorité espagnole en matière linguistique est la *Real Academia Española* (RAE). Elle est la première et la plus vieille instance qui s'occupe donc de normer la langue espagnole, en publiant des dictionnaires et des ouvrages linguistiques qui indiquent l'usage correct du lexique, de la graphie et de la grammaire. Elle travaille aujourd'hui en coordination avec les autres académies de langue ; l'espagnol est à la fois une question intérieure et extérieure à l'Espagne. Malgré quelques débats que nous aborderons plus tard, la RAE, pour des raisons de prestige et de ressources est demeurée la plus grande autorité en matière de linguistique espagnole, bien que les autres pays hispanophones puissent décider de s'en écarter. De ce fait, la RAE garde une éminence à l'ombre de laquelle les autres académies travaillent. Cette prééminence est matérialisée par le fait que le directeur de la RAE préside l'Association des Académies de langue espagnole (ASALE).

Ainsi que nous le verrons au cours de ce mémoire, l'Espagne garde donc une certaine prépondérance en matière linguistique. Or celle-ci peut être l'objet de tensions. Ceci a déjà été le cas au cours de l'histoire et peut se réveiller selon le degré d'interventionnisme des autorités linguistiques espagnoles. On retrouve cela dans le discours de José Manuel Albares cité précédemment. Le ministre se sent obligé de souligner le fait que la langue n'est « l'objet de personne », ce qui montre que tout le monde n'est pas de cet avis ou à tout le moins que certains en doutent. Par ailleurs, peu avant le CILE, le directeur de la RAE se sent obligé de nier le fait qu'il y ait des positions antiespagnoles en Hispanoamérique et de dire « il n'y a pas de politiques agressives contre l'espagnol ni aucun risque de déplacement ou de disparition ». On devine que cette déclaration répond à certaines inquiétudes. Ces inquiétudes ne naissent pas de nulle part, elles peuvent être des perceptions exagérées, mais il faut qu'elles répondent à une certaine matérialité. Tout ceci est révélateur de frictions. Il est intéressant de remarquer à quel point ce qui est promu comme la raison essentielle du lien ibéro-américain, ce ciment que serait l'unité linguistique ibéro-américaine est source et objet de tensions.

« La langue fut toujours la compagne de l'empire »<sup>10</sup> écrivait Nebrija en 1492 dans sa fameuse *Gramática de la lengua castellana*. Cette phrase prémonitoire est à double tranchant. L'empire a permis la diffusion qui rend cette langue si intéressante au ministère des Affaires étrangères espagnol, mais en contrepartie, le spectre de la colonisation peut rapidement être convoqué lorsque l'on pense la présence de l'espagnol en Amérique latine. Ce risque s'insère dans un cadre plus général.

---

<sup>10</sup> ALARCOS LLORACH Emilio, *Gramática de la lengua española*, 1. ed., 18. reimpr, Pozuelo de Alarcón (Madrid), Espasa Calpe, 2009, (Colección Nebrija y Bello).

Les entrepreneurs espagnols qui investissaient largement dans les secteurs stratégiques ont parfois été qualifié de « nouveaux conquistadores » au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle. Par ailleurs, le développement des courants post coloniaux et décoloniaux facilite une vision négative de l'Espagne, dont l'héritage colonial est critiqué. La désertion progressive de ces sommets par un certain nombre de chefs d'Etat montrent aussi un déclin relatif de l'Ibéro-Amérique, un concept culturel et géopolitique qui est essentiellement impulsé par le royaume ibérique. Ce déclin se manifeste au niveau politique mais aussi au niveau culturel, puisque c'est l'identité ibéro-américaine qui est affectée par cette critique. La fragmentation politique de l'espace ibéro-américain empire la situation dans laquelle cette communauté s'est embourbée. L'Ibéro-Amérique semble en perte de vitesse.

Depuis 2008, le prestige et l'influence de l'Espagne dans le monde ont décliné, du fait de la crise économique et sociale que l'Espagne a subie suite à la crise des *Sub Primes*. Cette perte d'influence s'est notamment fait sentir en Amérique latine, car les moyens diplomatiques espagnols ont été réduits et concentrés sur les questions économiques et sur l'espace européen dans ce contexte de difficultés économiques. L'identité et par là la cohésion de la communauté ibéro-américaine semblent amoindries. Un impact plus tardif de la crise économique mondiale puis la crise covid ont cependant largement affaibli l'Amérique latine. Elle cherche davantage de partenaires, notamment en Europe et en Asie-pacifique. L'Union Européenne elle aussi cherche à en trouver dans un contexte de crise du multilatéralisme. Dans ce contexte le pont espagnol reprend de l'importance. De ce fait l'identité ibéro-américaine et la politique linguistique en reprennent aussi. Dans ce contexte, il s'agit de s'interroger sur les rapports entre l'Ibéro-Amérique et la politique linguistique espagnole de 2004 à nos jours. On cherchera notamment à y trouver un indicateur sur l'état de l'influence espagnole dans la région.

Alors que l'Ibéro-Amérique se fonde sur des liens fraternels et culturels, comment les pays ibéro-américains réagissent-ils à la politique linguistique panhispanique menée par Madrid, et quels impacts cela a-t-il sur la communauté ibéro-américaine ?

Dans quelle mesure la politique linguistique espagnole est-elle un témoin, et éventuellement un facteur, de la baisse d'influence espagnole en Ibéro-Amérique ?

### **Etat de l'art :**

La recherche est fournie en ce qui concerne la projection du nationalisme espagnol vers l'Amérique latine, et un peu moins en ce qui concerne l'Ibéro-Amérique. Si cette dernière fait l'objet de nombreuses analyses dans la littérature espagnole, ce concept et ses manifestations politiques et culturelles sont absents chez la plupart des spécialistes français, en ce qui concerne l'analyse internatio-

nale du XXI<sup>e</sup> siècle. Nous n'évoquerons ici que les spécialistes les plus reconnus et spécialisés dans les thématiques qui nous intéressent.

Celestino del Arenal a fait une large étude de la politique espagnole vis-à-vis de l'Amérique latine. Il y remet en perspective l'Ibéro-Amérique dans la politique étrangère espagnole depuis le franquisme, en mettant un accent particulier sur les relations depuis la Transition jusque 2012. Cette étude montre les dynamiques européennes et la nécessité à laquelle fait face l'Espagne depuis 2004 d'américaniser sa politique vis-à-vis de l'Amérique latine.<sup>11</sup>

Si la plupart des auteurs voient la période qui suit 1992 jusque 2008 comme une période d'influence croissante pour l'Espagne en Ibéro-Amérique, la littérature s'accorde pour évoquer une influence perdue par l'Espagne, qui commençait à poindre dans le début des années 2000 mais que la crise économique de 2008 confirme. Ainsi Jean-Jacques Kourliandsky affirme que l'influence espagnole en Amérique latine décline depuis la crise de 2008 ; l'Espagne fait face à ses difficultés internes et s'est détournée de l'Amérique latine tandis que les pays latinoaméricains ont moins pâti de la crise des *Sub Primes* et diversifient leurs partenaires. Les spécialistes espagnols que sont Carlos Malamud, Antonio Sanahuja ou encore Susanne Gratius vont également dans le sens d'une dynamique ibéro-américaine rouillée liée à une perte d'influence. Le « cumbrismo »/ « culte du sommet » ibéro-américain est critiqué pour ses effets peu marquants, alors que la communauté n'a qu'une faible structure et manque de moyens ; les politiques menées en Ibéro-Amérique sont décryptées avec un regard critique relevant des erreurs qui ne font que renforcer la perte d'influence dans cet espace. Carlos Malamud montre les relations que cela a avec la montée de la rhétorique nationaliste et indigéniste en Amérique latine depuis le début des années 2000, et prévoit que l'Espagne devra faire preuve d'une grande prudence dans la décennie 2010. Malgré tout, tous les spécialistes ne sont pas d'accord quant à l'ampleur de cette perte d'influence. Pour certains, l'Espagne reste influente dans cette partie du monde malgré la perte de terrain.

On trouve de nombreuses analyses sociolinguistiques sur la politique linguistique panhispanique ou encore sur les relations des nations hispanophones à leur langue de manière plus générale. Ces analyses se sont notamment développées depuis les années 1970. Depuis la fin des années 1990 et au fur et à mesure que la politique panhispanique s'est développée, un certain nombre de chercheurs en sociolinguistique ont publié des articles scientifiques critiques envers cette politique et envers les imaginaires liés à la langue espagnole. On trouve parmi eux José Del Valle, Clare Mar-Molinero et Elvira Narvaja de Arnoux. Ce sont les plus visibles parmi un groupe plus vaste de linguistes critiques. Ces auteurs, souvent espagnols ou latino-américains critiquent le centralisme de la politique

---

<sup>11</sup> ARENAL Celestino del, *Política exterior de España y relaciones con América Latina: iberoamericanidad, europeización y atlantismo en la política exterior española*, Madrid, Siglo XXI, 2011.

linguistique panhispanique et la normativité qui en résulte, au détriment des pays hispano-américains.

Ces auteurs se placent dans le cadre de la glottopolitique, une démarche particulière de la sociolinguistique. Promue par Guespin et Marcellesi<sup>12</sup>, elle s'est popularisée dans les études sur l'espagnol en Amérique latine. L'approche glottopolitique veut dépasser les distinctions réalisées entre parole et langue, distinction traditionnelle depuis Ferdinand de Saussure et que la sociopolitique tend à garder malgré son approche plus englobante. La parole considère en linguistique l'usage individuel d'une langue, qui actualise de manière particulière ce système global de communication qu'est la langue. L'approche glottopolitique neutralise l'opposition entre les deux pour mieux englober la réalité sociolinguistique, faite d'interactions constantes et complexes entre langue et parole. Les approches glottopolitiques se basent sur une analyse des discours, c'est une approche critique et plutôt post-positiviste. Ces auteurs sont très critiques de la politique linguistique espagnole.

D'un autre côté, on trouve un certain nombre de chercheurs, souvent institutionnels dans la mesure où ils sont liés aux instances linguistiques officielles ou bien travaillent dans le cadre du *Real Instituto Elcano*, un *think tank* espagnol qui fait des recherches en relations internationales et est étroitement lié à l'État espagnol. Les auteurs les plus centrés sur la question de la diplomatie culturelle et linguistique sont Jaime Otero Roth et Ángel Badillo. Ceux-ci défendent en général la politique linguistique panhispanique. Ils essaient de trouver des propositions pour améliorer celle-ci et constatent certaines de ses déficiences. On retrouve notamment ces propositions dans *Los Anuarios del Instituto Cervantes : el estado del Español en el mundo*, annuaire publié par l'institut Cervantès sur l'état de l'espagnol dans le monde. Malgré leur caractère institutionnel et souvent partisan, ces publications ne manquent pas de caractère scientifique. Ainsi, les lacunes ou les aspects fâcheux que peuvent contenir les politiques de la RAE ou de l'Institut Cervantès sont parfois pointées du doigt. On peut en effet considérer que le but de ces recherches est de mener avec efficacité des analyses pour améliorer la politique, ce qui ne saurait se baser que sur une recherche de la vérité. Les dérives et les risques du panhispanisme sont entre autres dénoncés par Francisco Moreno Fernández<sup>13</sup>. Il montre les perceptions négatives que peut faire naître la promotion d'une norme standard chez les peuples latinoaméricains.

Toutes ces positions sont visibles dans la thèse de Virginia Garin<sup>14</sup>, qui synthétise les diverses questions sociolinguistiques autour de la politique linguistique panhispanique, qui conclut sur une cri-

---

<sup>12</sup> GUESPIN Louis et MARCELLESI Jean-Baptiste, « Pour la glottopolitique », dans *Langages*, vol. 21, n° 83, 1986, p. 5-34.

<sup>13</sup> MORENO FERNÁNDEZ Francisco, « Los modelos de lengua del castellano al panhispanismo », dans *Lingüística aplicada a la enseñanza de español como lengua extranjera: desarrollos recientes*, Madrid, 2006, p. 75-94.

<sup>14</sup> GARIN Virginia, *La politique linguistique institutionnelle de diffusion de l'espagnol au XXIe siècle : une enquête sur les représentations de la norme linguistique chez les enseignants de l'Institut Cervantès au Brésil.*, Montpellier, Montpellier 3, 2016.

tique des idéologies linguistiques véhiculées par cette politique et son instrumentalisation par l'Espagne, afin d'analyser la manière dont les enseignants de l'Institut Cervantès diffusent l'espagnol au Brésil. Les enjeux politiques de la langue sont souvent évoqués mais rarement analysés pour eux-mêmes.

### **Cadre Théorique :**

Or, les rapports entre langue et politique sont extrêmement importants. C'est justement ce postulat, au départ plus ou moins inexistant en linguistique, qui a mené certains chercheurs à fonder la sociolinguistique dans les années 1960. C'est une démarche plus politique que nous prendrons pour notre mémoire. Car ainsi que le montre la sociolinguistique, les rapports entre les langues sont issus et organisés par des rapports de pouvoir. De ce fait, la sociolinguistique est révélatrice de ces rapports qui sont organisés par la géopolitique, cela justifie le fait que le prisme linguistique puisse aider dans des analyses géopolitiques.

Il se dégage de ce panel varié de chercheurs, en majorité espagnols mais pas uniquement, qu'il manque un point de vue synthétique sur la question linguistique en ibéro-Amérique. Si la recherche est vaste sur la question ibéro-américaine, elle est souvent cloisonnée dans des aspects particuliers ou alors demeure trop superficielle dans une seule analyse de la politique. La question linguistique est souvent évoquée comme allant de soi, un pilier reconnu comme fondement de l'ibéro-Amérique, mais rarement questionnée en tant que telle. Les études tentant de circonscrire les réactions à la politique linguistique de l'espagnol en Ibéro-Amérique sont rares ou alors sectorielles ; celles-ci relèvent surtout de la philologie et ne se préoccupent pas beaucoup des aspects géopolitiques que la politique linguistique peut impliquer. Par ailleurs, il est quelquefois malaisé de démêler le vrai du faux dans ces discours alors même qu'ils ont vocation scientifique, tant les discours sont plus ou moins idéologisés, que ce soit pour défendre la politique panhispanique ou pour la vilipender. Il s'agira ici d'éviter de prendre une position trop normative pour préférer l'analyse de ces discours, révélateurs de tensions et de rapports de force.

Ce qui nous intéresse est surtout d'analyser la politique linguistique espagnole, qui prend la forme d'une politique panhispanique depuis les années 1990, et de la mettre en relation avec les rapports de pouvoir au sein de l'Ibéro-Amérique. Dans la mesure où politique et langue sont liées, les politiques linguistiques et les planifications linguistiques sont un signe de la marge de manœuvre du pouvoir ainsi que des imaginaires associés à la langue. La langue intéresse à la fois la politique intérieure et la politique extérieure. Il est parfois malaisé de démêler ce qui peut sembler un *continuum* tant ces deux aspects de la politique s'influencent mutuellement. En ce qui concerne la langue, on pourrait penser qu'elle est avant tout un aspect intérieur, mais le cas espagnol, le discours de José

Manuel Albares ainsi que la politique panhispanique montrent à quel point la langue est l'objet d'une politique extérieure. Cette porosité intérieur/extérieur apparaît plus clairement encore si l'on prend comme cadre l'Ibéro-Amérique. Cela rend cette aire particulièrement intéressante à analyser. La langue comme objet de politique extérieure est avant tout un axe de la diplomatie culturelle. Elle intègre le *Soft Power* théorisé par Joseph Nye, dont nous analyserons plus tard comment il peut être utile pour concevoir la politique linguistique extérieure. Cette conception des relations internationales sera fondamentale pour notre réflexion, car elle nous semble la meilleure manière de lier analyse politique et linguistique dans une perspective géopolitique. En effet, si les tensions linguistiques sont le cadre des individus, tout ceci se retrouve dans la manière dont les Etats peuvent ou non implémenter leur diplomatie. Si nous utiliserons beaucoup la notion de *Soft Power*, notre cadre théorique sera surtout fondé sur une perspective constructiviste des relations internationales, dont la figure la plus représentative est Alexander Wendt grâce à son œuvre *Theory of international politics*. En effet, c'est la théorie des relations internationales qui semble le plus à même de servir ce mémoire. L'Ibéro-Amérique est une communauté, de ce fait, l'identité est importante pour comprendre les relations entre les pays qui la composent. Ce cadre est propice à une analyse selon le prisme constructiviste, ainsi que l'affirme Celestino del Arenal.

Selon cette théorie, la réalité sociale n'est jamais ni totalement objective ni subjective, elle est intersubjective. Les rapports de force dans ce contexte intègrent des éléments matériels tels que les indicateurs économiques, mais ces indicateurs passent par une matrice intersubjective qui transforme la perception de ces rapports de force. Il y a dans la perspective constructiviste une prise en compte des identités. La langue est elle aussi un sujet qui touche de près l'identité et donc les représentations ; de fait, on peut retrouver dans la sociolinguistique une ontologie proche de celle qui caractérise l'approche constructiviste : les structures normatives comptent autant que les structures matérielles, où l'identité joue un rôle dans la constitution des intérêts et des actions et où les agents et les structures se constituent mutuellement<sup>15</sup>.

Notre démarche sera donc avant tout politique. L'analyse glottopolitique et linguistique nous semble extrêmement intéressante, mais nous souhaitons la considérer comme un objet servant la réflexion plus que comme une démarche théorique. Nous souhaitons joindre ces deux perspectives, politique internationale et sociolinguistique pour analyser l'influence de l'Espagne en Amérique latine à travers les signes d'un prisme original et peu étudié dans son aspect purement politique : la langue et les politiques linguistiques.

---

<sup>15</sup> BATTISTELLA Dario, CORNUT Jérémie et BARANETS Élie, *Théories des relations internationales*, 6e éd. mise à jour et Augmentée, Paris, Sciences po, les presses, 2019, (Références). P.315.



C'est la raison pour laquelle il nous semble pertinent de faire débiter la recherche en 2004, dans la mesure où la volonté panhispanique des instituts Cervantès et de la RAE est affirmée de manière officielle par un document, la *Nouvelle politique linguistique panhispanique* (NPLP). Si la politique panhispanique débute avant, l'adoption de la NPLP et le Congrès International de Langue Espagnole (CILE) de Rosario en 2004 marquent un tournant qualitatif ; la politique linguistique est désormais systématisée avec l'ASALE et de nouveaux projets sont lancés. Outre cet aspect essentiel, cette date nous semble pertinente car elle englobe aussi d'autres tendances politiques qui ont une forte influence sur le sujet qui nous intéresse. C'est aussi vers cette période que se développe la rhétorique nationaliste et indigéniste de certains Etats d'Amérique latine, qui critiquent l'Espagne et favorisent la fragmentation latinoaméricaine ; on remarquera que l'Alliance Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) est créée en 2004 elle aussi. Ainsi, pour différentes raisons, 2004 permet de marquer un tournant ibéro-américain que 2008 viendra enfoncer par son impact sur l'Espagne. C'est aussi le début de Marca España qui voit le jour fin 2001 et de la tendance à considérer la diplomatie sous l'angle du management et de l'économie, tendance que 2008 affirmera. Dans le contexte actuel, où l'UE et notamment l'Espagne souhaitent reprendre pied en Amérique latine, il nous semble intéressant de poursuivre cette étude jusqu'au temps présent.

### **Démarche scientifique :**

Ainsi que le cadre théorique l'a laissé deviner, les recherches scientifiques concernant la politique linguistique espagnole sont souvent catégorisées en deux camps assez distincts dans leurs positions. Il est intéressant de voir à quel point la perception idéologique semble ici impulser leurs recherches. Cela n'est pas étonnant, tant la langue est objet de représentations et d'idéologies, mais cela montre aussi à quel point le discours scientifique est ici révélateur de prises de positions politiques. De ce fait, ces analyses scientifiques pourront être tour à tour considérées comme des sources secondaires dans la mesure où leur caractère scientifique n'est pas remis en doute et comme des sources primaires pour faire l'objet d'analyses discursives.

Dans la mesure où notre analyse se centre sur l'Ibéro-Amérique, la question linguistique y est avant tout intérieure, mais elle relève également de l'extérieur. En effet, l'Ibéro-Amérique excède les frontières linguistiques de l'espagnol et on ne peut comprendre une langue sans se pencher sur les interactions à ces frontières. C'est pourquoi la politique linguistique de l'Espagne analysée sera avant tout celle de la RAE, qui est panhispanique dans la temporalité de notre analyse, mais pas seulement. Les Instituts Cervantès sont aussi un vecteur de la projection de l'espagnol. Il faudra également prendre en compte d'autres instances linguistiques voire des instances de coopération culturelle, dans la mesure où les biens culturels participent souvent aussi de la diffusion d'une langue.

On peut considérer que la RAE et l'ASALE s'occupent de la robustesse intérieure de la langue espagnole, quand l'Institut Cervantès s'occupe de sa projection. De ce fait, l'Institut est révélateur des rapports de force, dans la mesure où l'on peut voir des dynamiques de coopération, de concurrence ou de critiques par les autres pays hispanophones. Ces dynamiques sont visibles à travers les perceptions, que nous analyserons au niveau macro à partir des discours. Pour cela, nous avons réuni un corpus de textes de presse et de discours institutionnels. Il est frappant de voir à quel point la perspective latino-américaine est souvent oubliée dans les textes scientifiques. Même ceux qui critiquent la politique linguistique espagnole le font en analysant la discoursivité de ces politiques dans la presse ou les discours de l'Espagne ; les perceptions latino-américaines sont délaissées. Puisque nous voulons nous pencher sur l'influence de l'Espagne en Ibéro-Amérique que la politique linguistique espagnole révèle, nous ne pouvons pas faire l'économie de voir les réactions et perceptions outre-Atlantique. Pour cette raison, outre les sources institutionnelles, très importantes pour ce mémoire, notre corpus de presse est essentiellement composé de journaux latino-américains.

Notre corpus se compose des principales instances de presse de quelques pays d'Amérique latine. Notre recherche s'est focalisée particulièrement sur *El Universal* (Mexique), *Clarín* (Argentine), *La Voz del interior* (Argentine), *El Universo* (Equateur), *El Comercio* (Pérou), *El Nacional* (Venezuela), *El Tiempo* (Colombie), *La folha de São Paulo* (Brésil). Nous avons filtré la large offre de presse numérique présente en Amérique latine en essayant de sélectionner la presse la plus lue dans les pays en question, celle qui est le plus susceptible de modeler l'opinion publique. La recherche s'est concentrée sur les titres liés à la culture et aux questions linguistiques liées à l'Espagne ou à la politique linguistique panhispanique et ses instances dans la temporalité de ce mémoire, à savoir 2004-2023. Notre corpus se compose également de certains journaux espagnols dont il est difficile de passer outre, tels que *ABC* et surtout *El País*, qui a une forte présence en Amérique latine et depuis 2007 se définit comme le « journal global », ce qui nous semble significatif pour notre sujet.

Situé dans le contexte ibéro-américain et de la politique linguistique espagnole, ce corpus de presse nous permettra de confronter les discours entre eux ainsi que les faits. En mettant en parallèle ces perceptions avec les tendances politiques du continent et de la langue espagnole, on pourra dresser un tableau de l'état des relations concernant la langue espagnole en Ibéro-Amérique, qui nous permettra d'avoir un aperçu de l'influence de l'Espagne en Amérique latine à travers le prisme de la politique linguistique de Madrid. L'environnement politique de l'Ibéro-Amérique est immense. Nous ne pourrions pas analyser les tendances Etat par Etat. Nous prendrons un cadre général, en nous concentrant sur les événements qui ont une incidence importante sur l'Ibéro-Amérique. Ce mémoire n'a en effet pas prétention à être exhaustif sur la politique linguistique de l'Espagne ou les

tendances politiques de l'Ibéro-Amérique mais bien à lier les deux, dont l'entrelacement prend de l'ampleur.

### **Hypothèses de recherche :**

Il ressort de la formulation de notre problématique que nous nous attendons à observer des difficultés sinon une diminution dans l'influence de l'Espagne en ibéro-Amérique. En effet, ce travail de recherche est né de la volonté de vérifier si l'influence espagnole est encore telle qu'elle l'affirme souvent dans ses discours, notamment lorsque des événements tels que les négociations UE-CELAC, entre l'UE et les Etats d'Amérique latine et des Caraïbes, vont avoir lieu.

La découverte de l'Ibéro-Amérique, si peu connue hors de ses frontières et parfois même à l'intérieur a été le point de départ. Ses caractéristiques si particulières ont suscité une réflexion sur la manière dont son identité était liée à la langue et la concurrence que devait susciter le quasi-monopole de l'Institut Cervantès en matière d'enseignement de l'espagnol à l'étranger. Au cours de ces réflexions et recherches est apparue l'existence de la politique linguistique panhispanique. Ayant déjà travaillé sur les idéologies linguistiques que subissent les populations andines, souvent bilingues ou ayant un espagnol moins savant, la question a émergé de savoir comment une telle politique normative pouvait susciter des tensions au sein de la communauté hispanophone, et les implications politiques qu'on pouvait en tirer. Tout ce mémoire s'est donc inscrit dans l'hypothèse d'un déclin de la présence de l'Espagne en Amérique latine et d'un affaiblissement parallèle de la communauté Ibéro-américaine des Nations. Dans ce schéma de pensée, il semblait logique que les ingérences, ou les interventions espagnoles sur la langue soient mal considérées, dans un contexte où les théories post-coloniales et décoloniales ainsi que leurs succédanés politiques rendent plus méfiant envers les anciennes métropoles, particulièrement pour des objets aussi sociaux que le langage.

Pour y répondre, il faut d'abord se pencher sur ce qui fait les traits de la Communauté ibéro-américaine des Nations. La définir comparativement, expliquer et situer ses origines puis montrer l'importance qu'y a le langage.

Par la suite, nous nous sommes concentrés sur la politique linguistique de l'Espagne. Pourquoi elle peut être un instrument de politique étrangère pour Madrid et qu'est-ce qui la rend si importante. Enfin, quel lien peut être fait avec l'Ibéro-Amérique.

La dernière étape consiste à remarquer les tendances de la Communauté Ibéro-américaine des Nations pour pouvoir comparer la politique ibéro-américaine et la politique linguistique, afin de comprendre la portée des tensions qui affaiblissent cette communauté et son identité.

## Partie I : L'Ibéro-Amérique : un concept politique aux fondements culturels

### **I) Brève comparaison entre la Francophonie, la Communauté des pays de langue portugaise et la communauté ibéro-américaine des nations**

Le concept d'Ibéro-Amérique étant peu connu hors de l'espace ibérique et latino-américain, il nous semble pertinent de commencer cette partie et ce mémoire par une comparaison avec la Francophonie et la Communauté des Pays de Langue Portugaise (CPLP). Il est important de remarquer dès l'abord quelles sont les différences entre l'Ibéro-Amérique et la francophonie, pour pouvoir mieux délimiter les enjeux de l'Ibéro-Amérique et poser un cadre qui puisse à la fois comparer et différencier l'Ibéro-Amérique d'un cadre qui nous est plus familier. Il nous semble également intéressant de nous pencher sur la CPLP car l'Ibéro-Amérique est à cheval entre la communauté internationale hispanophone et lusophone. Il s'agit donc de noter encore une fois les différences, qui justifient l'appartenance du Brésil et du Portugal à ces deux communautés. Cette analyse comparative ne vise nullement à l'exhaustivité, son but est avant tout de rendre le cadre conceptuel de l'Ibéro-Amérique plus concret et familier, avant de l'approfondir. C'est pourquoi le tableau que nous brosserons de ces trois concepts incarnés en institutions sera succinct ; on se contentera de dépeindre leurs origines et leurs principales dynamiques.

#### **1) La Francophonie : une institution géopolitique de la langue**

Ainsi que nous l'avons introduit, la Francophonie n'est pas un terme aisé à saisir. Il est aujourd'hui associé à l'Organisation Internationale de la Francophonie, créée en 2005, et donc aux Etats qui la composent. Mais l'idée de cette organisation est de lier les Etats dont les populations partagent l'usage de la langue française. C'est donc un terme qui initialement s'intéresse aux populations et non aux Etats. Ce terme est utilisé pour la première fois par le géologue Onésime Reclus en 1880. Reclus cherche alors à établir une typologie des populations du monde à partir de leur langue.

La Francophonie reviendra dans le contexte de la décolonisation. Certains Etats d'Afrique qui sont parvenus à l'indépendance souhaitent garder des liens avec l'Europe et l'ancienne métropole. Les pères fondateurs sont le président sénégalais Léopold Senghor, Habib Bourguiba, Hamani Diori ainsi que le prince du Cambodge Norodom Sihanouk. Pour cela, ils souhaitent impulser l'idée de lien formé par la langue et présentent en 1966 un projet de Commonwealth à la française.

Le pouvoir français ne prête pas trop d'attention à cette proposition initialement. De ce fait, c'est par des projets associatifs différents que va commencer à émerger la francophonie comme institution. Ces organismes apparaissent dans les années 1960 et commencent à prendre plus de forme dans les

années 1970. Ces initiatives sont souvent le fait de petits groupes de personnes. Ainsi, un certain nombre d'organismes sont formés en Afrique, mais des initiatives importantes sont aussi prises par des Français qui croient en l'importance de maintenir un lien culturel avec ces pays qui partagent la langue<sup>16</sup>. C'est notamment l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT) qui donne l'embryon d'un organisme suffisamment développé. Cet organisme est issu de la conférence des Etats Francophones à Niamey, en 1970. Il est chargé de promouvoir et de diffuser les cultures de ses membres ainsi que d'intensifier la coopération culturelle et technique entre eux dans les domaines de l'éducation, la formation, la culture, les sciences et les techniques. La francophonie commence alors à prendre une dimension plus politique.

Il est frappant de remarquer que la Francophonie est initialement un projet des pays décolonisés, tant l'image qui lui colle aujourd'hui est celle d'une tentative de la part de la France de garder un lien avec les Etats de son ancien empire colonial. De fait, c'est à partir du moment où la francophonie suscitera plus d'intérêt à Paris que la Francophonie rentrera dans un processus d'institutionnalisation plus fourni et abouti, qui lui donnera une couleur plus politique. Cela explique le glissement sémantique qui donne au concept de francophonie la difficulté de le caractériser. Ainsi que l'écrit Stélio Faranjdis :

Depuis cette revitalisation des années 1960 jusqu'à nos jours, le mot « francophonie » a été marqué par une singulière polysémie. Trois significations peuvent être distinguées, même si elles sont souvent liées. Il y a tout d'abord la signification d'un fait brut de démographie linguistique : la répartition dans l'espace d'une masse de locuteurs s'exprimant en français (ou qui peuvent le faire si l'occasion se présente), c'est une donnée objective (même si elle recouvre des situations fort diverses allant du français langue maternelle au français langue étrangère en passant par le français langue seconde) ; il y a ensuite la signification politique, c'est une volonté de s'organiser sur le plan associatif ou diplomatique à partir du critère francophone ; il y a enfin la signification philosophique ou spirituelle, c'est l'idée ou, mieux encore, l'idéal de la Francophonie, tel que le président Senghor l'a exprimé dès 1962 : « un humanisme intégral qui se tisse autour de la terre, une symbiose des énergies dormantes de toutes les races et de tous les continents qui se réveillent à leur chaleur complémentaire<sup>17</sup>.

La francophonie oscille donc entre une réalité sociolinguistique et une signification géopolitique à laquelle sont rattachées diverses charges affectives du fait des dimensions historiques, culturelles et politiques de cet ensemble. De ce fait, les spécialistes opèrent souvent la distinction en utilisant un f minuscule pour désigner les populations francophones dans le monde et un F majuscule pour l'ensemble politique constitué par les Etats de langue francophone. Ce qu'il est aussi intéressant de remarquer c'est que les initiatives ont initialement souffert de l'absence de motivation de Paris, comme si l'ancienne métropole gardait une forme de prestige en ce qui concerne la langue.

---

<sup>16</sup> FARANDJIS Stélio, « Repères dans l'histoire de la francophonie », dans *Hermès*, vol. n° 40, n° 3, 2004, p. 49.

<sup>17</sup> *Ibid.*

Concentrons-nous sur l'aspect institutionnel et politique de la Francophonie. Celui-ci s'étoffe au fur et à mesure que l'Etat Français s'y intéresse. Ceci est lié selon Louis-Jean Calvet à l'importance manifeste et croissante de la langue anglaise dans le monde et la culture<sup>18</sup>. Cela commence par la participation aux comités ministériels. Dans les années 1980, la francophonie va gagner en envergure internationale par l'intérêt que le président de la République François Mitterrand lui porte. En 1984 est créé le secrétariat d'Etat à la Francophonie. En 1986, Mitterrand organise le premier sommet de la Francophonie à Paris. Il sera suivi par un autre qui se tiendra en 1987 à Québec. Depuis lors, un sommet est organisé tous les un ou deux ans. La Francophonie acquiert ainsi une incarnation internationale. Les déclarations émises à la fin de ces sommets donnent davantage de contenu politique à la Francophonie. Ils vont permettre de donner davantage de structure à la Francophonie, en se donnant une structure administrative plus organisée. En 1995 est créé le Secrétariat Général de la Francophonie. La figure du secrétaire, plus haut représentant de la Francophonie renforce également sa visibilité à l'international. La charte dont se dote la Francophonie en 1997 fait passer son statut d'une organisation culturelle à celle d'une instance politique. L'ACCT elle-même change en 1998, avant de devenir en 2005 l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), qui subsiste encore aujourd'hui et dont 57 Etats sont membres.

Ses objectifs sont, selon le site officiel<sup>19</sup> :

- Promouvoir la langue française et la diversité culturelle et linguistique
- Promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme
- Appuyer l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche
- Développer la coopération économique au service du développement durable

Cet historique est sommaire, mais ce qui nous intéresse ici est surtout de faire valoir le fait que le concept de francophonie est essentiellement lié à la langue, ainsi que le laisse deviner le terme lui-même. Pourtant, ce qui est au départ une réalité sociolinguistique issue de la colonisation ou d'anciennes conquêtes françaises est récupéré par un certain nombre d'individus qui lui accolent une forte charge affective. C'est notamment le cas de Senghor, dont on a vu la belle citation précédemment.

Il y a une ambiguïté constitutive de la Francophonie. Cela est manifesté par les différentes réactions qu'elle suscite envers l'action de la France. Ce sont d'autres qui l'ont imaginée et projetée. Le manque d'intérêt de la France est vécu comme une désillusion voire parfois comme une

---

<sup>18</sup> CALVET Louis Jean, *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, Paris, Payot, 1987, (Langages et sociétés), p. 263.

<sup>19</sup> <https://www.francophonie.org/la-francophonie-en-bref-754> (consulté le 4 mai)

humiliation.<sup>20</sup> D'un autre côté, trop d'investissement peut donner lieu à des critiques impérialistes. La France elle-même ne sait comment se saisir de cet objet politique complexe par ses dimensions multiples. La lente construction de la Francophonie, mais aussi son caractère transversal entre diplomatie et culture a donné lieu à un florilège d'organismes à Paris, relevant alternativement du ministère de la Culture ou des Affaires Etrangères.

La Francophonie est vue comme un projet dont on ne sait pas bien quoi faire, regardé souvent comme une résurgence nostalgique de l'époque où le français était la langue internationale. L'intérêt de l'Etat Français est donc fluctuant avec la volonté politique de ses dirigeants. C'est signe du fait que la Francophonie n'est pas considérée comme un élément fondamental d'influence, ce qui est déploré par certains diplomates et spécialistes<sup>21</sup>. En effet, comme le montrent les objectifs de l'OIF, celle-ci ne se limite pas à une seule œuvre linguistique. On dirait plutôt que la langue a fini par justifier une structure qui dépasse ce seul domaine. Ainsi, les pays de la francophonie se concertent toujours avant des conférences internationales d'importance<sup>22</sup>. Le fait que la Francophonie dépasse la seule question de la langue et s'investit aussi dans la culture, l'économie et la politique est mis en évidence par la participation d'Etats non francophones. Le but avant tout géopolitique de la Francophonie est mis en exergue par le fait que celle-ci ne se considère pas comme une communauté, contrairement à d'autres ensembles similaires.

## 2) La communauté politique de langue portugaise : la langue comme tremplin politique

La communauté des pays de langue portugaise (CPLP), qui réunit les Etats lusophones est une autre organisation internationale formée sur une base linguistique. Elle est formée de sept Etats. Ceux-ci comptabilisent ensemble près de 270 millions d'habitants, la majorité d'entre eux vivant au Brésil, qui compte à lui seul 214 millions d'habitants.

L'idée de former une communauté entre pays lusophones existe depuis le XIXe siècle. Pendant l'invasion de Napoléon, la cour portugaise avait émigré au Brésil et un empire fusionnant le Portugal et le Brésil avait eu lieu en 1814, jusqu'en 1822, date de l'indépendance du Brésil. Au XXe siècle émergent à nouveau des propositions. C'est en 1953 que la possibilité se concrétise avec le traité d'amitié entre le Portugal et le Brésil, qui permet la création la même année de l'Académie de

---

<sup>20</sup> RIBAS Mélanie, *Hispanité, hispanophonie. Etude de la rhétorique des discours et de l'agir*, Paris, Paris 3, 2014, p. 28.

<sup>21</sup> GAZEAU-SECRET Anne, « Francophonie et diplomatie d'influence », dans *Géoéconomie*, vol. 55, n° 4, 2010, p. 39.

<sup>22</sup> VANDEPOORTER Michel, « Le Quai d'Orsay et la Francophonie: Entretien avec Dominique Wolton », dans *Hermès*, vol. n° 40, n° 3, 2004, p. 198.

langue Portugaise<sup>23</sup>.

Alors que se développent ces idées, il convient de remarquer que ces initiatives ne concernent que le Portugal et le Brésil, les peuples africains faisant encore partie de l'empire portugais ne sont pas pris en considération. De fait, après les indépendances, ces Etats africains lusophones tentent de garder et de renforcer leurs liens politiques et culturels<sup>24</sup>. Dans le contexte d'une indépendance récente, ces initiatives sont teintées d'anti-lusitanisme. Ainsi, en 1979 est créé le groupe régional de coopération politique, économique et culturelle "Pays africains de langue officielle portugaise" (PALOP) après le processus complet de décolonisation de l'Afrique lusophone.

Le Portugal se heurte à cette hostilité mais fait quelques propositions relativement peu voilées. La date qui marque le début affirmé de la volonté de créer une communauté associant tous les Etats lusophones est 1983. Lors d'une visite officielle au Cap-Vert, le ministre portugais des Affaires étrangères Jaime Gama déclare<sup>25</sup> :

Le processus le plus approprié pour rendre cohérent et décentraliser le dialogue tricontinental des sept pays lusophones répartis en Afrique, en Europe et l'Amérique serait d'organiser des sommets biennaux tournants des chefs d'État ou de gouvernement, de promouvoir des réunions annuelles des ministres des Affaires étrangères, de procéder à de fréquentes consultations politiques entre directeurs politiques et à des réunions régulières de représentants à l'ONU ou dans d'autres organisations internationales, ainsi que d'aller de l'avant avec la constitution d'un groupe lusophone au sein de l'Union interparlementaire<sup>26</sup>.

L'intention de créer une communauté comme la CPLP est esquissée, mais les réticences des Etats Africains rendent ce projet difficilement réalisable. Le pas fondamental est la création en 1989 de *L'institut International de la Langue Portugaise* (IILP) à San Luis de Maranhão. Il a pour objectifs la défense de la langue portugaise, la promotion de son enrichissement et de sa diffusion en tant que vecteur de culture, d'éducation, d'information et d'accès aux connaissances scientifiques et technologiques ; la promotion du développement des relations culturelles entre tous les pays et peuples de langue portugaise ; l'encouragement de la coopération, de la recherche et de l'échange de spécialistes dans les domaines linguistique et culturel ; et la préservation et la diffusion de l'accord orthographique visant à maintenir l'unité de la langue portugaise. On le voit, de même que la

---

<sup>23</sup> DURÁNTEZ PRADOS Frigidiano Álvaro, « La Comunidad de Países de Lengua Portuguesa. Un nuevo foro de concertación y de cooperación », dans *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, n° 48, décembre 1999, p. 107-130.

<sup>24</sup> HEWITT W.E., BURGES Sean et GOMES Inês, « The Comunidade dos Países de Língua Portuguesa at 20 years: An impact assessment », dans *South African Journal of International Affairs*, vol. 24, n° 3, 3 juillet 2017, p. 291-309.

<sup>25</sup> <https://www.cplp.org/id-2752.aspx>

<sup>26</sup> "O processo mais adequado para tornar consistente e descentralizar o diálogo tricontinental dos sete países de língua portuguesa espalhados por África, Europa e América seria realizar cimeiras rotativas bienais de Chefes de Estado ou Governo, promover encontros anuais de Ministros de Negócios Estrangeiros, efectivar consultas políticas frequentes entre directores políticos e encontros regulares de representantes na ONU ou em outras organizações internacionais, bem como avançar com a constituição de um grupo de língua portuguesa no seio da União Interparlamentar"



Francophonie, il y a ici une dimension défensive dans la considération de la langue<sup>27</sup>.

L'IILP est créée lors d'un sommet à Brasilia, à l'initiative du président brésilien. C'est encore une fois à Brasilia que se tient une réunion des sept ministres des Affaires étrangères lusophones en février 1994, au cours de laquelle la décision de recommander un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement pour créer la CPLP est prise. Celle-ci sera finalement créée le 17 juillet 1996. Le groupe sera rejoint en 2002 par le Timor-Leste puis en 2014 par la Guinée Equatoriale.

Il se dégage des lieux où se sont tenus les conférences qui ont impulsé le projet que ce dernier semble avoir avant tout été mis en avant par le Brésil. Pourtant, l'idée était initialement esquissée par le Portugal. Selon Frigidiano Álvaro Durántez Prados, l'initiative aurait surtout été voulue par le Portugal, mais il aurait été difficile de sa part de lancer le projet eu égard à ses relations avec les pays lusophones Africains. De ce fait, le Brésil, intéressé lui aussi, aurait été la voix d'un projet essentiellement souhaité et formé par le Portugal. Cette hypothèse n'est pas absurde, et peut même sembler vraisemblable. Quoiqu'il en soit, cela montre à quel point la position du Portugal dans cette communauté peut être source de malaise, étant donné les réminiscences coloniales qu'elle implique. Cela d'autant plus qu'il est l'un des membres les plus actifs malgré son maigre poids démographique (dix millions d'habitants).

On voit à quel point la langue est fondamentale dans le rapprochement entre ces différents Etats. Le traité d'amitié entre le Brésil et le Portugal donne immédiatement suite à la création d'une académie de langue. Même sans l'initiative des autres pays, les pays africains lusophones gardent un contact étroit par leur proximité linguistique. En outre, ce lien éminemment linguistique est mis en exergue jusque dans la dénomination de CPLP. Cette dénomination permet aussi aux autres membres que le Portugal d'éloigner le caractère portugais de leur identité. Ainsi, on parle de « langue portugaise », ce qui permet de séparer la langue de l'ancienne métropole ibérique<sup>28</sup>.

On peut aussi remarquer que la CPLP s'est formée surtout par une institutionnalisation politique. Si le seul but avait été de défendre la langue, une académie aurait suffi. Ceci donne un cadre beaucoup plus géopolitique et étatique à cette organisation internationale. Cela se remarque aussi dans les objectifs visés par l'organisation, et surtout ses principes, qui sont plus ou moins ceux du système international. Ainsi, la CPLP s'est investie dans la résolution de la guerre civile en Guinée Bissau. De même pour les tensions entre le Timor-Leste et l'Indonésie. Il semble que le poids politique de la CPLP ne soit cependant pas si important<sup>29</sup>. Chaque Etat garde ses intérêts, mais la CPLP permet à chacun de gagner quelques avantages parfois. On voit donc que la CPLP a principalement des

---

<sup>27</sup> DURÁNTEZ PRADOS Frigidiano Álvaro, « La Comunidad de Países de Lengua Portuguesa. Un nuevo foro de concertación y de cooperación », *art. cit.*

<sup>28</sup> MASSART-PIÉRARD Françoise, « Espaces linguistiques comparés : trajectoires et processus transversaux », dans *Revue internationale de politique comparée*, vol. 14, n° 1, 2007, p. 165.

<sup>29</sup> HEWITT W.E. et al., « The Comunidade dos Países de Língua Portuguesa at 20 years », *art. cit.*

objectifs politiques, que la langue partagée permet parfois de mieux atteindre. Malgré une langue commune, chacun a une histoire et des groupes d'intérêts différents. Ainsi, le Brésil et le Portugal font partie de la CPLP mais aussi de l'Ibéro-Amérique.

### 3) L'Ibéro-Amérique : une communauté aux fondements plus vastes que le lien linguistique

La Communauté Ibéro-américaine des Nations (CIN) a vu le jour en 1991, lors du sommet de Guadalajara au Mexique, le 18 et 19 juillet. C'est le premier des sommets ibéro-américains des chefs d'Etat et de gouvernement qui deviendront annuels jusqu'en 2012, date à partir de laquelle ils deviennent biannuels. C'est la déclaration finale du sommet de Guadalajara qui donne un semblant d'organisation à ce qui n'est encore qu'une communauté discursive. En effet, la CIN, n'est pas institutionnalisée ; elle n'a pas de personnalité juridique. Il s'agit avant tout d'un espace culturel et géopolitique.

Ce sont donc les sommets politiques des chefs d'Etat et de gouvernement qui donnent une légitimité à cette communauté par leur répétition annuelle, dont les déclarations finales constituent les temps forts. Ces sommets sont avant tout des forums de discussion, même si des décisions peuvent y être prises<sup>30</sup>. Ils visent à donner une visibilité et une légitimité à cette communauté autoproclamée.

De fait, ces sommets permettent une construction progressive d'un « système Ibéro-américain ». Un processus d'institutionnalisation s'ouvre avec la création en 1998, lors de la conférence Ibéro-américaine de Porto, du Secrétariat de coopération Ibéro-américain. Celui-ci deviendra le Secrétariat général ibéro-américain, créé en 2003 et qui commence à fonctionner en 2005. Cet organe permanent a pour but de mieux coordonner la préparation des futurs sommets et de mieux articuler la coopération à laquelle donnent lieu les discussions et les décisions ibéro-américaines<sup>31</sup>. La SEGIB est l'organe le plus important de ce qu'elle nomme elle-même le système ibéro-américain :

Le système ibéro-américain est composé de cinq organisations internationales régionales (le Secrétariat général ibéro-américain -SEGIB-, l'Organisation des États ibéro-américains pour l'éducation, la science et la culture -OEI-, l'Organisation internationale de la jeunesse ibéro-américaine (OIJ) et la Conférence des ministres de la justice des pays ibéro-américains (COMJIB) qui, suite à la décision adoptée par les chefs d'État et de gouvernement lors du 24<sup>e</sup> sommet ibéro-américain (Veracruz, Mexique, 2014), forment le Comité de gestion stratégique des organisations ibéro-américaines (CoDEI). Le comité est composé des secrétaires généraux de ces organisations et est

---

<sup>30</sup> MASSART-PIÉRARD Françoise, « Espaces linguistiques comparés », *art. cit.*

<sup>31</sup> RIBAS Mélanie, *Hispanité, hispanophonie. Etude de la rhétorique des discours et de l'agir*, *op. cit.*, p.116.

présidé par le secrétaire général ibéro-américain<sup>32, 33</sup>.

On voit qu'outre la SEGIB, il existe d'autres organisations liées à l'Ibéro-Amérique. Certaines lui ont préexisté. C'est le cas par exemple de l'OEI, créée en 1949, de l'OISS ou encore de la COMJIB créée en 1970. Chacune de ces organisations est spécialisée dans un domaine dont elle s'occupe. Ces organes sont cependant peu visibles et mis sous la direction de la SEGIB. Il est cependant intéressant de noter cette préexistence, car elle témoigne d'une volonté associative ibéro-américaine qui précède la déclaration de Guadalajara de 1991. Les origines de l'Ibéro-Amérique remontent à loin, ainsi que nous le verrons par la suite.

Il convient de noter dès le début que la Communauté Ibéro-américaine des Nations ne possède aucune personnalité juridique, elle n'a pas de manifestation juridique ou institutionnelle qui la représente en elle-même. Ce sont les réunions des sommets qui donnent vie à cette communauté, la SEGIB étant un organe exécutif pour ces sommets ; il doit organiser puis exécuter les décisions accordées dans ces sommets. Il se définit lui-même ainsi dans le site officiel :

L'organisation internationale de soutien aux 22 pays qui composent la communauté ibéro-américaine : les 19 pays hispanophones et lusophones d'Amérique latine et les pays de la péninsule ibérique, à savoir l'Espagne, le Portugal et Andorre. Nous soutenons l'organisation des sommets ibéro-américains des chefs d'État et de gouvernement, remplissons leurs mandats et promouvons la coopération ibéro-américaine dans les domaines de l'éducation, de la cohésion sociale et de la culture<sup>34</sup>.

En fait, il apparaît, lorsque l'on lit la description que la SEGIB fait d'elle-même, qu'elle est avant tout construite autour d'un patrimoine immatériel que sont les valeurs communes<sup>35</sup> :

Le Secrétariat général ibéro-américain est une institution construite autour des valeurs qui unissent les pays de la région et qui ont été la clé de la compréhension en Ibéro-Amérique<sup>36</sup>.

---

<sup>32</sup> *Folleto explicativo sobre el Sistema de Organismos Iberoamericanos: CODEI.*

<sup>33</sup> «El Sistema Iberoamericano está conformado por los cinco organismos internacionales regionales (la Secretaría General Iberoamericana –SEGIB–, la Organización de Estados Iberoamericanos para la Educación, la Ciencia y la Cultura –OEI–, la Organización Iberoamericana de Seguridad Social –OISS–, el Organismo Internacional de Juventud para Iberoamérica –OIJ– y la Conferencia de Ministros de Justicia de los Países Iberoamericanos –COMJIB–), que integran, a partir de la decisión adoptada por los Jefes de Estado y de Gobierno en la XXIV Cumbre Iberoamericana (Veracruz, México, 2014), el Comité de Dirección Estratégica de Organismos Iberoamericanos (CoDEI). El Comité está formado por los Secretarios Generales de dichos Organismos y está presidido por la Secretaria General Iberoamericana »

<sup>34</sup> El organismo internacional de apoyo a los 22 países que conforman la comunidad iberoamericana: los 19 de América Latina de lengua castellana y portuguesa, y los de la Península Ibérica España, Portugal y Andorra. Apoyamos la organización de las Cumbres Iberoamericanas de Jefes de Estado y de Gobierno, damos cumplimiento a sus mandatos, e impulsamos la Cooperación Iberoamericana en los ámbitos de la educación, la cohesión social y la cultura.

<sup>35</sup> <https://www.segib.org/quienes-somos/> (consulté le 4 mai 2023)

<sup>36</sup> La Secretaría General Iberoamericana es una institución construida en torno a los valores que unen a los países de la región y que han sido clave para el entendimiento en Iberoamérica

Cette description témoigne de ce qui différencie la Francophonie ainsi que la CPLP de la CIN. En effet, la Francophonie comme la CPLP sont unis par la langue commune des Etats qui forment ces organisations. La CIN, elle n'accorde pas une telle importance à la langue car elle n'est pas son socle fondamental. Cette communauté est en effet formée par des Etats qui n'ont pas tous l'espagnol comme langue nationale, ainsi que nous l'avons vu, étant donné la présence du Portugal et du Brésil. Le poids démographique et territorial du Brésil dans l'Ibéro-Amérique est à noter. Ce pays représente presque un tiers de la population ibéro-américaine. Le pays le plus puissant de cette communauté n'est donc pas hispanophone ; le lien qui est à la base de leur communauté n'est pas la langue. Cela se remarque dans les objectifs que poursuit la SEGIB. Alors que la CPLP comme la Francophonie ont parmi leurs objectifs la défense et la promotion de leur langue, il n'est fait aucune mention de la langue parmi les objectifs de la SEGIB, qui sont<sup>37</sup> :

- Renforcer la communauté ibéro-américaine et assurer son rayonnement international.
- Promouvoir les liens historiques, culturels, sociaux et économiques entre les pays ibéro-américains, en valorisant la diversité de leurs peuples.
- Soutenir la préparation des sommets ibéro-américains des chefs d'État et de gouvernement et remplir leurs mandats.
- Mettre en œuvre et renforcer la coopération Sud-Sud dans la région, dans les domaines prioritaires de l'éducation, de la culture et de la cohésion sociale.

La langue n'est pas mentionnée non plus dans les objectifs des axes de travail de la coopération ibéro-américaine. Certes, les langues portugaises et espagnoles sont mentionnées dans les statuts de 1985 de l'OEI : l'article 2 annonce que leur promotion est un des buts de l'OEI. Cependant, c'est la SEGIB qui structure véritablement la CIN. On remarque donc que l'Ibéro-Amérique a un rapport ambigu à la langue : elle n'est pas le socle le plus important de cette communauté, quoique la SEGIB mette l'emphase sur le fait que les éléments qui définissent l'appartenance des membres sont des critères géographiques et linguistiques.

Ceci s'explique car l'Ibéro-Amérique est avant tout conceptualisée comme une communauté culturelle et spirituelle. Cela se remarque dans les objectifs ainsi que dans les liens mis en avant dans les documents officiels ou les discours. Le point essentiel est le « patrimoine culturel commun » (*acervo cultural común*)<sup>38</sup>. Celui-ci est issu de la longue histoire partagée par les pays membres de la CIN, du fait de la colonisation, qui aurait permis leur métissage.

---

<sup>37</sup><https://www.segib.org/quienes-somos/> (consulté le 4 mai 2023)

<sup>38</sup> ARENAL Celestino del, *Política exterior de España y relaciones con América Latina: iberoamericanidad, europeización y atlantismo en la política exterior española*, Madrid, Siglo XXI, 2011, p. 10.

La promotion de la langue n'est pas un objectif si important car la communauté dépasse le seul aspect linguistique, il est avant tout culturel. La langue est bien sûr la manifestation la plus évidente de cette communauté culturelle, mais il demeure que si une autre nation hors de l'Amérique devient hispanophone, elle ne fait pas partie de la CIN, car elle ne partage pas le « patrimoine culturel commun ». De fait, la Guinée Equatoriale, Etat africain où l'espagnol est l'une des langues nationales, et avec lequel l'Espagne entretient des relations privilégiées de ce fait, ne fait pas partie de la CIN. Ce pays est membre de l'OEI et de l'OISS mais pas de la SEGIB, qui reste l'organe central pour la CIN.

De fait, le terme Ibéro-Amérique à lui tout seul semble impliquer l'idée d'un lien culturel qui forme une communauté, réelle ou imaginée. En effet, quel sens y aurait-il autrement à l'existence d'un terme qui associe des nations situées aux deux hémisphères de l'Atlantique. La Francophonie, elle, est centrée sur la langue comme l'indique son étymologie ; c'est la raison pour laquelle la disparité géographique des Etats qui la composent n'est pas un problème.

Pourtant, la Francophonie associe elle aussi des membres qui ne partagent pas forcément le Français comme langue commune. Cependant, il convient de remarquer que les différences entre les deux sont temporelles. La CIN comprend dès son origine des Etats aux langues différentes, cela fait pour ainsi dire partie de son identité ; la présence de pays lusophones permet justement de mettre en relief le lien plus profond et complexe que le seul lien linguistique ; la Francophonie, elle, a été créée initialement par des Etats francophones. C'est par la suite que des Etats non francophones tels que la Grèce ou la Serbie ont adhéré à l'OIF. Cela, ils le font souvent pour des raisons principalement politiques, ainsi que le montre ce passage :

Lors de son intervention au Conseil ministériel de la Francophonie, M. Valinakis a souligné que l'adhésion de la Grèce à l'Organisation internationale de la Francophonie est "une étape" pour le pays, précisant qu'en raison de sa situation géographique la Grèce a, à maintes reprises, soutenu le renforcement du dialogue entre les cultures et est à même d'œuvrer efficacement pour le rapprochement des peuples dans le cadre de leur compréhension mutuelle. "Nous devons mettre en valeur la dimension politique de la Francophonie de sorte à pouvoir défendre mieux nos valeurs communes", a-t-il indiqué en se référant à la défense de la Démocratie, de l'Etat de droit et des droits de l'Homme qui constituent les objectifs fondamentaux des 53 pays membres et associés de l'OIF"<sup>39</sup>.

Ceci permet de mettre en valeur une autre différence avec l'Ibéro-Amérique. Le contenu politique de l'Ibéro-Amérique est plutôt faible. L'aspect culturel de la CIN affaiblit le reste. La CIN est pour ainsi dire engluée dans son histoire qui fait qu'elle se présente comme une « communauté de fait » permise par les liens historiques et culturels, mais dont l'identité dépasse la somme de ces liens.

Ce trait déterminant est à la fois une force et une faiblesse. Il rend l'association plus évidente,

---

<sup>39</sup> <https://gr.ambafrance.org/La-Grece-54eme-Etat-de-la-Francophonie> (consulté le 6 mai 2023)

puisqu'elle est presque naturelle. Cependant, il facilite le risque de développer une rhétorique creuse. En effet, pour développer une politique commune, il ne suffit pas d'avoir des valeurs – souvent exagérées par les discours au demeurant –, il faut avoir des intérêts politiques en commun pour trouver un projet. Si ceux-ci ne sont pas faciles à trouver, il est commode de se reposer sur ce lit culturel, au moyen d'une rhétorique culturelle.

Le seul emploi du terme « communauté » montre bien qu'il y a ici une dimension culturelle plus profonde que le seul lien linguistique. Dans la CPLP, la profondeur de la communauté est nuancée par la précision « de langue portugaise ». En effet, je peux partager une même langue sans sentir pour autant que je fais partie de la même communauté. On ne comprend pas l'Ibéro-Amérique si l'on n'a pas conscience de ce fait qui fait de la communauté Ibéro-américaine des nations une association d'Etats unique dans les relations internationales.

L'aspect politique de la CIN est donc plus limité que celui de la Francophonie. C'est pour cela que malgré le fait qu'elle repose sur une communauté considérée comme de fait, l'Ibéro-Amérique se voit comme un processus, ainsi que le montre le titre de l'article de Günther Maihold<sup>40</sup>. Le terme processus montre que la communauté n'est pas encore aboutie, il lui manque une concrétisation plus politique. Cette faiblesse politique peut paraître paradoxale. En effet, la CIN s'est formée par et pour les sommets des chefs d'Etat et de gouvernement ibéro-américains, moment politique s'il en est. Cela témoigne du volontarisme politique qui permet à la CIN d'exister. Or, ce volontarisme est avant tout le fait de l'Espagne. Cela ne signifie pas que la communauté est imposée, mais qu'elle est avant tout sustentée par la volonté et les efforts espagnols. Cette prépondérance est problématique. D'une part, elle réduit la coopération et donc la volonté commune de progresser. D'autre part, elle renvoie à un passé contentieux.

## **II) Généalogie de l'Ibéro-Amérique et de l'ibéro-américanisme**

### **1) Genèse de l'ibéro-américanisme : panhispanisme, hispano-américanisme, Hispanité et ibéro-américanisme**

La genèse de l'ibéro-américanisme est à mener sur plusieurs siècles. Pour cette raison, nous devons les aborder de manière très succincte. Notre but ici est de montrer le paysage intellectuel dans lequel l'ibéro-américanisme prend ses sources pour mieux comprendre la CIN.

L'Ibéro-Amérique s'insère dans un imaginaire collectif qui lie l'Espagne aux Etats indépendants qui formaient partie de son ancien empire en Amérique. L'idée d'un tel lien, quoique plus présente en Espagne, existe de part et d'autre de l'Atlantique ; on peut en trouver des racines avant les

---

<sup>40</sup> MAIHOLD Günther, « En busca de sentido para el proceso iberoamericano Entre el ocaso y la reforma », dans *Nueva sociedad*, n° 250, 2014.

indépendances. Ainsi, les descendants des anciens conquistadores et des nouveaux immigrants espagnols qui arrivent au cours des siècles se sentent-ils à la fois américains et espagnols, dans ce qui forme une identité paradoxale<sup>41</sup>. On retrouve cela dans le terme « mère patrie » (*madre patria*), parfois employé pour désigner l'Espagne, même encore au XXe siècle.

Du côté espagnol, l'appartenance des colonies à l'Espagne ne fait aucun doute, mais on voit que le lien est plus complexe et profond que le simple lien métropole/colonie dans le premier article de la constitution de Cadix de 1812, qui considère que la nation espagnole est formée par les Espagnols qui vivent dans les deux hémisphères de l'Atlantique. On y devine que le caractère espagnol dépasse les seules frontières de l'Espagne. Cette idée d'une hispanité qui transcende les frontières espagnoles sera féconde et donnera lieu à divers courants intellectuels qui voudront rapprocher l'Espagne de ses anciennes colonies. Les indépendances sont pour ces mouvements une occasion de mettre sur pied une coopération entre pays aux racines communes, menés par l'Espagne.

La première manifestation de ces courants est le panhispanisme, qui s'affirme vers le milieu du XIXe siècle. Celui-ci est lié à l'idée qu'il existerait une « race espagnole » (*Raza española*) commune de part et d'autre de l'Atlantique. La race n'est pas ici l'objet d'une lecture biologique ou ethnique étroite ; il s'agit plutôt de la synthèse d'une certaine identité transnationale conçue comme unitaire, fondée sur une histoire partagée et des traits culturels communs tels que la langue, la religion et les coutumes<sup>42</sup>. La nostalgie de l'empire y est palpable sous une forme volontariste mais défensive. Selon del Arenal, les trois points clefs du panhispanisme sont<sup>43</sup> : « Fort contenu nationaliste et la revendication du passé colonial ; la défense et l'exaltation de la religion catholique ; et la promotion d'un ordre social régi par des paramètres bourgeois à fort contenu hiérarchique.<sup>44</sup> ».

Ce courant reste avant tout intellectuel et n'a que peu d'effets car il ne parvient pas à s'imposer dans l'esprit des dirigeants : la maintenance de lambeaux d'empire ainsi que la scène intérieure très agitée les détournent de telles préoccupations. En outre ces idées ne trouvent que peu d'échos en Amérique latine du fait de ses évidents relents colonialistes<sup>45</sup>.

Les théories qui se penchent sur le lien entre l'Espagne et l'Amérique hispanique ne s'arrêtent pas avec le panhispanisme, qui de fait aura une forte influence par la suite. Ces théories affleurent au

---

<sup>41</sup> LAVALLÉ Bernard, *L'Amérique espagnole: de Colomb à Bolivar*, Paris, Belin éducation, 2018, (Major), p.212.

<sup>42</sup> MARCILHACY David, « Las figuras de la «Raza» De la España Mayor a la Comunidad Iberoamericana, perspectivas (post)imperiales en el imaginario español », dans *Historia y política: Ideas, procesos y movimientos sociales*, n° 35, 2016, p. 145-174.

<sup>43</sup> ARENAL Celestino del, *Política exterior de España y relaciones con América Latina: iberoamericanidad, europeización y atlantismo en la política exterior española*, Madrid, Siglo XXI, 2011, p.24.

<sup>44</sup> fuerte contenido nacionalista y la reivindicación del pasado colonial español; la defensa y exaltación de la religión católica; y la promoción de un orden social regulado por parámetros burgueses con un fuerte contenido jerárquico.

<sup>45</sup> MARCILHACY David, « Las figuras de la «Raza» De la España Mayor a la Comunidad Iberoamericana, perspectivas (post)imperiales en el imaginario español », *art. cit.*

cours du XIXe siècle dans un contexte où les anglo-saxons prennent une place de plus en plus hégémonique dans les relations internationales ; l'expansionnisme des Etats-Unis en Amérique est le plus durement ressenti par les Hispano-Américains et par l'Espagne elle-même. De ce fait, les courants qui cherchent à lier l'Espagne et l'Amérique latine, ainsi que les idées de « Raza hispana » rencontrent aussi un écho chez certains intellectuels hispano-américains. Cet écho est favorisé par le désir d'un certain nombre de latino-américains de réaliser l'unité de l'Amérique latine que le projet bolivarien avait échoué à concrétiser. Mais la prééminence revendiquée par l'Espagne rend sa diffusion en Amérique malaisée, d'autant plus que jusqu'en 1898, l'Espagne possède encore les colonies cubaines et philippines.

Dans la deuxième moitié du XIXe siècle se développe le courant de pensée hispano-américaniste. Ce courant pluriel sera lui aussi marqué par sa longévité. En effet, selon del Arenal, on trouve sous ce courant une forme plus nationaliste et expansionniste qui est assimilable au panhispanisme et un hispano-américanisme progressiste<sup>46</sup>. Ce courant garde une vision centrée sur l'Espagne mais prend une forme moins marquée par le nationalisme. Son objectif est de réaffirmer l'Espagne sur le plan international grâce à la projection en Amérique. La proximité entre l'Amérique latine et l'Espagne continue à être perçue comme naturelle, mais ce n'est plus pour des raisons religieuses ou spirituelles ainsi que le faisait le panhispanisme, l'emphase est davantage mise sur la proximité culturelle et linguistique<sup>47</sup>.

Ce courant se concrétisera par certaines réalisations associatives telles que l'*Unión iberoamericana* en 1885, dont le but est de renforcer les relations sociales, économiques, scientifiques, littéraires et artistiques entre l'Espagne, le Portugal et les nations américaines<sup>48</sup>. On y retrouve des échos favorables en Amérique latine, mais l'hispanophobie rend sa promotion délicate, ce qui montre des limites à l'association de l'Amérique à ces projets dont le caractère est surtout hispanocentré. Le Portugal est souvent inclus, ainsi que le Brésil, pour tenter de réduire les connotations coloniales. Malgré ces efforts théoriques et associatifs, ces courants de pensée demeurent relativement peu influents. Le désastre que subit l'Espagne en 1898 changera la donne. La perte de ses dernières colonies et la débâcle humiliante que l'Espagne subit face aux Etats-Unis est un traumatisme pour la nation. Les pensées sur la décadence de l'Espagne, qui se frayaient un chemin dès le XVIIIe siècle et s'affirmaient dans le XIXe siècle s'imposent brutalement comme une réalité<sup>49</sup>.

Face à ce traumatisme, l'Espagne se réveille et se sonde avec force et sans ménagement, afin de

---

<sup>46</sup> ARENAL Celestino del, *Politica exterior de España y relaciones con América Latina*, op. cit, p.24.

<sup>47</sup> *Ibid*, p.44.

<sup>48</sup> SERVENTICH Alfredo Rajo, « Las dimensiones del hispanismo e hispanoamericanismo », dans *Latinoamérica. Revista de estudios Latinoamericanos*, n° 47, 2008, p. 96-117.

<sup>49</sup> VALDEÓN BARUQUE Julio, PÉREZ Joseph et JULIÁ Santos, *Historia de España*, Barcelona, Austral, 2015, (Contemporánea, 543), p.459-461.



comprendre ce qu'elle est et quelles sont les causes de cette décadence qui s'est progressivement imposée suite au Siècle d'Or. C'est une réflexion d'ordre métaphysique voire ontologique que les intellectuels porteront sur l'Espagne et sur son « *ser* », son « être ». Ce courant intellectuel souvent pessimiste quant à l'Espagne est le fameux *Regeneracionismo*, qui aura une influence considérable sur la manière dont l'Espagne se pense et se perçoit dans le monde, et par conséquent sur la manière dont la politique est menée<sup>50</sup>. L'hispano-américanisme est impulsé par le *regeneracionismo*, dans la mesure où celui-ci y trouve certains fondements pour penser l'Espagne et sa relation essentielle avec l'Hispano-Amérique. On retrouvera alors les deux courants évoqués précédemment, à savoir l'hispano-américanisme progressiste, qui reste déterminé par la prééminence de l'Espagne dans ses relations avec l'Hispano-Amérique, et un versant panhispaniste<sup>51</sup>.

Ce dernier ressurgit et se développe dans sa forme la plus conservatrice à partir des années 1920, avec la prise de pouvoir par le colonel Primo de Rivera. Le pouvoir va alors prendre ce courant intellectuel en compte dans sa politique étrangère et notamment sa diplomatie culturelle. Ce moment marque un changement radical, car le pouvoir politique cherche de plus en plus à inclure ces idées dans sa propagande, qui aura une empreinte décisive sur leur diffusion mais aussi leur contenu ; l'Etat s'approprie l'hispano-américanisme et les formes qui se présenteront par la suite. Alors que le panhispanisme étoffe sa réflexion, commencent à germer les idées qui donneront naissance au troisième courant de pensée de cette genèse de l'ibéro-américanisme : l'Hispanité.

Ce mot est utilisé pour la première fois par le philosophe Miguel de Unamuno en 1909<sup>52</sup>. Il acquerra sa nouvelle charge intellectuelle par la promotion qu'en fera le penseur et diplomate Ramiro de Maeztu en 1934 dans son essai *Defensa de la Hispanidad*. Celui-ci défend l'idée d'une mission historique et spirituelle d'une Espagne universelle, qui se devrait de mener l'hispanité, composé des pays de « race espagnole », dans la défense de la chrétienté. L'empire n'étant plus territorial, il est spirituel : « Notre communauté n'est ni raciale ni géographique, mais spirituelle. C'est dans l'esprit que nous trouvons en même temps la communauté et l'idéal<sup>53</sup>. ». De par leur spiritualité plus développée, les peuples hispaniques auraient pour mission de s'associer afin de pourvoir à la défense et la promotion des valeurs catholiques. L'Espagne, en tant que Mère patrie, reste le guide de cette croisade spirituelle. L'hispanité renforce alors le croisement entre identité culturelle et spirituelle pour les joindre dans l'hispanité. Cette conception reste cependant largement impérialiste dans la conception phalangiste.

---

<sup>50</sup> *Ibid*, p.461.

<sup>51</sup> ARENAL Celestino del, *Politica exterior de España y relaciones con América Latina*, op. ci, p.24t.

<sup>52</sup> DAVID MARCILHACY, « La Hispanidad bajo el franquismo : El americanismo al servicio de un proyecto nacionalista In : Imaginarios y representaciones de España durante el franquismo », dans, MICHONNEAU Stéphane et NÚÑEZ SEIXAS Xosé Manoel, *Imaginarios y representaciones de España durante el franquismo*, Madrid, Casa de Velázquez, 2017.

<sup>53</sup> MAEZTU Ramiro de, *Defensa de la hispanidad*, Primera edición, Córdoba, Almuzara, 2017, p. 83.

Le Franquisme reprendra ces idées et les associera à sa propagande. De cette manière, le régime peut légitimer la dictature qui s'instaure en 1939 tout en renforçant la cohésion interne par l'identité ainsi exaltée et véhiculée, par ailleurs il peut espérer gagner en poids sur la scène internationale par la performativité de son discours. Le franquisme reprend une rhétorique basée sur le concept d'Hispanité, dont la propagande répète de manière récurrente l'importance de la « Raza » et de la « Mère Patrie ». L'empire affleure dans les discours franquistes et phalangistes, dans lequel on retrouve une exaltation de l'Hispanité. Le troisième point des *Puntos Programáticos de Falange española de la J.O.N.S.*, le programme de la phalange espagnole en est un exemple classique<sup>54</sup> :

Nous avons une volonté d'Empire. Nous affirmons que la plénitude historique de l'Espagne est l'Empire. [...] Nous tendons vers une unification de culture, d'intérêts économiques et de pouvoir par rapport aux pays de l'Amérique hispanique. L'Espagne fait valoir sa condition d'axe spirituel du monde hispanique comme titre de prééminence sur les entreprises universelles<sup>55</sup>.

La victoire des démocraties face à l'axe en 1945 et le nouvel ordre international qui en émerge isolent le régime qui tente d'adoucir sa rhétorique impérialiste et messianique de son discours sur l'Hispanité en réduisant l'influence phalangiste. Le nouveau discours prendra la forme de la Communauté Hispanique des Nations. L'idée de l'hispanité perdure sous cette nouvelle formulation, mais elle cesse d'être un projet politique et perd en arrogance impérialiste<sup>56</sup>. En effet, accoler le projet au concept de communauté permet de neutraliser les idées de « race » et « empire » intimement associées à l'Hispanité.

De nouveau, l'accent est mis sur le pont spirituel que l'Espagne est censée former entre l'Europe et l'hispano-Amérique. La Communauté Hispanique des Nations est développée dans un contexte où les blocs s'affirment comme un moyen de peser davantage sur la scène internationale, les hispano-américain y ont eux-mêmes intérêt pour diversifier les influences sur le continent. Avec le temps, le régime se technocratise et s'ouvre. Il y a une désidéologisation parallèle pour l'Ibéro-Amérique<sup>57</sup>.

La démocratisation de l'Espagne va continuer ce processus, pour laver la relation avec l'Hispano-Amérique des soupçons d'impérialisme ou de colonialisme. Malgré tout, l'Espagne se retournera de nouveau vers l'Amérique latine après avoir été intégrée dans la CEE, mais en ôtant toute velléité messianique à sa politique. Pour cela, l'accent est mis sur la communauté culturelle et non plus sur

---

<sup>54</sup> PRIMO DE RIVERA José Antonio et RÍO CISNEROS Agustín del, *Discursos y escritos (1922-1936)*, Madrid, Instituto de Estudios Políticos, 1976, (Colección Biblioteca de cuestiones actuales), p.478.

<sup>55</sup> Tenemos voluntad de Imperio. Afirmamos que la plenitud histórica de España es el Imperio. [...] Respecto de los países de Hispanoamérica, tendemos a la unificación de cultura, de intereses económicos y de poder. España alega su condición de eje espiritual del mundo hispánico como título de preeminencia en las empresas universales.

<sup>56</sup> ARENAL Celestino del, *Politica exterior de España y relaciones con América Latina*, op. cit, p.40-41.

<sup>57</sup> *Ibid*, p.53-57.

la communauté spirituelle<sup>58</sup>. Dans ce mouvement qui vise à couper les ponts avec le franquisme et sa politique, l'hispanité, quoiqu'elle continue à irriguer certains imaginaires en Espagne, est reformulée pour considérer la communauté ibéro-américaine des nations, que nous avons présentée précédemment.

C'est l'histoire extrêmement riche et longue de la relation entre l'Empire et l'Espagne telle qu'elle est imaginée qui explique les particularités actuelles de la communauté ibéro-américaine des nations. On y voit à quel point l'Espagne ne parvient à se penser sans l'Amérique Hispanique. Ce trop bref panorama vise à remettre une perspective historique pour saisir la ductilité de cet imaginaire protéiforme, qui influence la communauté dans la manière dont elle est conçue et dont elle se vit. Ainsi, on retrouve alternativement un caractère offensif ou défensif dans la promotion de cette communauté. Outre cet aspect, on voit que c'est jusqu'à l'essence et les buts de cette communauté qui varient. On retrouve toujours un alliage entre prétentions impériales, religieuses et culturelles. Selon les courants intellectuels, certains aspects prédominent. Le panhispanisme a une dimension impérialiste. L'hispano-américanisme met l'emphase sur le lien culturel bien qu'on puisse y retrouver des traces de paternalisme. L'Hispanité, elle est centrée sur un messianisme spirituel, mais qui prendra lui-même plusieurs formes au cours du franquisme, avant que la CIN ne vienne la supplanter, en essayant d'établir une vraie relation d'égalité. Quelques invariants se dessinent cependant : il apparaît que l'Espagne, malgré une volonté quelquefois affichée de traiter les pays américains en « frères », se place souvent dans une relation verticale. Et en effet, bien que ces projets rencontrent un certain écho chez des intellectuels en Amérique, les initiatives viennent surtout de l'Espagne, que ce soit de la part de la société civile ou celle de l'Etat.

## 2)Un outil de politique étrangère essentiel pour l'Espagne

Il se dégage de cette longue genèse de l'ibéro-américanisme à quel point l'ibéro-Amérique occupe une place essentielle dans la politique étrangère de l'Espagne. Il faut ici comprendre le terme « essentiel » dans ses deux sens. A la fois comme importance et comme lié à l'essence du royaume ibérique. Ceci a pour conséquence une perception de l'Amérique latine qui influence la manière dont l'Espagne interagit avec elle. On entrevoit ici la place particulière qu'occupe l'Ibéro-Amérique dans la politique étrangère espagnole : elle est à la fois une politique étrangère et une politique intérieure dans la perspective de cette communauté qui dépasse les frontières et réunit ces pays unis par des liens qui sont promus comme étant naturels et culturels. Ce point est cependant à nuancer

---

<sup>58</sup> RIBAS Mélanie, *Hispanité, hispanophonie. Etude de la rhétorique des discours et de l'agir*, op.cit,p.124.

aujourd'hui car la place de l'Amérique latine dans l'identité espagnole s'affaiblit, même s'il demeure vivace.

C'est ici que l'on perçoit à quel point politique étrangère et perception de l'Amérique latine sont entremêlées. La manière dont l'hispano-américanisme puis l'hispanité ont été assimilées voire phagocytées par la politique des dictatures espagnoles du XXe siècle montre que l'un et l'autre se nourrissent mutuellement. A partir du moment où les discours concernant l'Ibéro-Amérique sont menés par l'Etat, c'est celui-ci qui prend plus de place dans la formulation de cet imaginaire. Ces discours ont une dimension rhétorique et performative qui modèle l'imaginaire collectif espagnol concernant l'Ibéro-Amérique. La place de l'Amérique dans l'imaginaire collectif de l'Espagne se renforce dans un contexte d'insécurité ontologique croissant au XIXe siècle. La défaite de 1898 en est le nadir. Ce caractère identitaire comme on l'a vu donne une tonalité à la fois intérieure et extérieure à la manière dont la politique extérieure espagnole se projette en Amérique latine. Cela explique que le régime franquiste lui ait donné une telle importance pour consolider sa politique intérieure en en faisant un élément de prestige<sup>59</sup>.

On retrouve là un élément indissociable de l'Ibéro-Amérique dans la perception espagnole : le prestige. Malgré la Légende Noire, l'Amérique évoque le Siècle d'Or espagnol et son empire, une période de gloire qui évoque des héros de l'Espagne. Le prestige est intérieur mais à la fois extérieur. En effet, se poser comme interlocuteur privilégié d'une aire géographique aussi vaste que l'Amérique Hispanique ne peut manquer de faire peser davantage sur les relations internationales.

L'Ibéro-Amérique est donc un concept issu d'un imaginaire que la politique étrangère s'est appropriée. Cela se remarque dans la fluctuation de ces discours. En effet, comme le montre Celestino del Arenal, le contenu sémantique de l'hispano-américanisme mais surtout celui de l'hispanité varient en fonction du temps. Il est normal qu'une identité évolue au cours du temps car elle est le résultat de interactions avec l'extérieur. Cependant, il est indéniable que la rhétorique du gouvernement change en fonction du système international et des rapports de force qui y prennent place. Outre la dimension identitaire, il y a une dimension très pragmatique dans les discours vis-à-vis de l'Ibéro-Amérique. Du fait de ce métissage entre identité et pragmatisme, la politique étrangère ibéro-américaine est caractérisée par un équilibre entre valeurs et intérêts qui évoluent au cours du temps<sup>60</sup>. Del Arenal montre ici deux aspects essentiels de la politique ibéro-américaine. D'une part, son côté instrumental dont nous avons parlé, de l'autre le fameux rôle de pont entre l'Amérique latine et l'Europe que l'Espagne endosse et affirme. Celui-ci est fondamental pour la politique espagnole. Il renforce son importance pour ces deux blocs d'Etats-nation. Cette rhétorique

---

<sup>59</sup> DAVID MARCILHACY, « La Hispanidad bajo el franquismo : El americanismo al servicio de un proyecto nacionalista In : Imaginarios y representaciones de España durante el franquismo », *art. cit.*

<sup>60</sup> ARENAL Celestino del, *Politica exterior de España y relaciones con América Latina*, *op. cit.*, p. 59.

rencontre cependant un certain nombre de limites, qui seront mises en lumière par la suite.

On voit donc à quel point la politique étrangère espagnole est difficilement envisageable sans lui conférer une dimension ibéro-américaine. L'inverse est aussi vrai : il faut considérer la politique ibéro-américaine comme une composante de la politique étrangère espagnole, au même titre que l'Espagne a une politique européenne ou une politique méditerranéenne. C'est pour cela que si la politique étrangère de Madrid change, la politique Ibéro-américaine peut en être affectée. Ceci peut aller jusqu'à changer l'identité ibéro-américaine, ainsi que nous le verrons. Il peut y avoir des interférences entre les différents aspects de la politique étrangère espagnole. Ainsi, le XXI<sup>e</sup> siècle a fourni certains exemples de décisions politiques au cours desquelles l'Espagne doit choisir entre favoriser sa politique européenne ou sa politique ibéro-américaine. La politique migratoire en est le meilleur exemple car les restrictions européennes choquent les latino-américains.

Malgré tout ceci, il ne faut pas considérer l'Ibéro-Amérique comme un axe quelconque de la politique étrangère espagnole, car comme nous l'avons vu elle est le réceptacle d'imaginaires et d'enjeux identitaires complexes. Ce fut particulièrement le cas au XIX<sup>e</sup> siècle et au XX<sup>e</sup> siècle ; cela reste le cas encore aujourd'hui, même si son importance est moindre du fait que l'Espagne a choisi d'assumer sa qualité de nation européenne suite à la Transition et favorise donc celle-ci ; l'imaginaire américain reste vivace en Espagne mais commence à s'estomper. Cela donne à la politique ibéro-américaine de l'Espagne un caractère particulier, qui, comme on l'a vu, est propice pour une analyse constructiviste.

Au vu de ce qui a été dit jusqu'ici, on pourrait croire que la politique ibéro-américaine est avant tout une politique rhétorique de la part de l'Espagne, liée à des perceptions identitaires et à des intérêts géopolitiques. Cette dimension rhétorique est fondamentale pour comprendre l'Ibéro-Amérique, mais l'Ibéro-Amérique ne se limite pas à une construction rhétorique. En effet, si cette communauté se forme, c'est que les autres Etats de la communauté acceptent de faire partie de la communauté ainsi créée. Ils ont donc eux-mêmes une certaine sensibilité à ce discours, que ce soit pour des raisons relatives à l'identité et donc affective, ou pour des intérêts politiques. Toujours est-il que cette politique est commune, quoiqu'elle soit largement menée par l'Espagne. Il faut donc considérer les autres nations ibéro-américaines lorsque l'on pense l'Ibéro-Amérique et la politique ibéro-américaine de l'Espagne. De fait, le royaume ibérique entretient des relations bilatérales avec chacun de ces Etats, qui concourent à fragiliser ou consolider l'Ibéro-Amérique selon leur état. La consolidation de celle-ci passe par une rhétorique commune, puisque la déclaration des sommets ibéro-américains est commune. Ainsi, les sommets ont permis d'articuler les discours pour donner une légitimité au concept d'Ibéro-Amérique, qui a pu s'institutionnaliser par la suite. L'OEI existait déjà depuis 1949, mais sa représentativité et son importance étaient réduites.

Par ailleurs, les liens ne sont pas que rhétoriques ; ils expliquent le discours et sont renforcés par lui. Ainsi l'Espagne est le deuxième investisseur européen dans la région<sup>61</sup>. Les relations économiques sont très importantes ; les bénéfices des entreprises espagnoles en Amérique latine ont été salvateurs pour l'Espagne pendant la crise de la zone euro. Malgré les ambiguïtés que nous verrons, la langue est un autre lien. Ainsi, il est bénéfique pour l'Espagne de maintenir une forme de cohésion globale, de forum avec ces pays de langue commune.

On voit donc que l'Ibéro-Amérique est extrêmement liée à la politique étrangère que l'Espagne mène en Amérique latine, à tel point qu'il y a une sorte d'identité entre les deux, l'Ibéro-Amérique étant aujourd'hui définie par le discours de l'Etat. L'importance de l'Etat espagnol dans la définition de cette communauté montre ses limites que nous verrons plus tard : elle est avant tout un axe pour l'Espagne plus que pour ses autres membres. Il demeure que la dimension rhétorique peut parfois faire oublier qu'il y a de véritables progrès à faire, et que tout ceci n'est pas qu'une construction. En effet, l'idée que cette communauté est naturelle et donc préexiste à son institutionnalisation reste parfois ancrée dans les esprits et dans la politique telle qu'elle est menée, qui a parfois du mal à donner un contenu très concret à l'Ibéro-Amérique. C'est ce que certains critiquent en disant qu'il n'y a pas suffisamment d'efforts menés<sup>62</sup>. Cela est lié au fait que comme d'autres groupes régionaux, le projet ibéro-américain, pour autant qu'il y en ait vraiment un, manque d'un contenu tangible, ce qui convient à tous les Etats parties. Le caractère pragmatique de la notion d'Ibéro-Amérique dans la politique étrangère espagnole n'est pas sans effets sur le contenu même de ce concept.

### 3) L'Ibéro-Amérique : une signification complexe et à bords flous

Le fait que l'Ibéro-Amérique ait été appropriée par la politique étrangère des Etats qui la composent, et notamment par l'Espagne, a pour effet de rendre son sens poreux et variable. Nous avons déjà vu à quel point cette communauté imaginaire portait des désignations aux connotations variables selon les époques. Cette ductilité a fini par devenir consubstantielle à l'Ibéro-Amérique.

Ainsi, lorsque l'on se penche sur les discours qui font état de l'Ibéro-Amérique, on ressent souvent une forme d'insécurité quant au sens de ce mot. Le contexte sert à comprendre la signification de son utilisation, mais il demeure qu'un même signifiant peut avoir plusieurs signifiés qui n'ont pas la même portée. Ceci contribue à créer un flou sémantique qui est utile à la diplomatie espagnole. De

---

<sup>61</sup> GONZÁLEZ SARRO Iván et PÉREZ HERRERO Pedro, « Tres décadas de relaciones entre América Latina y España (1990-2020): Síntesis de las fortalezas y debilidades generadas. Propuestas de acción a futuro », dans *Araucaria*, n° 47, 2021, p. 529-560.

<sup>62</sup> MALAMUD Carlos, « Spain's policy and strategies towards Latin America », dans *FOCAL Canadian Foundation for the Americas*, 2010.

fait, c'est largement de son fait si un tel flou a vu le jour, ainsi que nous l'avons vu.

Au fil de la lecture de la presse et des textes institutionnels, on se rend compte que l'Ibéro-Amérique se définit comme une synecdoque, par sa relation contenu/contenant. Mais le contenu comme le contenant varient. Nous avons trouvé ces quatre sens dans l'emploi du terme « Ibéro-Amérique » :

- Population Hispanique
- Etats hispanophones
- Etats de la CIN
- Territoire des Etats de la CIN

Celui qui désigne la population Hispanique, en particulier, est intéressant. Il n'est pas étonnant qu'un tel sens puisse lui être donné, car la CIN telle qu'elle est conçue au XXI<sup>e</sup> siècle est avant tout culturelle, et se définit donc avant tout par les individus ancrés dans cette culture, mais les implications de ce glissement sémantique sont importantes et surprenantes.

Ainsi, un tel emploi peut mener à inclure les Etats-Unis dans la portée de la communauté, du fait de la forte présence Hispanique dans ce pays : « Le journaliste et universitaire Juan Luis Cebrián a déclaré que l'espagnol est une langue en pleine expansion et que les États-Unis sont le deuxième pays ibéro-américain au monde<sup>63</sup>.<sup>64</sup> ».

Il est vrai qu'un tel emploi du mot Ibéro-Amérique est très peu fréquent, mais l'existence de tels cas sont significatifs. Le concept arrive à en avoir une portée transnationale. Or, la CIN est initialement une communauté de nations. De même, on ne sait pas si l'Ibéro-Amérique se centre sur la communauté latine dans son ensemble ou si elle fait parfois référence à la seule communauté hispanique. Le 4 mai 2007, une commission nationale pour la commémoration des indépendances des Républiques ibéro-américaine est approuvée par le *Decreto 595/2007*. Le décret mentionne que la communauté est construite dans l'« espace symbolique d'une même langue »<sup>65</sup>. Il y a une ambiguïté quant à la place de la langue espagnole ou portugaise dans l'Ibéro-Amérique. Cela rend le concept même ambigu.

Le flou qui entoure l'Ibéro-Amérique contribue à rendre sa concrétisation politique plus ardue. Ces différents usages brouillent les pistes concernant ce concept. En paraphrasant un fameux politicien Français, on pourrait dire que l'Ibéro-Amérique est une OPNI par excellence, puisque chacun y met

---

<sup>63</sup> « Instituto Cervantes celebra por dos motivos en el CILE », dans *El Universal*, Mexico, 15 mars 2016, [En ligne], <<https://www.eluniversal.com.mx/articulo/cultura/letras/2016/03/15/instituto-cervantes-celebra-por-dos-motivos-en-el-cile/>>.

<sup>64</sup> El periodista y académico Juan Luis Cebrián aseguró que el español es una lengua en crecimiento y Estados Unidos el segundo país iberoamericano del mundo

<sup>65</sup> *Real Decreto 595/2007*, Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación, 4 mai 2007, [En ligne], <<https://www.boe.es/eli/es/rd/2007/05/04/595>>.

ce qu'il veut. Cette caractéristique de l'Ibéro-Amérique est bien connue par les services extérieurs et les spécialistes du sujet. Elle est inhérente à son histoire et à son côtoiement par le terme Amérique latine. Cette imprécision est fustigée par un certain nombre de spécialistes des relations entre l'Espagne et l'Ibéro-Amérique au Real Instituto Elcano, notamment Carlos Malamud<sup>66</sup> :

La première chose à faire est de donner au concept ibéro-américain un caractère univoque, compte tenu de la duplicité actuelle. D'une part, Ibéro-Amérique et Ibéro-Américain sont utilisés comme synonymes d'Amérique latine. D'autre part, comme définition de l'agrégation de l'Amérique latine plus l'Espagne et le Portugal<sup>67</sup>.

De fait, Carlos Malamud proposera même de remplacer plus tard le terme Ibéro-Amérique par « Amérique latine » lorsque c'est possible<sup>68</sup>.

Le terme « communauté » est un terme extrêmement flou malgré son utilisation courante. A cela s'ajoute le vague qui caractérise le concept même d'Ibéro-Amérique dont la malléabilité discursive rend certes son utilisation rhétorique intéressante, mais limite son incarnation politique.

La Communauté ibéro-américaine n'est pas plus qu'une association constituée d'un commun accord entre les membres et basée sur la bonne volonté de ces derniers, sans spécification de droits ou d'obligations. Cela explique le manque d'une définition précise et d'une réglementation statutaire<sup>69</sup>.

L'ibéro-Amérique se définit essentiellement comme une communauté issue d'une histoire et d'une culture partagée. Mais la question reste de savoir quel aspect de la culture. S'agit-il de culture au sens large ? Faut-il se concentrer sur l'aspect linguistique ? Comme le montre le décret royal mentionné, la langue génère des ambiguïtés en Ibéro-Amérique. Il faut dire que la langue espagnole est motif d'ambivalences en Amérique latine.

### **III) L'Espagnol en Amérique latine : de vieux débats**

Lorsque l'on pense à l'Amérique latine, le caractère hispanophone de cette aire géographique

---

<sup>66</sup> MALAMUD Carlos, « La reforma del sistema iberoamericano », dans *ARI*, n° 9, 2013, (Real Instituto Elcano).

<sup>67</sup> Lo primero que habria que hacer es dotar al concepto iberoamericano de un caracter univoco, dada la duplicidad actualmente existente. Por un lado se utiliza Iberoamerica e iberoamericano como sinonimo de America Latina y latinoamericano. Por el otro, como definicion de la agregacion de America Latina mas Espana y Portugal.

<sup>68</sup> MALAMUD Carlos, « España entre América Latina e Iberoamérica », dans *Real Instituto Elcano*, 30 janvier 2019.

<sup>69</sup> la Comunidad Iberoamericana no es más que una asociación constituida de común acuerdo entre sus integrantes y basada en la buena voluntad de los mismos, sin especificación de derechos y obligaciones. De ahí que carezca todavía de una definición precisa y de toda reglamentación estatutaria.



apparaît rapidement dans les esprits. En effet, l'espagnol est la langue la plus parlée de cette aire géographique, en dehors de la grande exception que constitue le Brésil. Si les colonisateurs sont partis, ils ont laissé un héritage : la langue. Il s'agit de voir quelle est la relation avec cet héritage culturel. Puisque nous nous intéressons à la politique linguistique de l'Espagne, on se centrera ici sur le cas de l'espagnol.

## 1) Les indépendances et l'ambiguïté des nouvelles nations avec l'espagnol

La plupart des Etats d'Amérique latine profitent de la faiblesse de l'Espagne causée par l'invasion de Napoléon et ses dissensions internes pour conquérir leur indépendance dans les années 1810-1820. Seules Cuba et les Philippines restent dans le giron de Madrid. Les luttes pour l'indépendance sont surtout menées par les *Criollos*. Ces descendants issus du métissage des anciens colons et des populations locales sont des élites intellectuelles et économiques frustrées par les limitations imposées par l'administration coloniale ainsi que par le favoritisme du système envers les Espagnols péninsulaires. Ils n'en demeurent pas moins étroitement liés à l'Espagne<sup>70</sup>.

Malgré certains rêves panaméricains portés par Simon Bolivar et d'autres, l'Amérique Hispanique se fragmente en divers Etats, pour des raisons administratives et politiques. Les indépendances acquises posent ces nouveaux Etats face à une situation inédite. Les Etats américains se sont construits par et pour l'Espagne dans un schéma colonial. Les indépendances font émerger des Etats antiespagnols, dont l'identité nationale n'a pas encore eu le temps de se former. Les élites *Criollos* sont inspirées par les idées des Lumières et les exemples européens dont l'idéal est un Etat-nation homogène, monolingue et culturel<sup>71</sup>. La France en particulier, est considérée comme un exemple pour ces jeunes Républiques. Or, la France est par excellence l'Etat européen dans lequel s'est affirmée l'idéologie de l'unilinguisme.

La question se pose de savoir sur quelle base construire ces Etats-nations. La question est complexe. En effet, si les *Criollos* ont une large culture espagnole, les indépendances se sont construites sur un sentiment antiespagnol que la lutte contre l'Espagne a renforcé. De plus, la langue espagnole n'est pas maîtrisée par la majorité des habitants de l'Amérique latine. En effet, l'espagnol s'est lentement répandu durant la colonisation. Les élites utilisaient l'espagnol entre elles, mais les contacts se faisaient dans la langue indigène locale, notamment le quechua qui avait su s'imposer comme langue véhiculaire d'une bonne partie du monde andin<sup>72</sup>. Les missionnaires qui avaient

---

<sup>70</sup> LAVALLÉ Bernard, *L'Amérique espagnole*, op. cit.

<sup>71</sup> GARIN Virginia, *La politique linguistique institutionnelle de diffusion de l'espagnol au XXIe siècle : une enquête sur les représentations de la norme linguistique chez les enseignants de l'Institut Cervantès au Brésil.*, Montpellier, Montpellier 3, 2016.

<sup>72</sup> CALVET Louis Jean, *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, op. cit, p.128.

réalisé la « conquête spirituelle » s'étaient largement intéressés aux langues indigènes et avaient fini par les adopter pour évangéliser les populations locales. A partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec l'avènement des Bourbons en Espagne, l'administration s'efforce d'imposer l'espagnol dans la péninsule et Amérique. Mais l'inertie coloniale et la distance rendent la tâche complexe<sup>73</sup>. Il y a donc un certain nombre d'habitants plurilingues, outre les élites espagnolisées, qui maîtrisent le castillan, mais ceux qui la parlent restent minoritaires. Garcia de la Concha parle de trois millions et donc 10% de la population<sup>74</sup>. Du fait des habitudes administratives et de la prise de pouvoir par les élites *criollos*, l'espagnol est choisi comme langue sur laquelle fonder l'identité de ces nations nouvellement formées. Cela d'autant plus qu'une version de l'espagnol standard est déjà fournie par l'activité de la RAE. Les élites ont foi en le système éducatif pour promouvoir l'espagnol auprès des populations locales, de sorte qu'elles puissent faire partie de ce projet de construction de l'Etat-nation. Cependant, cela reste très inégal.

L'ambivalence de la diffusion de l'espagnol dans des pays récemment indépendantisés n'est pas sans créer un certain nombre de débats. En effet, le sentiment antiespagnol est si présent que certains souhaitent couper absolument tout lien avec l'ancienne métropole, et ne plus subir l'influence de leur langue. On retrouve cette position dans un certain nombre de courants littéraires et intellectuels, qui souhaitent affirmer la nation par l'activité littéraire. Ces courants sont particulièrement développés en Argentine, qui est le pays où se retrouve le plus fort sentiment antiespagnol. On le retrouve notamment dans le courant intellectuel et littéraire de la *Generación del 37*. Celui-ci est particulièrement virulent contre l'héritage espagnol. Ainsi, l'écrivain et politicien Juan Bautista Alberdi va jusqu'à proposer de remplacer l'espagnol par l'anglais ou le français comme nouvelle langue des naissantes Républiques. D'autres sont moins radicaux et vindicatifs mais restent très critiques et ne souhaitent pas garder une forme espagnole qui soit trop identique à celle de la péninsule. Ainsi, Domingo Faustino Sarmiento, un autre membre de la génération du 37, préfère développer une norme linguistique inspirée par l'utilisation de la langue dans les masses populaires, et non la norme cultivée, davantage orientée par la littérature péninsulaire<sup>75</sup>.

La plupart des linguistes ou des écrivains seront cependant plus consensuels. La personnalité la plus importante est le Vénézuélien Andrés Bello. Auteur de *Gramática de la lengua castellana destinada al uso de los americanos* en 1847, il est reconnu comme le principal linguiste américain du XIX<sup>e</sup>

---

<sup>73</sup> GARIN Virginia, *La politique linguistique institutionnelle de diffusion de l'espagnol au XXI<sup>e</sup> siècle : une enquête sur les représentations de la norme linguistique chez les enseignants de l'Institut Cervantès au Brésil.*, op. cit.

<sup>74</sup> CONCHA Víctor G. de la, *La Real Academia Española: vida e historia*, Barcelona, Madrid, Espasa ; Real Academia Española, 2014, p.140.

<sup>75</sup> SÜSELBECK Kirsten, « Las Academias Correspondientes de la Lengua en la Hispanoamérica del siglo XIX », dans, CARRERAS Sandra et CARRILLO ZEITER Katja (éd.), *Las ciencias en la formación de las naciones americanas*, Madrid : Frankfurt am Main, Iberoamericana ; Vervuert, 2014, (Bibliotheca Ibero-Americana, vol. 158), p. 271-295.

siècle, car il y pose les principes sur lesquels ont largement reposé les unifications linguistiques en Amérique Hispanique. Bello propose de maintenir l'espagnol comme langue des nouveaux Etats, tout en affirmant que les formes espagnoles employées dans la péninsule ne sont pas forcément meilleures que celles employées en Amérique. Le Chili, où le linguiste est installé, applique une réforme linguistique basée sur les idées de Bello, la plupart des autres pays d'Amérique Hispanique feront de même.

Ce n'est pas mon intention d'écrire pour les Castellans. Mes leçons sont adressées à mes frères, le peuple de l'Amérique latine. Je considère qu'il est important de conserver la langue de nos parents dans sa pureté [...] comme un lien de fraternité entre les nations d'origine espagnoles réparties sur les deux continents<sup>76,77</sup>.

De cette façon, la position de Bello est une élégante médiane entre tradition héritée de l'ancienne métropole et émancipation de celle-ci<sup>78</sup>. Sa proposition révèle aussi une autre réalité du contexte linguistique en Amérique Hispanique : les tensions entre unité et diversité de l'espagnol. Celles-ci existent aussi en Espagne et sont normales car une langue est toujours particularisée localement, ce qui fait qu'une même langue aura des variantes locales, un phénomène que les linguistes nomment diatopie. La question des variations se pose cependant avec davantage d'acuité lorsque la langue est dispersée sur une aire géographique aussi vaste qu'un continent. Cela d'autant plus que le continent abrite beaucoup de langues locales diverses et variées, avec lesquelles la langue espagnole interagit. C'est dans ce contexte que se pose la question de la pureté de la langue. La diversité de la langue espagnole en Amérique est l'objet d'une revendication comme manifestation de la différence avec l'ancienne métropole. Elle est une démonstration de l'autonomie et de la particularité des nouvelles républiques vis-à-vis de l'Espagne. Mais d'un autre côté, la diversité des usages semble mettre en péril la compréhension entre hispanophones au sein du continent américain. Ceci rentre en conflit avec l'idéal, certes échoué mais qui demeurerait ancré dans les esprits, de l'unité américaine et bolivarienne. Le spectre d'une fragmentation linguistique surajoutée à une fragmentation politique se profile dans les esprits des élites intellectuelles et politiques. L'exemple du destin du latin, qui s'est répandu puis fragmenté avec l'expansion de l'empire romain en diverses langues véhiculaires

---

<sup>76</sup> BELLO Andrés, *Gramática : gramática de la lengua castellana destinada al uso de los americanos*, Edición digital a partir de la 3<sup>a</sup> ed. de Obras completas. Tomo Cuarto, Caracas, La Casa de Bello, 1995, p. 11.

<sup>77</sup> No tengo la pretensión de escribir para los castellanos. Mis lecciones se dirigen a mis hermanos, los habitantes de Hispano-América. Juzgo importante la conservación de la lengua de nuestros padres en su posible pureza, como un medio providencial de comunicación y un vínculo de fraternidad entre las varias naciones de origen español derramadas sobre los dos continentes.

<sup>78</sup> DEL VALLE José, « Panhispanismo e hispanofonía: breve historia de dos ideologías siamesas [Panhispanism and hispanofonía: brief history of siamese ideologies] », dans *Sociolinguistic Studies*, vol. 5, n° 3, 21 octobre 2012, p. 465-484.

qui sont par la suite devenues nos langues romanes est fréquemment invoqué dans ces cercles. Cette peur est d'autant plus grande qu'elle se pose à un moment où l'espagnol n'est pas encore maîtrisé par une large portion de la population ; les langues changent souvent dans leurs contacts et interactions avec d'autres langues, or l'Amérique latine est alors le continent avec la plus grande fragmentation linguistique du fait de ses nombreuses langues indigènes<sup>79</sup>. De ce fait, la tentation est grande de favoriser l'emploi d'un espagnol traditionnel. La limite entre les innovations linguistiques souhaitables et celles qui ne le sont pas est ténue et difficile à établir ; il s'agit de savoir quels termes ou formes grammaticales sont représentatives d'une nation sans pour autant atteindre la pureté linguistique que Andrés Bello souhaite conserver et protéger.

Les indépendances sont donc une période trouble et ambivalente pour la langue espagnole en Amérique latine. Ces questions se posent rapidement dès l'accès à l'indépendance, mais elles se poursuivent tout au long du XIXe siècle. L'espagnol ayant été choisie pour langue nationale, cette langue devient un outil ambigu qui sert aussi bien à affirmer la nation qu'à revendiquer l'héritage avec l'Espagne. Cette ambiguïté porte d'ailleurs sur la dénomination même de la langue espagnole en Amérique latine. Celle-ci varie selon les contrées<sup>80</sup>. On a vu comment le titre de l'œuvre de Andrés Bello parle de langue castillane et il précise que son usage est pour les Américains. Cette description montre la distance que l'on souhaite prendre avec l'Espagne, malgré et du fait de la langue commune. Les dénominations « espagnol » ou « castillan » évoquent de manière variable différentes perspectives coloniales qui peuvent provoquer leur rejet<sup>81</sup> :

Dans le cône sud, il s'agit du castillan et ils rejettent l'espagnol parce qu'il leur semble que c'est ce qui est parlé en Espagne. Au Mexique, en revanche, l'espagnol est le nom auquel ils s'identifient et le castillan évoque le royaume de Castille et les conquistadors, il ne suscite donc pas de sympathie<sup>82</sup>.

De ce fait, on retrouve sept constitutions ou lois qui mentionnent le « castillan » et sept autres qui parlent de l'« espagnol ». Ces différences de dénomination n'empêchent pas de vouloir défendre la pureté et l'unité de la langue en Amérique. La proposition de Andrés Bello qui souhaite à la fois pureté et lien force les Américains à se positionner par rapport à la RAE.

---

<sup>79</sup> GARIN Virginia, *La politique linguistique institutionnelle de diffusion de l'espagnol au XXIe siècle : une enquête sur les représentations de la norme linguistique chez les enseignants de l'Institut Cervantès au Brésil.*, op. cit, p. 44.

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 46

<sup>81</sup> GÓNZALEZ HARBOUR Berna, « ¿A quién quieres más: al español o al castellano? », dans *El País*, Madrid, 8 janvier 2023, [En ligne], <<https://elpais.com/cultura/2023-01-08/a-quien-quieres-mas-al-espanol-o-al-castellano.html>>.

<sup>82</sup> En el Cono Sur se llama castellano y rechazan español porque les parece que esto es lo que se habla en España. En México, por el contrario, español es el nombre con el que se identifican y castellano evoca al reino de Castilla y a los conquistadores, por lo que no suscita simpatía

## 2) Le rapports des Latino-américains à la *Real Academia Española* et aux incarnations de la pureté de l'espagnol

Depuis 1713, la *Real Academia Española* est l'instance qui norme les usages de l'espagnol. Du fait des personnalités dont elle est composée et le soutien politique de la couronne, elle est rapidement devenue la plus haute autorité en matière de langue et de ses usages. L'Amérique latine n'étant pas encore indépendante, de telles instances ne s'y sont pas formées ; la RAE s'est imposée là aussi comme autorité linguistique.

Les indépendances et le ressentiment envers l'Espagne qu'elles ont permis de libérer vont poser la question du rapport à la normativité de l'espagnol, la RAE étant perçue comme étrangère. Comme nous le verrons par la suite, cette question est extrêmement actuelle. Du fait des préoccupations des linguistes et des intellectuels, un certain nombre de projets ou de propositions pour édifier des autorités linguistiques susceptibles de pouvoir écarter le péril idiomatique qu'ils craignent voient le jour. Ainsi, une académie de la langue au Mexique est proposée en 1835. *La Miscelánea*, un journal colombien propose dès 1826 de créer une Académie de Langue Américaine<sup>83</sup>. Celle-ci ne verra jamais le jour, mais elle témoigne de la volonté de créer des autorités linguistiques et que celles-ci soient continentales. Or, on voit dans les raisons invoquées pour créer ces académies qu'elles ne sont pas conçues comme une concurrence de la RAE. Bien au contraire, comme le montre cet extrait d'un acte de l'Académie mexicaine<sup>84</sup> :

La décadence à laquelle la langue castillane est arrivée chez nous, tant par le manque de principes de la plupart de ceux qui la parlent et l'écrivent, que par la circulation des mauvaises traductions dont la république mexicaine a été inondée par l'avidité des libraires étrangers, et surtout à cause de la rareté des ouvrages classiques et originaux que produit le manque de communication entre nous et l'Espagne, a attiré à juste titre l'attention de ceux qui s'intéressent à la conservation de la plus riche, de la plus pompeuse et de la plus sonore de toutes les langues du sud de l'Europe.

Le gouvernement suprême, soucieux de profiter d'une occasion aussi favorable pour remédier à ce mal et rendre toute sa pureté et sa splendeur à la langue que nous avons héritée de nos aînés, et qui est donc la nôtre, a ordonné la création d'une académie portant le titre d'Académie de la langue [...]<sup>85</sup>.

---

<sup>83</sup> SÜSELBECK Kirsten, « Las Academias Correspondientes de la Lengua en la Hispanoamérica del siglo xix », *art. cit.*

<sup>84</sup> Cité dans : *Ibid.*

<sup>85</sup> La decadencia á que ha llegado entre nosotros la lengua castellana, tanto por la falta de principios en la mayor parte de los que la hablan y escriben, como por la circulación de las malas traducciones de que ha inundado á la república mexicana la codicia de los libreros extrangeros, y principalmente por la escasez de obras clásicas y originales producida por la incomunicación en que hemos estado con España, ha llamado justamente la atención de los que se interesan en la conservación de la más rica, pomposa y sonora de todas las lenguas del Mediodía de Europa.

Deseoso el supremo gobierno de aprovechar tan favorable ocasión para contener aquel mal y restituir toda la pureza y esplendor á la lengua que heredamos de nuestros mayores, y que es por consiguiente la nuestra, ha dispuesto crear una academia con el título de Academia de la Lengua [...].

On retrouve dans ce discours la devise de la RAE qui « nettoie, fixe et donne de la splendeur » (*limpia, fija y da esplendor*). Cependant, ces académies manquent de moyens et ne savent pas quelle attitude adopter vis-à-vis de la RAE, qui fixe déjà des normes concernant l'espagnol. Cela d'autant plus qu'en ce qui concerne la pureté et la défense d'une norme cultivée, les autorités et les intellectuels d'Amérique latine semblent parfois plus royalistes que l'académie royale ; on retrouve des termes extrêmement durs envers toutes formes de barbarisme ou encore contre les influences néfastes que peuvent avoir les masses populaires sur la belle langue espagnole<sup>86</sup>.

Ainsi, lorsqu'une association entre la RAE et les académies qui existent voit le jour en 1870, c'est suite à une proposition que l'académie colombienne fait à la RAE<sup>87</sup>. Ainsi qu'un certain nombre de linguistes liés à la glottopolitique l'affirment, la RAE y voit un moyen de garder une hégémonie sur la langue en Amérique. Cependant, il est intéressant de remarquer que l'initiative ne repose pas exclusivement sur la RAE ainsi que ces auteurs tendent souvent à le présenter. A l'instar de Süselbeck, ce qui attire notre attention ici est le fait que malgré des sentiments antiespagnols si présents au XIXe siècle, une telle proposition ait pu voir le jour, que les Américains aient voulu coopérer et même accepter une autorité espagnole.

En effet, malgré de notables positions de la part d'un certain nombre d'intellectuels, la RAE demeure l'autorité linguistique par excellence en Amérique en ce qui concerne l'espagnol. La plupart des latino-américains l'acceptent sans y voir un empiétement trop grave de leur souveraineté ou de leur indépendance. Même ceux qui ont des discours radicaux à l'encontre de la présence et de l'influence de la langue espagnole en Amérique latine ont un rapport ambigu à l'académie royale. Ainsi Alberdi, dont nous avons vu comment il vilipendait la présence de l'espagnol en Amérique, accepte un poste d'académicien correspondant. K.Süselbeck voit trois raisons pour lesquelles les latino-américains ont pu accepter de renouer le dialogue avec l'Espagne en matière de linguistique sous la bienveillante autorité de la RAE :

- la volonté de garder un lien hispanique
- la nécessité de créer une identité nationale spécifique
- affirmer la position privilégiée de l'élite *criolla*

On a déjà vu à quel point l'identité des latino-américains est complexe et sa proximité avec

---

<sup>86</sup> CHÁVEZ FAJARDO Soledad, « Actitudes lingüísticas y glotopolítica en el español de Chile. Un enfoque diacrónico a través de los paratextos en codificaciones lexicográficas diferenciales (1875-2010) », dans, MUHR Rudolf, CLYNE Michael G. et CLYNE Michael G. (éd.), *Exploring linguistic standards in non-dominant varieties of pluricentric languages =: Explorando estándares lingüísticos en variedades no dominantes de lenguas pluricéntricas*, Frankfurt am Main ; New York, Peter Lang GmbH, Internationaler Verlag der Wissenschaften, 2013, (Österreichisches Deutsch Sprache der Gegenwart, Band 15).

<sup>87</sup> SÜSELBECK Kirsten, « Las Academias Correspondientes de la Lengua en la Hispanoamérica del siglo xix », *art. cit.*

l'Espagne. La volonté de garder cette identité se fait d'autant plus forte avec la politique agressive des Etats-Unis. Par ailleurs, bien que cela puisse sembler paradoxal, accepter l'autorité de la RAE est une manière d'affirmer son identité nationale. En effet, si cela implique d'accepter une autorité extérieure, celle-ci demeure la plus prestigieuse en ce qui concerne la langue espagnole et possède une expérience et des moyens que l'on n'a pas en Amérique ; accepter son autorité permet de glisser des points de vue américains. Ainsi, en 1874 on trouve des vocables des nouvelles académies correspondantes mexicaines, colombiennes et vénézuéliennes dans le dictionnaire de la RAE. La RAE est consciente de l'intérêt que puisent ces académies et leurs gouvernements dans cette collaboration, mais elle y trouve aussi son compte en permettant un lien hispanique, dans le contexte panhispaniste et hispano-américaniste que nous avons vu. Elle garde d'ailleurs une importante prééminence, qui peut aller jusqu'à l'humiliation<sup>88</sup>.

On voit donc qu'il y a malgré une subordination la volonté de s'affirmer dans cette association avec le travail de la RAE. Outre les préoccupations nationales ou hispanistes, on retrouve des intérêts sociaux et politiques. En effet, les *criollos*, qui ont lutté pour l'indépendance sont ceux qui maîtrisent l'espagnol, souvent une forme cultivée proche de la norme espagnole. Défendre la pureté de la langue est pour eux un moyen de garder le pouvoir par le biais d'idéologies linguistiques. De plus, cela leur permet de s'affirmer dans la République des lettres hispaniques sur les deux bords de l'Atlantique, afin de gagner en prestige et développer la littérature nationale.

Tout ceci témoigne d'une conscience de la langue espagnole comme lien transnational. En cela, la littérature est d'une importance primordiale. La figure de Cervantes en sera la meilleure illustration. Cet auteur sera repris par les intellectuels panhispanistes et hispano-américanistes pour en faire l'écrivain par excellence du monde hispanique ; celui qui aurait su dépeindre par excellence l'âme espagnole dans son chef-d'œuvre : Don Quichotte. La connaissance de Cervantes est affirmée avec fierté par les Espagnols qui arrivent ou vivent en Amérique, et les élites locales qui ont gardé une dimension affective avec la littérature hispanique sont peu à peu pénétrés par ces idées. Cela d'autant plus qu'elles font l'objet d'une intense propagande culturelle de la part des panhispanistes et hispano-américanistes au tournant du XIXe siècle. Cervantes et la littérature permettent à celle-ci de passer plus aisément. En effet, les exaltations et les considérations autour de Cervantes ne concernent pas que ces courants et préoccupent une large frange des intellectuels hispaniques, on retrouve par exemple Miguel de Unamuno ou encore José Ortega y Gasset, qui sont relativement en marge des courants nationalistes hispanoaméricains. Ainsi, un certain nombre d'auteurs latino-américains vont eux-mêmes chanter les louanges du « roi des hidalgos », à l'instar de l'Uruguayen Ruben Darío et ses *Lithanies de Don Quichotte*. Tout ce mouvement sera à son apogée lors des

---

<sup>88</sup> *Ibid.*

centenaires de Don Quichotte et de la mort de Cervantes, respectivement en 1905 et 1916. Cervantes a déjà été hissé comme « *genio de la raza* », le « génie de la race (hispanique) ». Il devient le représentant d'une langue et d'une littérature transnationale ou plutôt transatlantique dans l'esprit d'alors. Le « prince des lettres espagnoles » fait l'objet de réappropriations paradoxales. A Cuba qui vient de lutter contre l'Espagne pour l'indépendance mais a subi la domination de Washington, la figure est reprise de manière nationale. On voit comment un auteur espagnol cristallise la communion littéraire d'une communauté défendue et affirmée sur une base linguistique. Les Hispano-américains gardent donc l'espagnol comme langue nationale et ne voient pas d'un mauvais œil la normativité de la RAE, qui leur est utile sur quelques aspects. En 1951, c'est encore le Mexique qui propose de créer l'ASALE. Il ne faut cependant pas que l'hégémonie de l'Espagne et de la RAE sur la langue soit trop visible ou marquée, car les Américains ne veulent pas d'un rapport de domination sur le plan linguistique.

Par cette partie nous avons voulu situer l'Ibéro-Amérique d'un point de vue historique et conceptuel. La colonisation espagnole, longue de plus de trois siècles, a marqué l'Amérique latine dans sa chair et dans son identité. L'idée d'une identité hispanique, qui dépasse les seules frontières de l'Espagne, a ainsi pu émerger. L'antiespagnolisme des indépendances a rompu les liens quelques temps, mais la crise ontologique de l'Espagne du XIXe siècle l'a porté à recentrer ses forces intellectuelles puis politique sur cette identité hispanique, dans des relents souvent coloniaux. La pression des Etats-Unis ainsi qu'une décolonisation inachevée ont donné quelques échos à ces réflexions en Amérique latine, quoique son paternalisme ait empêché cette communauté de réellement prendre forme au niveau étatique, avant que la Transition ne laisse un terreau plus fertile. Cet héritage rend la Communauté ibéro-américaine des Nations particulière, par rapport aux autres espaces géopolitiques et culturels existant dans le monde. Pourtant, malgré un espace dans lequel, outre une multiplicité de langues minoritaires, deux langues internationales coexistent, la langue est l'un des fondements de cette communauté. Paradoxalement, malgré leur antiespagnolisme, c'est en Amérique latine que l'on trouve un zèle sur la diffusion ainsi que la défense de la langue espagnole en Ibéro-Amérique. Le rapport ibéro-américain à la langue est de ce fait ambigu. Il demeure que l'Ibéro-Amérique permet à la langue espagnole d'avoir une plus grande présence dans le monde. C'est la raison pour laquelle elle n'est pas oubliée par la politique linguistique extérieure de l'Espagne.



## Partie II. La politique linguistique de l'Espagne : les enjeux d'une perspective panhispanique et ses implications ibéro-américaines

### I) La langue espagnole : un objet de *Soft Power* pour Madrid

La multiplication des instituts de langue montre à quel point la langue et les institutions chargées de la promouvoir sont considérées par les Etats comme des leviers d'influence. Le cas chinois, avec la création des Instituts Confucius en 2004 puis leur rapide dissémination de par le monde a fait particulièrement parler, cela d'autant plus qu'ils ont pu soulever des polémiques par des politiques parfois agressives. Tous les instituts de promotion de la langue n'ont pas les mêmes méthodes, mais ils visent tous à renforcer le rayonnement et le prestige de leur nation. Cela nous rappelle que les langues sont un instrument de *Soft Power*. Il convient de présenter cette notion et d'expliquer pourquoi la langue peut renforcer celui-ci. Après quoi nous décrypterons les instances et le système culturel dont dispose l'Espagne pour jouer sur la langue comme atout de *soft power*.

#### 1) Le *Soft Power* et ses liens avec la langue

Le *Soft Power* est une notion forgée par le chercheur américain Joseph Nye.Jr.. On le retrouve pour la première fois dans son œuvre en 2001, mais on peut déjà sentir poindre cette notion dans sa réflexion telle qu'il la présente dans son ouvrage *Le leadership Américain : quand les règles du jeu changent* en 1990. C'est surtout en 2004 dans *Soft Power: the means to success in world politics* qu'il décrira plus précisément cette notion et ses corollaires, livre sur lequel nous nous baserons essentiellement. Cette notion a eu un succès rapide et est aujourd'hui amplement employée dans le domaine des Relations Internationales mais aussi d'autres domaines. De ce fait, il est bon de clarifier cette notion qui est parfois galvaudée. Ainsi que l'indique sa dénomination, le *Soft Power* n'est qu'un aspect de la puissance, une de ses composantes. En ce sens, elle n'est pas à opposer au *Hard Power*, avec lequel elle entretient plutôt une relation de complémentarité. Dans son œuvre Joseph Nye schématise la puissance par un échiquier à trois dimensions : la puissance militaire, la force économique et les enjeux transnationaux. Le *Soft Power* concerne cette dernière catégorie. Joseph Nye le définit ainsi : "What is soft power? It is the ability to get what you want through attraction rather than coercion or payments"<sup>89</sup>.

J.Nye insiste quant au fait que cette capacité est à distinguer de l'influence, avec laquelle le *Soft Power* est souvent confondu. Comme on le voit dans sa définition, l'attrait est une dimension fon-

---

<sup>89</sup> NYE JR. Joseph, *Soft Power : the means to success in world politics*, Public Affairs, New York, 2004.

damentale du Soft Power. J.Nye fait souvent le parallèle entre le *Soft Power* et le pouvoir qu'exerce sur nous une personne dont on est attirée pour sa beauté ou d'autres qualités réelles ou imaginées. En ce sens, il y a bien une part d'influence dans la mesure où l'attrait impacte le comportement individuel, mais ce qui concerne le *Soft Power* est avant tout la dimension affective de l'attractivité. C'est ce qui fait sa principale distinction avec l'influence, dans laquelle on trouve davantage des calculs d'intérêt conscients ou inconscients. C'est aussi là ce qui marque la frontière avec le *Hard Power*, dans lequel le calcul du rapport de forces et des intérêts est plus matériel et mesurable.

Le *Soft Power* désigne donc le pouvoir que procure à un pays l'attrait que lui offre l'image qu'il renvoie à l'extérieur. Il ne faut pas oublier que le *Soft Power* est avant tout un indicateur de puissance. C'est une composante essentielle de la puissance d'un Etat car elle rendra subrepticement les autres nations plus susceptibles d'accepter ses actes ou de la suivre. Elle est d'autant plus essentielle que selon Nye, elle prend plus d'importance dans le monde qui s'affirme vers la fin du XXe siècle, dans lequel on perçoit des transformations de la puissance. En effet, le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication fait émerger des acteurs transnationaux qui complexifient la puissance par sa diffusion et sa dissémination. Par ailleurs, il est de plus en plus coûteux de parvenir à ses fins par la coercition, que ce soit par le coût économique ou par le coût politique que cela implique<sup>90</sup>.

Selon J.Nye, le *Soft Power* d'un pays se base avant tout sur trois ressources : la culture, les valeurs politiques de ce pays et sa politique étrangère. Ceci montre à quel point le *Soft Power* est une notion diffuse et difficile à manipuler, tant elle brasse des aspects larges et qui impliquent une multitude d'acteurs variés. Ainsi, le seul aspect de ces trois ressources qu'un Etat peut prétendre contrôler véritablement – à moins que l'Etat ne soit totalitaire, ce qui n'est pas souvent attrayant –, c'est la politique étrangère. Un Etat peut avoir une forte influence sur le rayonnement et le développement de sa culture de par ses politiques culturelles, mais il faut tout de même qu'il y ait un terreau individuel et social fertile, qui échappe à la seule action de l'Etat.

Dans la politique étrangère, le meilleur moyen de favoriser son Soft Power pour un Etat est la diplomatie publique, qui est pour J.Nye la base de ce pouvoir<sup>91</sup>. Il convient ici de s'attarder sur la définition de la diplomatie publique, car elle fait elle aussi l'objet de débats dans sa définition, tant cette notion est rentrée dans une nébuleuse dans laquelle il est difficile de la distinguer de la diplomatie culturelle. Pour J.Nye, la diplomatie publique repose sur trois dimensions : la communication quotidienne, la communication stratégique et le développement de relations durables avec des per-

---

<sup>90</sup> NYE Joseph S., *Le leadership américain: quand les règles du jeu changent*, Nancy, Presses Univ. de Nancy, 1992, p. 173.

<sup>91</sup> GILLABERT Matthieu, « Diplomatie culturelle et diplomatie publique?: des histoires parallèles?? », dans *Relations internationales*, vol. n° 169, n° 1, 2017, p. 11.

sonnalités clef<sup>92</sup>. Ces trois dimensions révèlent l'aspect essentiellement communicationnel de la diplomatie publique. En effet, la diplomatie publique pourrait être définie comme étant les moyens diplomatiques mis en œuvre pour canaliser et contrôler l'information transmise à l'extérieur, de sorte que l'opinion publique extérieure soit favorable à l'Etat qui met en œuvre cette diplomatie. On perçoit d'emblée que la diplomatie publique englobe beaucoup d'enjeux. Par ailleurs se pose la question de savoir si ce n'est que l'opinion immédiate qui est visée ou si l'opinion à long terme est elle aussi considérée. En effet, c'est là la principale tension entre diplomatie publique et diplomatie culturelle. La diplomatie culturelle vise à exporter sa culture de manière à améliorer l'image de la culture et du pays. Dans les deux cas, il s'agit de modeler l'opinion extérieure par des discours ou des biens culturels. Les deux sont intrinsèquement mêlés.

On retrouve donc des débats dans les rapports que ces deux diplomaties entretiennent. Pour N-J Cull, la diplomatie culturelle serait un sous-ensemble de la diplomatie publique. Pour Feigenbaum il faut bien distinguer les deux, car il y a un risque que la culture soit dominée par la dynamique avant tout informationnelle et communicationnelle de la diplomatie publique. Cela d'autant plus que la diplomatie publique est en train d'être absorbée par la notion de *Soft Power* et le *Nation Branding*<sup>93</sup>. Le *Nation Branding* est une conception issue du marketing appliquée à la diplomatie et aux relations internationales. Cette conception se développe au tournant du XXe siècle, théorisée par des auteurs tels que Peter Van Hamm ou encore Simon Anholt, sur les travaux duquel nous nous reposerons davantage car il se penche plus les aspects culturels du *Nation Branding*. Le principe de cette pratique est de montrer que les schémas cognitifs humains font le raccourci entre les marques et les valeurs ou les qualités qui vont y être associées<sup>94</sup>. Ainsi, la France sera associée au luxe ou au vin de qualité, et vice-versa. Les théoriciens du *Nation Branding* conseillent alors aux Etats d'adopter une stratégie semblable à celle des multinationales dans leurs entreprises. Il s'agit de forger une « marque-pays », incarnée par un logo ou une image facilement reconnaissable, que les consommateurs pourront voir et à laquelle ils associeront des valeurs et des représentations. La qualité du produit améliorera par ailleurs l'image mentale à laquelle est associée la marque-pays. Cette stratégie permet de faciliter le transfert des informations souhaitables aux consommateurs. Ces conceptions sont à remettre dans un contexte dans lequel la logique du marché semble s'imposer comme étant la meilleure pour parvenir à ses fins. Même si ce processus n'est pas toujours vu comme souhaitable, et de fait le *Nation Branding* a suscité un certain nombre de critiques pour sa conception top économique du monde, ses théoriciens considèrent que c'est une un processus inexorable de la com-

---

<sup>92</sup> NYE JR. Joseph, *Soft Power : the means to success in world politics*, *op. cit.*

<sup>93</sup> GILLABERT Matthieu, « Diplomatie culturelle et diplomatie publique? », *art. cit.*

<sup>94</sup> ANHOLT Simon, « Nation as brand : introduction », dans *BRAND MANAGEMENT*, vol. 9, n° 4-5, avril 2002, p. 229-239.

munication dans le monde du fait des nouvelles technologies et la mondialisation ; dans ce contexte, la culture doit s'y adapter. Tout ceci a des conséquences importantes pour les langues ainsi que nous le verrons par la suite. Le *Nation Branding*, dans la mesure où il vise à forger une représentation sur un pays qui améliore l'image de celui-ci, est à intégrer dans la diplomatie publique, bien qu'il porte une empreinte plus économique que diplomatique. En cela, le *Nation Branding* est aussi un outil gouvernemental pour améliorer le *Soft Power*.

Après ce tour d'horizon notionnel, il convient de remettre en perspective la place qu'occupe la langue dans ce panorama. La langue présente des aspects fondamentaux pour le *Soft Power* d'un Etat. Ainsi que nous l'avons vu, la culture est l'une des ressources principales de ce pouvoir. Or, la langue est un aspect primordial et originel de la culture. La plupart des manifestations culturelles se font par le biais de la langue ou intègrent largement cette composante, que ce soit sous forme orale ou écrite. La langue est la manifestation la plus évidente de la différence culturelle. Elle est à la fois une barrière et une ouverture, en cela que celui qui l'apprend pourra mieux pénétrer et comprendre la culture extérieure. Cela lui donne donc un certain attrait.

La langue est un aspect particulier de la culture car elle est à la fois l'expression d'une culture et le moyen de communiquer avec celle-ci. De ce fait, on peut lui attacher un intérêt pour son aspect culturel ou pour son aspect utilitaire. On touche là un point qui montre que les représentations sur les langues varient en fonction des sociétés ou des individus. C'est un sujet amplement traité par la sociolinguistique ; il existe de nombreuses représentations sociales, et les langues font elles aussi l'objet de représentations. Pour les sociolinguistes, les représentations linguistiques sont un sous-ensemble inclus dans les représentations sociales<sup>95</sup>. Cette représentation est véhiculée par les contextes dans lesquels on entend cette langue ou une réflexion sur cette langue.

Alén Garabato montre que selon ces représentations, une personne sera plus ou moins susceptible de vouloir apprendre une langue<sup>96</sup>. Ces représentations sont à prendre en compte pour réaliser des stratégies de sorte que les individus veuillent apprendre la langue et afin d'adapter l'enseignement aux représentations dont la langue fait objet. Ainsi, une langue peut être plus ou moins attirante. Or, la langue est en intime relation avec une culture, il est souvent difficile voire impossible de démêler l'une de l'autre. Selon l'attraction que l'on a pour une culture, on sera plus susceptible de vouloir connaître et apprendre une langue et vice-versa. Ce processus est un cercle vertueux. En cela, la langue est un élément crucial de *Soft Power*, car elle rend l'attraction culturelle plus forte et la facilite. On voit donc que par la diffusion d'une langue, le *Soft Power* d'un Etat peut s'apprécier. Cela d'autant plus que la langue permet de mieux diffuser ses biens culturels, qui permettront à la culture

---

<sup>95</sup> GARIN Virginia, *La politique linguistique institutionnelle de diffusion de l'espagnol au XXIe siècle : une enquête sur les représentations de la norme linguistique chez les enseignants de l'Institut Cervantès au Brésil*, op. cit. p. 123.

<sup>96</sup> *Ibid.*, p.124.

concernée de mieux pénétrer ces sociétés. Outre cela, il faut considérer le fait que les instituts chargés de promouvoir la langue et la culture organisent des événements culturels. Ceux-ci permettent de mettre en avant la culture de leur pays, mais cela renforce aussi le dialogue et la coopération avec les acteurs locaux, administratifs ou culturels. Cela favorise donc la compréhension mutuelle. On retrouve ici des éléments de diplomatie publique et des ressources de *Soft Power* citées chez Joseph Nye. Ceci est encore plus vrai en ce qui concerne les nations européennes qui se sont construits sur le mythe de l'Etat-nation, dans lequel la nation correspondait souvent aux limites définies par la langue nationale. Dans ce schéma, il y a la construction d'une sorte d'identité Etat-Nation-Langue<sup>97</sup>.

La culture est reconnue depuis longtemps comme élément d'influence et de rayonnement extérieur, notamment en Europe, où la diplomatie culturelle existe depuis longtemps. La diplomatie culturelle est particulièrement importante pour la France, qui compte sur le rayonnement de sa culture pour améliorer son image et la coopération extérieure. La langue est particulièrement importante pour cela. Ainsi, un institut chargé de promouvoir et diffuser la langue française ainsi que sa culture est créée dès 1886 : l'Alliance Française. La France est pionnière en la matière, mais d'autres grandes puissances européennes ont suivi : British Council en 1934. On le voit, un certain nombre de pays n'ont pas attendu la théorisation du *Soft Power* pour développer des instituts culturels et voir l'importance que peut avoir la promotion de la langue pour la puissance et le prestige d'un Etat-nation. La théorisation du *Soft Power* et la conviction concomitante que cette forme de puissance va gagner en importance ne fait que rendre la promotion de la culture et de la langue plus importantes. Il s'agit à présent de se pencher sur les instances grâce auxquelles l'Etat Espagnol s'efforce de promouvoir la langue espagnole.

## 2) Les instances de promotion de la langue espagnole liées à l'Espagne

On s'intéresse ici au niveau macro, qui est celui qui présente l'aspect le plus politique, mais il existe une multitude d'autres instances au niveau micro comme les associations ou même les simples actions individuelles.

L'Espagne est le premier pays hispanophone à s'être préoccupé de la diffusion de la langue espagnole. La première institution qui s'en occupe est l'Institut Cervantes, créé en 1991 par la loi 7/1991. L'Institut Cervantès est un organisme de droit privé à but non lucratif. Il dépend du *Ministerio de Asuntos Exteriores y Cooperación* (MAEC), le ministère des Affaires étrangères

---

<sup>97</sup> CALVET Louis Jean, *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, op. cit. p.192-193.

espagnol. Il a pour président honoraire le roi d'Espagne et pour président exécutif le président du gouvernement. L'institut est organisé par trois organes recteurs que sont le patronat, le conseil d'administration et la direction. L'institut Cervantès a pour but la diffusion de la langue espagnole et des langues co-officielles de l'Espagne, mais aussi sa culture qu'il diffuse par des programmes culturels. Il s'occupe aussi des examens d'espagnol langue étrangère (DELE) pour le compte du ministère de la culture. L'institut compte sur deux plateformes de diffusion : les 87 sièges de l'Institut à l'étranger ainsi que le Centro Virtual Cervantes (CVC) créé en 1997.

L'Institut Cervantès propose des cours de langue classique ou encore des cours spécialisés. Il a remarqué que ces derniers faisaient l'objet d'un plus grand engouement<sup>98</sup>. Ces cours, à visée souvent économique occupent donc une place particulière dans la stratégie de l'Institut Cervantès. Par ailleurs, il s'occupe aussi de la formation pour enseignants de la langue espagnole. La crise de 2008 ayant fortement impacté son budget, le Cercle des amis de l'Institut Cervantès est créé en 2009 pour trouver du financement. En 2021, c'est ainsi que l'Institut décrit sa mission<sup>99</sup> :

L'Institut Cervantes est un instrument privilégié de la diplomatie culturelle pour renforcer le prestige et l'influence de l'Espagne dans le monde à travers la diffusion et la promotion de son patrimoine linguistique et culturel, ainsi que des valeurs démocratiques qui y sont associées. Sa mission est de promouvoir l'enseignement de l'espagnol et des langues officielles de l'Espagne et de favoriser la rencontre et l'échange de la culture espagnole et pan-hispanique avec les autres cultures du monde, ainsi que la diffusion de la culture pan-hispanique, en considérant la langue non seulement comme un système de communication, mais aussi comme un ensemble de valeurs qui s'y expriment, et la culture comme un instrument de séduction démocratique<sup>100</sup>.

L'Académie Royale espagnole, la RAE, a aussi une importance dans la diffusion de l'espagnol, bien que ce soit en se concentrant sur l'intérieur du monde hispanique. En cela, la RAE garde une dimension extérieure au seul Etat espagnol, qui la rend importante pour sa politique linguistique extérieure. L'importance de la RAE prend toute sa dimension dans la politique linguistique panhispanique qu'elle mène, comme nous le montrerons. Selon sa propre description, la RAE est<sup>101</sup> :

[...] une institution dotée d'une personnalité juridique propre dont la mission principale est de veiller à ce que les changements que subit la langue espagnole dans son adaptation constante aux besoins de ses

---

<sup>98</sup> *El español en el mundo: anuario del Instituto Cervantes, 2016*, Alcalá de Henares, Madrid, Instituto Cervantes, Boletín Oficial del Estado, Ministerio de Presidencia, 2016, p.275.

<sup>99</sup> *Plan de actuación del Instituto Cervantes 2021-2023*, Instituto Cervantes, 2021, [En ligne], <<https://cervantes.org/sites/public/produccion/files/2023-02/plan-actuacion-2021-2023-instituto-cervantes.pdf>>.

<sup>100</sup> El Instituto Cervantes es un instrumento privilegiado de diplomacia cultural para reforzar el prestigio y la influencia de España en el mundo mediante la difusión y promoción de su patrimonio lingüístico y cultural, así como de los valores democráticos a él asociados. Su misión es favorecer la enseñanza del español y las lenguas oficiales de España y fomentar el encuentro e intercambio de la cultura española y panhispanica con las otras culturas del mundo, así como la difusión de la cultura panhispanica, entendiendo el idioma no sólo como un sistema de comunicación, sino como un conjunto de valores que se expresan en él, y la cultura como un instrumento de seducción democrática.

<sup>101</sup> <https://www.rae.es/la-institucion>

locuteurs ne rompent pas l'unité essentielle qu'elle maintient dans l'ensemble du monde hispanophone<sup>102</sup>,

Pour mener à bien cette tâche, la RAE est composée de 46 académiciens titulaires, d'académiciens correspondants espagnols et d'académiciens titulaires du reste de l'environnement hispanophone.

La RAE est financée d'une part par l'Etat, de l'autre par des fonds privés qui sont versés depuis 1993 par la *Fundación Pro-Real Academia Española*. Le président de la *Fuandación* est le gouverneur de la banque d'Espagne. Le roi a la présidence honoraire. On le voit, les intérêts économiques et politiques ne sont pas loin.

La RAE abrite en ses murs les locaux dans lesquels travaille l'Association des Académies de Langue espagnole (ASALE). Cette association est primordiale puisqu'elle est ce qui permet à la RAE de coordonner son action sur la langue espagnole avec les autres académies de langue espagnole dans le monde. Une politique linguistique panhispanique ne serait pas possible sans une telle association. En cela, bien que l'ASALE ne soit pas une institution espagnole, elle est un pilier de la politique linguistique de l'Espagne. En 1950 le président mexicain Miguel Alemán propose de créer une organisation qui réunisse toutes les académies de langue espagnole. Elle vise à unifier le lexique, accepter plus d'américanismes, et créer des académies là où il n'y en a pas encore. L'ASALE est créée en 1951, lors du congrès proposé par le président mexicain. L'Espagne n'y est pas du fait de querelles diplomatiques entre le Mexique et l'Espagne, mais les académies américaines ne se détournent pas d'elle et acceptent même son autorité bienveillante<sup>103</sup>. Comme nous le verrons, la politique panhispanique lancée par l'Espagne redynamise cette association. Elle est largement financée par l'Etat espagnol, la RAE et l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID). L'ASALE est donc l'objet d'une grande attention. Comme nous l'avons dit, le directeur de la RAE préside l'ASALE, et ses locaux sont situés dans ceux de la RAE. L'Espagne y est omniprésente. La seule devise de l'ASALE montre l'héritage qu'elle porte : « Un lignage, une langue et un destin » (*una estirpe, una lengua y un destino*), *estirpe* pouvant également signifier la race.

Toutes ces institutions, surtout la RAE et l'Institut Cervantès, s'occupent de la promotion de la langue espagnole en étant les principaux instigateurs des Congrès Internationaux de Langue espagnol (CILE). Les CILE sont des congrès qui réunissent des spécialistes de domaines liés à la littérature ou à la linguistique. Ils concernent tous les pays hispanophones qui participent à cette

---

<sup>102</sup> es una institución con personalidad jurídica propia que tiene como misión principal velar por que los cambios que experimente la lengua española en su constante adaptación a las necesidades de sus hablantes no quiebren la esencial unidad que mantiene en todo el ámbito hispánico,

<sup>103</sup> CONCHA Víctor G. de la, *La Real Academia Española: vida e historia*, Barcelona, Madrid, España ; Real Academia Española, 2014, p.189.

réunion. Chaque CILE est organisé sur une thématique autour de laquelle gravitent différentes conférences et interventions. On peut dire, avec Abril Trigo, que la plupart des thèmes reviennent sur la thématique de l'unité et de la valeur économique de la langue espagnole<sup>104</sup>. Celles-ci sont souvent exaltées. Outre les spécialistes qui débattent, un certain nombre de personnalités politiques et économiques sont présentes à cet événement, ce qui lui donne une importance qui dépasse le seul domaine de la linguistique. Ainsi, ces congrès sont fortement médiatisés par la presse ibéro-américaine et constitue un temps fort de la réflexion linguistique. La forte médiatisation des CILE est une vitrine qui véhicule l'unité du monde espagnol, malgré certains débats que cette question suscite ainsi que nous le verrons. Cet événement a une forte teneur politique, ainsi que le montre la présence du ministre des Affaires étrangères en 2023. Le roi d'Espagne, lui, est toujours présent aux CILE. Il ne faut pas non plus oublier les prix, littéraires ou autres, souvent décernés par la couronne à des personnes qui ont participé à la promotion de la langue espagnole.

L'implication de certaines entreprises dans la politique linguistique espagnole est visible à travers la *Fundeu* RAE. Celle-ci est créée en 2005 par un accord entre la banque BBVA et l'agence de presse espagnole *Agencia EFE*. La *Fundeu* RAE s'occupe de résoudre rapidement des doutes sur la langue espagnole. En cela, il s'agit d'une instance qui tente d'homogénéiser la langue. Ces avis de la *Fundeu* sont largement diffusés dans notre corpus de presse latino-américain.

Les médias peuvent ainsi être considérés comme une instance de diffusion de la langue ou de la politique linguistique espagnole, eux aussi. Les médias sont aujourd'hui fondamentaux pour diffuser de l'information et modeler l'opinion. Or, la presse espagnole est très influencée par la rédaction de l'agence EFE. Les médias sont très impliqués dans des manifestations de la politique linguistique panhispanique tels que les CILE. Le plus grand média de l'audiovisuel espagnol, *Radio Televisión Española* (RTVE) émet depuis 2009 le programme "*Hola, ¿qué tal?*", un cours d'espagnol qui représente par ailleurs « tous les accents de la langue espagnole »<sup>105</sup>. En outre, le journal *El País*, « journal global », possède des liens importants avec l'agence EFE. On le retrouve aussi dans la société « amis de la RAE ». Il y a une certaine connivence entre ces agences en ce qui concerne la langue espagnole, comme nous le verrons dans les discours de la presse que nous analyserons plus tard.

On le voit, toutes ces instances sont très liées à l'Etat espagnol. C'est la raison pour laquelle il est pertinent de voir quelles sont les orientations de la diplomatie culturelle et publique espagnole, ses objectifs et son organisation.

---

<sup>104</sup> TRIGO Abril, « Los estudios transatlánticos y la geopolítica del neo-hispanismo », dans *Cuadernos de Literatura*, n° 31, juin 2012, p. 16-45.

<sup>105</sup> <https://www.rtve.es/television/20090110/tve-internacional-emite-curso-espanol-hola-tal/218306.shtml> (consulté le 15 mai 2023)



### 3) La diplomatie culturelle espagnole : un système complexe marqué par un prisme économique

Suite à la mort de Franco en 1975 et au franc succès de sa Transition dans la décennie qui suit, l'Espagne intègre pleinement les relations internationales. Elle rejoint l'OTAN en 1982 malgré quelques débats, puis la Communauté Economique Européenne (CEE) en 1986. Après l'isolement qu'avait subi la dictature, c'est un tout autre monde qui s'ouvre pour la jeune démocratie espagnole. Mais tout n'est pas rose. Elle a besoin de renouveler son image qui pâtit du traditionalisme auquel l'Espagne était habituellement rapprochée et que le régime franquiste avait confortée. Des images positives telles que le soleil, la chaleur ou encore la sympathie en font une destination touristique appréciée et viennent apporter une meilleure teneur à cette image, mais cela ne fait que renforcer une image stéréotypée, souvent basée sur l'imaginaire que le romantisme du XIXe siècle avait créé autour de l'Espagne<sup>106</sup>. Les sphères diplomatiques et culturelles espagnoles sont obsédées par ce constat qu'ils rapportent dans la plupart des réflexions sur la diplomatie culturelle et sur la perception de l'Espagne à l'étranger. Il semble que ce soit l'une des raisons principales pour lesquelles Madrid a parié sur la stratégie du *Nation Branding* en créant la « *Marca España* » ; l'Espagne souhaite redorer son blason en lui donnant un air plus moderne, ce que la *Marca España*, par son évidente inspiration moderne, serait susceptible de réaliser.

Avant l'avènement de *Marca España* a lieu ce que Jaime Otero considère la première révolution dans la diplomatie culturelle espagnole<sup>107</sup>. Contrairement à la plupart des autres Etats d'Europe occidentale, l'Espagne n'a pas de diplomatie culturelle avancée, mis à part les structures qui avaient été mises en place pour promouvoir ou l'hispano-américanisme. C'est au début des années 1990 que l'Espagne va mettre en place les structures qui formeront l'ossature de sa machine diplomatique culturelle. En 1988 avait déjà été créée *Agencia Española de Cooperación Internacional* (AECI), qui deviendra l'AECID en 2007, un organe public qui gère la coopération espagnole à l'étranger. L'AECID est avant tout tournée vers l'aide au développement, mais ses activités concernent aussi la coopération culturelle. Ainsi, elle dispose de 18 centres culturels, répartis en Amérique Hispanique et en Guinée Équatoriale. Comme nous l'avons vu, l'Institut Cervantès est créé en 1991. Outre cela, la *Casa América* est créée en 1992. C'est un consortium public formé par le MAEC, la communauté autonome et la mairie de Madrid. Elle a pour objectif renforcer les liens entre l'Espagne et l'Amérique, avec une attention particulière pour l'Amérique latine et les Caraïbes. D'autres *Casas* seront créées sur ce modèle dans les autres continents. Toutes ces institutions sont créées dans un

---

<sup>106</sup> NOYA Javier, *La imagen de España en el Exterior Estado de la Cuestión*, Real Instituto Elcano, octobre 2002, p.30.

<sup>107</sup> OTERO Jaime et MARCO Elvira, « La transformación de la diplomacia cultural española », dans *Política Exterior*, vol. 24, n° 134, avril 2010, p. 155-164.

contexte où l'Espagne se met en valeur : JO de Barcelone, exposition universelle de Séville, Sommet ibéro-américain.

Une deuxième vague arrive, selon Jaime Otero, dans les années 2000 avec la création d'organismes semi-étatiques et de sociétés étatiques dont nous épargnons la liste au lecteur<sup>108</sup>. Le secteur privé commence à être de plus en plus intéressé par la diplomatie culturelle espagnole. Il y voit un moyen de gagner en attractivité. Avec le développement des réflexions sur le *Nation Branding*, l'idée de créer une *Marca España* s'affirme. Elle est proposée en 2001 par une autre société étatique : l'ICEX. Cette mesure est soutenue par le *Real Instituto Elcano*, qui y voit un bon moyen de changer l'image stéréotypée de l'Espagne. Le Parti Populaire est intéressé par cette proposition, mais l'arrivée du parti socialiste espagnol au pouvoir en 2004, moins intéressé, va retarder l'adoption de la stratégie *Marca España* dans la projection extérieure de l'Espagne.

Les années 2000 vont dévoiler les tensions croissantes entre le ministère de la culture et le MAEC en ce qui concerne les compétences pour la diplomatie culturelle. Ces querelles de chapelle déboucheront sur un accord en novembre 2009, le *Plan Nacional de Acción Cultural Exterior* (PACE). Le PACE est vu par beaucoup de spécialistes comme le début de la paix entre les deux ministères<sup>109</sup>. Dans ce sillage, les organismes de la deuxième vague sont fusionnés en un seul organisme : l'Accion Cultural Española (AC/E). Cette agence est chargée des industries culturelles, alors que l'Institut Cervantès est considéré comme l'agence chargée de la diffusion de la culture et de la langue espagnole<sup>110</sup>. Cette fusion s'est faite dans la perspective d'amaigrir la machine diplomatique culturelle qui s'étoffait sans que les institutions précédentes ne soient supprimées. Outre la question bureaucratique il faut également prendre en compte l'aspect budgétaire et économique, dans le contexte de crise économique que l'Espagne subit. Malgré cela, l'équilibre sera brisé en 2012, quand le programme du PACE semble revenir au MAEC. La culture semble donc avant tout être considérée dans une perspective diplomatique et extérieure<sup>111</sup>.

On retrouve ici les débats théoriques mentionnés plus haut au sujet de la place respective de la diplomatie culturelle et de la diplomatie publique dans la politique d'Etat. L'Etat Espagnol considère que la diplomatie culturelle est un sous-ensemble de la diplomatie publique<sup>112</sup>. On retrouve cette conception chez nombre de penseurs du *Real Instituto Elcano*, qui a une grande influence sur les politiques de l'Etat qu'il conseille sur un certain nombre de dossiers. De ce fait, la diplomatie culturelle est subordonnée à la diplomatie publique. Les documents officiels confirment

---

<sup>108</sup> *Ibid.*

<sup>109</sup> BADILLO Ángel, « Las políticas públicas de acción cultural exterior de España », dans *Real Instituto Elcano*, 2014.

<sup>110</sup> BADILLO Ángel et HERNÁNDEZ Rosana, « “El español se cuida solo”: desafíos para una geopolítica lingüística del español ante el horizonte multilateral », dans *Real Instituto Elcano*, 2019.

<sup>111</sup> BADILLO Ángel, « Las políticas públicas de acción cultural exterior de España », *art. cit.*

<sup>112</sup> *PLAN NACIONAL DE ACCIÓN CULTURAL EXTERIOR*, Gobierno de España, 2010, p.6.

que l'Etat espagnol a adopté cette conception. C'est la raison pour laquelle des projets tels que *Marca España*, dans lequel la culture est subordonnée à la communication, ont trouvé un tel écho.

Faisons à présent le lien avec la politique linguistique. Comme les autres aspects de la culture, la langue est un enjeu à la fois intérieur et extérieur. La langue espagnole fait l'objet d'un intérêt particulier de l'Etat Espagnol et du MAEC. Cela se voit dans la création de l'Institut Cervantès. De même, le CILE est organisé en partie par le Cervantès, ce qui témoigne d'un intérêt de la part de l'Etat puisque c'est lui qui finance.

Outre ces aspects, on remarque l'intérêt que représente l'espagnol pour le MAEC dans les différentes stratégies publiées par l'Etat sur les questions extérieures et culturelles, qui fait référence à la langue comme objet de *Soft Power*. Cela est encore plus palpable depuis 2021 : un secrétariat dédié à « l'espagnol dans le monde » est créé. Tout ce que nous avons décrit dans l'organisation et la conception de la diplomatie culturelle dans la politique extérieure a une influence sur la manière dont la langue espagnole est considérée par le gouvernement. Cela explique la tendance économiciste qui fait la particularité de l'Espagne et son rapport à langue, constat que l'on retrouve chez les promoteurs comme chez les détracteurs de la politique linguistique extérieure de l'Espagne. La machine diplomatique culturelle n'est ici qu'esquissée, de nombreuses analyses plus fournies et profondes pourraient être rédigées. Mais ce que nous voulons souligner par cette rapide présentation, c'est avant tout la complexité de cette machine. En vérité, ce n'est pas une spécificité espagnole, on peut retrouver de telles tensions ou porosités dans l'administration française par exemple. La culture s'est institutionnalisée comme une question politique dans les démocraties occidentales vers la deuxième moitié du XXe siècle<sup>113</sup>. Dans ce cadre, la culture qui était plutôt considérée par les gouvernements comme un instrument de politique et de rayonnement extérieur fait l'objet d'un questionnement et d'un conflit de compétences entre les ministères des Affaires étrangères et les ministères de la Culture : doit-on considérer avant tout la culture dans une perspective extérieure ou intérieure ? C'est cette dichotomie, qui fait l'objet d'un équilibre plus ou moins prononcé et fragile, qui se pose. Cependant, la tendance au conflit de compétences semble plus marquée en Espagne. Cela est lié à sa structure composée d'une constellation d'administrations juxtaposées avec le temps. Cela a une forte importance, ainsi que nous le verrons par la suite. Outre cet aspect organisationnel, il faut souligner la tendance très économiciste de la diplomatie culturelle espagnole. C'est un point qui est fréquemment l'objet de critiques. Cette tendance est très prégnante dans la politique linguistique espagnole, ce qui est l'objet de la plupart des critiques. Elle est si remarquable que même les chercheurs liés au pouvoir tels que le *Real Instituto Elcano* en font un élément de

---

<sup>113</sup> BADILLO Ángel, « Las políticas públicas de acción cultural exterior de España », *art. cit.*

distinction avec les autres conceptions de diffusion de la langue en Europe<sup>114</sup> ; cela est fait dans une perspective moins critique, mais ces chercheurs soulignent néanmoins quelques limites qu'une telle philosophie et organisation induisent. L'Espagne est la plus insérée dans un processus global qui fait de la diplomatie culturelle un objet de bénéfices économiques, dans un processus de marchandisation renforcé par la mondialisation. Cela exerce une influence sur les langues, qui elles aussi se globalisent et font l'objet de stratégies.

### **III) L'espagnol dans « la guerre des langues » du XXIe siècle**

#### **1) Les effets linguistiques de la mondialisation**

La langue est un pouvoir. Cela se ressent quotidiennement. Les personnes qui maîtrisent le mieux cet outil peuvent mieux convaincre ou attaquer les gens à leur guise. La langue est un phénomène qui unit les populations, mais qui, en même temps, les sépare. Ainsi, la langue peut souvent devenir un outil dans la distinction entre l'ami et l'ennemi. Nous touchons là un point essentiel : les langues sont associées à l'identité ; les langues sont la manifestation la plus évidente de la différence culturelle, or, c'est l'Autre qui permet de me définir.

Le *shibboleth* dans la *Bible* est un bon exemple de la façon dont elle met en œuvre la violence et peut être un outil de guerre. La langue peut ainsi déclencher des conflits mais aussi être un outil pour ces derniers. Au niveau individuel, elles favorisent les préjugés et sont un instrument de pouvoir symbolique, mais elles peuvent également faire l'objet d'un conflit de pouvoir au niveau d'une nation ou d'un État. En même temps, la langue rend les conflits plus probables et peut être une source de conflit, latente ou patente. Ceci a mené un certain nombre de philologues à parler de « guerre des langues », à l'instar de Louis-Jean Calvet<sup>115</sup>. Ce n'est qu'une métaphore, mais elle rend bien la violence consubstantielle au phénomène linguistique. Cette « guerre » peut se retrouver à toutes les échelles, depuis le noyau familial jusqu'au niveau national et international.

Les langues ont leur propre autonomie, leur structure : elles peuvent mourir ou se répandre, mais elles peuvent aussi être manipulées par les humains pour des raisons politiques, étant donné qu'elles font partie intégrante de la communauté. Cela se produit lorsqu'un organisme applique certaines règles à la langue : comment et quand elle doit être utilisée, par exemple. L'édit de Villers-Cotterêts de 1539 en est un exemple célèbre en France.

La mondialisation nous confronte de plus en plus au plurilinguisme. On considérera ici que la

---

<sup>114</sup> ROMERO LESMES María Dolores, « La promoción internacional de la lengua española: comparación entre los casos de los idiomas alemán, chino y francés », dans *Real Instituto Elcano*, 1er septembre 2015.

<sup>115</sup> CALVET Louis Jean, *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, op. cit.

mondialisation est un processus d'accélération et d'intensification de flux de toutes sortes, qu'ils soient humains, financiers, informationnels etc. ; dans ce contexte, les langues évoluent plus rapidement et la concurrence est plus féroce. Les nouveaux médias et les nouvelles communications favorisent l'homogénéisation et la diffusion de certaines langues, au détriment d'autres. En effet, comme nous l'avons vu, l'apprentissage d'une langue est favorisé par l'image que l'on a de la culture à laquelle elle est rattachée. De nos jours, la plupart des informations, voire les loisirs, sont véhiculés par les médias. Celui qui produit les produits culturels ou médiatiques qui sont diffusés impose donc sa langue en même temps. Cette conjonction entre langue et industries culturelles et médiatiques rend les langues de plus en plus sujettes à des intérêts économiques. C'est notamment le cas des industries culturelles. Par ailleurs, comme on l'a vu, la diffusion d'une langue est favorable au *Soft Power* d'un Etat, raison pour laquelle les gouvernements ont des politiques linguistiques extérieures, en plus de la seule politique linguistique intérieure. La mondialisation favorise donc les intérêts politico-économiques dont la langue fait l'objet. Dans ce contexte, favorisé par les conceptions néolibérales, ces convoitises font des langues un véritable marché<sup>116</sup>. Cette conception de la langue se retrouve aussi chez les individus, notamment ceux insérés dans la mondialisation, qui vont vouloir apprendre les langues considérées les plus utiles afin de pouvoir communiquer avec le plus de monde, ou trouver un travail plus facilement. Les seuls flux de biens culturels n'expliquent donc pas tout :

Les conflits linguistiques nous parlent de conflits sociaux, les impérialismes linguistiques sont toujours signe d'autres impérialismes et derrière la guerre des langues se profile une autre guerre, économique, culturelle [...], sans d'ailleurs que la réciproque soit nécessairement vraie ; l'économie japonaise par exemple inonde le marché mondial de ses produits sans que la langue suive pour autant le mouvement<sup>117</sup>.

La mondialisation a renforcé le caractère utilitaire des langues. Les langues ayant une forte démographie et une bonne présence sur le web sont plus adaptées et peuvent s'étendre plus facilement dans le monde. Pour illustrer la situation de plurilinguisme renforcé par la mondialisation tout en mettant en lumière le caractère plus ou moins hégémonique de certain, L.-J. Calvet évoque une *configuration gravitationnelle*<sup>118</sup>. Autour d'une langue « hypercentrale », l'anglais, gravitent les autres langues. Ces autres langues elles-mêmes ont plus ou moins de poids dans cette galaxie linguistique. Les autres langues internationales telles que l'espagnol, le français, l'arabe, le portugais ou le russe sont des langues « supercentrales ». La centralité d'une langue peut

---

<sup>116</sup> CALVET Louis Jean, *Le marché aux langues: essai de politologie linguistique sur la mondialisation*, Paris, Plon, 2002, p.282-283.

<sup>117</sup> CALVET Louis Jean, *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, op. cit.

<sup>118</sup> *Ibid*, p.29.

varier selon le milieu social ou géographique d'un individu. Ainsi, l'arabe est plus nécessaire pour un paysan kabyle que l'anglais. Un locuteur aura tendance à apprendre une langue selon sa force gravitationnelle. Ce modèle montre bien que les langues ont plus ou moins de poids sur la scène internationale. Cela se traduit par une géopolitique des langues. La configuration gravitationnelle met également bien lumière l'hégémonie de l'anglais, dont la succession comme langue internationale après le français est consolidée puisqu'elle devient la langue de la mondialisation.

La mondialisation renforce l'homogénéisation des cultures, mais elle favorise de manière concomitante la revendication des différences culturelles, comme affirmation défensive à l'encontre de cette homogénéisation perçue comme aliénante. Mon identité exercera une influence sur mon emploi de la langue et vice-versa ; l'emploi d'une langue qui me semble Autre et surtout son hégémonie peut générer une position de rejet<sup>119</sup>. Ceci est vrai au niveau individuel aussi bien qu'au niveau géopolitique. Les espaces linguistiques présentés dans la première partie en sont une illustration, car ils sont issus d'une volonté de rapprochement autant que par crainte des effets de l'hégémonie de l'anglais. Ce fait témoigne de la polarité entre homogénéité et hétérogénéité renforcée par la mondialisation : on cherche à défendre sa particularité en essayant de s'unir avec ce qui est proche mais en même temps différent ; cette dynamique présuppose un rapprochement avec cet Autre qui est plus proche. Les langues « supercentrales » se recentrent sur elles-mêmes pour mieux résister, ou alors pour tenter de mieux tirer profit du « marché aux langues ».

On revient ici au cas de la langue espagnole. La langue espagnole est une langue « supercentrale ». La volonté par l'Espagne de diffuser cette langue et d'en tirer profit est concrétisée par la création de l'Institut Cervantès en 1991. La politique linguistique espagnole est donc consciente de ces modifications induites par la mondialisation. Elle l'est d'autant plus que la langue espagnole est un enjeu pour les entreprises nationales. Dans ce contexte, la langue devient un objet de valeur, qu'il faut défendre et apprécier. Favoriser son unité en est un moyen. Ainsi, la mondialisation a particulièrement impacté la langue espagnole. Voyons à présent quelle est la place de cette langue dans le monde et la mondialisation.

## 2)Etat des lieux de la langue espagnole dans le monde

L'espagnol est la langue principale du royaume d'Espagne. Issue de la Castille, la situation que cette langue occupe est complexe. Elle est la langue officielle de l'Etat espagnol. Le régime franquiste ayant cherché à construire son Etat sur une exaltation de l'Espagne unie sur un modèle centralisé et unilingue castillan, la question des langues et des identités régionales s'est posée avec force lors de

---

<sup>119</sup> CALVET JEAN-LOUIS, *Identité et plurilinguisme*, Paris, 20 mars 2001.

la fin de la dictature. Les débats furent vifs sur la place que devait leur accorder la nouvelle constitution. La question de la langue a ainsi eu un impact sur l'organisation même de l'Etat espagnol actuel, organisé autour des communautés autonomes.

Les relations entre l'Etat et les langues du royaume sont organisées par l'article 3 de la constitution espagnole de 1978, selon lequel :

1. L'espagnol castillan est la langue espagnole officielle de l'État. Tous les Espagnols ont le devoir de la connaître et le droit de l'utiliser.
2. Les autres langues espagnoles sont également officielles dans leurs Communautés autonomes respectives, conformément à leurs statuts.  
Les autres langues espagnoles sont également officielles dans leurs Communautés autonomes respectives, conformément à leurs statuts.
3. La richesse des différentes modalités linguistiques de l'Espagne est un patrimoine culturel qui doit faire l'objet d'un respect et d'une attention particulière<sup>120</sup>.

On voit que ce n'est pas l'espagnol mais le castillan qui est considéré « la langue espagnole officielle de l'Etat » ; cette simple dénomination montre les tensions qui s'articulent autour de cette langue, qui n'est considérée que comme une parmi les autres, quoique ce soit celle qui domine de par son histoire et son emploi plus généralisé. L'article 3 proclame et défend le plurilinguisme de la nation espagnole. Malgré tout, cet article fait l'objet de critiques du fait de son point 2, qui limite les autres langues au territoire de leur communauté autonome.

Les régionalismes fort présents dans le royaume qui était d'abord celui des Espagnes avant que la couronne ne parvienne à centraliser l'Etat pour en faire le royaume d'Espagne, sont souvent affirmés par la défense de la langue. Il y a une forme de conflit dans la volonté de défendre les langues régionales face à l'expansionnisme du castillan. Ainsi, on retrouve aussi en Espagne des débats sur la dénomination de cette langue. La mondialisation favorise le castillan car elle est une langue bien plus employée tend les relations avec les langues minoritaires, qui peuvent se voir menacées par l'attractivité renforcée du castillan dans sa fonction de communication. La situation de l'espagnol est complexe dans l'Etat-nation même dont il est issu et dont il est la langue nationale. Reprenons à présent une perspective internationale.

---

<sup>120</sup> « 1. El castellano es la lengua española oficial del Estado. Todos los españoles tienen el deber de conocerla y el derecho de usarla.

2. Las demás lenguas españolas serán también oficiales en sus respectivas Comunidades Autónomas de acuerdo con sus Estatutos.

3. La riqueza de las distintas modalidades lingüísticas de España es un patrimonio cultural que será objeto de especial respeto y protección

Population par Etat hispanophone :  
(Source : *Anuario del Instituto Cervantes 2021*<sup>121</sup>)

Etat	Population
Mexique	128.972.4395
Colombie	51.049.4987
Espagne	47.431.2568
Argentine	45.808.74717
Pérou	33.149.0161
Venezuela	32.985.76314
Chili	19.678.36315
Guatemala	17.109.74616
Equateur	16.154.35417
Bolivie	11.797.25718
Cuba	11.317.50519
République Dominicaine	10.535.53520
Honduras	9.450.71123
Paraguay	7.353.03822
Nicaragua	6.702.385

El Salvador	6.518.499
Costa Rica	5.163.03873
Uruguay	3.485.151
Panamá	4.381.57924
Puerto Rico	3.193.69475
Guinée Equatoriale	1.225.37726
<b>Total</b>	<b>473.462.951</b>

Au niveau international, l'espagnol est la langue officielle de vingt Etats, à savoir l'Espagne, les pays hispano-américains et la Guinée Equatoriale. Comme l'Espagne, l'espagnol coexiste au sein de ces Etats avec une multitude d'autres langues. M.Ribas en fait une bonne présentation :

Les langues les plus parlées dans le sous-continent sont le **quechua**, principalement dans la zone andine : au Pérou, en Bolivie, en Équateur, au Chili, en Argentine et en Colombie, avec un total de dix millions de locuteurs environ, principalement au Pérou et en Équateur ; l'**aymara** est essentiellement parlé en Bolivie, au Chili, au Pérou et en Argentine ; le **guarani** est implanté au Paraguay où il est parlé par 95% de la population, mais également au Brésil, en Argentine et en Bolivie ; le **nahuatl** est parlé essentiellement au Mexique ; le **maya** est répandu au Mexique et en Amérique centrale : au Guatemala et au Salvador et le **mapuche** est parlé au Chili, principalement. La plupart des Constitutions des États hispano-américains reconnaissent les langues indigènes comme des « éléments de la culture nationale », (Constitution de l'Équateur de 1945, citée dans Alvar, 1986, p. 308), ou comme « patrimoine culturel de la Nation » (Constitution du Pérou citée dans Alvar, 1986, p. 309). Le statut de ces langues indigènes n'est pas pour autant reconnu de façon officielle. À notre connaissance, à ce jour, seuls le Paraguay et Porto Rico stipulent dans leur *Constitution* respective le guarani et l'anglais, comme langue officielle avec l'espagnol<sup>122</sup>.

L'expansion de l'espagnol dans une grande partie du continent américain, si riche en langues diverses, a induit un certain nombre de variations. De ce fait, l'Espagnol est pour Thompson une langue pluricentrique<sup>123</sup>, c'est-à-dire qu'elle possède divers centres producteurs de normes

<sup>121</sup> *El español en el mundo: Anuario del Instituto Cervantes, 2021*, Alcalá de Henares, Madrid, Instituto Cervantes ; Bala Perdida, 2021, p. 140-141.

<sup>122</sup> RIBAS Mélanie, *Hispanité, hispanophonie. Etude de la rhétorique des discours et de l'agir*, op. cit, p. 53-54.

<sup>123</sup> THOMPSON R.W., « Spanish as a pluricentric language », dans, CLYNE Michael G. (éd.), *Pluricentric languages:*



linguistiques. Malgré la coexistence de la langue espagnole avec une multitude d'autres langues minoritaires, la continuité territoriale des Etats qui ont l'espagnol pour langue officielle, si l'on excepte l'Espagne et la Guinée Equatoriale, fait dire à certains que l'espagnol est une langue homogène, par rapport à l'anglais ou au français.

Quoiqu'il en soit, de par ces différents Etats qui ont l'espagnol pour langue officielle, l'espagnol est une langue très diffuse. Il est difficile de dénombrer les locuteurs d'une langue pour des raisons de technique statistique, les chiffres ne sont donc pas toujours les mêmes ; nous prendrons les chiffres de l'Institut Cervantès. Selon l'annuaire 2022 de l'Institut, il y aurait environ 595 millions d'utilisateurs potentiels de l'espagnol, si l'on prend en compte ceux qui ont une compétence limitée et ceux dont l'apprentissage est en cours<sup>124</sup>. De ce fait, l'espagnol est actuellement la deuxième langue la plus apprise en tant que natif, derrière le chinois mandarin. En termes strict de locuteurs, en revanche, elle est la quatrième langue, devancée par le mandarin, l'anglais et l'hindi. L'espagnol est une langue internationale, par la vivacité de sa démographie, qui est en expansion.

Cela se voit par exemple au fait qu'il y a plus d'académies de langues espagnoles que de pays hispanophones. Ainsi, il y a une académie de langue espagnole dans les Philippines et aux Etats-Unis. Et en effet, l'espagnol dépasse les seules frontières des Etats qui l'ont pour langue officielle. Ceci est dû à un héritage colonial pour la Philippine, à la puissante attirance migratoire qu'exercent les Etats-Unis sur les populations d'Amérique latine. Toujours d'après l'Institut Cervantès, il y aurait aujourd'hui près de 41 758 000 d'hispanophones aux Etats-Unis<sup>125</sup>. C'est un chiffre conséquent, puisqu'il est presque équivalent à la population de l'Espagne. L'annuaire de l'Institut Cervantès prévoit qu'en 2060, les Etats-Unis seront le deuxième pays avec le plus d'hispanophones, avec 27,5% de sa population qui sera d'origine hispanique. En effet, les flux migratoires continuent, et le taux de natalité hispanique est supérieur à celui de la moyenne nationale. Le Brésil est aussi un espoir pour l'Institut Cervantès, qui affirme que 28% des étudiants dans son institution sont au Brésil. Par ailleurs, il faut considérer que la proximité linguistique permet de s'adapter rapidement à l'espagnol. On parle même de Portunhol dans le pays.

L'espagnol est aussi présent en Afrique, grâce à la Guinée Equatoriale et aux enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla. De même pour l'Asie, grâce aux Philippines. Outre cela, il faut compter les personnes apprenant l'espagnol, surtout présentes en Europe et en Amérique.

On le voit, l'espagnol est une langue présente à l'international, l'une des plus utilisées dans le monde. C'est une langue des relations internationales ; on la retrouve dans les principales

---

*differing norms in different nations*, Berlin ; New York, Mouton de Gruyter, 1992, (Contributions to the sociology of language, 62), p.45.

<sup>124</sup> *El español en el mundo: anuario del Instituto Cervantes 2022*, Madrid, Instituto Cervantes, 2022, p. 20-21.

<sup>125</sup> *Ibid*, p. 21.

organisations internationales. Depuis 1948, l'espagnol est l'une des six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies (ONU), avec le français, l'anglais, l'arabe, le chinois et le russe. Cela leur permet d'être langues officielles et de travail dans les principaux organes de l'ONU. Ceci permet de prendre conscience du poids des pays d'Amérique pour l'espagnol, car c'est par les efforts des pays d'Hispano-Amérique et notamment du Mexique, ainsi que leur importance pour Washington que l'espagnol est devenu langue officielle à l'ONU. L'Espagne de Franco était à cette époque extrêmement isolée ; elle n'a rejoint l'ONU qu'en 1955. L'ONU est la plus importante des organisations internationales, le caractère officiel de l'espagnol dans cette dernière est à lui seul un témoin de l'importance de cette langue dans le monde. Outre cela, l'espagnol est langue officielle dans toutes les organisations régionales d'Amérique latine, mais aussi dans l'Union Européenne et l'Union Africaine. Cependant, en dehors des organisations latino-américaines, elle n'est pas langue de travail. Cette relative faiblesse dans les organisations internationales est décevante pour Madrid. L'état des lieux de la langue espagnole montre cependant une langue dynamique et affirmée dans l'environnement international. C'est un indicateur qui donne beaucoup d'espoirs aux responsables de la langue en Espagne.

### 3) L'espagnol, un atout dans la géopolitique des langues ?

L'espagnol est une langue très présente dans le monde. Mais cet état des lieux est anhistorique. Dans les faits, les langues sont dynamiques, elles se diffusent dans l'espace et dans le temps. Les spécialistes estiment grâce aux caractéristiques démographiques de la population hispanique, l'espagnol devrait prendre plus de place dans la part des langues mondiales. Il s'agit de voir si dans la guerre des langues, que les modifications linguistiques induites par la mondialisation a exacerbées, l'espagnol est dans une position privilégiée.

C'est ce que semblent croire un certain nombre de promoteurs de la langue espagnole. Ils mettent l'emphase sur le fait que la population d'Amérique latine est plutôt jeune. Les instituts Cervantès notamment relaient des chiffres qui montrent l'importance économique que représente la connaissance de l'espagnol car elle ouvre un certain nombre de marchés l'espagnol serait donc une langue utile et intéressante économiquement. L'accent est aussi mis sur la diversité des cultures qui s'expriment en espagnol. Cela renforce l'attrait de cette langue qui n'est plus seulement une langue internationale, mais serait même globale voire universelle<sup>126</sup>, position défendue par d'éminents

---

<sup>126</sup> VILLANUEVA Darío, « El español como lengua universal », dans *Real Instituto Elcano*, 16 novembre 2018.

intellectuels dans le « journal global »<sup>127</sup> : « la langue a acquis au fil des siècles une universalité qui n'a d'égale que celle de l'anglais, le mandarin et l'hindi étant trop compliqués et localisés pour être de véritables langues internationales<sup>128</sup>. »

De ce fait la plupart des autorités en charge de la langue espagnole en parlent avec un certain optimisme. L'espagnol est décrit comme une langue robuste, plantureuse etc.

D'après ces discours, la langue espagnole aurait de beaux jours devant lui, car elle est assise sur un territoire homogène, à l'économie et à la population dynamique. Outre cela, la position géographique des Etats hispanophones facilite la pénétration de l'espagnol dans deux puissances internationales : les Etats-Unis et le Brésil. Selon José del Valle il y aurait trois fronts pour la langue espagnole<sup>129</sup> : les Etats-Unis, le Brésil et les nouvelles technologies. En termes géopolitiques, l'espagnol semble donc bien placé, par ses assises géographiques et par son dynamisme démographique. Cela sans compter que les relations économiques des Etats Hispanoaméricains sont parfois importantes avec ces autres Etats, du fait d'accords commerciaux tels que l'ALENA ou le Mercosur. Les Etats-Unis, notamment, sont la source de beaucoup d'espoirs, à tel point que l'on pourrait presque parler de fantasme. Dans presque tous les articles où le directeur de la RAE, de l'Institut Cervantès ou le ministre du MAEC présentent la langue espagnole et sa diffusion, ils ne manquent pas d'évoquer la croissance de la présence hispanique aux Etats-Unis.

Cependant, l'espagnol n'est pas sans trouver des limites malgré cette position solide. En effet, l'élan démographique de la population de langue maternelle espagnole semble s'essouffler lorsqu'on le compare à celui d'autres populations. Dans ce contexte, l'espagnol perdrait en importance relative. Cela non seulement dans son importance en tant que langue de communication, mais aussi dans son utilité économique. L'attraction de la langue espagnole en pâtirait donc. L'horizon n'est pas si rose. Cela d'autant plus que la crise économique a fortement impacté l'Espagne, et le covid l'Amérique latine ; leur image en a souffert. Les moyens pour diffuser la langue eux aussi ont été revus à la baisse du fait d'un moindre budget.

D'ailleurs, si José del Valle ainsi que d'autres parlent d'un front, c'est qu'il y a des résistances. Et effectivement, elles peuvent être fortes. Le nationalisme linguistique renforcé par la mondialisation n'est pas toujours favorable à la langue espagnole. Le cas des Etats-Unis est à ce sujet révélateur. Ce pays qui ne possède pas d'académie de langue et ne possède même pas de langue officielle voit

---

<sup>127</sup> VARGAS LLOSA Mario, « La lengua oculta », dans *El País*, 6 décembre 2020, [En ligne], <<https://elpais.com/opinion/2020-12-05/la-lengua-oculta.html>>.

<sup>128</sup> [el]idioma ha ido adquiriendo con el correr de los siglos una universalidad que sólo tiene por delante al inglés, pues el mandarín y el hindi son demasiado complicados y locales para ser idiomas verdaderamente internacionales

<sup>129</sup> VALLE José del (éd.), *La lengua, ¿patria común? ideas e ideologías del español*, Madrid] : [Frankfurt am Main, Iberoamericana ; Vervuert, 2007, (Lengua y sociedad en el mundo hispánico, 17).

des réactions se lever contre la présence plus pressante de la population hispanique. Les mouvements *English Only* défendent l'idée que l'éducation devrait être enseignée en seule langue anglaise<sup>130</sup>. Les discriminations à l'encontre des populations hispaniques aussi sont nombreuses. Le président Donald Trump s'est fait le chantre de ces positions et son administration avait enlevé le site en langue espagnole de la Maison Blanche. Ce n'est pas le fait de toute la population américaine et la situation est très variable en fonction des Etats, mais cela a des effets dissuasifs quant à l'utilisation de l'espagnol dans la sphère publique pour un certain nombre d'immigrés. Ainsi, on observe que les enfants d'immigrants hispaniques tendent à moins utiliser cette langue<sup>131</sup>. La capacité d'intégration des Etats Unis phagocyte à la longue les aspects culturels hispaniques, et surtout la langue<sup>132</sup>.

Par ailleurs, le cas des Etats-Unis est particulièrement intéressant car il montre les ambivalences des positions des autorités linguistiques espagnoles par rapport à l'anglais. La frontière commune entre le Etats-Unis et le Mexique, et par là avec le reste de l'Amérique latine continentale, est à la fois un atout et un risque. Darren Paffey montre que l'influence est réciproque<sup>133</sup> : certes, la pénétration de l'espagnol est favorisée par cette frontière et l'immigration qu'elle favorise, mais l'effet peut aussi être inversé. En effet, elle favorise également la pénétration de l'Amérique latine, et notamment du Mexique, par l'anglais. Le flux migratoire est largement dirigé vers les Etats-Unis, mais la langue anglaise possède davantage de dynamisme et d'attraction. La crainte est alors que langue espagnole soit altérée par les influences anglaises. Le Spanglish est d'ailleurs vu avec méfiance. Cette préoccupation n'est pas le monopole de l'Espagne, le Mexique, surtout, considère également cette possibilité. On retrouve ici les intérêts traditionnels du Mexique à se rapprocher linguistiquement de l'Espagne pour mieux lutter contre la dégradation de la langue.

Le cas américain est encore une fois révélateur d'une autre tendance spécifique à la géopolitique de la langue espagnole. Il est de l'intérêt de tous les pays hispaniques que l'espagnol pénètre efficacement les Etats-Unis, et la presse latino-américaine s'en fait l'écho en suivant ce processus. Mais on remarque que c'est surtout l'Espagne qui est à l'avant-garde dans ce processus, alors même qu'elle est la plus lointaine géographiquement. Les principaux centres de diffusion de langue espagnole aux Etats-Unis sont les Instituts Cervantès. Or on pourrait s'attendre à ce qu'ils soient plutôt mexicains. Il y a un processus d'intérêt croissant pour la promotion de la langue espagnole de la part des pays d'Amérique latine, notamment le Mexique. L'Espagne a donc intérêt à mener une

---

<sup>130</sup> BADILLO Ángel et HERNÁNDEZ Rosana, « “El español se cuida solo”: desafíos para una geopolítica lingüística del español ante el horizonte multilateral », *art. cit.*

<sup>131</sup> *Ibid.*

<sup>132</sup> GARCÍA DE LA CONCHA Víctor, « El español en la escena lingüística internacional », dans *Política Exterior*, vol. 27, n° 155, octobre 2013, p. 108-116.

<sup>133</sup> PAFFEY Darren, « Policing the Spanish language debate: verbal hygiene and the Spanish language academy (Real Academia Española) », dans *Language Policy*, vol. 6, n° 3-4, 5 novembre 2007, p. 313-332.

politique linguistique panhispanique, du fait du contexte géopolitique dans lequel la mondialisation place la langue espagnole.

#### **IV) La politique linguistique panhispanique, ses enjeux et son organisation**

Nous ferons ici une présentation chronologique afin de mettre en lumière les dynamiques de la politique linguistique panhispanique. Cela permettra de mieux la situer et la comparer avec les évolutions ibéro-américaine. Comme on le verra, cette politique a une vocation à la fois intérieure à l'Espagne et à l'hispanophonie, et une vocation extérieure. C'est pourquoi l'Institut Cervantès et de la RAE y travaillent conjointement.

##### **1) Une politique qui émerge dans les années 1990**

On sent déjà cette politique poindre dès le début des années 1990, avec le Ve centenaire de la découverte de l'Amérique. Il est vrai que l'on peut déjà voir ses origines dans les multiples tentatives des académies espagnoles ou américaines de mener des actions conjointes que nous avons déjà évoquées. La création de l'ASALE est un tournant qualitatif dans lequel on peut trouver une solide base institutionnelle pour cette politique linguistique. De fait, la création de l'ASALE permet de défendre le fait que la politique linguistique panhispanique n'est pas si récente que ça, et qu'elle ne relève pas de la seule volonté espagnole<sup>134</sup>.

Cependant, il faut garder en tête la définition de Louis-Jean Calvet. Une politique linguistique est avant tout une question de décision. Or, la décision n'est pas encore celle de mener une politique panhispanique. Le directeur de la RAE Fernando Lázaro Carreter est le premier à lancer cette politique, qui émerge dans les années 1990, même si le véritable instigateur sera son successeur Victor Garcia de la Concha, à qui il transmettra cette tâche. Dès 1992 a lieu une journée de travail le « langage et les moyens de communication », prélude à ce que seront par la suite les CILE. Le premier CILE est organisé sur le même thème à Zacatecas en 1997, la même ville que le premier sommet ibéro-américain. Le suivant se déroule à Valladolid en 2000 et porte sur « la langue et les moyens de communication ». On remarque l'importance qui est alors accordée aux moyens de communication. Dans le contexte de la mondialisation, ceux-ci sont ambivalents : il y a un risque de pénétration par l'anglais voire de fragmentation de l'espagnol, mais aussi une opportunité pour mieux pouvoir défendre et renforcer l'unité de la langue espagnole. C'est donc avant tout cette

---

<sup>134</sup> CONCHA Víctor G. de la, *La Real Academia Española, op. cit p.197.*

préoccupation qui porte les académies, surtout la RAE, à promouvoir cette politique linguistique panhispanique.

En effet, les médias et la mondialisation ont des implications sur la norme de la langue. Cette question est fondamentale en linguistique. La norme a deux acceptions. Généralement on considère qu'elle est la forme de langage considérée comme légitime. Généralement, celle-ci est donnée par les autorités linguistiques, c'est pourquoi on dit qu'elles sont normatives ; sinon elles peuvent émerger d'un rapport social, l'usage des classes moyennes à supérieures étant souvent considéré comme le meilleur. L'autre façon de voir la norme est de la considérer comme l'usage normal d'une langue, ici on part de la population. Les médias tendent à favoriser l'emploi de localismes, qui pourraient remettre en question l'idée d'unité de la langue espagnole, sans compter l'idée que leur renforcement pourrait rendre plus difficile la communication entre hispanophones de diverses zones linguistiques<sup>135</sup>. On retrouve la tâche traditionnelle des académies de langue qui consiste à protéger la pureté de la langue, dans le cadre de la première conception de la norme que nous avons donné. Mais la réponse sera panhispanique, de par la nature du risque et de par la forte implication de la RAE qui sera un moteur pour construire une réponse qu'elle veut être panhispanique. Celle-ci prend forme par les forums de réflexion tels que les CILE, mais aussi et surtout par le travail des différentes académies de langue espagnole, mené au sein de l'ASALE. Tout ceci n'est déjà plus au simple stade de politique linguistique, si l'on se réfère encore une fois à Louis-Jean Calvet : on est en présence d'une planification linguistique.

En effet, ces réflexions ont des résultats concrets. Ceux-ci sont surtout des publications d'ouvrages académiques et philologiques. Ces ouvrages et la politique de l'ASALE se concentre autour de trois enjeux de la langue : lexicographie, orthographe et grammaire<sup>136</sup>. En 1994, lors du Xe congrès de l'ASALE affirme la nécessité de renforcer la langue espagnole comme étant le plus ferme soutien politique, culturel et économique de la communauté hispanophone. De plus, il entreprend une réforme de l'alphabet qui simplifie et unifie l'écriture de l'espagnol. Les publications sont une concrétisation essentielle de ce qui n'est encore qu'une coopération renforcée. *L'Ortografía de la lengua española* est publié en 1999, le *Diccionario de la Real Academia Española* en 2001. Des projets tels que ceux d'une grammaire unifiée sont aussi approuvés, En fait c'est dans ces œuvres, qu'est mentionné le terme panhispanique, qui ressort encore rarement dans les discours des académies<sup>137</sup>. En 2001 est créée l'école de lexicographie hispanique, par laquelle la RAE et

---

<sup>135</sup> MORENO FERNÁNDEZ Francisco, « Los modelos de lengua del castellano al panhispanismo », *art. cit.*

<sup>136</sup> BADILLO Ángel et HERNÁNDEZ Rosana, « “El español se cuida solo”: desafíos para una geopolítica lingüística del español ante el horizonte multilateral », *art. cit.*

<sup>137</sup> FLORENCIA RIZZO María, « Los inicios de la política lingüística panhispánica: una mirada desde los congresos de la Asociación de Academias de la Lengua Española (1980-2002) / The beginnings of the Pan-Hispanic language policy: a view from the congresses of the Association of Academies of the Spanish Language (1980-2002) », dans *Revista*

l'ASALE forment des spécialistes de linguistique, dans une formation qui intègre le prisme panhispanique.

On pourrait croire initialement que les académies de langue n'ont qu'une vocation strictement interne à la langue. Elles doivent normer l'usage correct. Cela se remarque dans le fait que la politique linguistique panhispanique semble avoir pour vocation initiale de défendre la langue face aux risques de la mondialisation et de défendre son unité. Or, celle-ci prend rapidement une dimension qui dépasse la seule défense de la langue. Lors du Xe congrès de l'ASALE en 1994, fondamental pour la politique linguistique panhispanique, le titre « unité et défense de l'unité linguistique » (*de la unidad y defensa idiomática*), on passe à « l'unité et la projection de la langue » (*unidad y proyección del idioma*)<sup>138</sup>. La politique linguistique prend alors une dynamique plus ouverte, vouée à propager la langue. Cela est étonnant venant des académies de langue, et laisse entrevoir la dimension extrêmement politique de ce qui est présenté comme une action à vocation uniquement linguistique.

L'implication de l'Institut Cervantès dans celle-ci le confirme. L'Institut Cervantès collabore avec cette politique depuis ses débuts. Ainsi, l'Institut Cervantès s'implique dans l'organisation du CILE de Valladolid en 2000. Par ailleurs, dès le début des années 2000, il cherche à créer un diplôme panhispanique de connaissances de l'espagnol langue étrangère, en coopération avec l'Université Autonome du Mexique (UNAM)<sup>139</sup>.

Les enjeux politiques d'une telle politique semblent aussi confirmés, quoique non évoqués, par le récit que Víctor Garcia de la Concha fait de son implication dans la NPLP en tant que directeur au sein de RAE. Cet homme est un acteur clef dans cette politique, comme nous le verrons au fil de cette partie : directeur de la RAE, et donc président de l'ASALE de 1998 à 2010, il sera ensuite directeur de l'Institut Cervantès de 2012 à 2017. Dans son livre *La Real Academia Española. Vida e historia*, de la Concha conclut son histoire de l'académie par une chronique personnelle sur la manière dont il s'est engagé dans la politique panhispanique. Il commence par relater l'investissement de sa mission<sup>140</sup> :

« Il te reste deux choses à faire », m'a dit Fernando Lázaro lorsque les académiciens, et lui le premier, ont souhaité que je lui succède à la tête de l'Académie en décembre 1998 : "Consolider l'Académie sur le plan économique et l'Amérique. Oui, l'Amérique ! La demande s'est transformée en mandat lorsque Sa Majesté le Roi, quelques jours après mon élection, m'a dit : "Consacre-toi entièrement à l'Amérique. Vous devez faire en sorte que toutes les Académies de la langue vivent et agissent comme une seule et

---

*Internacional de Lingüística Iberoamericana*, vol. 16, n° 31, 1 décembre 2018, p. 187-206.

<sup>138</sup> *Ibid.*

<sup>139</sup> OTERO Jaime, « La comunidad panhispánica: Para la proyección global del español », vol. 18, n° 101, octobre 2004, p. 32-34, 37-39.

<sup>140</sup> CONCHA Víctor G. de la, *La Real Academia Española, op. cit.*, p.232.

même entité. Je vous aiderai en tout<sup>141</sup>.

Le « mandat » du roi au directeur de la RAE indique bien qu'il y a des intérêts qui dépassent le seul cadre linguistique. Víctor García de la Concha sera le principal artisan de la politique linguistique panhispanique. Celle-ci débute avant son mandat, mais elle manque encore de coordination. Le directeur de la RAE mènera un travail pour permettre l'organisation de cette politique. L'implication de l'Etat Espagnol sera alors forte. Ainsi, un certain nombre d'infrastructures qu'utiliseront des académies américaines qui n'avaient pas le fonds pour cela seront financées par l'AECID<sup>142</sup>. Avec García de la Concha, l'implication de l'Espagne s'accélère, de même que les projets et le rythme de publications de l'ASALE.

## 2) 2004 : un tournant pour la *nouvelle politique linguistique panhispanique*

L'année 2004 marque un tournant pour la politique linguistique panhispanique. D'une part, elle est institutionnalisée de manière officielle. Un document est publié par l'ASALE, la nouvelle politique linguistique panhispanique (NPLP) qui confirme la tournure prise par les réunions de l'ASALE ; l'idée qui n'était jusque-là incarnée que par des discours et des publications est matérialisée par ce document<sup>143</sup>.

Il y a quelques années, la manière d'atteindre ces objectifs était basée sur le désir de maintenir une langue "pure", basée sur les habitudes linguistiques d'une petite partie de ses locuteurs, une langue non contaminée par des mots étrangers ou altérée par le résultat de sa propre évolution interne. Aujourd'hui, les Académies, dans une orientation plus appropriée et aussi plus réaliste, se sont données pour tâche commune de garantir le maintien de l'unité de base de la langue, qui est, en somme, ce qui permet de parler de la communauté hispanophone, en rendant l'unité de la langue compatible avec la reconnaissance de ses variétés internes et de son évolution. Cette orientation pan-hispanique, promue par la Real Academia Española, que les Académies ont systématiquement appliquée et qui se reflète dans la co-rédaction de tous les ouvrages publiés depuis l'édition de l'Ortografía en 1999, découle de la volonté politique d'agir dans une certaine direction<sup>144</sup>.

---

<sup>141</sup> Te quedan dos cosas por hacer», me dijo Fernando Lázaro cuando los académicos, él el primero, quisieron que le sucediera en la dirección en diciembre de 1998: «Consolidar económicamente la Academia y América. ¡Sí, América!». La petición se transformó en mandato cuando S. M. el Rey, pocos días después de mi elección, me indicó: «Dedícate por entero a América. Hay que conseguir que todas las Academias de la lengua vivan y actúen como una sola. Yo os ayudaré en todo

<sup>142</sup> CONCHA Víctor G. de la, *La Real Academia Española, op. cit.*, p. 243-245.

<sup>143</sup> *La nueva política lingüística panhispánica*, Asociación de academias de lengua española, 2004.

<sup>144</sup> Hace algunos años, el modo de alcanzar esos objetivos se planteaba desde el deseo de mantener una lengua « pura », basada en los hábitos lingüísticos de una parte reducida de sus hablantes, una lengua no contaminada por los extranjerismos ni alterada por el resultado de la propia evolución interna. En nuestros días, las Academias, en una orientación más adecuada y también más realista, se han fijado como tarea común la de garantizar el mantenimiento de la unidad básica del idioma, que es, en definitiva, lo que permite hablar de la comunidad hispanohablante, haciendo compatible la unidad del idioma con el reconocimiento de sus variedades internas y de su evolución. Esta orientación panhispánica, promovida por la Real Academia Española, que las Academias han aplicado sistemáticamente y se plasma en la co-



Le document conclut par la suite :

La connaissance des caractéristiques actuelles de notre langue dans tous les pays qui composent le monde hispanique permet de mener une authentique politique pan-hispanique, qui tient compte de ce qui est consolidé par l'usage et, le cas échéant, va de l'avant en proposant les options qui semblent les plus opportunes dans les points où le système est hésitant<sup>145</sup>.

Cela marque un tournant qualitatif pour d'autres raisons. En fait, la politique panhispanique est rentrée dans une phase dans laquelle elle a construit un socle qu'elle cherche à consolider. C'est surtout à travers les CILE que l'on remarque que les caractéristiques de la politique linguistique panhispanique ont évolué. Celui de 2004, organisé à Rosario en Argentine a pour thème « identité linguistique et globalisation », celui de 2007 à Carthagène des Indes en Colombie traite du « présent et avenir de la langue espagnole : unité dans la diversité ». On remarque au passage que le titre parle de « la » langue espagnole, ce qui revient à la présenter comme unique et unifiée.

On retrouve dans ces CILE la thématique des médias, mais le fait qu'elle ne soit plus explicitée montre que la dynamique a changé. Celui de Rosario notamment montre que la politique linguistique panhispanique cherche à se positionner dans la mondialisation. On cherche maintenant à affirmer une identité, celle du panhispanisme linguistique. En effet, l'espagnol est alors considéré comme une langue globale. L'un des axes du programme se focalise sur l'espagnol international et l'internationalisation de l'espagnol<sup>146</sup>. Un autre axe est celui de « tradition culturelle et de l'identité linguistique ». Cette thématique est essentielle, et on la voit revenir dans le CILE de 2007, ainsi que le montre son programme. Car pour ce projet ne soit pas considéré hégémonique, trois considérations sont prises en compte dans la politique linguistique panhispanique, qui en deviendront le credo :

-L'idée d'unité dans la diversité

Ainsi qu'il est apparu dans notre état des lieux sur la langue espagnole, la langue espagnole cohabite avec bien d'autres langues, C'est le cas en Espagne, mais surtout sur le continent Américain. De ce fait, l'espagnol lui-même est assez divers. En cela, mener une politique commune et défendre l'idée panhispanique est malaisé et problématique. L'idée est donc de protéger la diversité des autres langues et des usages locaux de l'espagnol. Ceci permet que la politique panhispanique ne semble pas agressive. L'idée d'unité est cependant portée sur la langue

---

autoría de todas las obras publicadas desde la edición de la *Ortografía* en 1999, procede de la voluntad política de actuar en una determinada dirección.

<sup>145</sup> El conocimiento de las características que presenta actualmente nuestra lengua en todos los países que integran el mundo hispánico permite llevar a cabo una auténtica política panhispanica, que recoge lo consolidado por el uso y, en los casos necesarios, se adelanta a proponer las opciones que parecen más aconsejables en aquellos puntos en los que el sistema muestra vacilación.

<sup>146</sup> <https://www.rae.es/la-institucion/politica-panhispanica/cile/iii-cile-argentina-2004> (consulté le 14 mai 2023)

« générale », l'espagnol savant qui serait transnational<sup>147</sup>.

-Une norme par l'usage

La RAE et l'ASALE défendent une conception de la norme qui est plus celle de l'usage et non celle de la légitimité. Cela se remarque notamment par *le Dictionnaire Panhispanique de doutes*, présenté lors du CILE de Rosario et qui sera publié en 2005. Ce dictionnaire est fondamental dans la perspective panhispanique, ainsi que le révèle sa seule dénomination. Les dictionnaires sont en général soit descriptifs, lorsqu'ils décrivent l'emploi des termes en usage, soit prescriptifs, lorsqu'ils laissent entendre que certaines formes lexicographiques sont meilleures. Cela rejoint le débat sur la norme linguistique évoquée plus haut. Le *dictionnaire Panhispanique de doutes* se situe entre les deux. Il accepte la différence mais pour mieux mettre en valeur le lexique général, et défend le caractère polycentrique de la norme linguistique<sup>148</sup>.

-L'égalité entre les académies

De même que l'égalité entre les manifestations de la langue, il faut défendre et mettre en valeur l'égalité entre les académies. Celle-ci n'est pas encore totale dans l'ASALE de 1951, certains dans les académies se réfèrent encore à la RAE comme d'une « mère ». La thématique de la fraternité sera plus mise en avant. L'année 2004 est celle du tournant sur ce plan. La NPLP est un document conjoint, sur lequel apparaissent les blasons de la RAE et de l'ASALE. Jusque-là, le travail conjoint était reconnu par la mention des autres académies dans la deuxième de couverture de la *Ortografía* (1999) et dans la 22<sup>e</sup> édition du *Diccionario de la lengua española* (2001). Par ailleurs, avec la codirection, les académies perçoivent toutes des droits d'auteurs. Tout ceci participe à l'idée que les académies sont égales<sup>149</sup>.

Le congrès de l'ASALE à Medellin en mars 2007, quelques jours avant le CILE de Carthagène des Indes est un progrès fondamental pour la politique panhispanique. Lors de ce congrès sont votés les nouveaux *Estatutos* de l'ASALE. L'article 7 de ces statuts détermine la finalité de l'ASALE<sup>150</sup> :

L'objectif essentiel de l'Association des Académies est de travailler pour l'unité, l'intégrité et la croissance de la langue espagnole, qui constitue le patrimoine commun le plus riche de la communauté hispanophone. Pour ce faire, elle développera une politique linguistique pan-hispanique qui implique la participation réelle et effective de toutes les Académies associées dans des travaux tels que le Dictionnaire, la Grammaire et l'Orthographe, qui soutiennent et expriment l'unité de la langue<sup>151</sup>.

---

<sup>147</sup> GRIJELMO Álex, « Hablamos de lo que nos separa con la lengua que nos une », dans *El País*, 8 janvier 2023, [En ligne], <<https://elpais.com/mexico/opinion/2023-01-08/hablamos-de-lo-que-nos-separa-con-la-lengua-que-nos-une.html>>.

<sup>148</sup> <https://www.rae.es/la-institucion/politica-panhispanica/cile/iv-cile-colombia-2007> (consulté le 14 mai 2023)

<sup>149</sup> CONCHA Víctor G. de la, *La Real Academia Española*, op. cit., p.236.

<sup>150</sup> *Estatutos y reglamento*, Asociación de academias de la lengua española, 21 mars 2007.

<sup>151</sup> El fin esencial de la Asociación de Academias es trabajar a favor de la unidad, integridad y crecimiento de la lengua española, que constituye el más rico patrimonio común de la comunidad hispanohablante. Para ello desarrollara una

On le voit, 2004 et 2007 sont des années charnières dans la politique linguistique panhispanique. Le travail de fond se déroule dans les congrès de l'ASALE et au sein des académies, mais le climax de ce travail sont les CILE. Ce sont eux qui sont la vitrine de cette politique qui ne disait pas son nom mais qui s'affirme toujours plus. Ces événements sont plus vulgarisateurs et surtout ils sont largement médiatisés. Ils prennent une dimension de plus en plus politique. Ainsi, le CILE de Rosario est ouvert par la présidente argentine Cristina Fernandez de Kirchner. Ce sont surtout les CILE, par leurs thématiques, leur couverture médiatique et leur existence même, qui diffusent le but et le point central de la politique linguistique panhispanique : l'idée d'unité de la langue.

L'implantation de la politique panhispanique ne fut pas chose facile. Victor García de la Concha évoque les difficultés, quoiqu'il ne les détaille pas. Il dit que ce travail nécessita 46 visites institutionnelles de 1999 à 2010. Mais les statuts de 2007 montrent qu'au sein des instances de la langue, la politique panhispanique s'est imposée. A partir de ce moment, la politique panhispanique peut s'affirmer par le travail des instances et s'intéresser à l'Ibéro-Amérique. Cette nouvelle dimension est esquissée dès le CILE de 2007, dont la première section du programme traite de l'espagnol comme élément clef pour l'intégration ibéro-américaine.

### 3) Les différentes phases de la politique panhispanique et ses difficultés

Avec les statuts de 2007, on peut dire que la perspective panhispanique est bien implantée dans les académies de langue espagnole. La conclusion de la déclaration du XIVe congrès de Panama en 2011 l'affirme, et Dario Villanueva va jusqu'à qualifier l'association, lors du XVe Congrès au Mexique en 2015, d'« Association des Académies de Langue Panespagnole »<sup>152</sup>.

La politique linguistique panhispanique commence à dépasser le seul cadre académique pour passer notamment aux questions concernant les évaluations et les certifications de langue. C'est notamment le cas du *Servicio Internacional de Evaluación de la Lengua Española* (SIELE) et du *Sistema Internacional de Certificación del Español como Lengua Extranjera* (SICELE).

Le SIELE est un service unifié pour évaluer la langue espagnole. Il est inspiré de l'ancien projet d'évaluation panhispanique entre l'Institut Cervantès et l'Université Autonome du Mexique

---

política lingüística panhispanica que implica la participación real y efectiva de todas las Academias asociadas en la obras como el Diccionario, la Gramática y la Ortografía, sustentan y expresan la unidad de la lengua.

<sup>152</sup> XV Congreso de la ASALE: Solemne inauguración., Academia Mexicana de la Lengua, 2017, [En ligne], <[https://www.youtube.com/watch?v=uKZoleT\\_BdU](https://www.youtube.com/watch?v=uKZoleT_BdU)>.

(UNAM). C'est l'UNAM qui réimpulse le projet en 2012, qui sera créé en 2015<sup>153</sup>. L'Institut Cervantès reprend aussi le projet, et l'université de Salamanque ainsi que l'Université de Buenos Aires (UBA) le rejoignent. L'évaluation est basée sur l'idée qu'il faut accepter la diversité de l'espagnol. De ce fait, les attentes sont fondées sur l'espagnol cultivé ou standard, mais accepte des emplois récurrents dans six aires dialectales dénombrées : Mexique et Amérique centrale ; Caraïbes ; Rio de la Plata ; Andes ; Espagne ; Chili<sup>154</sup>.

Le SICELE quant à lui, est une initiative pour harmoniser les certifications de langue espagnole. Il prend la forme d'une association dont la convention a été ratifiée lors du CILE de 2007, mais qui ne voit le jour qu'en 2017. Elle a pour mission<sup>155</sup> :

*L'Association SICELE est un organisme international non gouvernemental qui se consacre à la coopération universitaire pour la mise en œuvre, le développement, la gestion et l'administration du SICELE, dans le but de garantir la qualité, la transparence et la cohérence des certificats qui y sont inclus<sup>156</sup>.*

En ce moment, trente-sept institutions en sont membres. La plupart sont des universités. Ce nombre peut paraître élevé mais la plupart des universités sont espagnoles ; les seuls pays représentés sont l'Espagne, le Mexique, l'Argentine, le Pérou, la Colombie et le Chili. Quoique ces pays représentent la quasi-totalité des hispanophones, ce n'est pas la moitié des Etats de langue officielle espagnole. Le SICELE dépose un sceau qui valide la qualité d'une certification de langue espagnole. Le SIELE et le *Diplôme d'espagnol langue étrangère* (DELE), délivré par l'Institut Cervantès, sont les seules évaluations validées par le SICELE.

Le SIELE et le SICELE mettent bien en lumière les difficultés et les paradoxes de la politique linguistique panhispanique. En effet, ces deux projets visent à unifier le système d'évaluation. Cela implique l'idée que la langue espagnole est une, puisqu'il existe. Pour autant, une marge de manœuvre est laissée à la diversité, ainsi que le montrent les aires dialectales plurielles acceptées par le SIELE.

On a vu avec Thompson que l'espagnol est une langue pluricentrique. La plupart des spécialistes sont de cet avis. Or, la stratégie panhispanique est une planification linguistique monocentrique, dans la mesure où elle est menée par la normativité d'une instance centralisée qu'est l'ASALE, dans lequel la RAE occupe une place prépondérante quoique toutes les académies sont dites sœurs et

---

<sup>153</sup> BUENO HUDSON Richard, « La promoción del español desde un enfoque iberoamericano e intercultural. Perspectivas desde el Instituto Cervantes », dans *Journal of Spanish Language Teaching*, vol. 6, n° 2, 3 juillet 2019, p. 119-130.

<sup>154</sup> *Ibid.*

<sup>155</sup> <https://asociacionsicele.org/es/node/71> (consulté le 12 mai 2023)

<sup>156</sup> La Asociación SICELE es un organismo internacional no gubernamental dedicado a la cooperación académica para implementar, desarrollar, gestionar y administrar el SICELE, con la finalidad de asegurar la calidad, la transparencia y la coherencia de los certificados que se incluyan en él

égales ; l'article 4 des statuts établit une relation *de primus inter pares*. Des variations peuvent exister si elles sortent du cadre de l'espagnol général, mais sinon elles relèveront d'une autorité centrale. Cet équilibre malaisé à trouver entre unité et diversité est source de contradictions dans la politique panhispanique telle qu'elle est mise en place et défendue. Ces contradictions sont renforcées par les visées économique et géopolitiques qu'une telle politique linguistique a du mal à cacher. Ainsi, les promoteurs de la NPLP s'emmêlent souvent entre caractéristique monocentrique ou pluricentrique de leur politique. Moreno Fernandez admet le caractère monocentrique dû à l'existence d'une seule autorité normative, mais sauve les meubles en disant que cette norme est endonormative<sup>157</sup>. D'autres cherchent à couvrir le centralisme de la politique en parlant de pluricentrisme permis par l'acceptation de la diversité. Mais dans les faits, l'espagnol défendu et promu est la norme cultivée, l'espagnol général ainsi que le désignent l'ASALE et la RAE. Les autres variations sont tolérées. Ce difficile équilibre à trouver est problématique pour l'ASALE et surtout pour la RAE, qui par son statut particulier peut facilement passer pour autoritaire sur le plan linguistique. Il n'en demeure pas moins que la politique panhispanique est consolidée. Ces projets se sont installés et prospèrent. Par ailleurs, la publication en 2016 du nouveau *Dictionnaire de langue espagnole*, qui n'est donc plus dénommé *Dictionnaire de l'académie royale espagnole* marque un pas de plus dans la conception panhispanique de la langue.

Les certifications et l'évaluation sont la clef de voûte de la politique linguistique panhispanique telle qu'elle se met en place dans les années 2010. On voit ici que les institutions chargées de la diffusion de la langue que sont l'UNAM et l'Institut Cervantès sont celles qui s'occupent avant tout de ces projets. C'est du fait de ces accords que ces institutions parlent d'ibéro-américanisation de la politique linguistique. Celle-ci est une stratégie suivie par l'Institut Cervantès depuis 2012. C'est Victor de la Concha, le principal porteur de la politique linguistique panhispanique, qui amène cette stratégie lorsqu'il sera directeur de l'institut, de 2012 à 2017. L'institut était déjà engagé dans la politique panhispanique, mais le nouveau directeur renforcera cette orientation. D'ailleurs, l'ensemble de la politique panhispanique s'ibéro-américanise. Cela se remarque dans les termes employés par ses promoteurs. C'est la stratégie suivie par l'Institut Cervantès, et on la retrouve dans cette définition de « panhispanique » donnée par de la Concha :

En tant qu'ancien directeur de la Real Academia Española et actuel directeur de l'Instituto Cervantes, j'ai toujours un mot à la bouche. Ce mot est panhispánico. Panhispánico, c'est ce qui fait tout l'espagnol, tout ce qui est espagnol. Panhispánico est l'action que nous tous qui parlons espagnol entreprenons. Je pense donc que si tous ceux qui parlent espagnol s'unissaient pour défendre notre langue, son unité, pour la diffuser, pour l'enrichir de notre expression, pour la faire de plus en plus nôtre, pour faire de notre langue maternelle la matrice de toutes nos actions, de nos pensées, de nos

---

<sup>157</sup> MORENO FERNÁNDEZ Francisco, « Los modelos de lengua del castellano al panhispanismo », *art. cit.*

expressions, nous constaterions que ce que nous appelons la communauté ibéro-américaine des nations deviendrait une réalité, ce serait une véritable communauté tissée, tricotée et unie par la langue, c'est pourquoi je suis éminemment pan-hispanique et j'encourage tout le monde à être pan-hispanique, c'est-à-dire ouvert à la collaboration avec tous ceux qui parlent l'espagnol<sup>158, 159</sup>.

L'ibéro-américanisation de la politique linguistique panhispanique se remarque d'ailleurs à la présence de Rebecca Gryspan, secrétaire générale de la SEGIB au XVe congrès de l'ASALE, invitée par cette même association. Le seul cadre académique n'a pas beaucoup d'influence bien qu'il soit le socle nécessaire à l'édifice du panhispanisme linguistique. Cela aide à renforcer la langue espagnole, mais ce qui est visé en réalité c'est la projection de l'espagnol, ainsi que le laissait déjà entendre le congrès de l'ASALE en 1994. Pour cela, ce sont les industries culturelles qui sont indispensables. Un certain nombre de chercheurs, du *Real Instituto Elcano* avant tout, faisaient remarquer que le seul travail au sein des académies ne suffit pas<sup>160</sup>. La coopération culturelle est ici fondamentale. Le glissement sémantique dans l'utilisation du terme « Ibéro-Amérique » n'est donc pas fortuit, ou une simple opération de communication. C'est dans ce cadre qu'il faut considérer l'importance fondamentale qu'a l'Ibéro-Amérique pour la politique linguistique de l'Espagne.

## **V) L'Ibéro-Amérique : un enjeu pour la politique linguistique panhispanique**

### **1) L'importance des accords bilatéraux**

L'ibéro-américanisation de la politique linguistique panhispanique est avant tout le fait de l'Institut Cervantès. Dès les débuts de cette politique, certains spécialistes estiment que la coopération entre académies ne suffit pas, et qu'il faut qu'il y ait des accords plus ambitieux, entre institutions responsables des politiques culturelles et linguistiques. Pour cela, ils conseillent d'engager des accords bilatéraux avec elles. La politique panhispanique n'était pas suffisamment solide pour que de tels accords puissent se mettre en place dans le tournant du XXe siècle, comme le montre la

---

<sup>158</sup> « Como antiguo director de la Real Academia Española y como director ahora del Instituto Cervantes, yo tengo una palabra continuamente en mi boca. Esa palabra es panhispanico. Panhispanico es lo que hace todo el español, todo lo español. Panhispanico es aquella acción que emprendemos todos cuantos hablamos español. Y entonces yo pienso, si todos los que hablamos español nos uniéramos para defender nuestra lengua, su unidad, para propagarla, para enriquecerla con nuestra expresión, para hacerla cada vez más nuestra, para hacer que lo que es lenguaje materno sea efectivamente matriz de todas nuestras acciones, de nuestro pensamiento, de nuestras expresiones, nos encontraríamos con que lo que llamamos la comunidad iberoamericana de naciones sería una realidad, sería una verdadera comunidad trabada, tejida, cohesionada por la lengua, por eso yo soy eminentemente panhispanico y animo a todos a ser panhispanicos, es decir, abiertos a la colaboración con todos cuantos hablamos español » cité dans : Ponte, "La Política Lingüística Panhispanica y Sus Nuevos Instrumentos de Difusión Ideológica."

<sup>159</sup> Ponte.

<sup>160</sup> BADILLO Ángel et HERNÁNDEZ Rosana, « "El español se cuida solo": desafíos para una geopolítica lingüística del español ante el horizonte multilateral », *art. cit.*

tentative avortée par l'UNAM et l'Institut Cervantès, qui renaîtra sous les traits du SICELE. Mais suite à la consolidation affirmée après 2007, ces accords peuvent voir le jour. C'est ce qui permet la naissance du SICELE et du SIELE, clef de voûte de l'ibéro-américanisation de l'Institut.

La crise financière, qui impacte durement l'Espagne, n'est pas sans affecter l'Institut Cervantès. Dans ce contexte, il est intéressant pour l'Institut Cervantès de mener des alliances avec les autres instituts du monde hispanique, pour partager les coûts. Les sociolinguistes glottopolitiques considèrent souvent que la crise économique est la raison majeure pour laquelle ces alliances voient le jour<sup>161</sup>. Cependant, il ne faut pas voir dans cette stratégie d'accords une simple concession du fait d'un contexte économique défavorable. L'Institut Cervantès cherche avant tout à mieux pénétrer en Amérique et surtout à mener davantage de coopération culturelle. Au sein du monde hispanique, c'est la tâche de l'AECID, l'Institut Cervantès s'occupe de l'extérieur.

Mené par Garcia de la Concha, l'Institut Cervantès s'implante plus solidement en Amérique. C'est d'abord le cas aux Etats-Unis. En 2013, l'Institut Cervantès signe un accord avec l'université de Harvard. Cet accord lui permet d'installer un observatoire sur la langue espagnole au sein de l'université. C'est un succès pour l'Institut, car Harvard est l'université la plus prestigieuse des Etats-Unis. Cela lui accorde donc une place de premier plan en ce qui concerne l'étude et la diffusion de la langue espagnole aux Etats-Unis<sup>162</sup>.

L'UNAM possède six centres aux Etats-Unis. Cette place de premier plan rend l'alliance entre l'UNAM et l'Institut Cervantès intéressante. En 2013, l'UNAM signe un accord avec l'Institut qui lui permet de créer un centre d'études mexicaines de l'UNAM dans le siège de l'Institut Cervantès à Madrid. En 2018, une convention réaffirme cet accord ainsi que la volonté de mettre en place des projets communs pour promouvoir l'espagnol et leurs cultures respectives. Ces accords sont fondamentaux car ils offrent à chacune de ces entités la possibilité d'utiliser les sièges de l'autre pour pouvoir agir. Il s'agit d'une mutualisation pour un projet commun, la diffusion de l'espagnol. Pour cela, l'Institut Cervantès affirme que sa tâche est non seulement de promouvoir la langue espagnole et sa culture, mais également les autres cultures espagnoles.

Le centre colombien Caro y Cuervo a également signé un accord avec l'Institut pour installer une délégation dans le siège de l'Institut Cervantès à Madrid. Cet accord vise à <sup>163</sup>:

L'Institut Caro y Cuervo disposera d'un espace de bureaux et pourra utiliser l'auditorium, la salle d'exposition et les salles de classe de l'Institut Cervantes à son siège de Madrid. De son côté, l'Institut

---

<sup>161</sup> ARNOUX Elvira N. de, NOTHSTEIN Susana et LAURIA Daniela (éd.), *Temas de glotopolítica: integración regional sudamericana y panhispanismo*, Buenos Aires, Editorial Biblos, 2014, (Investigaciones y ensayos).

<sup>162</sup> GARIN Virginia, *La politique linguistique institutionnelle de diffusion de l'espagnol au XXIe siècle : une enquête sur les représentations de la norme linguistique chez les enseignants de l'Institut Cervantès au Brésil.*, op. cit., p. 70-72.

<sup>163</sup> INSTITUTO CERVANTES, « El Instituto Caro y Cuervo de Colombia se instala en la sede central del Instituto Cervantes en Madrid », Madrid, 10 octobre 2014, [En ligne], <<https://cervantes.org/es/sobre-nosotros/sala-prensa/notas-prensa/el-instituto-caro-y-cuervo-de-colombia-se-instala-en-la>>.

Caro y Cuervo s'engage à inclure dans son offre les activités et les services de l'Institut Cervantes, ainsi qu'à collaborer à la diffusion des centres accrédités par l'institution espagnole, du diplôme d'espagnol langue étrangère (DELE), de la classe virtuelle d'espagnol et de la formation des enseignants. De même, le Caro y Cuervo proposera des activités culturelles dans le réseau des centres Cervantes sur la diversité linguistique de la Colombie, l'offre de formation et les résultats des travaux du séminaire Andrés Bello et l'échange d'expériences sur l'enseignement de l'espagnol comme langue étrangère<sup>164</sup>.

Un autre sera signé en 2018 pour renforcer la coopération culturelle, par des projets communs afin de favoriser sa diffusion, ainsi que l'enseignement de l'espagnol. Le Centre Culture Inca Garcilaso, du Pérou, est l'autre centre qui signe une convention similaire avec l'Institut, en mars 2017.

A chaque fois, ces accords sont l'occasion pour l'Institut Cervantès de proclamer son ibéro-américanisation progressive et triomphante. Ces accords sont fondamentaux car ils permettent à l'institut Cervantès de mieux pouvoir se diffuser en comptant avec le soutien de ces centres, qui ont des buts similaires – quoique moins liés au MAEC espagnol -, ainsi que les ministères de la culture de ces pays. Ces accords permettent de développer l'offre et la projection de l'Institut Cervantès. Par ailleurs, ils offrent l'avantage non négligeable de rendre l'action de l'Institut Cervantès moins liée à Madrid, car quoiqu'il reste de manière évidente l'acteur principal de la promotion espagnole, certains de ces projets sont communs, ce qui brouille l'influence de l'Institut et de Madrid.

Ces accords montrent aussi la dynamique plus centrée sur la coopération culturelle. Cet aspect est fondamental pour la stratégie de diffusion de l'espagnol selon l'Espagne, ainsi que nous l'avons vu. Les accords facilitent celle-ci par les projets communs. Mais ces accords bilatéraux sont un tremplin pour une alliance plus vaste. Lors du CILE de Córdoba en 2019 en Argentine est annoncée la création du réseau CANOA, le *red de centros culturales iberoamericanos que trabajan juntos para la internacionalización de la cultura en español*. Celle-ci sera retardée par la pandémie de Covid-19, mais voit le jour en juin 2020. Créée conjointement par l'Institut Cervantès, le Centre Culturel Inca Garcilaso, le Centre Caro y Cuervo et l'UNAM, ce réseau<sup>165</sup> :

va concevoir et mettre en œuvre, en tant qu'instrument d'action commune, une plateforme de diffusion et de promotion internationale de la culture en espagnol. Son objectif est de promouvoir une vision articulée de notre diversité culturelle qui nous permettra d'apporter une réponse commune aux défis que la mondialisation culturelle pose à ce territoire de La Mancha, comme l'a défini Carlos Fuentes. À

---

<sup>164</sup> El Instituto Caro y Cuervo dispondrá de una zona de oficinas y podrá utilizar el salón de actos, la sala de exposiciones y las aulas de que dispone el Cervantes en su sede central madrileña. Por su parte, el Caro y Cuervo se compromete a incluir en su oferta las actividades y servicios del Cervantes, así como a colaborar en la difusión de los Centros Acreditados por la institución española, el Diploma de Español como Lengua Extranjera (DELE), el Aula Virtual de Español y la formación de profesores. Asimismo, el Caro y Cuervo propondrá la realización de actividades culturales en la red de centros del Cervantes acerca de la diversidad lingüística de Colombia, de la oferta de formación y resultados del trabajo del Seminario Andrés Bello o del intercambio de experiencias sobre la enseñanza del español como lengua extranjera.

<sup>165</sup> <http://redcanao.org/presentacion.htm> (consulté le 19 mai 2023)



cette fin, il constituera une communauté de stratégies pour l'internationalisation de nos cultures dans les pays non hispanophones, y compris la coordination, le transfert et l'utilisation éventuels de nos installations culturelles respectives à l'étranger. Les projets qui seront diffusés dans le réseau Canoa accorderont une attention particulière à la promotion de la science et de la recherche.<sup>166</sup>.

On le voit, la diffusion des biens culturels occupe une place prépondérante dans la stratégie de diffusion de l'espagnol. C'est notamment par les réseaux que cela se fait.

En octobre 2020, l'Université de Buenos Aires rejoint le réseau. L'OEI fera de même en octobre 2021. Cette dernière adhésion montre que l'ibéro-américanisation de la promotion de la langue et des cultures espagnoles, dans une démarche panhispanique, s'accélère. En effet, on observe en parallèle la création du réseau ibéro-américain de diplomatie culturelle<sup>167</sup>.

Ces projets sont pour la plupart en cours de construction, et leur impact n'est pas très important. Ainsi, le réseau CANOA comme le réseau ibéro-américain de diplomatie culturelle ne semblent pas avoir encore réalisé quoi que ce soit. Mais la question ici n'est pas de quantifier cette action culturelle, c'est de voir quelle est la dynamique, qui témoigne d'une volonté de part et d'autre de se concentrer sur les réseaux culturels. On voit ici une convergence entre la SEGIB et l'ibéro-américanisation de la politique linguistique panhispanique menée par Madrid.

Cette convergence est frappante. Si l'on en croit l'étude de Hénriquez, le rôle de la culture dans les sommets ibéro-américains serait passé par trois phases successives. La première par une exaltation de la culture et du patrimoine culturel commun, mais sans que le sens donné à ces expressions soit précisé, ce qui les rendait floues. Ensuite, les années 2000 ont vu le passage à la célébration de la diversité, sans remettre en cause le patrimoine culturel commun, moins convoqué mais toujours imprécis. Dans les années 2010, la culture adopte un sens matériel et l'on se concentre essentiellement sur les biens culturels, l'industrie chargée de leur création et leur diffusion<sup>168</sup>. On le voit, les similitudes avec les phases de la politiques panhispanique sont grandes ; les stratégies panhispaniques ne sont pas liées qu'à des seules questions financières ou diplomatiques, elles sont liées à la nature même de l'Ibéro-Amérique.

---

<sup>166</sup> va a diseñar y poner en marcha, como instrumento de acción conjunta, una plataforma de difusión y promoción internacional de la cultura en español. Su objetivo es favorecer una visión articulada de nuestra diversidad cultural que permita ser una respuesta común a los retos que la globalización cultural plantea a ese territorio de la Mancha, como lo definió Carlos Fuentes. Y constituirá para ello una comunidad de estrategias para la internacionalización de nuestras culturas en países no hispanohablantes, incluyendo la eventual coordinación, cesión y uso de nuestros respectivos equipamientos culturales en el exterior. Los proyectos que se difundirán en la Red Canoa prestarán especial atención a la promoción de la ciencia y de la investigación.

<sup>167</sup> FRANCISCO DE ANDA CORRAL, « Crean la Red Iberoamericana de Diplomacia Cultural », Mexico, 29 juillet 2020, [En ligne], <<https://www.economista.com.mx/arteseideas/Crean-la-Red-Iberoamericana-de-Diplomacia-Cultural-20200728-0155.html>>.

<sup>168</sup> Hénriquez and Sánchez Espiga, "El Rol de La Cultura En La Diplomacia Iberoamericana. Análisis de Las Declaraciones de Las Cumbres Iberoamericanas de Jefes de Estado y de Gobierno (1991-2018)."

## 2) L'Ibéro-Amérique : Une organisation lusophone et hispanophone

Ainsi, que nous l'avons vu, la Communauté Ibéro-américaine des Nations a émergé sous sa forme actuelle pour des raisons historiques qui rendaient difficile pour l'Espagne la création d'un espace uniquement hispanique, dont elle assumerait l'avant-garde. La présence du Portugal et du Brésil permet de diluer l'importance espagnole, mais aussi celle de sa langue. Cela rend l'unité linguistique d'un tel espace politique compliquée, malgré les discours célébrant l'unité linguistique et culturelle. Dans les statuts de l'OEI en 1985, la promotion et la diffusion de l'espagnol et du portugais figurent parmi les objectifs de cette organisation<sup>169</sup>. Mais dans les faits, il n'existe pas vraiment d'initiatives conséquentes pour cela.

Le caractère hybride de l'Ibéro-Amérique rend celle-ci impropre à la défense et à la promotion de l'espagnol dans un cadre multilatéral, comme le font la CPLP et l'OIF<sup>170</sup>. La Charte Culturelle, adoptée lors du sommet de Montevideo en 2006, est le plus grand résultat en matière de coopération culturelle de l'Ibéro-Amérique ; le document évoque souvent la question des langues et de sa défense, mais il s'agit de celles des indigènes. Cette donnée a largement influencé l'existence et la stratégie linguistique panhispanique. Faute d'espace multilatéral, il a d'abord fallu passer par une association académique et par des instances non internationales telles que les CILE. En ce qui concerne la coopération pour la diffusion des biens culturels, l'Espagne est obligée de mener des accords bilatéraux par le biais d'instituts culturels.

Les espaces linguistiques sont parfois très largement inspirés par l'histoire et l'imaginaire national de l'État qui entend prendre la direction des espaces ainsi reconstitués. Les États ont le choix des moyens : la voie d'une politique linguistique extérieure d'une part et d'autre part celle de la constitution d'espaces géopolitico-linguistiques. Les formules ne s'excluent pas malgré des directions fort différentes : la diplomatie culturelle comme la politique linguistique extérieure s'appuient sur des instruments visant de manière unilatérale à encourager le maintien ou le développement de la position culturelle ou linguistique de l'État. Les espaces linguistiques revendiquent une culture propre mais diversifiée. Cette culture se distingue de celle de l'ex-centre impérial et procèdent selon les règles du multilatéralisme. Elle s'inscrit dans la logique du multilatéralisme<sup>171</sup>.

Les caractéristiques de l'Ibéro-Amérique ont poussé l'Espagne à devoir se concentrer avant tout sur sa politique linguistique extérieure. La politique panhispanique est encore une fois une sorte d'hybride, voie moyenne entre politique linguistique extérieure et coopération multilatérale, d'abord académique puis bilatérale. La politique panhispanique prend une dimension plus multilatérale avec

---

<sup>169</sup> OTERO Jaime, « De Bogotá a Rosario. La lengua española y la política regional de España en América Latina », dans *Real Instituto Elcano*, n° 36, 2004.

<sup>170</sup> *El español en el mundo: Anuario del Instituto Cervantes, 2018*, Madrid, Boletín Oficial del Estado : Instituto Cervantes, 2018, p. 197-199.

<sup>171</sup> Massart-Piérard, "Espaces linguistiques comparés."

son ibéro-américanisation. Il y a la volonté de fusionner ces deux réalités, ibéro-américaine et panhispanique.

On a évoqué comment les industries culturelles pesaient de plus en plus dans la politique linguistique panhispanique. C'est notamment le cas de l'éditoriale espagnole. Ce poids est lié à la conception économicisée de la langue et à l'importance des biens culturels dans la diffusion d'une culture du fait de la mondialisation. Or, le meilleur moyen de coordonner une telle politique est une organisation multilatérale. En cela, l'espagnol est encore une fois désavantagé par rapport à l'OIF et la CPLP, d'après certains rapports espagnols. Certes, il existe de nombreux programmes « Iber », organisés par l'OEI dans « l'espace culturel ibéro-américain » qui s'inscrit dans le cadre de la charte culturelle ibéro-américaine. Le plus important de ces programmes est « Ibermedia », qui a diffusé plus de 500 films depuis 1998<sup>172</sup>. Ces programmes demeurent modestes, et leur but n'est pas essentiellement linguistique ; quoiqu'ils puissent servir la consolidation et la diffusion de l'espagnol au sein de l'espace ibéro-américain, leur impact est plutôt limité et n'est pas tourné vers l'extérieur de l'espace culturel ibéro-américain. Tout ceci limite donc les potentialités de l'Ibéro-Amérique pour l'Espagne, mais cela reste le meilleur cadre pour tenter une action multilatérale concernant les biens culturels.

Tout ceci explique en partie la convergence discursive que les sociolinguistes en glottopolitique remarquent entre Ibéro-Amérique et panhispanique. A ce titre, il est intéressant de remarquer qu'il existe en son sein une convergence entre langue portugaise et espagnole. En 2019 est organisée la première Conférence Internationale de Langue Portugaise et Espagnole (CILPE) sur le thème « Ibéro-Amérique : une communauté, deux langues pluricentriques ». Un document en est issu dans lequel on mentionne l'objectif du bilinguisme espagnol-portugais dans les politiques linguistiques<sup>173</sup>. Les pays de langue espagnole et portugaise sont présentés comme formant une communauté de 800 millions d'habitants. Cette communauté fusionne la CPLP et l'Ibéro-Amérique. Un deuxième CILPE est organisé en 2022. Un autre le sera fin mai 2023. On retrouve l'idée d'une telle communauté de plus en plus fréquemment dans les discours espagnols depuis 2019. José Manuel Albares évoque une « Ibérophonie »<sup>174</sup>, concept défendu depuis deux décennies par Dúrantez Prados<sup>175</sup>. Le roi, lors de son discours d'ouverture du sommet Ibéro-américain de Porto Rico, ne parle pas d'Ibérophonie, mais parle de la communauté de 800 millions de personnes qui

---

<sup>172</sup> *El español en el mundo; Anuario del Instituto Cervantes 2018 : op. cit*, p. 196.

<sup>173</sup> *Iberoamérica: una comunidad, dos lenguas pluricéntricas*, OEI, 2019, p. 75.

<sup>174</sup> ALBARES BUENO José Manuel, « La Europa que mira a América Latina », dans *La Jornada*, 23 mars 2023, [En ligne], <<https://www.jornada.com.mx/notas/2023/03/23/politica/la-europa-que-mira-a-america-latina/?from=homeonline&block=ultimasnoticias>>.

<sup>175</sup> DURÁNTEZ PRADOS Frigidiano Álvaro, *Iberofonía y paniberismo: definición y articulación del mundo ibérico*, Primera edición, Málaga, Última Línea, 2018.

parlent portugais et espagnol. Il semble y avoir un glissement qui tente de s'opérer quant à l'identité ibéro-américaine, qui tente de fusionner portugais et espagnol sous prétexte de la proximité de ces deux langues, pour plus de cohérence linguistique.

En effet, la défense d'une langue au sein des organisations internationales est mieux organisée et plus visible par des instances multilatérales. L'espagnol, malgré son poids démographique, n'y est que peu présent. L'Espagne souhaite remédier à cela.

### 3)Le Brésil : un enjeu fondamental

Il nous semble difficile de parler de l'enjeu qu'est l'Ibéro-Amérique pour la politique linguistique de l'Espagne sans placer une focale sur le cas brésilien. Celui-ci est exemplaire quant aux dynamiques de la politique linguistique de l'Espagne en Ibéro-Amérique. Sans compter le fait qu'il est le seul Etat ibéro-américain, en dehors du Portugal, où l'espagnol n'est pas langue officielle.

L'intérêt pour l'espagnol s'y accroît largement suite à la création du MERCOSUR par le traité d'Assomption en décembre 1991. Selon l'article 17 du traité, l'espagnol, le portugais et le guarani sont les langues officielles du Mercosur, mais seuls l'espagnol et le portugais sont langues de travail. Par ailleurs, le point numéro 4 du traité présente « l'intérêt de promouvoir l'apprentissage des langues officielles du Mercosur – l'espagnol et le portugais – dans les systèmes éducatifs formels, non formels et informels. ».

Les perspectives internationales sont alors celles de l'espoir en l'intégration. Le rapport démographique au sein du MERCOSUR est défavorable à l'espagnol : 70 % de ses locuteurs sont lusophones, 26% hispanophones et 3% guaranis<sup>176</sup>. Malgré tout, alors que les autres pays ne s'impliquent pas pour favoriser l'enseignement du portugais. Le Brésil, qui a historiquement vu l'espagnol comme une langue prestigieuse, voit un engouement se développer pour cette langue au cours des années 1990<sup>177</sup>. Celui-ci est renforcé par les nombreux investissements réalisés par l'Espagne dans ce pays. Dans ce sens, une loi est proposée pour favoriser l'enseignement de l'espagnol. Elle est proposée en 2000, mais ne sera approuvée qu'en 2005. La loi 11.16/2005 stipule qu'il y a obligation dans le système secondaire à offrir l'option aux élèves de pouvoir choisir l'espagnol comme langue étrangère. Cette loi ne rend pas l'enseignement obligatoire, elle ne fait que rendre son offre obligatoire. Outre cela il faut garder en tête que le régime politique au Brésil

---

<sup>176</sup> TEYSSIER Paul, « Paul teyssier l'amérique latine perspective géolinguistique », dans *Français dans le monde. Recherches et applications*, n° 22, 1997, p. 83-94.

<sup>177</sup> DEL VALLE José et VILLA Laura, « Spanish in Brazil: Language Policy, Business, and Cultural Propaganda », dans *Language Policy*, vol. 5, n° 4, novembre 2006, p. 371-394.

est fédéral. En ce sens, ce sont les Etats qui décident comment appliquer une loi fédérale en ce qui concerne l'éducation. Bien que l'enseignement ne soit pas rendu obligatoire, c'est une très grande opportunité pour la pénétration de la langue espagnole au Brésil. A en croire les médias, cette loi aurait fait l'objet d'une intense bataille diplomatique de la part de la France et du Royaume-Uni, qui perçoivent l'importance d'une telle loi<sup>178</sup>.

La loi fait rapidement l'objet de problématiques. En effet, le nombre d'enseignants d'espagnol au Brésil n'est pas suffisant pour que la loi soit respectée<sup>179</sup>. Face au manque de professeurs, l'institut Cervantès signe un accord avec le secrétariat d'éducation de l'Etat de Sao-Paolo, la banque Santander et le portail *Universia*. Le programme *Oye* prévoit de créer une formation de 600 heures pour créer des formateurs d'espagnol langue étrangère. Or, une licence d'espagnol classique au Brésil représente 2800 heures. Ce décalage, ajouté à ce qui semble être une délégation à un secteur privé et étranger déclenche de vives polémiques. Des associations de professeurs taxent l'Institut Cervantès de néo-impérialiste et de mercantiliste<sup>180</sup>.

En effet, l'Institut Cervantès est en plein processus d'expansion au Brésil. Deux sièges existaient déjà, l'un à São Paulo (1998) et l'autre à Rio de Janeiro (2001). En 2007, l'institut ouvre trois autres sièges, auxquels suivront trois autres encore l'année suivante. En 2008, huit centres sont implantés au Brésil, ce qui en fait le pays avec le plus grand nombre de centres de l'Institut Cervantès au monde. Le potentiel du Brésil en termes de demande de cours de langue espagnole est donc très fort. En 2009, le Ministère de l'Education et des Sciences brésilien signe avec l'Institut Cervantès une charte d'intentions pour former des professeurs de langue. C'est encore une fois mal perçu par le monde de l'éducation<sup>181</sup>. Ces mécontentements sont renforcés par le quasi-monopole espagnol sur l'industrie de l'édition. Cela est particulièrement prégnant par rapport à l'édition des manuels d'apprentissage de l'espagnol. Les éditoriales espagnoles sont parfois accusées de profiter de la loi brésilienne. Un sentiment d'hégémonie se développe parmi les professionnels, qui critiquent aussi la possibilité que ces éditions offrent de véhiculer les normes de l'espagnol péninsulaire, qui est d'ailleurs la plus valorisée au Brésil.

La loi est finalement remise en cause par une loi en 2017. L'anglais est de nouveau favorisé et l'offre de cours d'espagnol n'est plus obligatoire. Six Etats frontaliers du Brésil ont gardé les mesures de l'ancienne loi, mais les autres ont accueilli cette loi favorablement, car les mesures

---

<sup>178</sup> MORENO Javier, « Brasil decide si quiere hablar español », dans *El País*, 18 juin 2000.

<sup>179</sup> GARIN Virginia, « Discours, normes et pouvoirs en hispanophonie. L'exemple de la promotion de l'espagnol au Brésil », dans *Mots*, n° 106, 31 décembre 2014, p. 43-58.

<sup>180</sup> *Ibid.*

<sup>181</sup> *El español en el mundo: Anuario del Instituto Cervantes, 2021*, Alcalá de Henares, Madrid, Instituto Cervantes ; Bala Perdida, 2021, p. 514.

prévues par la loi de 2005 n'avaient pu avoir les résultats escomptés<sup>182</sup>. Il faut dire que malgré un engouement pour l'espagnol, la plupart des brésiliens ne sentent pas la nécessité d'apprendre l'espagnol car ils parlent « portunhol »<sup>183</sup>, un mélange entre les deux langues, possible par la proximité entre les deux langues, cela d'autant plus que la forme portugaise du Brésil est plus proche encore de l'espagnol<sup>184</sup>.

Il faut avant tout considérer les considérations géopolitiques d'une telle loi. La fragmentation semble s'imposer dans le monde ; le MERCOSUR présente des hauts et des bas ; l'Espagne n'est plus en mesure d'être un investisseur si important au Brésil, et son image s'est dégradée par la crise économique. Malgré tout, l'espagnol reste très présent, et le Brésil demeure un pays prioritaire pour la politique linguistique extérieure de l'Espagne.

Le cas Brésilien montre les effets positifs pour l'espagnol qu'ont eu l'intégration régionale. Cela, alors même que le portugais pouvait sembler plus à même de s'imposer. Il montre à quel point la langue espagnole est un enjeu politique pour les pays hispanophones mais pas uniquement. Par ailleurs, on voit les dimensions économiques qu'implique assez rapidement la promotion de l'espagnol, surtout lorsqu'elle est réalisée avec autant d'ampleur. Ces enjeux économiques sont source de tensions.

On voit aussi la réactivité et la prédominance de l'Espagne en ce qui concerne l'enseignement de la langue espagnole. Elle est la première instance de diffusion hispanique au Brésil, et cela alors même qu'elle est le pays hispanophone le plus éloigné et que cette effervescence autour de l'espagnol fait suite à un processus d'intégration duquel elle ne fait pas partie. Les seules représentations historiques des Brésiliens sur l'espagnol ne peuvent expliquer une telle disproportion ; il s'agit plutôt de moyens mis sur la table et de volonté politique et privée. Mais surtout, le cas brésilien est témoin des limites de la politique linguistique de l'Espagne, qui ne parvient pas à s'implanter durablement, quoique cela reste le pays avec le plus grand nombre de centres et d'étudiants d'espagnol dans le monde, avec 28% d'étudiants brésiliens d'espagnol d'après l'Institut Cervantès.

Le Brésil est révélateur de l'importance de l'Amérique latine pour la politique linguistique de l'Espagne. Elle est un vivier qui favorise la politique linguistique extérieure de l'Espagne. Mais la politique linguistique de l'Espagne en Ibéro-Amérique peut rapidement faire l'objet de critiques pour son caractère trop volontariste.

---

<sup>182</sup> GARIN Virginia, *La politique linguistique institutionnelle de diffusion de l'espagnol au XXI<sup>e</sup> siècle : une enquête sur les représentations de la norme linguistique chez les enseignants de l'Institut Cervantès au Brésil.*, op. cit., p.90.

<sup>183</sup> COLOMBO Sylvia, « Se habla español “No, no, pero yo hablo portunhol” », dans *FolhaOnline*, 30 mars 2007, [En ligne], <<https://www1.folha.uol.com.br/folha/pensata/ult3891u32.shtml>>.

<sup>184</sup> TEYSSIER Paul, « paul teyssier l'amérique latine perspective géolinguistique », art. cit.

## V) Les discours sur la politique linguistique panhispanique

Notre étude a jusqu'ici été parsemée de références à notre corpus de texte, aussi bien institutionnel que scientifique et journalistique, pour mieux comprendre l'Ibéro-Amérique ou la politique linguistique panhispanique. Il est à présent temps de se pencher sur les discours de presse qui traitent de la politique linguistique de l'Espagne.

### 1) La défense de l'unité de l'espagnol

Dans sa thèse, Virginia Garin montre à quel point la politique linguistique panhispanique est l'objet d'un travail discursif dans la presse espagnole. Elle y décrypte les idéologies qui sont véhiculées par les mots et les tournures employées. Elle synthétise cela en trois aspects de la mise en scène langagière dans son corpus de presse écrite : la langue décrite comme bien économique, l'espagnol présenté comme bataille dans une guerre des langues et la présentation de l'espagnol comme une langue américaine.

En vérité, ces aspects sont ceux que l'on retrouve dans la plupart des sources institutionnelles. Outre ceux-ci, les sources institutionnelles mettent souvent en avant une dimension affective qui vient éclairer et justifier la communauté hispanophone présentée comme unie. Il y a là un *strategic narratives*<sup>185</sup>, dans le sens de Miskimmon<sup>186</sup>. Toutes ces mises en scène ont pour point commun de porter l'idée d'une unité de la langue espagnole ; bien que faire de l'espagnol une langue américaine souligne qu'il y a une certaine diversité, il n'en demeure pas moins que l'espagnol est la langue de l'Espagne et de l'Amérique. Ainsi, la devise que la RAE a créé pour cette nouvelle politique : « unis dans la diversité », est incarnée par ces discours.

Il est intéressant de découvrir que la presse latino-américaine n'est pas si critique envers la politique panhispanique. La plupart des articles se contentent de fournir de manière neutre les indications données par la RAE. D'autres nombreux articles reprennent les déclarations ou font des entretiens avec les principaux promoteurs de la politique linguistique panhispanique, à savoir le directeur de la RAE et le directeur de l'Institut Cervantès. En cela, ils se font les relais des discours de ces personnalités, qui ne manquent évidemment pas d'être élogieuses quant à la politique linguistique panhis-

---

<sup>185</sup> Miskimmon le définit comme le moyen pour les acteurs politiques de construire une signification commune du passé, du présent et de l'avenir de la politique internationale afin de façonner le comportement des acteurs nationaux et internationaux. Les récits stratégiques sont un outil permettant aux acteurs politiques d'étendre leur influence, de gérer les attentes et de modifier l'environnement discursif dans lequel ils opèrent. Il s'agit de récits concernant à la fois sur les États et sur le système lui-même, sur qui nous sommes et sur le type d'ordre que nous voulons.

<sup>186</sup> MISKIMMON Alister, O'LOUGHLIN Ben et ROSELLE Laura, *Strategic narratives: communication power and the new world order*, New York London, Routledge, 2013, (Routledge studies in global information, politics, and society), p. 2.

panique. Il apparaît dans le traitement de la presse qu'elle est moins impliquée. En effet, les analyses et les discours sont moins poussés. Ce sont souvent des entretiens.

Du fait de l'inspiration souvent espagnole ou alors des simples retranscriptions des discours, on retrouve dans la presse latino-américaine les mêmes mises en scène que celle de l'Espagne, bien qu'elle soit moins emphatique ou développée. Ceci est intéressant car cela implique que la presse véhicule et donc accepte l'idée d'une unité de la langue espagnole. Cependant, le point de vue n'est pas forcément le même. Ainsi que nous l'avons vu, le discours latino-américain est plus passif. Sauf quand il s'agit de mettre en scène un accord entre les institutions espagnoles, notamment l'IC, et une institution latino-américaine. Certains articles font preuve d'un grand enthousiasme<sup>187</sup> :

*Depuis quelques années, sous l'impulsion de l'académie mère, les publications institutionnelles ont acquis le label pan-hispanique. C'est-à-dire qu'elles consultent et reflètent la langue que nous parlons tous, des quartiers latinos de New York à la Patagonie, des bars des Caraïbes à l'université de Salamanca. C'est ainsi qu'est né le Dictionnaire pan-hispanique des doutes (DPD), publié en 2005. [...] Dans la nouvelle grammaire, les Latinos sont mieux représentés<sup>188</sup>.*

On remarque au passage la qualification de « mère » pour la RAE. Concentrons-nous sur les trois rhétoriques que nous avons repris de V.Garin. L'aspect économique est sensiblement valorisé de la même manière. Or, faire de l'espagnol une valeur économique dans la mondialisation en fait un instrument et porte donc l'idée d'un espagnol global.

On observe sans surprise que la métaphore belliciste de la langue que l'on retrouve souvent dans la presse espagnole est plus présente dans certains pays tels que le Mexique. En effet, l'adversaire principal, celui qui risque d'altérer la langue espagnole par son influence, est l'anglais. Cela acquiert une dimension particulière en Amérique latine, souvent marquée par son antiaméricanisme. Par ailleurs, parler des risques de la langue espagnole fait passer la défense de la langue comme un axe politique. La langue devient un enjeu de sécurité. Il y a une sécuritisation (Barry Buzan) qui est susceptible de rallier les gens à défendre l'unité de la langue pour mieux la défendre dans la bataille linguistique mise en scène.

On retrouve aussi l'acte de faire passer l'espagnol pour une langue américaine. Cela apparaît largement dans les déclarations des autorités impliquées dans la politique panhispanique. L'emphase est de nouveau mise sur les chiffres, et plus particulièrement sur un fait : l'Espagne ne représenterait

---

<sup>187</sup> « Una gramática de todos », dans *El Tiempo*, Bogota, 18 décembre 2009, [En ligne], <<https://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-3768710>>.

<sup>188</sup> Desde hace algunos años, bajo el liderazgo de la academia madre, las publicaciones institucionales han adquirido el sello panhispanico. Es decir, consultan y reflejan la lengua que hablamos todos, desde los barrios latinos de Nueva York hasta la Patagonia, y desde los bares caribeños hasta la Universidad de Salamanca. Así, el Dicionario panhispanico de dudas (DPD), publicado en el 2005, [...] En la nueva gramática, los latinos nos vemos mejor representados



que 8% de la communauté hispanophone ; l'Amérique représente donc 92% et l'immense majorité de ces hispanophones natifs. Ce fait est répété à satiété dans les *Anuarios del Instituto Cervantes* et dans toutes les déclarations institutionnelles, qu'il s'agisse des CILE ou encore des entrevues ou des discours des linguistes, Il apparaît clairement que ce chiffre est présenté comme une preuve de la bonne foi de l'Espagne. Ce chiffre est répété presque sans arrêt, il fait l'objet d'un véritable matraquage médiatique. Il est difficile de ne pas voir dans cette répétition un outil de propagande.

D'un point de vue américain, on se rend compte que ce chiffre est repris mais pas de la même manière. Que ce soit dans la presse ou dans la bouche d'un certain nombre de linguistes latino-américains, on voit que ce chiffre sert à avancer l'idée que la langue espagnole est aujourd'hui l'affaire des Américains ; que ce n'est plus à la RAE de décider.

Et de fait, l'idée est aussi avancée par l'Espagne, mais les connotations ne sont pas les mêmes. En effet, pour l'Espagne, il s'agit de se défendre d'une quelconque prétention hégémonique, défense qui au passage témoigne que ces tensions sont importantes. Pour l'Amérique il s'agit au contraire de mettre en lumière son importance, c'est une manière de se remettre en valeur par rapport à la traditionnelle prépondérance de l'Espagne en matière de linguistique. Il est intéressant de remarquer que par cette réappropriation, les médias font de l'espagnol leur langue, question qui est discutable en Amérique latine. Ainsi, ces discours, tout en prenant une teinte plus spécifiquement latino-américaine jouent malgré tout le jeu de la politique panhispanique et de l'unité mise en valeur. Elle en est d'autant plus une légitimation qu'elle met en scène son unité mais en même temps sa diversité, c'est donc jusqu'à la devise de la RAE qui est ainsi promue.

En effet, outre ces éléments communs à la presse espagnole, certains aspects sont plus spécifiques à la presse latino-américaine. Parmi elles on retrouve l'exaltation du métissage qui caractériserait la langue espagnole, davantage mis en valeur que dans la presse espagnole. En cela il rentre dans le cadre du polycentrisme de la langue espagnole défendu par autorités.

Outre cela, on trouve la bonne surprise que manifestent certains linguistes ou articles de presse face à l'acceptation par la RAE d'un certain nombre de termes proprement américains, qui apparaissent dans les dictionnaires publiés par l'ASALE et la RAE. Ces réactions témoignent d'une certaine méfiance vis-à-vis de la RAE et de sa politique. Celles-ci sont toujours suspectées d'avoir des intentions de domination. La mise en scène de cette surprise, assez neutre par ailleurs, rend la politique linguistique panhispanique plus légitime car moins suspecte. Par ailleurs, elle montre que son objectif est viable puisque le dictionnaire accepte la diversité de termes autres que ceux employés dans l'espagnol péninsulaire, et les unit dans un ouvrage commun et collectif qui soit représenter l'ensemble de l'espagnol.

*Du Diccionario panhispánico de dudas (2005) à la Nueva gramática (2009-2011) - qui a surpris la communauté hispanophone en intégrant le voseo argentin comme correct - nous disposons de sources précises pour apprécier une véritable mise en commun des efforts qui donne à cette langue bénie son visage large et multiple<sup>189, 190</sup>.*

Malgré ces éléments positifs, le moindre intérêt de la presse latino-américaine, qui n'est pas exprimé verbalement mais que l'on devine par le ton employé, témoigne d'une perspective moins intéressée et impliquée. Ainsi, la mobilisation du champ lexical de la santé et de la robustesse de la langue espagnole est moins marquée de manière générale dans la presse latino-américaine que dans la presse espagnole. Par ailleurs, certaines limites sont pointées, notamment par les linguistes interrogés. De fait, un certain nombre d'articles se montrent critiques sur cet aspect. Les académiciens qui participent à la NPLP sont conscients de l'opposition qu'ils peuvent susciter<sup>191</sup>.

## **2) Les critiques linguistiques : des relents hégémoniques dans la politique linguistique panhispanique et ses discours sur l'unité de la langue espagnole ?**

Les critiques dont fait l'objet la politique linguistique panhispanique dans notre corpus sont bien synthétisées dans le discours de l'écrivaine argentine María Teresa Andruetto pour la clôture du CILE de Córdoba en 2019. Elle critique successivement cinq implications de cette politique<sup>192</sup> :

- la certitude que les Américains et les Espagnols parlent la même langue.
- la manière dont les dictionnaires sont écrits, qui favorise les tournures péninsulaires.
- La dimension économique d'une telle pratique, qui sert des intérêts commerciaux et financiers qui ne devraient pas être si impliqués dans la langue.
- l'oubli et le rejet des propositions féministes et du langage inclusif.
- la volonté de prendre plus de place dans la science.

Ces arguments touchent une certaine partie de la population, notamment certains linguistes. En témoigne *la Voz del Interior*, qui retranscrit l'entièreté de ce discours qualifié de « magistral »<sup>193</sup>.

---

<sup>189</sup> ANSALDO BRIONES Cecilia, « El español dentro de la marca España », dans *El Universo*, Equateur, 4 mars 2018, [En ligne], <<https://www.eluniverso.com/opinion/2018/03/04/nota/6649219/espanol-dentro-marca-espana/>>.

<sup>190</sup> Desde el *Diccionario panhispánico de dudas* (2005) a la *Nueva gramática* (2009-2011) –que sorprendió a la comunidad de hispanohablantes al incorporar como correcto el voseo argentino– tenemos fuentes precisas para apreciar una auténtica mancomunidad de esfuerzos que le da el rostro amplio y múltiple que tiene esta bendita lengua.

<sup>191</sup> ELIZAÍNCIN Adolfo, *Dilemas actuales de las academias de la lengua*, XV Congreso de la Asociación de Academias de la Lengua Española, 2015.

<sup>192</sup> RÉDACTION, « Completo, el magistral discurso de María Teresa Andruetto para el cierre del Congreso de la Lengua », dans *La voz del interior*, Córdoba (argentine), 31 mars 2019, [En ligne], <<https://www.lavoz.com.ar/numero-cero/completo-magistral-discurso-de-maria-teresa-andruetto-para-cierre-del-congreso-de-lengua/>>.

Ces critiques sont notamment retrouvées chez un grand nombre de linguistes glottopolitiques aussi bien espagnols que latino-américains, que nous avons évoqués dans l'introduction. La critique est notamment faite d'un point de vue lexicographique. Lors des CILE en Argentine (2004 et 2019), ils participent à l'organisation des contre-congrès pour promouvoir les langues indigènes et les variantes locales : les CongresoS de las lenguaS. Ces congrès sont des instances de contre-discours. Ils ne sont cependant presque par mentionnés par la presse.

Ces auteurs montrent, en se basant sur le traitement des mots américains dans les dictionnaires publiés par la RAE et l'ASALE depuis les années 1990, que les dictionnaires américains sont différentiels ; c'est-à-dire qu'ils ne décrivent pas les mots employés nationalement, mais se situent par rapport aux termes péninsulaires, comme s'il fallait les distinguer. Or cette distinction serait plutôt négative. Cela d'autant plus que les termes référencés sont surtout des mots du langage familier. Selon eux, l'idéologie panhispaniste du XIXe siècle peut être retrouvée dans la NPLP<sup>194</sup>.

Ainsi se forme un contre-narratif académique et critique qui dépeint la politique linguistique panhispanique et les discours sur l'unité dans la diversité comme les succédanés d'une politique aux relents impérialistes qui cherche à améliorer le *Soft Power* espagnol. Ces idées restent surtout l'objet de certains intellectuels, mais ils sont la manifestation argumentée d'un sentiment plus diffus dans la population latino-américaine, qui peut parfois se cristalliser en contestations. Ce fut le cas en 2013 en Argentine avec la publication d'un « manifeste pour la souveraineté linguistique » signé par près de trois cents intellectuels<sup>195</sup>. Ce manifeste est la quintessence des critiques faites à la RAE, mais aussi à l'Institut Cervantès. Le titre de ce manifeste témoigne de la dimension politique et souveraine que comporte la critique de la RAE. La volonté de reprendre la souveraineté linguistique est notamment montrée par la volonté indiquée de créer un « Institut Borges ».

### 3) Les discours nationalistes et la réclamation d'une indépendance linguistique

Les intellectuels ne sont pas les seuls à tirer sur la RAE et sur la politique qu'elle met en œuvre. Certains articles de presse s'attaquent à elles. En cela, on peut trouver des articles qui font preuve d'une critique plus ou moins voilées mais aussi des offensives véhémentes : « Malheureusement, l'arrière-plan est politique, l'exercice du pouvoir de l'Académie royale sur les autres académies de

---

<sup>193</sup> *Ibid.*

<sup>194</sup> DEL VALLE José, « Panhispanismo e hispanofonía: breve historia de dos ideologías siamesas [Panhispanism and hispanofonía: brief history of siamese ideologies] », dans *Sociolinguistic Studies*, vol. 5, n° 3, 21 octobre 2012, p. 465-484.

<sup>195</sup> « Por una soberanía idiomática », dans *Página12*, Argentine, 17 septembre 2013, [En ligne], <<https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-229172-2013-09-17.html>>.

notre langue. Il semble qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, nous ne soyons pas sortis de la dépendance à l'égard du royaume, de la métropole impériale<sup>196, 197</sup> ».

Le constat rapporté ici montre une opinion très négative vis-à-vis de la RAE. Il mobilise un vocabulaire qui n'est pas anodin, faisant référence à la colonisation de l'Amérique latine par l'Espagne. Le seul titre de l'article évoque déjà ce spectre, qui fait revivre une mémoire certes lointaine mais encore bien présente dans les esprits en Amérique latine. Cela d'autant plus qu'avait émergé la rhétorique des « nouveaux conquistadors » pour désigner les flux massifs d'investissement espagnol dans le tournant du XX<sup>e</sup> siècle, et que dans les années 2010 se célèbrent les bicentennaires de la plupart des indépendances latino-américaines. Evoquer la possibilité d'une dépendance, en l'occurrence linguistique, mobilise donc tout un champ de l'affectif et de l'émotion. Il est d'ailleurs intéressant que des luttes qui ne sont pas nationalistes adoptent ce discours pour tenter de mieux parvenir à leurs fins. C'est le cas par exemple des chantres du langage inclusif, qui critiquent la dépendance de l'Amérique latine envers la RAE car celle-ci s'oppose à eux<sup>198</sup>.

On aperçoit la dimension souveraine dans ce discours. Le propos semble simplement rechercher l'indépendance de son pays, qu'on ne lui impose pas une norme depuis l'étranger. Il y a là une revendication de souveraineté face à une politique qui est perçue comme étrangère et, venant de l'Espagne, impérialiste. L'importance de la souveraineté et de l'affirmation nationale se remarque bien dans le « manifeste pour une souveraineté linguistique » qui propose de créer un Institut Borges pour diffuser la langue et oppose l'écrivain à Cervantès.

Il y a une contestation de l'autorité de l'Espagne sur l'espagnol, comme pour marquer ses distances avec l'idée que l'espagnol ne serait qu'à l'Espagne. Il y a par là une réappropriation de la langue. Cela n'est pas sans être paradoxal, tant la langue espagnole et sa dénomination sont elles-mêmes problématiques en Amérique latine. On remarque à ce propos que certains discours changent. Le cas du directeur de l'Académie Argentine de Lettres est flagrant. Il critique le panhispanisme en disant qu'il ne va nulle part selon lui<sup>199</sup>, pour ensuite le défendre<sup>200</sup>. La politique panhispanique et le discours sur l'unité de la langue espagnole se frayent un chemin.

---

<sup>196</sup> SIERRA Sonia, « La Real Academia busca imponer normas en AL », dans *El Universal*, Mexico, 10 novembre 2010, [En ligne], <<https://archivo.eluniversal.com.mx/cultura/64205.html>>.

<sup>197</sup> Por desgracia el fondo es político, de ejercicio de la Real Academia sobre las demás academias de nuestra lengua. Parece que en pleno siglo XXI no hemos salido de la dependencia del reino, de la metrópoli imperial.

<sup>198</sup> « Axel Kicillof defendió el lenguaje inclusivo y llamó a los jóvenes a que “hablen como quieran” », dans *Clarín*, 22 juin 2022, [En ligne], <[https://www.clarin.com/sociedad/axel-kicillof-defendio-lenguaje-inclusivo-llamo-jovenes-hablen-quieran-0\\_IewhKqIKi9.html](https://www.clarin.com/sociedad/axel-kicillof-defendio-lenguaje-inclusivo-llamo-jovenes-hablen-quieran-0_IewhKqIKi9.html)>.

<sup>199</sup> « Contra los fantasmas inducidos », dans *Clarín*, Argentine, 18 octobre 2013, [En ligne], <[https://www.clarin.com/ideas/jose-luis-moure-director-de-la-academia-argentina-de-letras\\_0\\_Bkt5IbQjwml.html](https://www.clarin.com/ideas/jose-luis-moure-director-de-la-academia-argentina-de-letras_0_Bkt5IbQjwml.html)>.

<sup>200</sup> « La pretensión de intervenir y modificar la lengua de todos », dans *Clarín*, Argentine, 2018, [En ligne], <[https://www.clarin.com/cartas-al-pais/pretension-intervenir-modificar-lengua\\_0\\_0hr9UnWR3.html](https://www.clarin.com/cartas-al-pais/pretension-intervenir-modificar-lengua_0_0hr9UnWR3.html)>.

On a vu comment la langue espagnole était l'objet de manœuvres politiques de la part de l'Espagne. Les modifications linguistiques causées par la mondialisation ainsi que l'importance de la langue comme élément de *Soft Power* ont attisé son intérêt pour les sphères politico-économiques. Dans ce contexte, la politique panhispanique a émergé d'une réflexion sur l'état des lieux de la langue espagnole dans la géopolitique des langues. Cette politique a pris corps depuis les années 1990.

Nous avons accordé davantage de place aux discours sur l'unité de la langue car ils composent le gros de notre corpus et des discours globaux concernant la question de l'unité de la langue espagnole et de la politiques linguistique panhispanique. Nous avons intégré des citations critiques de cette politique, mais en réalité elles sont plutôt minoritaires. Cela n'est pas si surprenant car les médias ont souvent des sources de financement liées à des entreprises espagnoles, notamment *Telefonica*, ou alors republient des articles transmis par *El País* ou *EFE*, qui sont étroitement liés à la politique panhispanique de la RAE. Cependant, on se doute que si la population avait montré un intérêt plus grand et des positions radicales sur la question, la presse latino-américaine le refléterait mieux, ainsi que le montre le cas argentin qui est plus critique.

On observe une conflictualité dans les discours qui témoignent de la complexité et des enjeux identitaires et politiques de la langue espagnole. Cette conflictualité se cristallise sur l'appartenance de la langue, ou plutôt sur la norme à suivre. L'Espagne met en place une discoursivité riche et bien diffusée par les médias espagnols ainsi que par les instances impliquées dans la politique panhispanique. On a vu que cette discoursivité essayait de créer un *narrative strategic* qui soudait la communauté hispanophone et appelle à mieux la souder par la politique linguistique. Celle-ci fait l'objet du soutien de bon nombre d'intellectuels et de médias latino-américains, Cependant, quelques intellectuels la critiquent sur de nombreux aspects. Ils construisent un contre-narratif qui met l'emphase sur les possibles relents colonialistes d'une telle politique. Entre ces deux camps les plus opposés se situent des discours défendant la souveraineté et l'indépendance de l'Amérique latine. On y ressent un défi à l'autorité de la RAE.

Cette conflictualité tend à se résorber un peu depuis l'ibéro-américanisation de la politique linguistique panhispanique, qui commence à se mettre en place en 2012. Les critiques les plus radicales restent fermes sur leurs positions, mais ceux qui étaient plus réservés dans leurs critiques ont cessé de critiquer. On assiste donc à une polarisation croissante, bien que les critiques de la NPLP soient plutôt minoritaires. Une polarisation que l'on retrouve dans les difficultés de la CIN.

## Partie III. Une perte d'influence mesurée mais continue en Ibéro-Amérique

### I) La question indigène et l'identité latino-américaine

La question des Indiens et de leur place dans les sociétés latino-américaines est vieille et complexe, depuis la colonisation espagnole. On se centrera ici sur l'importance croissante des mouvements et des revendications des communautés indiennes en Amérique latine, car ils ont une incidence sur la politique régionale et sur la CIN.

#### 1) Réveils amérindiens, mouvements sociaux et victoires politiques de communautés longtemps mises au ban

Ainsi que nous l'avons vu, l'espagnol cohabite avec de nombreuses autres langues indigènes en Amérique latine. Les communautés indiennes sont plurielles en Amérique<sup>201</sup>. Les Indiens subissent le racisme depuis l'arrivée des Conquistadors. L'indépendance n'a pas amélioré leur sort et l'a même parfois empiré, les livrant à l'exploitation des entreprises capitalistes. Les communautés sont souvent mises au ban de la société voire maltraitées par les Etats et le racisme ambiant envers les Indiens en Amérique latine.

Il est difficile de définir les contours de l'indianité. Le métissage des sociétés latino-américaines rend difficile la fixation de critères adaptés pour déterminer l'appartenance ou non à cette catégorie. Le racisme rend les estimations ardues car un certain nombre d'Indiens préfèrent ne pas admettre leur indianité. Malgré tout, quelques estimations sont réalisées, notamment par l'ONU. Nous reprenons ici les estimations de David Recondo :

Les Indiens constituent environ 10 p. 100 de la population latino-américaine totale. Ils représentent la moitié de la population au Guatemala et en Bolivie, environ 30 p. 100 en Équateur et au Pérou, et de 10 à 13 p. 100 au Belize, au Honduras et au Mexique. Ailleurs, ils dépassent rarement les 5 p. 100, hormis au Nicaragua, au Panama et au Chili (de 7 à 8 p. 100). L'Uruguay est le seul pays d'Amérique latine sans population indienne originaire<sup>202</sup>.

Dans les années 1960 et 1970, un certain nombre de mouvements indiens ou de congrès structurent les communautés, en leur donnant une plus grande conscience politique et une meilleure organisation, notamment dans les pays andins, où ils sont plus nombreux. Ce sont ces organisations et ces congrès qui déboucheront ensuite sur les mouvements des années 1990.

---

<sup>201</sup> HOWARD Rosaleen, *Por los linderos de la lengua: Ideologías lingüísticas en los Andes*, Institut français d'études andines, 2007.

<sup>202</sup> RECONDO David, « AMÉRIQUE LATINE - La question indienne », dans *Encyclopædia Universalis*, [En ligne], <<https://www.universalis.fr/encyclopedie/amerique-latine-la-question-indienne/>>.

Ces mouvements sont alors impulsés par l'attention croissante dont ils faisaient l'objet de la part d'une partie du clergé catholique local ; mais c'est surtout le travail international qui a une grande influence. La convention 169 votée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) en 1989 reconnaît des droits collectifs spécifiques aux « peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants ». C'est un tournant, car elle redonne confiance à ces peuples par le soutien qu'une telle convention implique, bien qu'il faille que les Etats la ratifient pour qu'elle s'y applique<sup>203</sup>. Les gouvernements néolibéraux d'Amérique latine, par les lois qu'ils ont votées et qui visaient à exproprier certains territoires indiens pour que les entreprises transnationales puissent les exploiter ont favorisé leur soulèvement.

Les communautés d'Equateur sont parmi les plus influentes. Leur pluralité rend l'affirmation des Indiens plus difficile, mais en Equateur, les différentes organisations indiennes se fédèrent en 1986 dans la Confédération Nationale des Indigènes d'Equateur (CONAIE). En juin 1990, les Indiens font grève, ce qui paralyse le secteur agricole et montre leur importance démographique et économique. Suite à la sourde oreille du gouvernement à leurs revendications, ils se soulèvent ; le 28 mai 1991, le Parlement est occupé pendant 24 heures par les Indiens. En 1995 est fondé le parti *Pachakutik*, dont le projet est de créer un Etat plurinational. Face à sa pression, le gouvernement ratifie la convention 169 de l'OIT, et une nouvelle constitution est adoptée qui reconnaît le caractère « pluriethnique et multiculturel de l'Equateur. ». Suite à quelques manœuvres politiques ratées et des divisions internes entre partisans d'une voie insurrectionnelle et ceux d'une voie électorale, le parti perd en popularité. Mais l'influence politique des communautés indiennes demeure forte. En 2006, le président de gauche Rafael Correa est élu. Non-Indien, il suit un rite de purification dans un village des Andes lors de son élection. En 2019, les protestations des Indiens font trembler le gouvernement<sup>204</sup>.

Au Mexique, l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) engage une insurrection armée depuis le Chiapas en décembre 1994, alors que l'ALENA est en cours de ratification par les Etats-Unis, le Mexique et le Canada. Face à la répression armée, le mouvement opte pour le silence, ce qui force le gouvernement à négocier, du fait du soutien d'une partie de la population. En 2001, avec une marche sur Mexico, les zapatistes tentent de nouer un dialogue avec la société civile, mais face au refus du gouvernement, ils tournent le dos au gouvernement et se tournent vers le localisme en créant des « juntas de bon gouvernement ». Les zapatistes combinent tactiques traditionnelles de guérilla et une médiatisation à la pointe de la modernité. Leur influence parmi la société civile est

---

<sup>203</sup> RUDEL Christian, *Réveils amérindiens: du Mexique à la Patagonie*, Paris, Karthala, 2009, (Les terrains du siècle), p. 110.

<sup>204</sup> MANETTO Francisco, « Las protestas en Ecuador redoblan la presión contra el Gobierno », dans *El País*, 9 octobre 2019, [En ligne], <[https://elpais.com/internacional/2019/10/09/actualidad/1570637220\\_024808.html](https://elpais.com/internacional/2019/10/09/actualidad/1570637220_024808.html)>.

importante<sup>205</sup>.

En Bolivie, la majorité de la population est indigène, mais divisée. Il existe plusieurs mouvements politiques. Les mesures néo-libérales du gouvernement et l'atteinte à la production de la feuille de coca, dans laquelle une grande partie de la population, paupérisée par les politiques en cours, s'est réfugiée, allument la mèche parmi ses syndicats. Le parti *Movimiento al Socialismo* (MAS) émerge de cette conjoncture, mené par le chef des syndicats, Evo Morales. Suite à un long parcours politique au cours duquel le parti gagne en popularité, le parti gagne les élections en 2005, suite à la guerre du gaz en 2003 et la guerre de l'eau en 2005<sup>206</sup>.

Ces mouvements sont ceux qui ont le plus d'ampleur et de succès, mais ils donnent de l'espoir aux autres communautés et alertent les gouvernements. Les Indiens sont une force politique avec laquelle il faut compter. De ce fait, les réactions des Etats sont ambivalentes, entre mesures démagogiques et répressions. Ainsi, les Mapuches sont durement réprimés au Chili. En Bolivie, l'opposition *criolla* de la province de Santa Cruz mène la vie dure au gouvernement d'Evo Morales et menace de sécession<sup>207</sup>. Les indigènes doivent régulièrement protester pour défendre leurs droits. Cependant, on est loin du silence qui précédait. Ces mouvements ont une incidence réelle sur la politique en Amérique latine. Les mouvements sont parvenus à obtenir la ratification de la convention 169 de l'OIT, en Bolivie (1994), Colombie (1991), Equateur (1998), Mexique (1992), Paraguay (1992), au Pérou (1993) et au Venezuela (1999)<sup>208</sup>.

On le voit, la dynamique est régionale. En effet, ces mouvements sont nationaux mais ont un caractère transnational voire internationale. Ainsi, ce sont les ONG et l'ONU qui ont été parmi les plus grands soutiens de ces mouvements. La décennie 1995-2004 ainsi que la décennie 2005-2014 sont des Décennies internationales des populations Autochtones. La « Déclaration sur les droits des peuples autochtones » est adoptée par Assemblée Générale des Nations Unies en décembre 2007. Cette déclaration est une grande avancée pour les communautés indigènes<sup>209</sup>.

Un autre indice du caractère transnational de ces mouvements et de leurs revendications, à la fois variées et similaires, est l'importance du Ve centenaire de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique en 1992. Sa célébration en grande pompe par l'Espagne et les Etats d'Amérique latine est un catalyseur pour les mouvements indiens. Les communautés indiennes se révoltent contre la célébration de ce que leur peuple a vécu comme une catastrophe et a marqué le début du racisme dont elles pâtissent depuis. Le 12 octobre 1992, des manifestants de différentes régions de la

---

<sup>205</sup> RUDEL Christian, *Réveils amérindiens*, op. cit, p. 115.

<sup>206</sup> *Ibid*, p.144.

<sup>207</sup> *Ibid*, p. 179.

<sup>208</sup> MARQUES-PEREIRA Bérengère et GARIBAY David, *La politique en Amérique latine: histoires, institutions et citoyennetés*, Paris, A. Colin, 2011, (Collection U), p.292.

<sup>209</sup> *Ibid*, p. 293.



Bolivie encerclent le pouvoir. Celui-ci est perçu comme une continuation du pouvoir colonial<sup>210</sup>. Ce même jour, la CONAIE présente à nouveau ses revendications au gouvernement équatorien. Au Mexique, la statue de Diego de Mazariego, le conquistador local, est renversé par des milliers d'indigènes<sup>211</sup>.

Le Prix Nobel de la paix est d'ailleurs remis à Rigoberta Menchú en 1992, une Indienne guatémaltèque qui œuvre alors pour la réconciliation ethnoculturelle, le symbole est de taille. L'importance qu'a représenté la protestation contre le Ve centenaire de l'arrivée de Christophe Colomb montre que la blessure coloniale est encore vive parmi ces communautés, dont le soulèvement est favorisé par la réflexion sur des sujets tels que le colonialisme et le pluriculturalisme, qu'ils contribuent également à approfondir.

## 2) La pensée décoloniale : un courant de pensée fécond et influent en Amérique latine

Les études décoloniales prennent de l'importance en Amérique latine avec les travaux du sociologue péruvien Ánibal Quijano. Dans les années 1980, il désenterre le concept de décolonialité. Ce courant se développe notamment sous la forme du groupe Modernité/Colonialité, dans les années 1990. On y trouve un assemblage hétéroclite de penseurs en sciences sociales. Les principales figures de ce groupe sont Enrique Dussel, philosophe Mexicain, l'anthropologue Colombien Arturo Escobar, le sociologue péruvien Ánibal Quijano, et le sémiologue Walter Dignolo<sup>212</sup>. Nous essaierons de présenter succinctement les réflexions de ce groupe, en nous attardant particulièrement sur les analyses que W.Dignolo fait dans son livre *The Idea of Latin America*.

Les études décoloniales sont à distinguer des études postcoloniales. Celles-ci s'inspirent davantage d'une réflexion sur l'empire britannique, et critiquent notamment la dichotomie Occident/Orient, ainsi que le fait Edward Saïd, l'une des plus grandes figures de ce mouvement. Selon les penseurs décoloniaux, les postcoloniaux se fourvoient en déclarant que la modernité naît avec la révolution industrielle. C'est ce postulat qui les mène à simplifier la critique du colonialisme dans un schéma binaire Occident/Orient. La modernité ne débute pas avec la révolution industrielle, elle naît avec le phénomène colonial européen, qui commence pour eux en 1492<sup>213</sup>.

---

<sup>210</sup> *Ibid*, p. 282.

<sup>211</sup> RUDEL Christian, *Réveils amérindiens*, op. cit, p.131.

<sup>212</sup> MIGNOLO Walter, *La idea de América Latina: la herida colonial y la opción decolonial*, 1a. ed, Barcelona (España), Gedisa Editorial, 2007, (Biblioteca Iberoamericana de pensamiento), p. 11-30.

<sup>213</sup> PACHÓN SOTO Damián, « Nueva perspectiva filosófica en América Latina: el grupo Modernidad/Colonialidad\* »,

C'est le postulat fondamental de ce mouvement de pensée : la modernité est inintelligible sans sa face sombre, la colonialité. Ces deux concepts sont donc les deux faces d'une même médaille. Il y a une identité entre les deux ; la face dévoilée dépend de la perspective que l'on adopte. Les européens, avec la colonisation de l'Amérique, se retrouvent face à l'Autre, qu'ils vont dominer par la conquête. Au cours de ce processus de conquête, ils vont devoir penser l'Autre, se situer par rapport à lui. C'est à ce moment-là que s'institutionnalise le racisme dans la modernité. Il n'apparaît pas encore sous le vocable et la forme du racisme qui naît au XIXe siècle, mais la hiérarchisation entre humains et non/humains et la barbarie implantent la pensée et le système européen sur le territoire américain.

C'est un autre point fondamental pour la pensée décoloniale. Les Européens ont un système de pensée qui repose sur une logique de non-contradiction et de hiérarchie, dont l'affirmation au cours de la modernité conduira de plus en plus à opposer nature et culture et à voir la nature comme quelque chose qu'il faut dominer. La conquête impose ce schéma de pensée aux peuples originaires, dont les civilisations s'effondrent avec leurs conceptions épistémiques. La modernité, par *l'ego cartésien*, puis par la philosophie hégélienne, tend de plus en plus à considérer sa pensée comme universelle, une totalité à laquelle rien n'échappe<sup>214</sup>. Cette conception réduit à néant toute autre manière de penser.

Ce schéma se perpétue après les indépendances, car l'épistémologie et l'ontologie telles que conçues par les européens imprègnent les corps et les esprits des générations qui suivent. C'est notamment le cas des Criollos et des Métisses. Ceux-ci, du fait de leur plus grande proximité avec les Européens assimilent cette pensée. Ce sont eux qui construisent les Etats-Nations suite aux Indépendances. Du fait de la menace des Etats-Unis, ils reprendront l'idée, développée notamment par la France, d'une Amérique latine, qui s'oppose à une Amérique saxonne. Cette idée résulte de schémas de pensées et d'intérêts occidentaux selon les penseurs décoloniaux. Elle résulte notamment de leur incapacité à penser l'Amérique dans une autre perspective qu'eurocentrée. Ainsi, l'histoire de la colonisation est surtout centrée sur un dialogue entre deux territoires séparés, la métropole et la colonie, sans que l'on pense l'histoire-géographie de la colonie pour elle-même. L'idée d'Amérique latine est une construction qui sert des intérêts impérialistes, mais les sociétés, par l'intermédiaire des Criollos, l'ont intériorisée. L'histoire et la conception des indigènes, elle, est oubliée, annihilée. Elle ne subsiste que dans leur mémoire. Ceci, ainsi que le racisme qui s'imprime jusque dans le corps, constitue la « blessure coloniale », terme repris à Frantz Fanon.

On le voit, le point central pour les penseurs décoloniaux est épistémique, c'est une question de

---

dans *ciencia política*, n° 35, juin 2008, p. 8-35.

<sup>214</sup> *Ibid.*

pensée et de connaissance. C'est pour cela qu'ils distinguent colonialité, qui est une perspective sur le monde et colonialisme, qui correspond à des périodes et à des types de colonisation. Car la colonialité ne peut mourir tant que la modernité persiste. En cela, le néolibéralisme et le capitalisme contemporain ne sont que des nouvelles formes de colonialité et de modernité, qui s'imposent hors de l'occident. Ainsi, dans son ouvrage *The idea of Latin America*, Walter Mignolo affirme que la bataille centrale du XXI<sup>e</sup> siècle sera une bataille des idées<sup>215</sup>. Il porte le combat contre la modernité, qui est inséparable de la colonialité, sur une géopolitique de la connaissance. Cette géopolitique oppose la pensée européenne ou plutôt sa modernité expansionniste, et les autres modes de pensée. La difficulté de s'extraire de la modernité consiste en cela qu'elle s'est imposée par la force et qu'elle demeure véhiculée par une véritable hégémonie culturelle, notamment grâce au système-monde que le capitalisme a façonné. Walter Mignolo s'attarde momentanément sur la langue :

Le paradigme des damnés consiste en une diversité d'histoires structurées de manière hétérogène de ceux qui sont confrontés aux langues impériales et au poids de la civilisation impériale. Avec les langues impériales et le poids de la civilisation impériale associé à ces langues ; c'est-à-dire le paradigme de tous ceux qui sont confrontés à la blessure coloniale dans toutes ses manifestations<sup>216, 217</sup>.

Et Walter Mignolo de citer Frantz Fanon :

Les Noirs des Antilles seront d'autant plus blancs - c'est-à-dire plus proches de l'homme - qu'ils maîtriseront mieux le français [...]. Tous les peuples colonisés, c'est-à-dire ceux dont l'esprit supporte le complexe d'infériorité qui découle de l'ignorance de la langue française [...]. Complexe d'infériorité qui naît du fait que leur originalité culturelle est morte et enterrée - font face à la mort et à l'enterrement - se confrontent à la langue de la nation civilisatrice<sup>218</sup>.

On imagine que suite à un tel discours, la politique linguistique panhispanique ne soit pas du goût du lecteur.

La pensée européenne n'est pas critiquée en elle-même, c'est sa forme moderne et coloniale et son caractère expansionniste et totalitaire qui le sont. Le groupe modernité/colonialité appelle de ses vœux des sociétés pluriculturelles. Il ne faut pas confondre, selon eux, multiculturel et pluriculturel. En effet, multiculturel est le caractère d'une société qui accepte différentes cultures mais les distingue par des parois étanches. Le groupe modernité/colonialité souhaite qu'il y ait un dialogue entre les différentes cultures, qu'elles s'acceptent et se respectent et que par ce dialogue émerge une société pluriculturelle. Dans cette perspective, Walter Mignolo loue les « caracoles » des zapatistes

---

<sup>215</sup> MIGNOLO Walter, *La idea de América Latina*, op. cit, p.122.

<sup>216</sup> *Ibid*, p. 128.

<sup>217</sup> « El paradigma de los *damnés* consiste en una diversidad de historias de estructura heterogénea de quienes deben lidiar con las lenguas imperiales y con el peso de la civilización imperial asociada a esas lenguas; es decir, el paradigma de todos los que se enfrentan a la herida colonial en todas sus manifestaciones. »

<sup>218</sup> *Ibid*, p. 129.

comme des instances de réflexion autre, des instances de décolonialité. Il soutient les mouvements indigénistes et l'émancipation politique mais surtout épistémique qu'ils mettent en œuvre. En effet, les « caracoles » ne sont pas gérés selon la pensée hiérarchique moderne, par exemple. Le groupe modernité/colonialité appelle souvent à retrouver ce qu'ils nomment « lo propio », qu'on pourrait traduire maladroitement par « le propre/ce qui est à soi ». C'est une révolution dans la pensée des sociétés latino-américaines que cela implique, car elles sont façonnées par l'épistémè européenne. Cette révolution commence par rejeter l'idée d'Amérique latine, qui n'est pas « propre ». Il faut opérer une déconstruction de cette identité « latino » que les élites Criollos ont assumée. La dénomination *Abia Yala* serait par exemple plus « propre ».

Ce sont des courants philosophiques, qui sont incarnés différemment dans les mouvements sociaux, mais ils témoignent d'une pensée qui remet en question l'identité de l'Amérique latine telle qu'elle est portée aujourd'hui. Il convient de préciser que ce courant de pensée ne se situe pas en opposition à l'Espagne, qui n'est pas vilipendée. C'est l'*ethos* européen, la manière dont il est né sur le dos d'autres populations et son imposition aux autres peuples, qui est critiqué. Cependant, de telles réflexions font porter indirectement un poids plus lourd sur l'Espagne, qui est le premier pays auquel est associé la colonisation de l'Amérique latine. En cela, ces réflexions peuvent cristalliser des discours et des actions politiques.

### 3) L'influence politique de ces mouvements

Ces mouvements n'ont pas de visées antiespagnoles. La plus grande critique est adressée aux Etats-Unis et au modèle néo-libéral véhiculé par le consensus de Washington, qui a eu une forte empreinte sur l'Amérique latine. Malgré tout, les critiques du passé colonial et de l'héritage toujours lourds dans les sociétés et les Etats latino-américains peut conduire à des critiques de l'Espagne et de son histoire.

Les protestations indigènes contre les célébrations du Ve centenaire en 1992 sont à cet égard révélatrices. L'influence politique des communautés indigènes, ainsi que la pensée décoloniale peuvent inciter certains dirigeants populistes à mener des discours ou des actions plus ou moins démagogiques. Il ne faut pas voir de la démagogie partout car ces discours ou ces actions peuvent provenir d'une vraie conviction, on pense par exemple à Evo Morales ; mais comme nous le verrons, la démagogie garde une large place dans les discours critiquant l'Espagne.

Il convient tout d'abord de se pencher sur les actions symboliques, qui visent à remettre en cause une lecture « latino » ou hispanique de l'Amérique. Celles-ci concernent tout d'abord la date

hautement symbolique et polémique de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique. La découverte de l'Amérique latine, qui en est une mais du point de du vieux monde, est contestée avec véhémence par les Indiens et le mouvement décolonial, sous prétexte que le continent était déjà habité. Dans ce contexte, la dénomination d'un tel jour, qui continue à être considéré par l'Etat Espagnol et d'autres en Amérique latine comme le jour de la découverte, avec les connotations positives que cela comporte et qui nuancent les déboires de la colonisation, est source de tensions. Certains Etats ont renommé cette journée, qui est fêtée dans une autre perspective. Depuis 2003, sous l'impulsion d'Hugo Chavez, le 12 octobre est fêtée la « journée de la résistance indigène » au Venezuela. En 2011 c'est la dénomination « jour de la décolonisation dans l'Etat plurinational bolivien » qui est lancée par Evo Morales. On remarque les connotations résistantes de ces dénominations, qui s'opposent à la vision hispanique. C'est une réappropriation symbolique de la colonisation qui est réalisée par de tels actes.

Un autre aspect symbolique est celui de la statuaire. On a vu comment les statues des acteurs de la colonisation ont été la cible des mouvements indigènes en 1992. De tels actes se répètent au cours du XXI<sup>e</sup> siècle, notamment lors d'épisodes au cours desquels se cristallisent la blessure du racisme. Cela s'est notamment remarqué en 2020, avec la « guerre des statues », déclenchée par l'émotion mondiale qu'avaient causé les circonstances de la mort de Georges Floyd. Le 12 octobre 2020, la statue de Christophe Colomb de la capitale Bolivienne est retrouvée avec des peintures. De mai à septembre 2020, des groupes d'indigènes ont déboulonné trois statues de figures liées à la colonisation en Colombie. En 2019, dans le cadre des revendications sociales, une soixantaine de statues sont endommagées pour leurs liens avec la colonisation<sup>219</sup>.

Les statues ne sont pas mises en péril par les seuls mouvements populaires, les politiciens prennent la vague et annoncent eux-mêmes des mesures pour enlever certaines de ces statues, qui politisent l'espace public d'une manière jugée archaïque et offensante<sup>220</sup>. Ainsi, une statue de Christophe Colomb à Mexico est retirée par les autorités municipales, pour être remplacée quelques mois plus tard par celle d'une femme indigène. En Argentine, en 2013, la statue de Christophe Colomb encore une fois, qui était placée derrière le palais présidentiel, est également retirée. La mémoire historique ne fut pas convoquée pour justifier cet acte, qui fut polémique en Argentine au demeurant, mais la statue fut remplacée par celle d'une figure de l'indépendance argentine, et replacée dans un lieu moins politique et symbolique. Le 12 octobre 2004, jour de la « résistance indigène », une statue de

---

<sup>219</sup> « Cristóbal Colón: ¿por qué removieron las estatuas del navegante europeo en Latinoamérica? », dans *La República*, 8 septembre 2021, [En ligne], <<https://larepublica.pe/mundo/2021/09/07/cristobal-colon-por-que-derribararon-estatuas-del-navegante-espanol-en-latinoamerica-atmp>>.

<sup>220</sup> « ¿Qué ha sido de las estatuas de Cristóbal Colón en América Latina y Estados Unidos? », dans *CNN Español*, 7 septembre 2022, [En ligne], <<https://cnnespanol.cnn.com/2022/09/07/que-ha-sido-de-las-estatuas-de-cristobal-colon-en-america-latina/>>.

Colomb est détruite sous les cris de « génocidaire »<sup>221</sup>.

"Christophe Colomb a été le chef d'une invasion qui a donné lieu non pas à un massacre, mais à un génocide. Six millions d'aborigènes vivaient sur cette terre, 200 ans plus tard il en restait trois millions. Qu'est-ce que c'était ? Un génocide", a-t-il expliqué. La statue représentait Christophe Colomb pointant vers l'avant, une réplique du moment où il a aperçu la terre américaine. "Comment Christophe Colomb peut-il nous indiquer le bon cap ? Il faut y mettre un Indien", a déclaré M. Chavez<sup>222</sup>.

Ainsi, les autorités politiques peuvent faire des actions plus agressives envers l'Espagne et la mémoire de la colonisation. En 2019, le président mexicain Andrés Manuel López Obrador (AMLO) crée la polémique en envoyant au pape et au roi d'Espagne une lettre leur exigeant de demander pardon pour la colonisation et ses effets sur les populations indiennes. De tels actes sont souvent démagogiques ; il s'agit de renforcer sa popularité par ces coups de poing momentanés, mais la réalité n'est pas toujours celle d'une meilleure prise en compte par l'Etat des populations indiennes. Ce fait fut notamment reproché par les zapatistes au président mexicain, qui lui exigèrent de redresser d'abord les torts de son propre Etat et critiquèrent une manœuvre démagogique<sup>223</sup>.

Il faut en outre remettre ces poussées qui travaillent sur la mémoire historique et sur la relation avec l'Espagne dans un contexte économique particulier. En effet, les investissements espagnols en Amérique latine ont une grande place dans la diffusion d'un sentiment antiespagnol dans certaines franges de la population. Comme nous le verrons, les investissements espagnols en Amérique latine se multiplient au cours de la « décennie dorée » de 1990 et du début des années 2000. L'Espagne est le deuxième investisseur étranger en Amérique latine, juste derrière les Etats-Unis. De 1993 à 2000, l'investissement en Amérique latine représente 61% des investissements totaux de l'Espagne<sup>224</sup>.

Ce qu'il faut surtout remarquer, c'est que nombre de ces investissements sont réalisés dans des secteurs stratégiques tels que le secteur de l'énergie par des entreprises telles que Repsol ou Iberdrola, les télécommunications, notamment par Telefónica, et la finance (BBVA et Banco Santander). Ces flux croissants ne passent pas inaperçus en Amérique latine. Les entrepreneurs espagnols sont parfois désignés comme les « nouveaux conquistadors ». Cette désignation provient

---

<sup>221</sup> « El día que Chávez lo culpó de genocida », dans *La Nación*, Argentine, 9 juin 2013, [En ligne], <<https://www.lanacion.com.ar/buenos-aires/el-dia-que-chavez-lo-culpo-de-genocida-nid1590042/>>.

<sup>222</sup> "Cristóbal Colón fue el jefe de una invasión que produjo, no una matanza, sino un genocidio. Noventa millones de aborígenes vivían en esta tierra, 200 años después quedaban tres millones. ¿Qué fue eso? Un genocidio", describió. La estatua representaba a Colón señalando hacia adelante, una réplica del momento en que avistó tierra americana. "Estaba ahí, señalando el rumbo. ¿Cómo nos va a señalar el rumbo Cristóbal Colón? Ahí hay que poner un indio", indicó Chavez

<sup>223</sup> KOURLIANDSKI Jean-Jacques, *Mexique : reconquérir la souveraineté perdue... en Espagne ?*, IRIS, 4 octobre 2021, [En ligne], <[https://www.iris-france.org/161163-mexique-reconquerir-la-souverainete-perdue-en-espagne/#\\_ftnref1](https://www.iris-france.org/161163-mexique-reconquerir-la-souverainete-perdue-en-espagne/#_ftnref1)>.

<sup>224</sup> GONZÁLEZ SARRO Iván et PÉREZ HERRERO Pedro, « Tres décadas de relaciones entre América Latina y España (1990-2020): Síntesis de las fortalezas y debilidades generadas. Propuestas de acción a futuro », dans *Araucaria*, n° 47, 2021, p. 529-560.

d'un livre écrit en 2000 par deux journalistes argentins, qui entache l'image de l'Espagne et de ses entreprises<sup>225</sup>, les descriptions triomphales de certains journaux espagnols n'aidant pas à oublier le passé colonial.

Ces secteurs sont stratégiques, il est donc particulièrement intéressant pour l'Etat de les contrôler. Au cours des années 2000 puis surtout 2010, un certain nombre d'Etats Latino-Américains cherchent à les nationaliser. Cela se fait dans un contexte de crise économique ; l'Argentine subit une très forte crise au début des années 2000, et la fin du supercycle des matières premières qui avait eu lieu de 2004 à 2013<sup>226</sup>, tiré par la Chine et qui avait profité à l'Amérique latine, déclenche également des crises économiques et sociales. C'est le cas par exemple de l'Argentine, qui cherche à exproprier Repsol de 51% de ses actions dans sa filiale argentine YPF en 2012<sup>227</sup>. La Bolivie nationalise en 2006 la production d'hydrocarbures. Le président AMLO souhaite faire de même avec la filiale de Repsol YPF au Mexique, dans le cadre de la 4<sup>e</sup> transformation qu'il souhaite faire pour son pays afin qu'il retrouve sa souveraineté nationale. A chaque fois, c'est davantage la souveraineté nationale que l'aspect colonial qui est invoqué. Néanmoins, invoquer la souveraineté nationale vis-à-vis de l'Espagne ne manque pas de réactiver la mémoire de l'indépendance ou celle de la colonisation. Cela peut donc créer un sentiment antiespagnol qui peut être approprié par différentes mémoires, que ce soit celle « latino » ou celle « indigène ». Ces manœuvres permettent aux dirigeants de mobiliser le sentiment national pour minimiser les problématiques qui ont lieu dans la politique interne. Les relations économiques sont ambivalentes car la défense des intérêts espagnols peut facilement être taxée de paternalisme néocolonial.

Certains dirigeants latino-américains ont en effet directement accusé l'Espagne de telles pratiques dans le cadre des relations diplomatiques et internationales. L'exemple le plus marquant a lieu lors du sommet ibéro-américain des chefs d'Etat et de gouvernement de 2007. Le président Chavez ne cesse d'interrompre le président espagnol Zapatero, qui demande du respect, car Hugo Chavez a traité son prédécesseur, José María Aznar, de « fasciste ». Face à ces interruptions, le roi d'Espagne Juan Carlos l'invective brutalement : « mais pourquoi tu ne te tais pas ? ». Cette altercation permet à Hugo Chavez de condamner un comportement paternaliste et néocolonial de la part de l'Espagne.

---

<sup>225</sup> CECCHINI Daniel et ZICOLILLO Jorge, *Los nuevos conquistadores: el papel del gobierno y las empresas españolas en el expolio de Argentina*, Madrid, Foca, 2002, (Foca investigación, 23).

<sup>226</sup> VENTURA Christophe, *L'éveil d'un continent: géopolitique de l'Amérique latine et de la Caraïbe*, Paris, Armand Colin, 2014, (Comprendre le monde), p. 19.

<sup>227</sup> SANAHUJA José Antonio, « España, América Latina y Cuba tras el periodo Rajoy: Balance y perspectivas de la política exterior », dans, SERBIN Andrés (éd.), *¿Fin de ciclo y reconfiguración regional? América Latina y las relaciones entre Cuba y los Estados Unidos*, Ciudad Autónoma de Buenos Aires, CRIES Coordinadora Regional de Investigaciones Económicas y Sociales, 2016, (Anuario de la integración regional de América Latina y el Caribe, 2016, Edición especial), p. 235-273.

Le Nicaragua, lors de la même session, développera des thèses similaires<sup>228</sup>.

l'Alliance Bolivarienne pour les Amériques (ALBA), - organisation d'intégration politique impulsée par le Venezuela en 2004 pour trouver des alternatives au modèle de développement occidental -, notamment se fait l'écho de ces critiques envers l'Espagne dans leurs relations bilatérales et notamment lors des sommets ibéro-américains. Outre l'altercation de 2007, les pays de l'ALBA montrent un fort désintérêt pour les sommets ibéro-américains. Aucun des pays de cette organisation, à l'exception de l'Equateur, n'assiste au sommet de 2010<sup>229</sup>. L'Equateur présente cependant des revendications qui révèlent une concertation entre les pays membres. Ces coups d'éclat internationaux sont encore une fois un moyen de mettre en avant le dirigeant et son effort de défense du peuple.

Les Etats de l'ALBA, par les dirigeants à leur tête ou la plus grande influence des populations indigènes sont les plus revendicatifs, mais on a vu que la dynamique n'est pas exclusive de ces Etats. Ce qu'il faut garder de ce passage sur les courants indigénistes en Amérique latine et leurs influences politiques et sociales, c'est qu'ils ont un impact sur l'identité latino-américaine et par conséquent sur l'Ibéro-Amérique et donc sa relation avec l'Espagne. En effet, quoique le terme Amérique latine soit contesté par l'Espagne, c'est le caractère latin de l'Amérique qui justifie le patrimoine culturel commun qui fonde l'Ibéro-Amérique. Vouloir déconstruire et critiquer celui-ci revient à questionner l'Ibéro-Amérique au passage, de manière indirecte.

Les coups d'éclats ou les manœuvres politiques qui s'inscrivent dans ce cadre nous semblent moins importants que les « forces profondes » (Renouvin) en mouvement au sujet des identités en Amérique latine. Cependant, ils renforcent celles-ci et font partie des difficultés auxquelles fait face l'Ibéro-Amérique au XXI<sup>e</sup> siècle.

## **II) L'Ibéro-Amérique, un espace politique en perte de vitesse**

### **1) Une communauté essentiellement impulsée par l'Espagne**

Ainsi qu'on l'a vu au cours de la première partie, l'Ibéro-Amérique est d'abord pensée par et pour l'Espagne, bien qu'elle trouve des échos en Amérique latine. Les réticences initiales de bien des gouvernements latino-américains à rejoindre les sommets Ibéro-américains ont été adoucies par le fait que le premier de ces sommets ait été proposé et organisé par le Mexique, et que le Brésil en ait annoncé un autre pour 1993 dans la foulée. L'Espagne était moins susceptible de paternalisme dans ce cadre, et « l'hyperpuissance » des Etats-Unis avec l'effondrement visible de l'URSS fut un autre

---

<sup>228</sup> ARENAL Celestino del, *Política exterior de España y relaciones con América Latina*, op. cit, p.511.

<sup>229</sup> *Ibid*, p.515.



argument convaincant. Nous ferons ici un bref panorama de la politique ibéro-américaine de l'Espagne. Cette présentation est schématique, car un tel sujet mériterait à lui seul un mémoire, mais elle vise avant tout à mettre en lumière cette asymétrie.

Cette asymétrie se matérialise aussi dans les orientations données à l'agenda ibéro-américain. Cela s'est notamment matérialisé par la politique d'Aznar, peu avant la période que nous étudions. L'évidence et la force de cette prééminence sont telles que le spécialiste Celestino del Arenal désigne la politique ibéro-américaine du président espagnol comme un « leadership hégémonique »<sup>230</sup>. Selon les périodes, celui-ci fut successivement multilatéral puis unilatéral. Ce qui nous intéresse ici, c'est que la puissance de l'Espagne alors ascendante et le volontarisme d'Aznar sont ce qui a permis à celui-ci d'imposer en 2004 la réforme qui a donné naissance à la SEGIB en 2005, malgré les réticences de certains gouvernements latino-américains<sup>231</sup>. Malgré tout, cette réforme est passée, mais cela constitue un symptôme douloureux pour la plupart des gouvernements d'Amérique latine.

La présidence de Zapatero (2004-2012) est mieux vue par les dirigeants de gauche latino-américains pour sa proximité politique. Surtout, son autonomisation des Etats-Unis et son retrait des troupes espagnoles d'Irak, après le suivisme d'Aznar, améliore grandement son prestige en Amérique latine. Sa politique ibéro-américaine est plus consensuelle, sous la forme d'un « leadership partagé ». Mais la réalité reste celle d'une organisation essentiellement voulue et façonnée par l'Espagne. De fait, la croissance des intérêts espagnols en Amérique latine impacte la politique ibéro-américaine de Zapatero. Celui-ci est confronté à un certain nombre de contradictions par la défense d'intérêts qui peuvent mettre à mal les valeurs proclamées comme étant le fondement de la CIN. Par la suite, la politique ibéro-américaine de Zapatero sera moins ambitieuse car l'agenda politique interne prend le pas sur la politique ibéro-américaine. Ce sera notamment le cas après 2008. En 2010, pour la première fois un chef de gouvernement espagnol n'est pas présent au sommet ibéro-américain des chefs d'Etat et de gouvernement ; seul le roi représente l'Espagne, car Zapatero est en réunion de crise pour les problèmes économiques de l'Espagne.

Cette même crise, qui frappe durement le royaume ibérique, pousse le gouvernement de Rajoy à réduire drastiquement les ambitions de Madrid en Ibéro-Amérique<sup>232</sup>. L'Espagne se désengage de l'Ibéro-Amérique pour recentrer sa politique extérieure sur l'Union Européenne, avec laquelle il doit négocier pour les difficultés économiques du pays. Les sommets ibéro-américains sont presque considérés comme un poids pour son administration car sans politique espagnole pour dynamiser

---

<sup>230</sup> *Ibid.*

<sup>231</sup> ARENAL Celestino del, SANAHUJA José Antonio et PACHANO Simón (éd.), *América latina y los bicentenarios: una agenda de futuro*, Madrid, Fundación Carolina : Siglo XXI de España Editores, 2010, p. 569.

<sup>232</sup> KOURLIANDSKY Jean-Jacques, « L'érosion d'une influence : le cas des relations entre l'Espagne et l'Amérique latine », dans *Revue internationale et stratégique*, vol. 98, n° 2, 2015, p. 26.

ces sommets, ils deviennent surtout une vitrine pour les gouvernements néo-populistes d'Amérique latine, leurs déclarations fougueuses et leurs critiques des entreprises espagnoles. De ce fait, le gouvernement essaye de faire passer une réforme de la SEGIB. Les sommets ne sont plus annuels mais biennuels. Le gouvernement de Pedro Sanchez, qui profite de l'amélioration économique de l'Espagne et veut réengager l'Espagne sur la scène internationale s'implique davantage en Amérique latine et sur la scène ibéro-américaine. Il joue avant tout sur le traditionnel rôle d'Espagne comme pont entre l'Amérique latine et l'UE<sup>233</sup>.

Cette esquisse montre bien différentes matérialisations de l'asymétrie des relations au sein de la CIN. D'une part, on voit que les différentes réformes de la SEGIB sont impulsées voire, dans une certaine mesure, forcées par l'Espagne. Par ailleurs, lorsque l'Espagne s'engage moins en Ibéro-Amérique, le travail de la SEGIB et la dynamique ibéro-américaine s'essoufflent. Les interlocuteurs Ibéro-américains de l'Espagne sont plutôt passifs, quoique leur implication varie selon la chronologie. L'Ibéro-Amérique se retrouve en quelque sorte orpheline, car les autres gouvernements n'ont pas tant d'intérêts à y porter. En effet, ils peuvent mener une politique régionale par eux-mêmes. L'Ibéro-Amérique, ou plutôt son dynamisme, sont en quelque sorte portés par les efforts espagnols ; elle dépend de la politique extérieure et intérieure de l'Espagne.

En effet, c'est surtout l'Espagne qui a intérêt à ce que l'Ibéro-Amérique se matérialise sous une autre forme qu'une simple réunion au sommet. La prépondérance espagnole décourage l'implication des autres Etats. D'une part, car elle ne met pas en place des relations sur un pied d'égalité, ainsi qu'il en était d'abord question, d'autre part cela évite à ces gouvernements qui n'ont pas les mêmes moyens de trop investir dans cette communauté puisque le royaume ibérique le fait déjà. En effet, la seule part espagnole du financement de la SEGIB signifie la disproportion et l'asymétrie de l'implication espagnole dans ce projet, qui apporte 60% du budget<sup>234</sup>. Il n'est pas non plus anodin que le siège de la SEGIB soit situé à Madrid.

Cette asymétrie est donc problématique car elle fausse partiellement la représentativité de cette organisation de la réalité ibéro-américaine. Cela favorise un désintérêt chez la plupart de ses membres. Ainsi, l'intérêt des Etats latinoaméricains pour l'Ibéro-Amérique n'est qu'indirect : il dépend de leur intérêt à ce que l'Espagne s'implique dans la région. Cette réalité mène la plupart des spécialistes du Real Instituto Elcano à conseiller leurs gouvernements de « désespagnoliser » l'Ibéro-Amérique<sup>235</sup>. En effet, ceci rend la critique des gouvernements néo-populistes plus facile.

---

<sup>233</sup> KOURLIANDSKI Jean-Jacques, *Alternance à Madrid : vers un retour de l'Espagne en Amérique latine ?*, IRIS, 24 janvier 2020, [En ligne], <<https://www.iris-france.org/143886-alternance-a-madrid-vers-un-retour-de-lespagne-en-amerique-latine%e2%80%89/>>.

<sup>234</sup> GOMES Nancy Elena Ferreira, « España y Portugal en el espacio iberoamericano: coincidencia en las prioridades de política externa », dans *Real Instituto Elcano*, 2017.

<sup>235</sup> MALAMUD Carlos, « España entre América Latina e Iberoamérica », *art. cit.*

L'importance de l'Espagne pour insuffler une dynamique à la communauté ibéro-américaine est l'une des failles principales de cette dernière. Outre le désintérêt que cela implique, cela peut porter les Etats à voir l'Espagne comme un compétiteur régional. C'est le cas du Brésil, qui monte en puissance à la fin des années 2000. Dans ce contexte, Brasilia cherche à assumer le leadership de la région. Il propose par exemple en 2008 la création de l'UNASUR, un forum politique sud-américain ; l'Espagne n'est évidemment pas comprise dans ses membres.

## **2)La division croissante en Amérique latine, fossoyeuse de cohésion régionale**

La question de l'intégration et de la fragmentation ibéro-américaine témoignent du fait que la volonté ibéro-américaine de l'Espagne butte sur des limites structurantes en Amérique latine. Ainsi que l'a montré l'exemple des paradoxes qu'entraîne le rapprochement que l'Espagne veut effectuer entre l'Amérique latine et l'UE, les dynamiques d'intégration et de fragmentation peuvent porter des résultats qui semblent contradictoires. En effet, dans la période sur laquelle porte notre étude, l'intégration comme la fragmentation régionale impactent négativement l'Ibéro-Amérique.

Le processus d'intégrations latino-américaine semble s'affirmer dans les années 1990, dans un contexte international qui converge vers les intégrations régionales. Ainsi, en 1991 est créé le Mercosur, et un groupe informel de discussion régional se forme aussi : le groupe de Rio. L'intégration européenne est un modèle pour l'Amérique Latine, récemment sortie d'une période de dictatures et qui y voit un exemple de développement et de démocratie. L'Espagne est d'ailleurs une figure exemplaire en cela, par son modèle de transition démocratique et sa croissance économique rapide suite à la mort de Franco. Dans les années 2000, le processus d'intégration se poursuit, avec la création d'autres groupes.

En 2004, ainsi que nous l'avons vu, est créée l'ALBA. En 2008 est créée l'UNASUR, qui réunit tous les Etats d'Amérique du Sud. Le statut de l'UNASUR entre en vigueur. Cette organisation internationale est inspirée par l'intégration européenne. La formation d'une telle organisation témoigne des ambitions intégratrices en Amérique du Sud, bien que celle-ci soit surtout souhaitée par le Brésil pour affirmer son hégémonie en Amérique du Sud. La Communauté d'Etats Latino-américains et caribéens (CELAC), qui regroupe les 33 Etats de cette aire géographique est créée en 2010. La même année est créée la fondation UE-ALC, pour favoriser les relations entre les deux régions. Cette fondation permet d'institutionnaliser la volonté de rapprochement entre l'UE et les Etats d'Amérique latine et des Caraïbes, qui organisent des sommets tous les deux ou trois ans

depuis 1999<sup>236</sup>. Ces processus d'intégration ne sont pas favorables à la CIN. En effet, ces instances régionales d'intégration sont plus pertinentes à l'échelle de l'Amérique Latine car elles présentent une plus grande cohérence de par l'absence d'Etats ibériques. Quoiqu'il en soit, les sommets et les accords entre ALC et UE patinent depuis 2010. Ils sont bloqués depuis 2015, date du dernier sommet UE-ALC. En effet, des sujets tels qu'un accord avec le Mercosur sont bloqués, et la division du sous-continent américain, sans compter celle de l'UE, rend ces négociations illusoires. L'Amérique latine s'enfonce en effet dans une période de divisions politiques.

En 2011 est créée l'Alliance du Pacifique, union douanière et commerciale entre le Mexique, le Pérou, la Colombie et le Chili. Cette alliance vise à faire contrepoids au Mercosur. Par ailleurs, le modèle économique des Etats qui l'intègrent est libéral. En cela, l'alliance se présente comme un modèle opposé à celui de l'ALBA. L'Alliance Pacifique est un bon exemple de la mesure dans laquelle ces différentes intégrations régionales portent en réalité préjudice à une intégration globale de l'Amérique latine. Ces intégrations se réalisent sur fond de compétition régionale, notamment celle entre le Mexique et le Brésil. Outre ces questions de rapport de force, ces intégrations disparates sont surtout problématiques par leur caractère idéologique. En effet, une des dynamiques les plus marquantes en Amérique latine est celle de la polarisation politique, que ce soit dans la sphère interne aux Etats ou externe.

Le Honduras et la tentative de coup d'Etat qu'il subira en 2009 est un bon exemple de la division politique en Amérique latine et ses effets dans les instances de gouvernance régionales, en l'occurrence la CIN. En juin 2009, un coup d'Etat renverse le président Manuel Zelaya. Des élections sont organisées en novembre, qui donnent une large victoire à Porfirio Lobo. Le coup d'Etat ainsi que les élections douteuses sont contestées par la communauté internationale. En Amérique latine, les gouvernements de gauche contestent les élections, qui ont lieu alors que se déroule le sommet ibéro-américain des chefs d'Etat et de gouvernement. Le rejet de ces élections pendant le sommet par les Etats de l'ALBA ainsi que par le Brésil fait tache en montrant des blocs divisés dans la communauté<sup>237</sup>.

Ceci se vérifiera lors XXe sommet à Mar de Plata (Argentine) en 2010. Le Honduras n'est pas invité par la présidente Cristina Fernandez de Kirchner, avec le soutien du Brésil et des pays de l'ALBA. C'est une première pour une communauté qui se démarquait par la non-exclusion de ses membres pour motifs politiques, ainsi que le montrait l'acceptation de Cuba, qui donnait justement à ces sommets un relief particulier. La division latino-américaine, cristallisée par la crise du

---

<sup>236</sup> COUFFIGNAL Georges, « Les relations Union Européenne – Amérique latine : simple routine ou prolégomènes d'une politique étrangère européenne ? », dans *Amérique Latine 2010. Une Amérique latine toujours plus diverse.*, 2010, p. 99-112.

<sup>237</sup> ARENAL Celestino del, *Politica exterior de España y relaciones con América Latina*, op. cit, p. 498-500.

Honduras fragilise la CIN. Mais la portée de ce phénomène ne se limite pas à la seule communauté ibéro-américaine. C'est tout le processus d'intégration qui est remis en cause dans les années 2010. Un processus inverse de fragmentation s'affirme. L'opposition de blocs politiques est matérialisée par ces intégrations sous-régionales que nous avons citées. Elles renforcent l'hétérogénéité de l'Amérique latine. Surtout, elles impriment une dimension excluante à l'intégration qui se fait dans les années 2010. Le Honduras l'avait déjà montré ; ce phénomène se confirme par la suite. C'est ce que montre le groupe de Lima. Ce groupe se forme en 2019 contre le Venezuela. Les Etats libéraux critiquaient souvent l'UNASUR, qui soulevait des réticences par sa possible instrumentalisation de la part du Brésil pour installer l'hégémonie dans la région. Les critiques se concentraient surtout sur le caractère chaviste d'une telle institution.

Les Etats d'Amérique du Sud du Groupe de Lima<sup>238</sup> quittent l'UNASUR pour créer une instance plus faible le 22 mars 2019, le Forum pour le progrès en Amérique du Sud (PROSUR). Ce forum n'a pas vraiment un caractère institutionnel. Il s'agit plutôt d'un groupe informel. Etant construit sur la base d'un antagonisme avec les gouvernements dits « bolivariens », le groupe n'a pas de projet qui permette de parvenir à des accords sur des sujets sensibles<sup>239</sup>. Ainsi, la question des réfugiés vénézuéliens a fait l'objet d'un travail pour tenter de trouver un mécanisme régional pour y répondre, mais qui n'est pas parvenu à se concrétiser. Il semble que la région soit en panne d'intégration et qu'elle s'enfonce toujours plus dans la fragmentation et dans la polarisation<sup>240</sup>. Tout ceci fragilise la coopération et la concorde au sein de l'Amérique latine. Par conséquent, la communauté Ibéro-Américaine en est affectée. Cela d'autant plus que les sommets de chefs d'Etat et de gouvernement sont souvent considérés comme une tribune au cours de laquelle le représentant de la nation proclame sa vision du monde et de l'Amérique latine. Les discours peuvent donc se percuter. Malgré tout, les sommets ibéro-américains se réunissent toujours de manière biannuelle depuis 2012. Bien que son dynamisme soit éteint, sa continuité contraste avec le blocage dont pâtit l'intégration latino-américaine et ses instances de gouvernance. C'est une victoire pour la CIN. On peut se demander cependant si plus qu'un signe de vigueur ceci n'est pas le symptôme de réunions dont la portée politique est sinon insignifiante du moins peu importante.

---

<sup>238</sup> Ce groupe est constitué par ces Etats : Argentine, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Sainte-Lucie, Bolivie, Haïti

<sup>239</sup> SANAHUJA José Antonio, « La crisis de la integración y el regionalismo en América Latina: giro liberal-conservador y contestación normativa », dans *Ascenso del nacionalismo y el autoritarismo en el sistema internacional Anuario 2018-2019*, Mexico, 2019, p. 107-127.

<sup>240</sup> *Ibid.*

### 3) Un syndrome du *cumbrismo*?

Lorsqu'on se penche sur la CIN, on a en effet l'impression qu'elle n'a pas de résultats majeurs. Ses sommets sont avant tout rhétoriques. Il s'agit de mettre en avant la communauté et les raisons pour lesquelles elle existe, telles que la culture et l'histoire partagée<sup>241</sup>. Cette dimension rhétorique ne permet plus d'approfondir l'institutionnalisation de la CIN, et elle la rend d'autant plus vulnérable aux déclarations néo-populistes et aux divisions de l'Amérique latine. Le peu d'enjeux que portent les sommets ont d'ailleurs par eux-mêmes contribué à un désintérêt croissant de la part des gouvernements latino-américains, en dehors des facteurs que nous avons développés ultérieurement. Dès la deuxième moitié des années 1990, un certain nombre d'Etats s'impliquent peu voire sont absents<sup>242</sup>.

Ces absences se sont systématisées à partir de la deuxième moitié des années 2000, notamment du fait de l'action et de la concertation des Etats formant l'ALBA, ainsi que nous l'avons vu. Aux absences politisées ont succédé également celles de chefs d'Etat qui préfèrent déléguer la représentation de leur pays à un de leurs ministres. Cela est un signe politique fort et témoigne du peu d'intérêt accordé à la CIN et de la moindre crédibilité qui lui est accordée quant à son importance politique. En 2012, lors du sommet d'Asunción, douze chefs d'Etat étaient absents<sup>243</sup>.

C'est surtout la réforme de 2013 qui montre la baisse de l'importance accordée à ces sommets. D'annuels, ils deviennent biannuels. C'est dire si leur tenue était considérée comme peu utile voire comme un poids. Malgré ces défauts, les sommets se tiennent. A ce sujet, certains spécialistes ont parlé de *cumbrismo*, de culte du sommet excessif<sup>244</sup>. Ce n'est pas un phénomène propre à l'Ibéro-Amérique, car les relations Internationales et la gouvernance telle qu'elle s'est mise en place avec la mondialisation ont multiplié les diverses instances de gouvernance et les sommets qui vont avec<sup>245</sup>. Dans un tel contexte, un certain nombre de sommets sont vides et n'existent que par leur propre rhétorique, sorte de « sommets théodules », pour reprendre, en l'adaptant, l'expression de Charles de Gaulle. L'Ibéro-Amérique montre le risque d'un tel phénomène.

Il y a une forme de dépendance au sentier rhétorique. Il est vrai cependant que ce manque de dynamisme est lié à la structure même de la CIN. En effet, la CIN manque non seulement de

---

<sup>241</sup> RIBAS Mélanie, *Hispanité, hispanophonie. Etude de la rhétorique des discours et de l'agir*, op. cit., p.124-137.

<sup>242</sup> ARENAL Celestino del et al. (éd.), « Las cumbres iberoamericanas, el nuevo escenario global y la conmemoración de los bicentenarios », art. cit.

<sup>243</sup> KOURLIANDSKY Jean-Jacques, « L'érosion d'une influence », art. cit.

<sup>244</sup> MAIHOLD Günther, « En busca de sentido para el proceso iberoamericano Entre el ocaso y la reforma », dans *Nueva sociedad*, n° 250, 2014.

<sup>245</sup> DUNN David H., « How Useful is Summitry? », dans, DUNN David H. (éd.), *Diplomacy at the Highest Level*, London, Palgrave Macmillan UK, 1996, p. 247-268, [En ligne], <[http://link.springer.com/10.1007/978-1-349-24915-2\\_15](http://link.springer.com/10.1007/978-1-349-24915-2_15)>, (Consulté le 24 mai 2023).

moyens, mais aussi d'ambitions. Outre cela, c'est le fondement même de la CIN qui explique ce culte du sommet ; le fondement culturel et préexistant de la CIN que nous avons développé dans la première partie laisse une communauté qui n'a pas de gouvernail politique et ne sait pas vers où se diriger. Il n'y a pas de plan pour l'Ibéro-Amérique, pas d'agenda<sup>246</sup>. Le manque de vision pour l'Ibéro-Amérique est souvent reproché à la politique extérieure de l'Espagne par les spécialistes de l'Institut Elcano<sup>247</sup>. Cela témoigne également du fait qu'aucun autre gouvernement n'a vraiment de plan. Faute de cela, les principales actions sont rhétoriques.

Notre idée n'est pas ici de jeter la pierre sur cette institution. De nombreuses autres organisations multilatérales sont souvent questionnées pour leur utilité et manquent de moyens ou d'ambitions ou les deux. La Francophonie en est un exemple. De fait, malgré ces faiblesses structurelles, l'Ibéro-Amérique est parvenue à un certain nombre de résultats notables, par exemple en ce qui concerne les pensions de la sécurité sociale<sup>248</sup>.

Cependant, dès que des sujets plus sensibles sont abordés, il est difficile de dépasser le stade de la rhétorique. Les sommets en eux-mêmes sont vides, il faut que la puissance espagnole s'implique, mais prudemment, sous peine de réveiller des sentiments antiespagnols, pour donner forme à cette structure qui autrement reste peu dynamique car peu intéressante. Outre cela, les sommets deviennent souvent une vitrine pour mettre en avant le néo-populisme d'un certain nombre de dirigeants. On a vu le cas d'Hugo Chavez en 2007. Les sommets mettent plutôt en lumière les divergences latino-américaines. Par ailleurs, il n'y a pas suffisamment de consensus pour parvenir à des accords qui soient significatifs d'un point de vue politique ou économique.

Ce qui ressort avant tout de ces trois aspects analysés est le manque d'intérêt de la part des membres de la CIN envers elle. Ceci est dû à des faiblesses congénitales de cette dernière, qui n'a pas su s'affirmer comme un espace de concertation politique qui compte et s'est retrouvée paralysée par l'importance qu'y occupe l'Espagne ainsi que par les dynamiques politiques propre à l'Amérique latine. La crise de 2008 et son impact sur l'Espagne n'ont pas amélioré la situation.

### **III) Une perte d'influence de l'Espagne en Amérique latine ?**

#### **1) La crise économique de 2008 et ses conséquences**

L'influence de l'Espagne en Amérique latine est plutôt forte et s'affirme dans les années 1990. Si l'on se base sur l'échiquier à trois dimensions de la puissance théorisé par J.Nye, hormis la

---

<sup>246</sup> MALAMUD Carlos, « España entre América Latina e Iberoamérica », *art. cit.*

<sup>247</sup> SANAHUJA José Antonio et GRATIUS Susanne, « Entre el olvido y la renovación: la UE y América Latina », dans *Política Exterior*, vol. 24, n° 135, juin 2010, p. 122-134.

<sup>248</sup> ARENAL Celestino del, *Política exterior de España y relaciones con América Latina*, *op. cit.*, p.510.

dimension militaire, l'Espagne est en bonne position. Cela est lié en bonne partie aux flux économiques qui vont vers l'Amérique latine : investissements directs à l'étranger (IDE) et Aide au Développement (AOD). Le prestige de l'Espagne lié à son affirmation internationale, démocratique et économique sont également importants.

La crise des *Sub Primes* impacte de manière très négative l'Espagne, où éclate une bulle immobilière. Ceci est à replacer dans le contexte d'une crise mondiale mais surtout européenne. Cette crise a des répercussions importantes sur les ressources disponibles pour les enjeux internationaux. Par ailleurs, les entreprises, dans un environnement instable et en position quelquefois précaire réduisent leurs investissements. Ces flux, dont la direction latino-américaine commençait déjà à s'estomper dans les années 2000 se réduisent fortement. Les IDE sont divisées en moyenne par deux, lorsque l'on compare la deuxième moitié des années 2000 à la première moitié des années 2010<sup>249</sup>. Les flux de coopération diminuent en moyenne d'un tiers lorsque l'on compare la période entre 2003 et 2010 à celle entre 2010 et 2017<sup>250</sup>. Il faut considérer le fait que l'Espagne réduit ses moyens mais aussi que nombre de pays latino-américains reçoivent moins d'aides car ils sont rentrés dans la catégorie des pays de « rente moyenne ».

De ce fait, les principaux piliers de l'influence espagnole en Amérique latine s'affaiblissent, et l'influence espagnole avec. En effet, les intérêts économiques et commerciaux justifiaient un intérêt plus prononcé pour l'Espagne. Ceux-ci s'affaiblissant, les pays d'Amérique latine se tournent vers d'autres acteurs internationaux. C'est notamment vers la Chine qu'ils se tournent, moteur du supercycle économique qui profite tant à l'Amérique latine. L'Espagne n'est donc plus un partenaire indispensable, la dimension « exceptionnelle » des liens s'en trouve réduite<sup>251</sup>. Cela est renforcé par le fait que lorsque l'Amérique entre elle-même en crise économique et sociale, l'Espagne n'est pas en mesure de passer pour un acteur qui cherche à améliorer la crise. Les flux économiques et commerciaux, qui pâtissent fortement de la crise de 2008, réduisent donc considérablement l'influence et l'importance de l'Espagne en Amérique latine.

A cela il faut ajouter le thème majeur que représentent les flux concernant les migrations entre l'Espagne et l'Amérique latine. L'immigration vers l'Espagne semble la voie naturelle pour les latino-américains, lorsqu'il s'agit d'immigrer hors du continent. Cela s'était manifesté pendant les crises économiques latino-américaines des années 1990 et 2000. Ces migrations améliorent l'image de l'Espagne car leur relativement bonne intégration offre une image moderne de l'Espagne. De plus, les *remensas*, les aides économiques envoyés par ces migrants dans leur pays d'origine pour

---

<sup>249</sup> GONZÁLEZ SARRO Iván et PÉREZ HERRERO Pedro, « Tres décadas de relaciones entre América Latina y España (1990-2020) », *art. cit.*

<sup>250</sup> CASTILLO Alberto et GIL-BARRAGÁN Juan Manuel, « El poder normativo de España en la constitución de la comunidad iberoamericana », dans *methaodos revista de ciencias sociales*, vol. 9, n° 1, 1 mai 2021, p. 10-26.

<sup>251</sup> KOURLIANDSKY Jean-Jacques, « L'érosion d'une influence », *art. cit.*



aider leurs familles ou leurs proches amélioreraient aussi la perception de l'Espagne. La crise réduit les flux de *remensas*, du fait de la précarisation des salaires ou encore de la forte hausse de licenciements. Outre cela, le phénomène migratoire s'inverse, et les flux sont dirigés de l'Espagne vers l'Amérique latine<sup>252</sup>. Les migrations, essentielles aux liens affectifs et économiques entre l'Espagne renvoient donc une mauvaise image de celle-ci.

Ceci est renforcé par l'image qui est véhiculée par cette crise. Un pays qui subit un taux de chômage extrêmement important, et dans lequel la culture méditerranéenne rend l'économie moins compétitive et efficient. L'Espagne devient un PIIGS. Le rayonnement de l'Espagne dans le monde et en Amérique latine en est affecté. A cela s'ajoute le fait que le prestige de la démocratie espagnole s'estompe avec le temps. La récurrence des scandales de corruption de la classe politique et ceux liés au roi Juan Carlos entachent également le régime politique, cela d'autant plus que le roi Juan Carlos était une figure très appréciée des latino-américains. Enfin, des lois répressives telles que la loi Mordaza ou la crise de la Catalogne n'améliorent pas l'image renvoyée par l'Espagne.

On le voit, sur l'échiquier à trois dimensions esquissées par Joseph Nye, l'Espagne est perdante sur tous les tableaux, et notamment sur ceux qui contribuaient à son influence en Amérique latine. La puissance relative de l'Espagne comparativement aux principales puissances de l'Amérique latine s'érode, ainsi que le montre ce tableau comparatif du PIB pour l'aspect économique :

Tableau comparatif du PIB par Etat (en millions de dollars)  
Source : Banque Mondiale

Etat	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Espagne	1.153	1.259	1.472	1.625	1.485	1.420	1.478	1.324	1.354	1.369	1.195	1.232	1.312	1.422	1.393
Brésil	891	1.107	1.397	1.695	1.667	2.208	2.616	2.465	2.472	2.455	1.802	1.795	2.062	1.885	1.839
Mexique	877	975	1.052	1.109	900	1.057	1.180	1.201	1.274	1.315	1.171	1.078	1.158	1.222	1.268
Argentine	198	232	287	361	337	423	530	45	552	526	594	557	643	517	445

Outre ces indicateurs, il faut s'intéresser à la projection politique de l'Espagne, à l'international et en Amérique latine. Celle-ci est réduite à peau de chagrin sous le gouvernement de Mariano Rajoy. La crise économique a fait plonger l'Espagne, c'est dans les questions économiques que le gouvernement espagnol se plonge.

## 2) Une conception trop économique de la diplomatie ?

<sup>252</sup> *Ibid.*

Au fur et à mesure que les flux d'investissements entre l'Amérique latine et l'Espagne s'accroissent, notamment du royaume ibérique vers l'Amérique, la diplomatie ibéro-américaine de l'Espagne s'économicise. Cela est source de tensions croissantes, comme nous l'avons vu, du fait des secteurs visés et des crises en Amérique latine<sup>253</sup>. C'est ce que laisse entrevoir l'analyse de Celestino del Arenal, qui présente une tension dans l'équilibre valeurs/intérêts dans la politique ibéro-américaine de l'Espagne. Cet équilibre n'est pas impossible à trouver, mais la balance tend à pencher davantage vers les intérêts. La crise de 2008 renforce cette dynamique, l'Espagne se trouvant en difficulté.

Le but principal du gouvernement devient alors de trouver des moyens de réduire le déficit et la dette espagnole, pressé par les impératifs d'austérité qui ont triomphé dans l'Union Européenne. C'est pour cela que les budgets de l'Etat sont réduits dans la mesure du possible, et que l'Espagne concentre sa politique étrangère sur l'Europe. Si l'on en croit José Antonio Sanahuja, l'Espagne aurait cependant péché par excès de zèle dans ce domaine. Il critique la réduction drastique des ressources disponibles pour la projection extérieure, en affirmant notamment que des gouvernements dans une situation moins bonne encore, tels que le Portugal, auraient, en proportion, moins réduit leur service de politique extérieure. José Antonio Sanahuja critique donc le prisme excessivement économique qui aurait conditionné la gestion politique de l'Etat, et donc de la politique extérieure<sup>254</sup>. En effet, une telle position simpliste aurait même été contreproductive, puisqu'elle réduisait les potentialités économiques à l'extérieur.

Arrêtons-nous quelques instants sur la relation entre l'économie et la politique étrangère espagnole. Ceci permet de mieux comprendre la relation de l'Espagne et de l'Amérique latine qui a une forte dimension économique. L'analyse de la conception espagnole de la diplomatie publique et de la diplomatie culturelle a déjà montré l'importance qu'y a le prisme économique. L'affirmation progressive de cette conception, favorisée par la crise économique, avait marqué l'importance accordée par le Parti Populaire revenu au pouvoir à la « Marca España », qu'il souhaitait déjà installer dès le début des années 2000. Or, même la Marca España aurait été comprise d'une manière abusivement économique.

Ainsi, la défense que l'Espagne a fait de ses entreprises aurait eu des répercussions malheureuses sur les relations politiques, ce qui réduisait la projection politique en plus de la projection économique. Par ailleurs, le décalage entre la réalité économique de l'Espagne et l'exaltation de la Marca España par le gouvernement décrédibilisait cette dernière.

---

<sup>253</sup> GOMES Nancy Elena Ferreira, « España y Portugal en el espacio iberoamericano: coincidencia en las prioridades de política externa », *art. cit.*

<sup>254</sup> SANAHUJA José Antonio, « España, América Latina y Cuba tras el periodo Rajoy: Balance y perspectivas de la política exterior », *art. cit.*

L'érosion de l'image de marque du pays affectera surtout le bilan des entreprises d'infrastructure, des concessionnaires, des organisations du secteur de l'énergie... qui opèrent dans des secteurs réglementés. Elle contribuera même à détériorer notre image en Amérique latine (Argentine, Bolivie, Venezuela). Et, bien sûr, dans l'ombre, il y a les banques, dont le financement devient de plus en plus difficile. C'est là que, selon Miguel Otero, directeur général du Forum des grandes marques d'Espagne, "l'impact sera le plus fort"<sup>255 256</sup>.

A cela, il faut ajouter le fait que si diplomatie économique il y avait, les entreprises continuaient de mener leurs intérêts par leurs propres moyens, qui n'avaient pas forcément pour but les intérêts nationaux de l'Espagne. Ainsi, le soutien du gouvernement a pu être en porte à faux avec les actions des entreprises espagnoles. Ces faits ont été particulièrement marquants en ce qui concerne la relation entre Amérique latine et l'Espagne, puisqu'il s'agit d'une région dans laquelle les entreprises espagnoles, notamment les plus importantes, sont particulièrement présentes. De ce point de vue la politique étrangère de l'Espagne, notamment celle du gouvernement de Rajoy peut sembler brouillonne.

Ce prisme économique se retrouve dans l'appréciation que le gouvernement espagnol fait de la langue. Cela n'est pas le propre du gouvernement : les entreprises, en coopération avec des chercheurs en sciences sociales, ont également développé une réflexion sur ce point<sup>257</sup>. Il suffit de voir le rappel récurrent du fait que l'espagnol contribuerait à 15% du PIB national que l'on retrouve dans la presse ou encore dans les discours politiques. Cette valorisation très économique de la langue contribue et justifie les critiques et les craintes d'une économicisation excessive de la langue. Par ailleurs, cela peut contribuer à un certain nombre d'erreurs diplomatiques. La volonté de la part du gouvernement de Mariano Rajoy d'incorporer la langue espagnole dans la stratégie Marca España en est un exemple.

Le Haut Commissariat à la marque Espagne, qui dépend du ministère des Affaires étrangères, a annoncé qu'il serait rebaptisé "pour la marque Espagne et la promotion de l'espagnol". A cette fin, elle propose de concevoir une stratégie, de promouvoir un Erasmus ibéro-américain, de nommer des ambassadeurs "pour l'espagnol" et de créer une plateforme numérique<sup>258 259</sup>.

---

<sup>255</sup> GARCÍA VEGA Miguel Ángel, « ¡Pobre marca España! », dans *El País*, 10 février 2023, [En ligne], <[https://elpais.com/economia/2013/02/08/actualidad/1360341622\\_904288.html](https://elpais.com/economia/2013/02/08/actualidad/1360341622_904288.html)>.

<sup>256</sup> El desgaste de la marca-país afectará sobre todo al balance de firmas de infraestructuras, concesionarias, energía... organizaciones que operan en sectores regulados. Incluso contribuirá a empeorar nuestra debilitada imagen en América Latina (Argentina, Bolivia, Venezuela). Y, desde luego, en la trastienda aparecen los bancos, cuya financiación se dificulta. Es ahí, indica Miguel Otero, director general del Foro de Marcas Renombradas Españolas, donde "más repercutirá".

<sup>257</sup> GARCÍA DELGADO José Luis, ALONSO José Antonio et JIMÉNEZ Juan Carlos (éd.), *Valor económico del español*, Barcelona : Madrid, Ariel ; Fundación Telefónica, 2012, (Valor económico del español : una empresa multinacional, 10).

<sup>258</sup> « El español no es de España », dans *El País*, 4 mars 2018, [En ligne], <[https://elpais.com/elpais/2018/03/02/opinion/1520012414\\_290382.html](https://elpais.com/elpais/2018/03/02/opinion/1520012414_290382.html)>.

<sup>259</sup> El Alto Comisionado para la Marca España, dependiente de Exteriores, ha anunciado que pasará a denominarse "para la Marca España y la Promoción del Español". Para ello se propone diseñar una estrategia, impulsar un Erasmus Iberoamericano, nombrar embajadores "del español" y crear una plataforma digital

Cette décision s'approprie unilatéralement la langue espagnole pour la considérer comme un actif afin de servir les intérêts politiques et surtout économiques de l'Espagne. Outre le caractère flou de ce projet qui est critiqué par l'opposition, son caractère paternaliste et son manque de diplomatie vis-à-vis de l'Amérique Hispanique est également critiqué par l'opposition. Et de fait, ce projet déclenche la polémique en Amérique latine :

La décision du gouvernement espagnol d'inclure l'espagnol dans sa politique de promotion stratégique, la "Marca España", a suscité une vague de mécontentement dans d'autres pays hispanophones. L'Académie mexicaine de la langue (AML) a été mercredi la dernière institution à exprimer son rejet du projet. "Les Espagnols peuvent considérer Marca España comme l'espagnol parlé sur le territoire espagnol, mais pas comme l'espagnol utilisé dans le reste du monde"<sup>260, 261</sup>.

Le projet n'ira pas plus loin. Mais il montre les limites et les problématiques d'un prisme trop économique dans la politique de l'Espagne, et ici plus particulièrement la politique linguistique. Le gouvernement de Pedro Sánchez essaye d'avoir un prisme moins économique car il souhaite redonner à l'Espagne une meilleure place dans le monde, mais il a déjà eu des effets négatifs. La baisse d'influence de l'Espagne en Amérique latine et les critiques de ces pays en sont une conséquence.

### 3) Et pourtant, le succès de la politique linguistique panhispanique

Malgré les déboires de l'influence espagnole en Amérique latine et les problématiques causées par une politique trop centrée sur des buts et une conception économique, la politique linguistique panhispanique semble bien se porter.

Comme on l'a vu précédemment, celle-ci progresse lentement mais sûrement, passant du niveau académique à celui de la coopération des institutions étatiques de divers pays hispanophones, chargées de la promotion de la langue nationale et de sa culture. Les nombres d'accords s'accumulent avec le temps. Même l'Argentine, qui semblait le pays le plus réticent, a fini par rejoindre la politique panhispanique. Il est vrai que la plupart des Etats hispanophones ne se sont pas encore investis dans cette politique, ce sont leurs académies. Mais les Etats qui le sont

---

<sup>260</sup> « "Un retroceso", que el español sea Marca España », dans *El Universal*, 16 mars 2018, [En ligne], <<https://www.eluniversal.com.mx/cultura/letras/un-retroceso-que-el-espanol-sea-marca-espana/>>.

<sup>261</sup> La decisión del gobierno de España de incluir el español dentro de su política de promoción estratégica, la llamada Marca España, ha generado una ola de descontento en el resto de países hispanohablantes. La Academia Mexicana de la Lengua (AML) fue este miércoles la última institución en mostrar su rechazo al proyecto. "Los españoles pueden considerar Marca España el español hablado en territorio español, pero no el empleado en el resto del mundo"

représentent une large majorité de la population hispanophone.

Les prédictions de certains, à l'instar de M.Ribas<sup>262</sup>, qui pensaient qu'il pourrait se développer une concurrence entre les différents pays hispanophones pour la promotion de la langue espagnole semblent démenties. Il est vrai qu'il existe différentes institutions chargées de la promotion de la langue espagnole, mais c'est dans la coopération plus que dans la concurrence que leurs relations se situent. La Colombie cherche à être le pays d'Amérique latine qui attire le plus d'étudiants sur son territoire pour apprendre l'espagnol, avec son programme « *Spanish in Colombia* »<sup>263</sup>, mais on ne peut pas vraiment y déceler une concurrence envers l'Espagne.

Pourtant, le scénario de la concurrence n'est pas absurde, dans un contexte de marchandisation des langues. La moindre influence de l'Espagne en Amérique latine, la montée en puissance relative de certains Etats hispano-américains et la montée en puissance de la culture « latino » auraient pu être un cadre favorable pour cela. Il faut d'ailleurs remarquer que les pays les plus puissants d'Amérique latine sont ceux dont les organisations s'allient avec l'Institut Cervantès. Reste à voir si d'autres rejoindront le mouvement.

Cette coopération renforce, et même légitime la politique linguistique panhispanique menée par Madrid. Car quoiqu'elle soit panhispanique, il est clair que c'est avant tout l'Espagne qui dirige cette politique, et qu'elle est seulement rejointe par d'autres. On le remarque dans le fait que l'ASALE siège dans une salle accordée par la RAE, dont le directeur préside d'ailleurs l'ASALE. En ce qui concerne les accords culturels, c'est surtout l'Institut Cervantès qui offre ses centres pour que les autres instituts puissent y coopérer. La domination de l'Espagne dans cette politique panhispanique est difficilement contestable. De fait, des dérapages tels que ceux commis par le gouvernement de Mariano Rajoy lorsqu'il a voulu intégrer la langue espagnole dans la stratégie Marca España montrent bien que le gouvernement considère que la langue est avant tout une question qui concerne l'Espagne.

En cela, les linguistes qui critiquent cette politique ont raison de discerner un risque de paternalisme, quoiqu'il nous semble malaisé d'évaluer celui-ci et d'affirmer aussi clairement qu'il s'agit de néocolonialisme, dans la mesure où il est difficile de distinguer ce qui relève de simples intérêts et de rapports de force et ce qui seraient des résurgences de conceptions coloniales. Ils ont également raison d'alerter quant aux risques de telles considérations mercantiles au sujet de la langue. On observe que les intellectuels qui critiquent la politique linguistique panhispanique s'affirment et s'organisent plus dans les années 2010, notamment en Argentine. Il faut y voir un signe de progression plus qu'un moindre soutien envers elle.

---

<sup>262</sup> RIBAS Mélanie, *Hispanité, hispanophonie. Etude de la rhétorique des discours et de l'agir*, op. cit, p. 234.

<sup>263</sup><https://spanishincolombia.caroycuervo.gov.co/quienes-somos/spanish-in-colombia/#gsc.tab=0> (consulté le 21 mai)

Un autre indicateur du succès de la politique panhispanique, et de sa progressive acceptation, sont les discours analysés dans la presse latino-américaine. Ainsi que nous l'avons vu, on retrouve certaines critiques plus ou moins virulentes de la RAE, que ce soit de la part de la rédaction ou à travers le témoignage de linguistes. Ces critiques s'étalent depuis le début de la période étudiée jusqu'à ce qu'on voie qu'elles commencent à se tarir vers le milieu des années 2010. C'est signe qu'il y a davantage de consensus en Hispano-Amérique au sujet de la politique linguistique panhispanique. L'acceptation de critiques de la part de linguistes lors du CILE, comme ce fut le cas lors du CILE de Córdoba en 2019, est une façon de se légitimer. En effet, les positions de l'écrivaine M.T.Andruetto étaient connues, et les participants à ces conférences sont triées par l'ASALE. Une telle intervention donne un caractère plus démocratique à la politique panhispanique, en mettant en avant son acceptation des critiques. Il nous semble aussi que c'est un signe d'assurance, qui montre que les chargés de cette politique n'ont pas peur d'une contestation qui apparaît au grand jour et ne restent pas cloîtrés dans des documents spécialisés ou dans des entretiens qui n'auront qu'une faible portée et donc un impact réduit. La politique linguistique panhispanique semble même prendre un caractère de plus en plus ibéro-américain voire ibérophone ainsi que nous l'avons vu. Cela alors que la création en 2021 de la Direction Générale de l'Espagnol dans le Monde et les discours des ministres espagnoles montrent qu'il s'agit en Espagne d'une question d'Etat.

La progression de la politique linguistique panhispanique ne semble donc pas pâtir de la perte d'influence générale de l'Espagne en Amérique latine observée depuis la crise de 2008. Alors que la CIN et ses sommets suscitent de moins en moins d'intérêt voire attirent plutôt les critiques, on remarque un certain engouement pour la politique linguistique panhispanique. Ceci peut sembler paradoxal. D'autant plus que bien qu'il soit difficile à déterminer, la politique linguistique panhispanique possède un parfum de paternalisme colonial qui devrait désinciter son soutien en Amérique latine. Il s'agit à présent de prendre une posture similaire à celle de Süselbeck pour les académies correspondantes au XIXe siècle. S'interroger sur les raisons de ce succès, qui semble constituer une limite à l'affirmation nette d'une perte d'influence espagnole en Amérique latine.

#### **IV) La politique linguistique de l'Espagne et l'Ibéro-Amérique : miroir de l'Espagne en Amérique latine et dans le monde**

##### **1) Héautonomie de la politique linguistique espagnole : une approche clausewitzienne**

On pourrait garder l'une des hypothèses de K.Süselbeck selon laquelle la mainmise des élites *criollas* sur les Etats d'Amérique latine. Ce n'est plus tellement le cas, mais il est difficile de nier

que cela ait profondément impacté et orienté les structures et l'orientation de l'Etat, encore aujourd'hui. Le reproche du fait que la quasi-totalité des dirigeants en Amérique latine sont blancs est d'ailleurs souvent formulée dans le continent. Mais cela n'explique pas pourquoi, alors que l'influence de l'Espagne semble en berne, les Etats ou leurs organismes linguistiques ne critiquent pas la prépondérance espagnole.

On pourrait penser que la concurrence serait favorable à la langue espagnole. Après tout, cela accroîtrait l'offre de cours de langue espagnole, ce qui pourrait même éventuellement faire baisser ses coûts. Surtout, cela permettrait probablement de maximiser la diffusion de la langue. Ce serait une situation optimale. Mais la langue n'est pas un bien comme les autres. La diffusion de la langue n'est pas réalisée pour son seul bénéfice économique. La langue est surtout considérée comme un actif pour améliorer son *soft power*. Or, la diffusion de la langue par des instances concurrentes n'accroîtrait pas tant celui de l'Espagne. Le *soft power* de la langue serait dilué entre les différentes cultures et Etats qui pourraient s'en réclamer. La situation serait donc sous-optimale pour l'Espagne et les autres Etats d'Amérique hispanique. De ce fait, il est préférable d'agir ensemble pour avoir plus d'impact. Car, comme le dit J.Nye, le *soft power* peut être partagé et être objet de coopération<sup>264</sup>.

Pourtant, comme la politique linguistique panhispanique le montre, cela se fait sous l'égide de Madrid, qui en profite par conséquent plus que d'autres. Cela pourrait créer des frictions avec les Etats hispano-américains. De fait, le cas brésilien a montré certains ressentiments de la part des Argentins notamment, et les intérêts économiques en jeu ont suscité de nombreuses critiques. Ainsi, l'Ibéro-Amérique n'accepte pas cette prépondérance sans sourciller. Il faut cependant comprendre que l'Espagne s'est investie bien avant les autres Etats d'Amérique latine dans la diplomatie culturelle et l'Institut Cervantès devance largement ses homologues hispaniques. Par ailleurs, la langue espagnole est encore souvent rapprochée à la nation espagnole avant que l'on ne pense à l'Amérique. Pour reprendre un lexique économique, on pourrait dire que l'avance de l'institut Cervantès et de la diplomatie culturelle espagnole, ainsi que l'identification encore forte entre Espagne et espagnol représentent une barrière à l'entrée pour les autres Etats hispanophones. L'Amérique hispanique a donc intérêt à s'associer à l'initiative panhispanique de Madrid, même si on y retrouve surtout des intérêts péninsulaires. César Rivas voit d'ailleurs comme une occasion la crise économique sévère que subit l'Espagne, pour que le Mexique puisse coopérer avec l'Institut Cervantès. Ce serait une occasion selon lui pour le Mexique de mieux relancer ses efforts dans la diplomatie linguistique et culturelle, souvent négligés et qui commencent à faire l'objet de

---

<sup>264</sup> NYE JR. Joseph, *Soft Power : the means to success in world politics*, op. cit p. 96.

davantage d'attention<sup>265</sup>.

Mais il ne faut pas croire que l'Espagne a carte blanche. On a vu comment la volonté d'intégrer la langue espagnole dans *Marca España* avait déclenché la polémique et fait long feu. D'autres initiatives ont suscité des critiques en Amérique latine. Les discours de la presse en sont aussi un indice. Notre analyse a montré que les critiques y sont devenues plus mesurées voire ont disparu de la part de certaines personnalités linguistiques de l'Amérique latine. Par ailleurs, si la répétition à outrance de la disproportion démographique de locuteurs espagnols entre péninsule et Amérique permet de nuancer une volonté hégémonique de la part de Madrid, ces données sont reprises par les Américains, comme nous l'avons vu. Ainsi, la politique linguistique panhispanique est un moyen, pour les Etats hispano-américains qui souhaitent avoir une diplomatie culturelle et renforcer leur *Soft Power*, de ne pas être entravés par la concurrence avec l'Espagne, et même de gagner en projection grâce à la coopération. Cela n'empêche pas des rapports de force de se mettre en place. On voit que la perspective panhispanique est favorable à l'Amérique latine : le dictionnaire n'appartient plus à la RAE, il est à tout le monde ; la dénomination « dictionnaire de langue espagnole » est une victoire pour l'Amérique latine. Si le directeur de l'Académie Argentine de lettres finit par défendre la politique panhispanique, c'est pour mieux rappeler la RAE à l'ordre quant au fait que la langue fait l'objet d'une « souveraineté partagée »<sup>266</sup>. La crise économique est d'ailleurs l'un des facteurs qui a poussé à l'ibéro-américanisation de l'Institut Cervantès, pour pouvoir limiter les coûts de ses infrastructures.

Il semble donc que le rapport de force en ce qui concerne la langue tend à amoindrir le différentiel entre l'Espagne et les autres pays hispanophones. La volonté de « désespagnoliser » la politique linguistique panhispanique vise à anonymiser l'influence espagnole et à la rendre plus diffuse. Cela s'inscrit dans la « nouvelle diplomatie publique » décrite par Javier Noya, dans laquelle il faut bien faire attention à dissocier les instances de diplomatie publique de l'Etat pour lequel elles agissent<sup>267</sup>. Ainsi, l'Institut Cervantès semble parfois s'autonomiser du ministère des Affaires étrangères. Mais cette volonté montre aussi que la perspective panhispanique rend la politique linguistique espagnole plus vulnérable : l'Espagne doit de plus en plus composer avec ces Etats, sous peine de réduire à néant son travail. Or pour continuer à coopérer, les exigences s'accroissent de la part des latino-américains, qui veulent gagner en prépondérance.

Lors du CILE 2023, des débats ont eu lieu entre l'Institut Cervantès, la RAE et le ministère des Affaires étrangères espagnol. Celui-ci ayant largement financé la mise en œuvre du CILE à Cadix

---

<sup>265</sup> RIVAS César Villanueva, « The use of the Spanish language as a cultural diplomacy strategy for extending Mexico's soft power in the United States », dans *Place Branding and Public Diplomacy*, vol. 11, n° 2, mai 2015, p. 139-147.

<sup>266</sup> « La pretensión de intervenir y modificar la lengua de todos », *art. cit.*

<sup>267</sup> *El español en el mundo : Anuario del Institut o Cervantes 2016, op. cit.*, p. 370-373.



(initialement prévu au Pérou), le ministère a voulu s'impliquer davantage dans la politique linguistique. Cette initiative s'est vue contestée par la RAE, qui la voit mettre en péril l'édifice panhispanique construit depuis les années 1990. Ce point de vue montre que la coopération linguistique est encore fragile, que la confiance doit être défendue et que les intérêts espagnols ne peuvent pas s'immiscer totalement dans la politique linguistique de l'Espagne. En quelque sorte, la politique linguistique de l'Espagne ne lui appartient plus totalement, tant qu'elle prend une forme panhispanique.

L-J. Calvet parle de « guerre des langues ». Cette métaphore peut s'appliquer non seulement à des langues diverses, mais aux variantes sociologiques ou géographiques d'une même langue. Nous reprenons la métaphore, car elle nous semble propice à prendre une perspective clausewitzienne de la politique linguistique panhispanique.

Mais la fin politique n'est pas pour cela un législateur despotique, elle doit se plier à la nature du moyen : d'où il résulte que souvent elle se modifie profondément. Cela n'empêche pas qu'elle doive être considérée en premier lieu. Ainsi la politique se prolongera à travers tout l'acte militaire, en exerçant sur lui une influence continue, autant que le permettent la nature des forces qui s'y détendent<sup>268</sup>.

Si la guerre n'est que la politique continuée par d'autres moyens, la guerre n'est pas dans une relation de stricte hétéronomie envers le politique. Les facteurs de terrain et la nature propre de la guerre contraignent la politique dans ses choix. On parle alors d'*héautonomie* de la guerre vis-à-vis de la politique. Dans la guerre des langues, l'Espagne a choisi, outre la diffusion de sa langue par l'Institut Cervantès, de parier pour une politique linguistique panhispanique. Cette alliance, académique d'abord puis culturelle, avec les autres pays hispanophones est en quelque sorte déterminée par les modifications linguistiques de la mondialisation. Tout ceci montre les limites de l'influence espagnole en Amérique latine, en ce qui concerne la politique linguistique.

Mais outre les aspects proprement linguistiques, d'autres facteurs déterminent la projection linguistique de l'Espagne. La politique linguistique panhispanique vise, on l'a vu, à prendre la forme d'une politique ibéro-américaine pour gagner en visibilité internationale et essayer de mieux structurer une politique culturelle de promotion de la langue. La politique linguistique de l'Espagne est *héautonome* dans le cadre de cette alliance linguistique, qui elle-même s'inscrit dans un cadre international de géopolitique de la langue.

---

<sup>268</sup> CLAUSEWITZ Carl von et al., *De la guerre: livre I*, Paris, Flammarion, 2014, (GF, 1542), p. 41.

## 2) Reflets des dynamiques internationales sur l'Ibéro-Amérique et la politique linguistique panhispanique

Il ne faut pas oublier, ainsi que nous l'avons vu au cours de ce mémoire, que l'Ibéro-Amérique n'obéit pas qu'à ses propres dynamiques internes ou à celles de l'Espagne. Elle est largement déterminée par le système international, dans lequel elle est insérée. Il en est de même pour la politique linguistique de l'Espagne. Elle est intégrée dans la politique étrangère espagnole et par conséquent est déterminée par nombre de facteurs internationaux. Il s'agit alors de prendre de la distance, et par une perspective internationale de mieux comprendre ce qui est ici en jeu.

La politique panhispanique est un succès pour l'Espagne. Ce succès montre que l'Espagne garde une certaine influence en Ibéro-Amérique. Et pourtant, paradoxalement, ce succès en lui-même est signe d'une baisse d'influence relative. Car, si les autres pays l'acceptent, c'est dans la perspective qu'ils y prendront une plus grande importance par la suite. Comme on l'a vu, la politique linguistique de l'Espagne vis-à-vis de l'Ibéro-Amérique est *héautonome*. Le Mexique notamment, est le plus intéressé et semble à long terme pouvoir partager le leadership en ce qui concerne la politique linguistique panhispanique. Le Mexique a pour cela les ressources qu'il faut. Sa population représente près d'un quart de la population hispanophone, et son économie est en passe de dépasser celle de l'Espagne. Il est vrai que ce pays, comme la plupart en Amérique latine, pâtit d'un grand nombre de difficultés qui remettent en question l'Etat, mais relativement à l'Espagne la puissance des plus grands Etats d'Amérique latine est croissante.

Dans sa remarquable thèse sur la mer Méditerranée, Fernand Braudel évoque la manière dont un contexte historique favorise la puissance de certaines formes de pouvoir plutôt que d'autres<sup>269</sup>. Selon Maurice Vaïsse, la seconde guerre mondiale a laissé un système international dont la configuration est celle où les Etats les plus puissants sont des Etats-continent<sup>270</sup>. Il existe des débats sur ce point, mais il semble bien que les plus grands Etats, qui ont souvent le plus de ressources à mobiliser aient de meilleurs jours devant eux. Ceci ne favorise pas l'Espagne, contrairement à certains Etats d'Amérique latine qui ont plus de marge. On a vu précédemment comment le différentiel de puissance économique s'amenuisait, par exemple.

Outre cela, il faut également prendre conscience du fait que la politique linguistique de l'Espagne s'inscrit dans la société internationale du XXIe siècle, dont les conceptions ont des influences sur cette dernière. La politique linguistique est facilement l'objet de critiques. Il est vrai que l'ambiguïté

---

<sup>269</sup> BRAUDEL Fernand, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, 10 éd, Malakoff, Armand Colin, 2017, p. 271-274 et 311-312.

<sup>270</sup> VAÏSSE Maurice, *Les relations internationales depuis 1945*, 14e éd. revue et Augmentée, Paris, Armand Colin, 2015, (Collection U), p. 5.

inhérente à cette politique est un terreau propice pour ces controverses, mais celles-ci sont favorisées par l'ambiance internationale. L'occident porte le poids du péché de la colonisation. Le « temps des humiliés » (Bertrand Badie) polarise le monde et le fragmente. Les discours sur la politique linguistique panhispanique sont donc à remettre dans un contexte plus large que la seule dimension linguistique.

Il est flagrant de remarquer que la politique linguistique panhispanique vise, entre autres, à « désespagnoliser » la politique linguistique de l'Espagne, alors que l'Espagne cherche à le faire pour l'Ibéro-Amérique elle-même. La dynamique de la politique linguistique panhispanique est insérée dans un contexte plus large dans lequel l'Espagne risque de perdre du terrain et cherche à consolider ses positions en se plaçant comme meneur de la langue espagnole dans le monde. On retrouve ici une idée de J.Nye : celui qui contrôle les institutions gagne en pouvoir, quoique sa puissance relative ne soit pas si disproportionnée par rapport aux autres. Malgré la progression que représente la perspective linguistique panhispanique pour les Hispano-américains, c'est aussi une réussite pour l'Espagne, qui lance une politique dans laquelle elle garde encore une certaine primauté.

Il est intéressant de voir que tout ceci est également vrai au niveau des institutions internationales. La langue par excellence du système international est l'anglais, car il a été établi par les puissances anglo-saxonnes, la puissance économique et culturelle des Etats-Unis ayant achevé de consolider l'hégémonie internationale de cette langue. Mais elle coexiste avec la présence du français, qui hérite de son statut d'ancienne langue « internationale », défendu avec force par la Francophonie. L'espagnol est une langue plus répandue que le français, mais c'est ce dernier qui est plus présent dans les organisations internationales, ce qui est un facteur majeur d'influence.

Cela fait quelques temps que les chercheurs espagnols voient la croissance démographique en Amérique et les perspectives roses pour la langue espagnole, qui pourrait enfin faire partie du club des langues internationales telles que le français ou l'anglais. Ces chercheurs parlent d'un *moment politique* à saisir<sup>271</sup>. Mais la tâche s'avère complexe. L'inertie du système international est supérieure à la volonté politique et aux moyens espagnols. Cela est complexifié par le fait que l'Espagne hésite à se poser dans une posture de concurrence avec la France<sup>272</sup>. La politique panhispanique est un moyen de peser davantage sur le système international. Il semble que le *moment politique* soit en train de s'estomper ; les déconvenues au Brésil et les risques qui se présentent aux Etats-Unis nuancent les ambitions de l'Espagne. L'espagnol n'est toujours pas une

---

<sup>271</sup> OTERO Jaime et VALERA Lia, *Hacia una política lingüística iberoamericana*, Real Instituto Elcano, 2 décembre 2005.

<sup>272</sup> GORTÁZAR Naiara, « 'Excusez-moi', deje sitio al español », dans *El País*, 26 avril 2013, [En ligne], <[https://elpais.com/sociedad/2013/04/25/actualidad/1366913109\\_148939.html](https://elpais.com/sociedad/2013/04/25/actualidad/1366913109_148939.html)>.

langue du système international, et la démographie hispanophone atteint son pic démographique - proportionnellement aux autres langues - dans les années 2020, selon les prévisions démographiques de l'ONU. Peut-être faut-il comprendre par ce contexte l'accélération que l'on observe de la part du ministère des Affaires étrangères en ce qui concerne les affaires touchant la langue espagnole. La création en 2021 d'une direction générale de l'espagnol dans le monde, intégré au ministère des Affaires étrangères espagnol, puis les tensions qui ont eu lieu lors du CILE 2023 pourraient en être des indices. La hâte est peut-être accrue aussi par la perspective que la politique linguistique soit de plus en plus celle de l'Ibéro-Amérique, moins celle de l'Espagne. Comme on l'a vu, la perspective d'une Ibérophonie semble être une des cartes sur lesquelles l'Espagne est en train de se pencher. Le dynamisme de la démographie africaine et les espoirs que laisse entrevoir ce continent rendent cette option souhaitable. Reste à voir comment l'Ibéro-Amérique assumera son identité, dans un contexte mondial où l'occident semble patiner. L'Ibéro-Amérique et la politique linguistique de l'Espagne s'influencent mutuellement, dans le cadre de dynamiques qui, elles, sont internationales.

## Conclusion générale :

L'Ibéro-Amérique est un enjeu essentiel de la politique espagnole. Il l'est pour peser davantage dans les relations internationales, mais aussi pour la construction identitaire de l'Espagne. Le nationalisme et la crise ontologique de l'Espagne du XIXe siècle ont favorisé la reprise nationaliste de l'identité hispanique, que la longue colonisation en Amérique et le métissage qu'elle a impliqué ont permis de développer parmi une bonne fraction des élites américaines. Cette identité préexistante, plus culturelle et vaste que le seul lien linguistique distingue l'Ibéro-Amérique du reste des espaces géopolitiques et culturels dans le monde.

Mais l'héritage qui rapproche le plus l'Amérique latine de l'Espagne, c'est la langue espagnole. Cet héritage a fait l'objet de controverses plus ou moins virulentes selon les pays, lors des indépendances américaines du XIXe siècle. Mais la nécessité de construire un Etat-nation a poussé ces élites à l'identité paradoxale à diffuser la langue espagnole puis à accepter les normes de la *Real Academia Española*, pour mieux affirmer la langue espagnole en Amérique latine, et l'identité latine avec elle. Le rapport à la langue est donc ambigu, entre respect à l'autorité linguistique madrilène et l'exaltation du local.

La mondialisation, qui s'est accélérée dans les années 1990, est venue remettre en question l'unité de la langue. Elle a aussi renforcé l'hégémonie de la langue anglaise ainsi qu'une conception économique et instrumentale de la langue. L'importance de la diplomatie linguistique, qui voit la langue comme un facteur de *Soft Power* en est accrue. Ces variations linguistiques ont entraîné la mise en place d'une politique linguistique panhispanique. Celle-ci est menée par Madrid, mais vise à parler au nom de toutes les populations hispanophones. On pourrait penser que cette politique linguistique ne concerne que la partie hispanique de l'Ibéro-Amérique, car elle ne prend pas en compte le Brésil ni le Portugal. Pourtant, les discours institutionnels et la presse mettent de plus en plus en avant le caractère ibéro-américain d'une telle politique. Ceci n'est pas qu'une simple rhétorique qui viserait à occulter l'importance de Madrid dans celle-ci. Il est vrai qu'il y a de cela ; si l'on se penche sur les discours institutionnels, l'unité dans la diversité ainsi que d'autres stratégies cherchent à véhiculer une image de tolérance et de fraternité afin d'éviter que l'on puisse voir dans la RAE et la politique linguistique panhispanique des tentations hégémoniques. Affirmer que la politique linguistique est ibéro-américaine constitue un pas de plus dans ce sens, permis par l'ambiguïté fondamentale de ce terme, qui peut avoir différents signifiés. L'ambiguïté constitutive de ce terme aura de fait probablement été perçue tout au long de ce mémoire.

Mais il y a une véritable visée ibéro-américaine, à laquelle les discours veulent donner forme. La politique panhispanique est conditionnée par l'institutionnalisation qui est donnée à la communauté

ibéro-américaine des nations, qui empêche de mener une politique linguistique commune de manière ambitieuse. Son caractère hybride, d'un point de vue linguistique, a forcé l'Espagne à commencer par mener une politique linguistique panhispanique, mais elle aspire à être menée au niveau ibéro-américain. On voit donc que, dans le contexte de la mondialisation, l'Ibéro-Amérique détermine la politique linguistique de l'Espagne, qui elle-même influence cette dernière, en témoigne la possible convergence de l'hispanophonie et de la lusophonie en une « Ibérophonie ».

L'Ibéro-Amérique est un espace politique composé d'Etats, qui ont eux-mêmes une politique étrangère et des intérêts. On pourrait croire que les Etats Hispano-américains ne se laisseraient pas embarquer dans la politique linguistique panhispanique lancée par l'Espagne. Cela d'autant plus que celle-ci est l'ancienne puissance coloniale, et qu'il semble que l'influence de celle-ci s'érode graduellement dans la période de 2004 à nos jours, sur laquelle nous nous sommes penchés.

Ce mémoire visait initialement à se pencher sur le déclin de l'influence espagnole en Amérique latine. La langue nous semblait un prisme intéressant car propice à analyser les évolutions politico-linguistiques en Ibéro-Amérique. Dans cette perspective, l'hypothèse était celle d'une politique linguistique critiquée sinon limitée par les autres Etats Ibéro-Américains, qui viendraient concurrencer l'Espagne et considérer ses normes comme une ingérence. Notre analyse des sources institutionnelles et des discours véhiculés par la presse témoigne du contraire : la politique linguistique panhispanique est un succès, et son succès limite les critiques que l'on peut faire en Amérique latine à la politique linguistique espagnole. Cela, malgré les déboires impliqués par une conception trop économicisée de la politique étrangère espagnole, que l'on retrouve dans sa diplomatie culturelle et sa politique linguistique extérieure.

On trouve des critiques, notamment en Argentine, pour des raisons historiques. Mais elles sont plutôt minoritaires. Elles sont surtout le fait de quelques intellectuels ou linguistes. Ces critiques associent souvent cette politique à une pratique néocoloniale, et sont parfois très virulentes. Il faut donc les associer à la tendance décoloniale et post-coloniale qui s'affirme dans le monde, et est très présente en Amérique latine. On les retrouve aussi sur le terrain politique. Mais elles s'ensuivent en général de relativement peu d'effets sur le temps moyen dans les relations bilatérales entre ces pays et l'Espagne. En vérité, il ne faut pas penser qu'une perte d'influence soit si défavorable à l'Espagne ; un excès d'influence le serait également, notamment à cause de leur histoire partagée. Ce fait limite la perte d'influence espagnole, car sa perte d'influence permet d'activer d'autres leviers. L'Ibéro-Amérique en est l'exemple même ; la politique linguistique de l'Espagne en Ibéro-Amérique aussi.

La politique linguistique obéit à des logiques qui lui sont propres, outre les nombreux facteurs extérieurs qui, nous l'avons vu, marquent le terrain de la « guerre des langues ». Il est de l'intérêt de

l'Amérique latine de s'associer à la politique panhispanique. Le *moment politique* qui ouvre des perspectives internationales pour la langue espagnole concerne tous les hispanophones, pas seulement l'Espagne, bien que ce soit surtout celle-ci qui s'en préoccupe. Il vaut mieux pour les pays hispano-américains s'associer à l'initiative espagnole pour faire front commun et tenter de mieux promouvoir ainsi la langue espagnole à l'international. Mener une politique concurrente serait contreproductif, d'autant plus que les moyens de leur diplomatie sont encore bien moindres que ceux de Madrid. Par ailleurs, le succès d'une politique panhispanique est de l'intérêt de tout le monde. Pour l'Espagne, il s'agit d'améliorer son *Soft Power* et de parvenir enfin à faire pénétrer sa langue dans les institutions internationales. On peut aussi se demander s'il n'y a pas des considérations intérieures pour Madrid : une politique panhispanique pourrait renforcer l'importance de la langue castillane face à ses langues régionales ; il est intéressant de retrouver ici, une fois de plus, le miroir de la situation intérieure de l'Espagne dans sa politique ibéro-américaine. Les pays hispano-américains en profitent également. Par ailleurs, leur association permet de prendre plus de place dans une politique traditionnellement réservée à l'Espagne. Ainsi, la politique panhispanique leur permet de s'appropriier graduellement et subrepticement la langue espagnole, en profitant des discours des instances espagnoles de promotion de la langue. Il n'y a pas que les discours qui sont ici à l'œuvre, la réduction du différentiel de puissance démographique, économique et culturel se fait en faveur de l'Amérique latine. Le succès de la politique linguistique panhispanique est à la fois un signe de l'influence espagnole et de son érosion. La volonté de « désespagnoliser » l'Ibéro-Amérique comme la politique linguistique en sont le meilleur exemple. Reste à voir si la politique linguistique panhispanique portera ses fruits, si la langue espagnole fera une percée dans les relations internationales.

La politique linguistique se révèle être un outil fécond pour considérer les liens entre l'Espagne et l'Ibéro-Amérique. On peut y déceler les particularités de l'influence espagnole en Ibéro-Amérique, qui baisse du fait d'une perte de puissance relative mais moins que l'on n'aurait pu s'y attendre en considérant les dynamiques internes propres à l'Amérique latine. On peut également interroger l'identité ibéro-américaine ; la malléabilité de ce mot et du sens de cette communauté est mise à nu. Face à l'ampleur géographique, politique et historique du sujet, ce mémoire n'a pas pu se pencher sur tous les enjeux des rapports entre Ibéro-Amérique et politique linguistique de l'Espagne. Un tel sujet soulève une constellation de questions. Une analyse des politiques ou des industries culturelles se révèle fondamentale pour mieux comprendre notre sujet. Nous avons survolé cette question, dans la mesure où il nous a semblé que cet aspect relevait davantage de la planification que de la politique linguistique, même si l'un et l'autre sont entremêlés. Il n'en demeure pas moins qu'une telle étude serait essentielle, car ces dernières sont l'une des raisons principales de l'ibéro-

américanisation de la politique linguistique extérieure de l'Espagne. Il existe des études sur la coopération culturelle au sein de l'Ibéro-Amérique, mais elles ont l'inconvénient d'être trop sectorielles, et surtout, elles n'ont pas pour but de réfléchir sur la politique ou la planification linguistique. Une autre question est celle du rapport des populations latino-américaines, et surtout hispano-américaines, aux instances de promotion espagnoles de la langue. J-L.Calvet est de l'avis qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, le rapport des locuteurs hispano-américains à l'espagnol et aux normes de la RAE est décomplexé<sup>273</sup>. V.Garin et M.Ribas récusent cette position dans les hypothèses de leurs thèses respectives, mais elles n'apportent pas de preuve de leur intuition. Analyser la politique linguistique impose de se pencher avant tout sur le niveau macro de la langue. Nous n'avons pas trouvé de preuves de l'affirmation de J-L.Calvet non plus. Notre analyse s'est centrée sur un corpus institutionnel et journalistique. On ne peut vraiment avoir accès aux perceptions des populations à travers les seuls discours de la presse, surtout pour un sujet aussi particulier et réservé à quelques intellectuels ou intéressés, malgré son importance pour les locuteurs. C'est la raison pour laquelle les perceptions des populations ne sont pas vraiment évoquées, outre le fait que les politiques linguistiques sont avant tout l'objet d'instances *macro*. Il faudrait donc faire une étude sur le terrain pour mieux comprendre la perception ibéro-américaine, au niveau *micro* cette fois-ci.

Le concept d'« Ibérophonie » n'a fait l'objet d'études que de la part de Dúrantez Prados, qui en est le créateur. Il n'est pas absurde de penser que c'est ce haut fonctionnaire qui a largement contribué à ce que ce concept se fraye un chemin dans les réflexions et la stratégie du ministère des Affaires étrangères espagnol. Ce concept fascinant, qui semble en passe d'émerger dans la politique espagnole pourrait lui aussi faire l'objet d'études. On pourrait se pencher sur les implications d'un tel projet. Mais ces derniers sujets appellent peut-être plus de distance. Si la « chaste Clio » (Marcel Bloch) peut s'accommoder d'études du temps présent, le recul temporel reste l'un des meilleurs alliés de l'historien. Le temps nous dira si la politique linguistique de l'Espagne, qui n'est finalement plus si espagnole en Ibéro-Amérique, finit par converger avec la CPLP pour que la communauté ibéro-américaine des nations devienne une « Ibérophonie ».

---

<sup>273</sup> CALVET JEAN-LOUIS, *Identité et plurilinguisme*, op. cit.



## Bibliographie :

### Ouvrages :

- Alarcos Llorach Emilio, *Gramática de la lengua española*, 1. ed., 18. reimpr, Pozuelo de Alarcón (Madrid), Espasa Calpe, 2009, (Colección Nebrija y Bello).
- Arenal Celestino del, *Política exterior de España y relaciones con América Latina: iberoamericanidad, europeización y atlantismo en la política exterior española*, Madrid, Siglo XXI, 2011.
- Battistella Dario, Cornut Jérémie et Baranets Élie, *Théories des relations internationales*, 6e éd. mise à jour et Augmentée, Paris, Sciences po, les presses, 2019, (Références).
- Bello Andrés, *Gramática : gramática de la lengua castellana destinada al uso de los americanos*, Edición digital a partir de la 3<sup>a</sup> ed. de Obras completas. Tomo Cuarto, Caracas, La Casa de Bello, 1995.
- Braudel Fernand, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, 10 éd, Makkoff, Armand Colin, 2017.
- Calvet Louis Jean, *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, Paris, Payot, 1987, (Langages et sociétés).
- Calvet Louis Jean, *Le marché aux langues: essai de politologie linguistique sur la mondialisation*, Paris, Plon, 2002.
- Cecchini Daniel et Zicolillo Jorge, *Los nuevos conquistadores: el papel del gobierno y las empresas españolas en el expolio de Argentina*, Madrid, Foca, 2002, (Foca investigación, 23).
- Clausewitz Carl von et al., *De la guerre: livre I*, Paris, Flammarion, 2014, (GF, 1542).
- Concha Víctor G. de la, *La Real Academia Española: vida e historia*, Barcelona, Madrid, Espasa ; Real Academia Española, 2014.
- Durántez Prados Frigidiano Álvaro, *Iberofonía y paniberismo: definición y articulación del mundo ibérico*, Primera edición, Málaga, Última Línea, 2018.
- García Delgado José Luis, Alonso José Antonio et Jiménez Juan Carlos (éd.), *Valor económico del español*, Barcelona : Madrid, Ariel ; Fundación Telefónica, 2012, (Valor económico del español : una empresa multinacional, 10).
- Howard Rosaleen, *Por los linderos de la lengua: Ideologías lingüísticas en los Andes*, Institut français d'études andines, 2007, [En ligne], <<http://books.openedition.org/ifea/5275>>, (Consulté le 25 mai 2023).
- Marques-Pereira Bérengère et Garibay David, *La politique en Amérique latine: histoires, institutions et citoyennetés*, Paris, A. Colin, 2011, (Collection U).
- Mignolo Walter, *La idea de América Latina: la herida colonial y la opción decolonial*, 1a. ed, Barcelona (España), Gedisa Editorial, 2007, (Biblioteca Iberoamericana de pensamiento).
- Noya Javier, *La imagen de España en el Exterior Estado de la Cuestión*, Real Instituto Elcano, octubre 2002.
- Nye Joseph S., *Le leadership américain: quand les règles du jeu changent*, Nancy, Presses Univ. de Nancy, 1992.
- Nye Jr. Joseph, *Soft Power : the means to success in world politics*, Public Affairs, New York, 2004.

- Primo de Rivera José Antonio et Río Cisneros Agustín del, *Discursos y escritos (1922-1936)*, Madrid, Instituto de Estudios Políticos, 1976, (Colección Biblioteca de cuestiones actuales).
- Rudel Christian, *Réveils amérindiens: du Mexique à la Patagonie*, Paris, Karthala, 2009, (Les terrains du siècle).
- Saint Germain Charles-Eric de, *Cours particuliers de philosophie. volume I: culture et politique*, Paris, Ellipses, 2011.
- Santi Sylvain et Derive Jean, *La communauté: fondements psychologiques et idéologiques d'une représentation identitaire*, Grenoble, Publications de la MSH-Alpes, 2003.
- Vaïsse Maurice, *Les relations internationales depuis 1945*, 14e éd. revue et Augmentée, Paris, Armand Colin, 2015, (Collection U).
- Valdeón Baroque Julio, Pérez Joseph et Juliá Santos, *Historia de España*, Barcelona, Austral, 2015, (Contemporánea, 543).
- Valle José del (éd.), *La lengua, ¿patria común? ideas e ideologías del español*, Madrid] : [Frankfurt am Main, Iberoamericana ; Vervuert, 2007, (Lengua y sociedad en el mundo hispánico, 17).
- Ventura Christophe, *L'éveil d'un continent: géopolitique de l'Amérique latine et de la Caraïbe*, Paris, Armand Colin, 2014, (Comprendre le monde).
- Zwierlein Cornel, *Politische Theorie und Herrschaft in der Frühen Neuzeit*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2020, (Einführungen in die Geschichtswissenschaft, Band 2).

### **Articles scientifiques ou chapitres de livre :**

- Anholt Simon, « Nation as brand : introduction », dans *BRAND MANAGEMENT*, vol. 9, n° 4 5, avril 2002, p. 229 239.
- Arenal Celestino del, Sanahuja José Antonio et Pachano Simón (éd.), « ,Las cumbres iberoamericanas, el nuevo escenario global y la conmemoración de los bicentenarios », dans, *América latina y los bicentenarios: una agenda de futuro*, Madrid, Fundación Carolina : Siglo XXI de España Editores, 2010, p. 553 633.
- Arnoux Elvira N. de, Nothstein Susana et Lauria Daniela (éd.), *Temas de glotopolítica: integración regional sudamericana y panhispanismo*, Buenos Aires, Editorial Biblos, 2014, (Investigaciones y ensayos).
- Badillo Ángel, « Las políticas públicas de acción cultural exterior de España », dans *Real Instituto Elcano*, 2014.
- Badillo Ángel et Hernández Rosana, « “El español se cuida solo”: desafíos para una geopolítica lingüística del español ante el horizonte multilateral », dans *Real Instituto Elcano*, 2019.
- Bueno Hudson Richard, « La promoción del español desde un enfoque iberoamericano e intercultural. Perspectivas desde el Instituto Cervantes », dans *Journal of Spanish Language Teaching*, vol. 6, n° 2, 3 juillet 2019, p. 119 130.
- Calvet Jean-Louis, *Identité et plurilinguisme*, Paris, 20 mars 2001.
- Calvet Louis-Jean, « Politique linguistique »:, dans *Langage et société*, vol. Hors série, n° HS1, 9 septembre 2021, p. 275 280.

Castillo Alberto et Gil-Barragán Juan Manuel, « El poder normativo de España en la constitución de la comunidad iberoamericana », dans *methaodos revista de ciencias sociales*, vol. 9, n° 1, 1 mai 2021, p. 10 26.

Chávez Fajardo Soledad, « Actitudes lingüísticas y glotopolítica en el español de Chile. Un enfoque diacrónico a través de los paratextos en codificaciones lexicográficas diferenciales (1875-2010) », dans, Muhr Rudolf, Clyne Michael G. et Clyne Michael G. (éd.), *Exploring linguistic standards in non-dominant varieties of pluricentric languages =: Explorando estándares lingüísticos en variedades no dominantes de lenguas pluricéntricas*, Frankfurt am Main ; New York, Peter Lang GmbH, Internationaler Verlag der Wissenschaften, 2013, (Österreichisches Deutsch Sprache der Gegenwart, Band 15).

Couffignal Georges, « Les relations Union Européenne – Amérique latine : simple routine ou prolégomènes d'une politique étrangère européenne ? », dans *Amérique Latine 2010. Une Amérique latine toujours plus diverse.*, 2010, p. 99 112.

David Marcilhacy, « La Hispanidad bajo el franquismo : El americanismo al servicio de un proyecto nacionalista In : Imaginarios y representaciones de España durante el franquismo », dans, Michonneau Stéphane et Núñez Seixas Xosé Manoel, *Imaginarios y representaciones de España durante el franquismo*, Madrid, Casa de Velázquez, 2017.

Del Valle José, « Panhispanismo e hispanofonía: breve historia de dos ideologías siamesas [Panhispanism and hispanofonía: brief history of siamese ideologies] », dans *Sociolinguistic Studies*, vol. 5, n° 3, 21 octobre 2012, p. 465 484.

Del Valle José et Villa Laura, « Spanish in Brazil: Language Policy, Business, and Cultural Propaganda », dans *Language Policy*, vol. 5, n° 4, novembre 2006, p. 371 394.

Dunn David H., « How Useful is Summitry? », dans, Dunn David H. (éd.), *Diplomacy at the Highest Level*, London, Palgrave Macmillan UK, 1996, p. 247 268, [En ligne], <[http://link.springer.com/10.1007/978-1-349-24915-2\\_15](http://link.springer.com/10.1007/978-1-349-24915-2_15)>, (Consulté le 24 mai 2023).

Farandjis Stélio, « Repères dans l'histoire de la francophonie », dans *Hermès*, vol. n° 40, n° 3, 2004, p. 49.

Florencia Rizzo María, « Los inicios de la política lingüística panhispánica: una mirada desde los congresos de la Asociación de Academias de la Lengua Española (1980-2002) / The beginnings of the Pan-Hispanic language policy: a view from the congresses of the Association of Academies of the Spanish Language (1980-2002) », dans *Revista Internacional de Lingüística Iberoamericana*, vol. 16, n° 31, 1 décembre 2018, p. 187 206.

García de la Concha Víctor, « El español en la escena lingüística internacional », dans *Política Exterior*, vol. 27, n° 155, octobre 2013, p. 108 116.

Garin Virginia, *La politique linguistique institutionnelle de diffusion de l'espagnol au XXIe siècle : une enquête sur les représentations de la norme linguistique chez les enseignants de l'Institut Cervantès au Brésil.*, Montpellier, Montpellier 3, 2016.

Garin Virginia, « Discours, normes et pouvoirs en hispanophonie. L'exemple de la promotion de l'espagnol au Brésil », dans *Mots*, n° 106, 31 décembre 2014, p. 43 58.

- Gillibert Matthieu, « Diplomatie culturelle et diplomatie publique?: des histoires parallèles?? », dans *Relations internationales*, vol. n° 169, n° 1, 2017, p. 11.
- Gomes Nancy Elena Ferreira, « España y Portugal en el espacio iberoamericano: coincidencia en las prioridades de política externa », dans *Real Instituto Elcano*, 2017.
- González Sarro Iván et Pérez Herrero Pedro, « Tres décadas de relaciones entre América Latina y España (1990-2020): Síntesis de las fortalezas y debilidades generadas. Propuestas de acción a futuro », dans *Araucaria*, n° 47, 2021, p. 529 560.
- Guespin Louis et Marcellesi Jean-Baptiste, « Pour la glottopolitique », dans *Langages*, vol. 21, n° 83, 1986, p. 5 34.
- Kourliandski Jean-Jacques, *Mexique : reconquérir la souveraineté perdue... en Espagne ?*, IRIS, 4 octobre 2021, [En ligne], <[https://www.iris-france.org/161163-mexique-reconquerir-la-souverainete-perdue-en-espagne/#\\_ftnref1](https://www.iris-france.org/161163-mexique-reconquerir-la-souverainete-perdue-en-espagne/#_ftnref1)>.
- Kourliandski Jean-Jacques, *Alternance à Madrid : vers un retour de l'Espagne en Amérique latine ?*, IRIS, 24 janvier 2020, [En ligne], <<https://www.iris-france.org/143886-alternance-a-madrid-vers-un-retour-de-lespagne-en-amerique-latine%e2%80%89/>>.
- Kourliandsky Jean-Jacques, « L'érosion d'une influence : le cas des relations entre l'Espagne et l'Amérique latine », dans *Revue internationale et stratégique*, vol. 98, n° 2, 2015, p. 26.
- Maihold Günther, « En busca de sentido para el proceso iberoamericano Entre el ocaso y la reforma », dans *Nueva sociedad*, n° 250, 2014.
- Malamud Carlos, « España entre América Latina e Iberoamérica », dans *Real Instituto Elcano*, 30 janvier 2019.
- Malamud Carlos, « La reforma del sistema iberoamericano », dans *ARI*, n° 9, 2013, (Real Instituto Elcano).
- Marcilhacy David, « Las figuras de la «Raza» De la España Mayor a la Comunidad Iberoamericana, perspectivas (post)imperiales en el imaginario español », dans *Historia y política: Ideas, procesos y movimientos sociales*, n° 35, 2016, p. 145 174.
- Miskimmon Alister, O'Loughlin Ben et Roselle Laura, *Strategic narratives: communication power and the new world order*, New York London, Routledge, 2013, (Routledge studies in global information, politics, and society, 3).
- Moreno Fernández Francisco, « Los modelos de lengua del castellano al panhispanismo », dans *Lingüística aplicada a la enseñanza de español como lengua extranjera: desarrollos recientes*, Madrid, 2006, p. 75 94.
- Otero Jaime, « La comunidad panhispanica: Para la proyección global del español », vol. 18, n° 101, octobre 2004, p. 32 34, 37 39.
- Otero Jaime, « De Bogotá a Rosario. La lengua española y la política regional de España en América Latina », dans *Real Instituto Elcano*, n° 36, 2004.
- Otero Jaime et Marco Elvira, « La transformación de la diplomacia cultural española », dans *Política Exterior*, vol. 24, n° 134, avril 2010, p. 155 164.

Otero Jaime et Valera Lia, *Hacia una política lingüística iberoamericana*, Real Instituto Elcano, 2 décembre 2005.

Pachón Soto Damián, « Nueva perspectiva filosófica en América Latina: el grupo Modernidad/Colonialidad\* », dans *ciencia política*, n° 35, juin 2008, p. 8 35.

Paffey Darren, « Policing the Spanish language debate: verbal hygiene and the Spanish language academy (Real Academia Española) », dans *Language Policy*, vol. 6, n° 3 4, 5 novembre 2007, p. 313 332.

Recondo David, « « AMÉRIQUE LATINE - La question indienne » », dans *Encyclopædia Universalis*, [En ligne], <<https://www.universalis.fr/encyclopedie/amerique-latine-la-question-indienne/>>.

Ribas Mélanie, *Hispanité, hispanophonie. Etude de la rhétorique des discours et de l'agir*, Paris, Paris 3, 2014.

Rivas César Villanueva, « The use of the Spanish language as a cultural diplomacy strategy for extending Mexico's soft power in the United States », dans *Place Branding and Public Diplomacy*, vol. 11, n° 2, mai 2015, p. 139 147.

Romero Lesmes María Dolores, « La promoción internacional de la lengua española: comparación entre los casos de los idiomas alemán, chino y francés », dans *Real Instituto Elcano*, 1 septembre 2015.

Sanahuja José Antonio, « La crisis de la integración y el regionalismo en América Latina: giro liberal-conservador y contestación normativa », dans *Ascenso del nacionalismo y el autoritarismo en el sistema internacional Anuario 2018-2019*, Mexico, 2019, p. 107 127.

Sanahuja José Antonio, « España, América Latina y Cuba tras el periodo Rajoy: Balance y perspectivas de la política exterior », dans, Serbin Andrés (éd.), *¿Fin de ciclo y reconfiguración regional? América Latina y las relaciones entre Cuba y los Estados Unidos*, Ciudad Autónoma de Buenos Aires, CRIES Coordinadora Regional de Investigaciones Económicas y Sociales, 2016, (Anuario de la integración regional de América Latina y el Caribe, 2016, Edición especial), p. 235 273.

Sanahuja José Antonio et Gratius Susanne, « Entre el olvido y la renovación: la UE y América Latina », dans *Política Exterior*, vol. 24, n° 135, juin 2010, p. 122 134.

Serventich Alfredo Rajo, « Las dimensiones del hispanismo e hispanoamericanismo », dans *Latinoamérica. Revista de estudios Latinoamericanos*, n° 47, 2008, p. 96 117.

Süselbeck Kirsten, « Las Academias Correspondientes de la Lengua en la Hispanoamérica del siglo xix », dans, Carreras Sandra et Carrillo Zeiter Katja (éd.), *Las ciencias en la formación de las naciones americanas*, Madrid : Frankfurt am Main, Iberoamericana ; Vervuert, 2014, (Bibliotheca Ibero-Americana, vol. 158), p. 271 295.

Teyssier Paul, « Paul teyssier l'amérique latine perspective géolinguistique », dans *Français dans le monde. Recherches et applications*, n° 22, 1997, p. 83 94.

Thompson R.W., « Spanish as a pluricentric language », dans, Clyne Michael G. (éd.), *Pluricentric languages: differing norms in different nations*, Berlin ; New York, Mouton de Gruyter, 1992, (Contributions to the sociology of language, 62), p. 45 70.

Trigo Abril, « Los estudios transatlánticos y la geopolítica del neo-hispanismo », dans *Cuadernos de Literatura*, n° 31, juin 2012, p. 16 45.

Villanueva Darío, « El español como lengua universal », dans *Real Instituto Elcano*, 16 novembre 2018.

### **Déclarations et sources officielles :**

*Presentación del IX Congreso Internacional de la Lengua Española. Cádiz 2023*, Cadix, 2023, [En ligne], <<https://www.youtube.com/watch?v=VDv1G4BrjdM>>.

‡*El español en el mundo: anuario del Instituto Cervantes 2022*, Madrid, Instituto Cervantes, 2022.

*El español en el mundo: Anuario del Instituto Cervantes, 2021*, Alcalá de Henares, Madrid, Instituto Cervantes ; Bala Perdida, 2021.

*Plan de actuación del Instituto Cervantes 2021-2023*, Instituto Cervantes, 2021, [En ligne], <<https://cervantes.org/sites/public/produccion/files/2023-02/plan-actuacion-2021-2023-instituto-cervantes.pdf>>.

*Beroamérica: una comunidad, dos lenguas pluricéntricas*, OEI, 2019.

*El español en el mundo: Anuario del Instituto Cervantes, 2018*, Madrid, Boletín Oficial del Estado : Instituto Cervantes, 2018.

*XV Congreso de la ASALE: Solemne inauguración.*, Academia Mexicana de la Lengua, 2017, [En ligne], <[https://www.youtube.com/watch?v=uKZoIeT\\_BdU](https://www.youtube.com/watch?v=uKZoIeT_BdU)>.

*El español en el mundo: anuario del Instituto Cervantes, 2016*, Alcalá de Henares, Madrid, Instituto Cervantes, Boletín Oficial del Estado, Ministerio de Presidencia, 2016.

*PLAN NACIONAL DE ACCIÓN CULTURAL EXTERIOR*, Gobierno de España, 2010.

*Real Decreto 595/2007*, Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación, 4 mai 2007, [En ligne], <<https://www.boe.es/eli/es/rd/2007/05/04/595>>.

*Estatutos y reglamento*, Asociación de academias de la lengua española, 21 mars 2007.

*La nueva política lingüística panhispanica*, Asociación de academias de lengua española, 2004.

Elizaíncin Adolfo, *Dilemas actuales de las academias de la lengua*, XV Congreso de la Asociación de Academias de la Lengua Española, 2015

### **Articles de presse :**

Albares Bueno José Manuel, « La Europa que mira a América Latina », dans *La Jornada*, 23 mars 2023, [En ligne], <<https://www.jornada.com.mx/notas/2023/03/23/politica/la-europa-que-mira-a-america-latina/?from=homeonline&block=ultimasnoticias>>.

Ansaldo Briones Cecilia, « El español dentro de la marca España », dans *El Universo*, Equateur, 4 mars 2018, [En ligne], <<https://www.eluniverso.com/opinion/2018/03/04/nota/6649219/espanol-dentro-marca-espana/>>.

Colombo Sylvia, « Se habla español “No, no, pero yo hablo portunhol” », dans *FolhaOnline*, 30 mars 2007, [En ligne], <<https://www1.folha.uol.com.br/folha/pensata/ult3891u32.shtml>>.

Francisco de Anda Corral, « Crean la Red Iberoamericana de Diplomacia Cultural », Mexico, 29 juillet 2020, [En ligne], <<https://www.eleconomista.com.mx/arteseideas/Crean-la-Red-Iberoamericana-de-Diplomacia-Cultural-20200728-0155.html>>.

García Vega Miguel Ángel, « ¡Pobre marca España! », dans *El País*, 10 février 2023, [En ligne], <[https://elpais.com/economia/2013/02/08/actualidad/1360341622\\_904288.html](https://elpais.com/economia/2013/02/08/actualidad/1360341622_904288.html)>.

González Harbour Berna, « ¿A quién quieres más: al español o al castellano? », dans *El País*, Madrid, 8 janvier 2023, [En ligne], <<https://elpais.com/cultura/2023-01-08/a-quien-quieres-mas-al-espanol-o-al-castellano.html>>.

Gortázar Naiara, « ‘Excusez-moi’, deje sitio al español », dans *El País*, 26 avril 2013, [En ligne], <[https://elpais.com/sociedad/2013/04/25/actualidad/1366913109\\_148939.html](https://elpais.com/sociedad/2013/04/25/actualidad/1366913109_148939.html)>.

Grijelmo Álex, « Hablamos de lo que nos separa con la lengua que nos une », dans *El País*, 8 janvier 2023, [En ligne], <<https://elpais.com/mexico/opinion/2023-01-08/hablamos-de-lo-que-nos-separa-con-la-lengua-que-nos-une.html>>.

Instituto Cervantes, « El Instituto Caro y Cuervo de Colombia se instala en la sede central del Instituto Cervantes en Madrid », Madrid, 10 octobre 2014, [En ligne], <<https://cervantes.org/es/sobre-nosotros/sala-prensa/notas-prensa/el-instituto-caro-y-cuervo-de-colombia-se-instala-en-la->>.

Manetto Francisco, « Las protestas en Ecuador redoblan la presión contra el Gobierno », dans *El País*, 9 octobre 2019, [En ligne], <[https://elpais.com/internacional/2019/10/09/actualidad/1570637220\\_024808.html](https://elpais.com/internacional/2019/10/09/actualidad/1570637220_024808.html)>.

Moreno Javier, « Brasil decide si quiere hablar español », dans *El País*, 18 juin 2000.

redacción, « Completo, el magistral discurso de María Teresa Andruetto para el cierre del Congreso de la Lengua », dans *La voz del interior*, Córdoba (argentine), 31 mars 2019, [En ligne], <<https://www.lavoz.com.ar/numero-cero/completo-magistral-discurso-de-maria-teresa-andruetto-para-cierre-del-congreso-de-lengua/>>.

Sierra Sonia, « La Real Academia busca imponer normas en AL », dans *El Universal*, Mexico, 10 novembre 2010, [En ligne], <<https://archivo.eluniversal.com.mx/cultura/64205.html>>.

Vargas Llosa Mario, « La lengua oculta », dans *El País*, 6 décembre 2020, [En ligne], <<https://elpais.com/opinion/2020-12-05/la-lengua-oculta.html>>.

« ¿Qué ha sido de las estatuas de Cristóbal Colón en América Latina y Estados Unidos? », dans *CNN Español*, 7 septembre 2022, [En ligne], <<https://cnnespanol.cnn.com/2022/09/07/que-ha-sido-de-las-estatuas-de-cristobal-colon-en-america-latina/>>.

« Axel Kicillof defendió el lenguaje inclusivo y llamó a los jóvenes a que “hablen como quieran” », dans *Clarín*, 22 juin 2022, [En ligne], <[https://www.clarin.com/sociedad/axel-kicillof-defendio-lenguaje-inclusivo-llamo-jovenes-hablen-quieran-\\_0\\_IewhkqIKi9.html](https://www.clarin.com/sociedad/axel-kicillof-defendio-lenguaje-inclusivo-llamo-jovenes-hablen-quieran-_0_IewhkqIKi9.html)>.

« Cristóbal Colón: ¿por qué removieron las estatuas del navegante europeo en Latinoamérica? », dans *La República*, 8 septembre 2021, [En ligne], <<https://larepublica.pe/mundo/2021/09/07/cristobal-colon-por-que-derribaron-estatuas-del-navegante-espanol-en-latinoamerica-atmp>>.

« “Un retroceso”, que el español sea Marca España », dans *El Universal*, 16 mars 2018, [En ligne], <<https://www.eluniversal.com.mx/cultura/letras/un-retroceso-que-el-espanol-sea-marca-espana/>>.

« El español no es de España », dans *El País*, 4 mars 2018, [En ligne], <[https://elpais.com/elpais/2018/03/02/opinion/1520012414\\_290382.html](https://elpais.com/elpais/2018/03/02/opinion/1520012414_290382.html)>.

« La pretensión de intervenir y modificar la lengua de todos », dans *Clarín*, Argentine, 2018, [En ligne], <[https://www.clarin.com/cartas-al-pais/pretension-intervenir-modificar-lengua\\_0\\_0hr9UnWR3.html](https://www.clarin.com/cartas-al-pais/pretension-intervenir-modificar-lengua_0_0hr9UnWR3.html)>.

« Contra los fantasmas inducidos », dans *Clarín*, Argentine, 18 octobre 2013, [En ligne], <[https://www.clarin.com/ideas/jose-luis-moure-director-de-la-academia-argentina-de-letras\\_0\\_Bkt5IbQjwml.html](https://www.clarin.com/ideas/jose-luis-moure-director-de-la-academia-argentina-de-letras_0_Bkt5IbQjwml.html)>.

« Por una soberanía idiomática », dans *Página12*, Argentine, 17 septembre 2013, [En ligne], <<https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-229172-2013-09-17.html>>.

« El día que Chávez lo culpó de genocida », dans *La Nación*, Argentine, 9 juin 2013, [En ligne], <<https://www.lanacion.com.ar/buenos-aires/el-dia-que-chavez-lo-culpo-de-genocida-nid1590042/>>.

« Una gramática de todos », dans *El Tiempo*, Bogota, 18 décembre 2009, [En ligne], <<https://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-3768710>>.